A PÉKIN

M. Ford a été accueilli par les deux vice-premiers ministres

LIRE PAGE 44

Directeur: Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 CA; Maroc, 1,30 dir.; Tunkie, 100 m.; Allendgne, 1 DM; Antruche, 10 tch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 50 t. Ct; Dantenark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pets.; Grande-Bretagne, 18 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 ris.; Italie, 250 l.; Liban, 125 p.; Lucianhotte, 11 fr.; Nervège, 2,75 kr.; Pays-Res, 0,80 fl.; Pertugal, 12,50 etc.; Seèée, 2,25 kr.; Seisse, 1 fr.; U.S.A., 55 cts; Yougnstavie, 10 n. din.

Tauit des abonnements page 16 5, RUE DES ITALIENS MIT PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4297-23 Paris Telex Paris nº 650573 Tčl.: 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Démocratie chrétienne et théologie de la révolution

diversité a été l'objectif dn congrès de l'Union mondiale des démocrates-chrétiens qui vient ande se réunir pendant trois jours ' '.) Rome. Deux cent cinquante , jelégnés représentaient soixante partis et mouvements. Les uns participent an gonvernement, les printes militent dans l'opposition m dans la elandestinité. Ils ont in point commun : ils s'inspirent le christianisme et pensent, comme Paul VI le leur a rappelé. me cle nom de chrétien peut tre un signe de contradiction et . Les débats n'en ent pas moins onfirmé les profundes divergenes d'un monvement qui, créé vilà dix ans à la conférence de ima, s'étend maintenant sur ontes les partles dn monde. Mais nelle sorte d'idéologie commune ient dégager une multitude femériences nationales infininent plus variées que celles que on confronte dans les réunions le l'Internationale socialiste, sans ... arier des conférences des partis

ommunistes? Les représentants latino-amériains, en particulier M. Radomiro fomic (Chili), sonhaitent lancer ...a démocratio chrétienne dans un rocessus révolutionnaire, lutter ontre les sociétés muitinatiojales, définir nettement les randa traits d'une idéologio imacrate-chrétienne. Les repréntants dn tiers-monde out pssé un tableau des sous-deveper face a l'Europe surindres. e oppressif de l'ordre social uce américaine, dessinant en mino une théologie de la révo-

Les Enropéens tiennent un tont lautre langage. Nenvisagent-ils manusagent-ils nutation de leur parti en une formation élargie de la caractère conservateur est adeniablo? Les dirigeants de Union enropéenne des démocras chrétiennes s'étaient réunis - la veille de la conférence monliale et avalent évoque ce thême Wildemi-mot. La C.D.U. allemande onhaiterait que, avant les éleclons de l'an procbain en Répn-lique fédérale et celles qui se dirouleront dans deux ens en talle, la démocratie chrétienne ruropéenue devienne le noyan allier, par exemple, en France, U.D.R. on les républicains indémudants. On est évidemment très oin des perspectives idéologiques ue réclament les Latino-Amé-

Dans son rapport final, M. Maiano Rumor, ministre italien les affaires otrangères, a tenté le concilier les contradictions. Il 'est appnyó sur l'encyclique de 'aul VI « Populorum Progressie ». t a cité en exemple son compariote Eurico Mattei, qui, en attant contre les sociétés multilationales, a permis à l'Italie de reserver sa souveraineté sur ses ources d'énergie. Mais le pro-lème quo se pose la démocratie urétienne, depuis des décennies, este entier : où tronver cette Ameuse « troisième voie » que les théoriciens des artis catholiques? Et puis dans nelle mesure l'Eglise romaine ragera-t-elle on freinera

elle leurs efforts? Au cours de l'andience privée uil leur a accordée. Paul VI atmaît rappelé avec émotion les ens qui unissent sa famille à a démocratie ehrétienne, mais aus son allocution poblique il pris soin de marquer quelque listance : c'est an titre de « petrins de l'Année sainte » qu'il recu les congressistes. Au même noment, le cardinal Poletti, vi-naire de Rome, indiquait fermevent aux démocrales-chrétiens taliens qu'il n'était pas question ite passer des « compromis » qui avorisent l'avance du marxisme, ar e partout où le communisme Aurice un ponvoir l'Eglise se En Hant ces propos, beaucoup

int di penser combien il était fillitie de dégager entre le solalisme et le libéralisme autre chose qu'un sentier.

(Live nos informations page 3.)

Le Conseil européen de Rome L'agitation dans les casernes

M. Schmidt pour la limitation des dépenses communautaires

M. Giscard d'Estaing pour l'élection d'un Parlement au suffrage universel

Les treveux du Conseil européen s'ouvrent ce lundi 1^{er} décembre, à 15 heures, à Rome, avec le participation de M. Giscard d'Estaing et des chels de gouvernement de la Communauté européenne. La question de le participation britan-nique è la conférence Nord-Sud dominera les diseuseions. M. Giscard d'Eetaing a mentionné dimanche soir, somme sujet important eu Coneeil, l'élection du Parlement européen de Strasbourg eu sultrege universel. A ee propoe, la Grande Bretegne est en retreit eur ses partenaires.

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Les débats porteront aussi sur une proposition du chaneelier Sehmidt visant à limiter les dépenses

Rome. —Le chenceller Schmidt est arrivé à Rome fermement décidé à faire partager par le conseil européen ses idées sur la doublo nécessité d'une politique budgétaire communautaire pl'u s rigoureuse et d'une réforme du Marché commun agricole. Ce s questions de vra le n't en bonne logique occuper une place imporlogique occuper une place impor-tante dans les discussions, du moins si l'attention des partici-pants n'est pas complètement captée par l'incartade britannique et les moyens d'y remédior, à deux semaines do la date prévue pour l'ouverture de la conférence Nord-

Le gouvernement allemand a on voyé récemment aux autres Etats membres ainsi qu'à la commission de Bruxelles un aidemémoire où il expose dans le détail sa position, notamment en matière budgétaire. On y explique qu'en ces temps de crise la générosité de l'Allemagne à l'égard de l'Europe oe peut être sans fin; le gouvernement fédéral est disposé à contribuer au budget de la Communauté, à donner plus qu'il ne recoit, mais à la condition quo ce débours net au profit de l'Europe demeure limitée. Et de dèvelopper l'idée qu'il con vient de mettre un frein à la progression des dépenses de la Communauté. Le gouvernement allemand a

Pour ce faire, lo chanceller suggère que, chaque antomne, les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances fixent pour l'exercice suivant une fixent pour l'exercice suivant une enveloppe financière dans les limites de laquelle le budget communautaire devrait être établi, étant entendu que le montant global des crédits ains; affectés à la construction européenne ne devraient pas par la suite être dépassés, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles à fait exceptionnelles.

De nos envoyés speciaux

à fait exceptionnelles.

Cette formule de l'enveloppe, repoussée par M. Ortoli, le président de la Commission, dans l'interview qu'il nous a donnée à la veille du « sommet » //le Monde daté 30 novembre-l' décembre) pourrait aboutir, si elle était retenue, à une modification profonde de la politique européenne telle qu'elle est conçue depuis le début du Marché commun. Elle signifierait en effet que les décisions prises par les Neuf les décisions prises par les Neuf pour doter progressivement la C.R.E. de politiques communes, puis pour gérer ces politiques, pourraient désormais être re-mises en cause pour des raisons budgétaires. Ce serait surtout le ces de la politique seriole com-

tre en cause le tonetionnement de la politique egricola commune. Le président trançaie s'en entretient avec le chanceller tédérel au cours d'un déjeuner en tête é tête qu'il a evec lui ee lundi, Arrivé dimenehe à Rome, M. Giecerd d'Esteing eu un dîner intime avee M. Leone, présiden de le République italienne. Il a été reçu lundi metin par le pape Peul VI; Mma Giscerd d'Estaing ei M. Seuvagnargues ont été edmis è le lin de l'audience. Le président françaie et M. Leone ont eélèbré ensuite, au palais Fernèsa, la eantenaire de l'Ecole irançaisa de Roma, pour laquella une annexe e été ineugurée piazza Navone.

nune, qui represente environ 70 % du budget européen et que l'alde-mémoiro allemand désigne comme une cause essentielle de la forte progression des dépenses. Sa gestion normale quotidienne serait rendue plus hasardeuse : le Conseil et la Commission, en cas de difficultes rencontrées sur tel ou tel marché — par exemple en cas de surproduction — ne pourralent plus faire plem usage des possibilités do soutien offertes par les réglements européens, de peur de dépasser les crédits inscrits dans le budget. C'est dire que les avantages consentis aux que les avantages consentis aux agriculteurs dans les règlements adoptés par le conseil des minis-ters deviendraient partiellement théoriques.

Le gouvernement allemand propose encore de créer, au sein de la Commission un commissaire aux finances dont la tache exclusive serait de superviser la ges-tion du hudget européen. Il lui reviendrait de se prononcer sur les incidences financières des propositions de la commission, autrement dit d'évaluer dans quello mesure, ces propositions sont acceptables,

MAURICE DELARUE et PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la mute page 2.)

D'autres inculpations sont attendues après celles de quatorze soldats

Quatorze soldats du contingent unt été inculpés, samedi 29 et dimanche 30 novembre, de tentativo do démoralisation de l'arméo par le magistrat de la Cour de sureté de l'Etat chargé d'instruire lo dossier à la demande du ministère de la défense. L'un des quatorze inculpés a été laissé en liberté, les treize autres nnt été incarcérés dans plusieurs prisons de la réginn parisienne.

Selnn toute vraisemblance. Il e'agit de quatorze appelés des garnisons de Besançan et de Cazaux lGirondel, nu avait étô annoneée la constitution d'un syndieat régimentaire et où ont été distribués des tracts jugés - nuisibles au moral de l'armée -. D'autres inculpations sont, du reste, à prévoir.

L'ensemble des partis do l'oppositinn et les mouvements d'extrême gauche unt condamné lo recours à la Cour de sureté do l'Etat, tandis que, de son côté, le ministère de la défenso précise quo sa plainte a pour effet d'atteindre - des manipulateurs irresponsables de soldats, afin qu'ils prennent conscience de leurs responsabilités ..

SEPT ANS APRÈS 1968

por JEAN PLANCHAIS

Une poignée de jeunes gens vont répondre devant la Cour de sûreté de l'Etat de la propa-gande antimilitariste qu'ils au-ralent diffusée. Mais qui répondra de l'incapacité du pouvoir, depuis pusieurs années, à entreprendre une veritable transformation de

une véritable transformation de l'armée?

C'est bien de cela qu'il s'agit, ou qu'il devrait s'agir, alors que certains tendent de nous ramener, avec une sorte d'amère jubitation, à près de vingt ans en arrière L'armée française, réduite à un « adversaire potentiel » puissant, certes, mais immobile, va retrouvar un ennemi. mobile, va retrouvar un ennemi, l'ennemi d'Indochine, l'ennemi d'Algèrie, bref, la subversion l Et l'on volt ressurgir le vocabu-laire de la guerre révolutionnaire, les formules de cette « action

psychologique » qui fit beaucoup plus de dégâts dans les esprits militaires — et dans certains milieux civils — que dans les rangs de ceux qu'elle préten-dait combattre.

Le gouvernement prendra-t-il garde aux effets de l'opération qu'il a lancée ? Queiques soldats qu'il a lancée? Quelques soldats veulent et et en syndicalisme militaire. Thèse discutable, mais qui vaut d'être discutée. Des comités de soldats, dont les uns réclament l'amélioration de la qualité de la vie et des rapports au sein des unites, alors que d'autres à partir des mêmes thèmes, mettent radicalement en cause l'institution, quelques tracts faisant appei à la mythologie révolutionnaire de l'ultra-gauche.

(Live la suite page 12.,

Les «casques bleus» restent sur le Golan UN REPORTAGE-DOCUMENTAIRE

Le gouvernement israéllen s'est rêuni, ce lundi 1er décembre, en séance extraordinaire, pour examiner les implications de la résolution sur le Golan, adoptée dans la nuit de di-manche à lundi par le Conseil de sécurité. Cette résolution prévoit la reconduction du mandat des - casques bleus - pour une nou-velle période de six mois, mais stipule que le Conseil de sécurité cootinuera, le 12 janvier prochain, le débat sur le problème dn Proche-Orient, · y compris la question de la Palestine ·. Ce vote a provoqué un très vil mécontente-ment dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, qui estiment que le Conseil de sécurité a cédé au • chantage eyro-soviétique •. La déception est particulièrement vive en eo qui concerne l'attitude dec Etats-Unis, la presse

de Jérusalem parlant d' « érosinn de la tion américaine - à l'égard du problème

palestinien. Dans le Sinaï, les Israéliens ont évacué dimanche matin, les gisements de pétrole d'Abou-Rodelss, aux termes de l'accord de dogagement égypto-israéllen du 1" septembre dernier.

Ces accords, ainsi que la situation sur le front syrien, ont fait l'objet de débets lors de deux conférences consacrées à la guerre d'octobre 1973, qui nnt réuoi récemment à Jérusalem puis au Caire des experts internationaux et un grand nombre de militaires israéllens et égyptiens. Michel Tatu fait le point, à la lumière de ees débats, sur la phase actuelle du conflit entre Israël et ses voisins.

Haute-Galilée. »

a obtenue a Oum-Khashiba dans

est sans équivoque : « Il ne suffit

pas d'observer. Nous devons aussi

pouvoir défendre cette position.

aftn que la bataille se déroule ici

et non dans la région peuplée de

(Lire la suite page 4.)

le Sinai ? Là encore, la réponse

Le Liban dans la tourmente

Anelyser le crise libanaise, en n'oubliant eucune de ses multiples fecettes, ses origines lointaines et ses causes immédistes, son caractère tragique comme ses Sspecis - loikloriques -, eonatitue u n o gsgeure pour la presse écrile, en peine d'exposer avec elarté un problème aussi complexe qu'ambigu. Expliquer le conflit per l'image nécessite uno bonne dose d'audace. Deux jeunes journalistes-réalisateurs, Jocelyn Seab (Libanaise vivant en France) et Jorg Slocklin (Françaia résidant au Liban), ont lenté l'aventure avec peu da moyans el beaucoup de bonne volonté pour offris aux , télévisions européennes un reportage-documentaire : • Le Liban dans le tourmante, . Feute du petil écran, le publie psrisien auta heureusement la poseibilité de voir ce film lourné en 16 millimètres au einėma Entrepôt.

Les auleurs ont lalt mieux que fournir une Interprétation de crise . Ila noua soumettent un dossier, nous livrent les lémoignages des principeux protagonistes de la guerre civile. Chrétiens el muaulmsns, progressisles ou conservateurs, bourgeois, prolétaires, intellectuels, exposent leurs theses respectives nous disent pourquol Ils ont oris les ermes, confient teurs angolsses, leurs espoire el leurs objectifs. Une mosaîque de la société libanaise pulvérisée psr l'explosion populsire, est einsi reconstituée soua nos yeux ; au tur er à mesure que les mécanismes du système aont démontés le spectateur prend conselence des vices qui ont grippé l'appareil de l'Etat.

Des mythea largement répandus et entretenue par l'apparence des choses a'évenouissent les uns après les autres. Les propos d'une guide ainsi que ceux de la radio nationale présentant le pays aux touristes comme une sorte de paradis terrestre, images d'Epinal à l'appui, paralasent après coup comme crueliement dérisoires. D'évidence, le volupté de « lézarder au sole!! ». de se livrer eux joies gastronomiques et aux plaisirs nocturnes n'est pes à la portée de tous. Jocelyn Saab et Jorg Stocklin nous montrent aussi - l'autre Liban celul do le vaste majorité des eltoyena qui n'avaient cessé do souftri: dans l'ombre, derrière le feçade scintiliante àrigée par et pour les

> ERIC ROULEAU (Lire la suite page 31.)

UN GRAND PAS EN AVANT A ÉTÉ FAIT AU LIBAN DANS LE SENS DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE

nous déclare M. Couve de Murville (Lire page 5.)

I. - Les militaires l'arme au pied station d'alerte, comme eello qu'il

Mont Hermonite, sur les hauteurs du Golan. - La vue est imprenable. A plus de 1 000 mètres d'altitude, non loin du mont Hermon, ce piton de l'extreme orien » du Golnn domine la plaine de Damas comme un balcon La zone de l'ONU est iel très mince, et les positions syriennes sont toutes proches, au pied do la colline, peu visibles

AU JOUR LE JOUR

SECRET

Un esprit éminent a dit que le radicalisme était un état d'dme. De M. Robert Fabre n M. Gabriel Péronnet, en passant par Mme Frunçoise Giroud, il apparaît aujour-d'hui que l'âme du radicalisme, s'il en o une, est dans tous ses étais.

Dès lors, quel est son secret? Quel amour incompris, quel mystère sentimental cache-i-elle? Les passions du pouvoir sont souvent les plus fortes. Ce que nous poyons resurgir maintenant, n'est-es pas la nostalgie de ce que le général de Gaulle oppelait, avec un peu trop de mépris il est vrai, les jeux stériles des partis, et qui n'est au fond que le goût de la politique?

ROBERT ESCARPIT.

De notre envoyé spécial MICHEL TATU .

parce qu'enterrées. Un peu à droite, en retrait, la ville de Kuneitra, ou plutôt ce qu'il en reste, est complètement enserrée entre des collines tenues par Israël, à tel point qu'ella parais sait à un jet de pierre, tout à l'heure, nu détour d'une route. comprend que les Syriens soient peu pressés de la reconssentent dominés par Israel plus encore qu'ils ne dominaient les kibboutzim de Haute-Galilée à l'ouest du plateau avant 1967. En tout cas, pour l'officier israélien

qui nous accompagne, la démons-« Vous comprenez pourque nous ne pouvons nous retirer In distance d'ici jusqu'au Jour dain est de 29 kilomètres ; il faut une demi-heure à des blindés pour la franchir. Or Israel est un trop petit pays pour avoir autre chose qu'une armée de réserve. Ce n'est pas comme en face, où l'adversaire n une armée de métier, toujours sur pied de guerre. Il nous faut, à nous, le plus grand delai possible de préavis pour

que nous l'obtenons. » On pourrait faire observer que ces magnifiques positions n'ont pas permis de voir venir à temps l'attaque syrienne do 1978, mais une autre question vient à l'esprit : et si, le Goian étant rendu aux Syriens, mais démilitarisé. Israel conservait ici meme une

notre mobilisation, et c'est ict

Le nouveau roman de COURRIERE

EXCES **PASSION**



Plon

Le chancelier Schmidt invitera d'ailleurs ses parten aires à réformer la politique agricole commune, de manière à parvenir à un meilleur équilibre des marchés. L'aide-mémoire allemand met l'accent sur la nécessité de pratiquer une politique de prix très prudente, du moins en ce qui concerne les produits laitiers, la viande de bœuf et le vin.

Il est également demande que les producteurs de lait soient associés aux dépenses engagées pour résorber les excédents et que la garantie actuellement accordée aux producteurs de viande (régime dit de l'interven-tion permanents) soit réduite viande (régime dit de l'intervention permanente) soit réduite.

Il semble pen probable que les chefs de gouvernement s'appesantissent sur les mesures envisagées pour rendre plus efficace et moins coûteuse la politique agricole. En revanche, le Conseil européen pourrait essayer de parvenir à une décision sur la nature de l'effort à entreprendre — simple recommandation de vigilance ou au contraire adoption d'une enveloppe contraignante — pour loppe contraignante — pour modèrer la progression des dépenses. En bonne logique, M. Giscard d'Estaing devrait être un adversaire résolu de la proposition d'enveloppe, puisqu'elle

aboutirait à un plafonnement des dépenses agricoles, autrement dit à une formule à laquelle la Francc s'est jusqu'ici toujours opposée. Il faut bien constater cependant que du côté français aucun indice, aucunc déclaration ne sont venus encore confirmer que le président de la République était décidé à résister avec résolution aux exigences du chanceller fédéral.

mais il penserait que la date de 1980 ue pourra être tenue. Il attacherait une grande importance à l'aspect monétaire de 1974 avait aussi demandé de 1976 avait aussi de

Les affaires institutionnelles

Le « sommet » européen de Paris de 1974 avait chargé le premier ministre beige d'établir avant la fin de 1975 un rapport sur 1° union européenne » (objectif que les Neuf chefs de gonvernement s'étaient proposé, au « sommet » de 1972, d'atteindre avant 1980). M. Tindemans s'est livré à une cnquête approfondie dans toutes les capitales et dans tous les milieux politiques de la Communauté (seul le parti communiste français a refusé de s'entretenir avec lui). Le rapport final ue sera terminé qu'après le prochain conseil européen et M. Tindemans se contentera, à Rome, de dire à ses collègues où en est sa mission. Le premier ministre beige serait relativement optimiste,

Un projet en ce sens, sur lequel les Neuf doivent se prononcer, a été adopté le 14 janvier dernier par le Parlement, européen, par 106 voix contre 2 — les socialistes da n o i s — et 17 abstentions (9 communistes français et italiens, 6 Français gaullistes et 2 lihéranx danois). Il prévoit que le Parlement passera de 196 sièges actuels à 355, répartis géographiquement, selon une formule qui mênage les petits pays. Ainsi, l'Allemagne avait 71 sièges, la Grande-Bretagne 67, l'Italie 68, la France 65, les Pays-Bas 27, la Belgique 23, le Dauemark 17, l'Irlande 13, le Luxembourg 6. Le Parlement européen propose que chaque pays utilise pour le moment le système électoral de son choix, que le mandat solt de cinq ans, que le cumul des mandats européens et nationaux soit possible mais non obligatoire, enfin que les premières électiqus

européennes alent lieu le premier dimanche de mai 1978.

Les principaux litiges portent sur la répartition géographique. Certains pays, notamment la France, trouvent que la part faite aux petits pays est trop belle : la Grande-Bretagne pense que la date de 1978 est trop proche; le Danemark réfuse le jour électoral unique et veut faire coincider les scrutins européens avec le scrutin national.

Les experts qui étaient chargés par le « sommet » de 1974 d'établir un projet de passeport uniforme ont terminé leur travail. Un modèle européen est prêt. Il aura trente-deux pages, sera libellé en deux on trois langues, dont obligatoirement le français et l'englais. Sa couverture sera sans doute pourpre, mais ce choix n'est pas définitif. Le passeport continuers d'être délivré comme aujourd'hui par les autorités nationales. Plus complexe est le projet d'union des passeports, qui comporterait la suppression de tout contrôle aux frontières intérieures de la Communauté. Ce qui suppose une harmonisation des législations sur les étrangers. législations sur les étrangers.

Enfin, les chefs de gouvernement entendent avoir un échange de vues sur l'évolution de la de vues sur l'evolution de la situation en Espagne et an Por-tions à donner aux relations de la Communauté avec les pays da la péninsule Ibérique. Ils procéde-ront aussi à un échange de vues sur l'évolution des relations de la Communauté avec les pays de l'Est.

● Les secrétaires généraux des syndicats C.G.T. (français) et C.G.I.L. (Italie), MM. Georges Séguy et Luciano Lama, se sont rencontrés samedi 29 novembre à rencontrés samedi 29 novembre à Rome pour discuter de la situation économique en Europe, Dans un communiqué commun, les deux confédérations ont déclaré: « Nous exprimons notre inquiétude face à la situation portugaise et réaffirmons notre solidarité avec les travailleurs portugais, en souhaitant que la classe ouvrière et les jorces démocratiques s'unissent contre les tentatives de réaction dans ce pays pour défendre les dans ce pays pour défendre les objectifs de liberté et de démocratie inspirés par la révolution, » — (A.F.P.)

Un passeport européen ?

MAURICE DELARUE et PHILIPPE LEMAITRE.

Grèce DIX ANCIENS POLICIERS ACCUSÉS DE TORTURES DURANT LA DICTATURE

Athènes (A.F.P.). — La cour d'assises de Chalkis; capitale de l'île d'Eubec, à 55 kilomètres au nord d'Athènes, à condamné, dimanche 36 novembre, à des peines allant de quatre mois à dir mois de prison quatre complisaires de collec annuels annuels de prison quatre complisaires de collec annuels de prison quatre compliers de collec annuels de prison quatre complisaires de collec annuels de prison quatre compliers de collec annuels de collec quatre commissires de police, an-cieus membres de la Süreté générale d'Athènes, accusés d'avoir torturé des détents politiques durant la der-nière année de la dictature en Grèce (25 novembre 1973-24 juillet 1974).
hix autres policiers ont été acquittés. Les condamnés peuvent racheter
leur peine par le palement d'une
amende de '150 drachmes (soit

SONT ACQUITTES

comité directeur ; 23 pour et 10 contre an groupe parlementaire. An comité central du parti communiste, vingt membres ont voté pour et quatorze contre l'entrée au gouvernement. Il est encore trop tôt pour mesurer les conséquences de ce vote, mais il est clair que l'unanimité, qui avait pu paraître restaurée depuis le dix-septième congrès du parti et pendant toutes les négociations sur le programme gouvernementai, n'eura pas résisté à l'épreuve de l'entrée au gouvernement. M. Sinisalo estime que ce geste aura « des conséquences incalculables », même si M. Alenius, la président de la S.K.D.L. s'est réservé « le droit de sortir du gouvernement s'il apparaît, à l'usage,

amende de '150 drachques (soit 28 F.F.) par jour.
Cependant, certains d'entre eux, dont les commissaires Mallios et Baballs, seront maintenus en détention, car ils eout impliqués dans un autre procès pour tortures durant toute la páriode de la dictature.
An cours du procès qui s'était ouvent le 11 novembre dernier, quatrevingt-dix témoins à charge, pour la plupart des étudiants, sysient déret les tortures dont ils avaient fait Fobjet durant leur détention dans les locaux de la Sûreté générale d'Athènes. Les accusés ont nié en bloc.

loc. L'annonce des faibles peines infilgées par la cour d'assises de Chal-kis a été accueille à Athènes avec indignation, dans les milleux socialistes et estudiantins

La crise irlandaise

DES ATTENTATS A L'AÉROPORT DE DUBLIN FONT UN MORT ET SEPT BLESSÉS

(De noire correspondant.)
Dublin. — Deux attentats à la
bombe à l'aéroport de Dublin, samedi
29 novembre, out fait un mort et
sept blessés. Ils pourraient être le
fait d'un groupe terroriste venus
d'Unster.

d'Ulater,
Les deux bombes placées dans les tollettes de Taéroport ont explosé quelques heures après le départ pour le couneil européen, à Rome, du premier ministre, M. Liam Cosprave. Dans un communiqué publié samedi soir à Rome, M. Cosprave a déclaré : « Tous les terroristes, on conflit antient dans seu les narées. qu'ils opérent dans ces îles, parta-gent la culpabilité de ces crimes odieux. > Le premier ministre taisuit ainsi allusion à la vague actuelle d'attentaix de l'iRA, en Augisterre.

Un homme, affirmant patier an nom de l'IRA provisoire, a téléphoné samedi à Pagance britannique Press Association, à Londres, pour teven-diquer le meurtre de l'éditeur Ross McWairter, tuè jeudi soir 27 novem-hre à son domicile londonien (é le

Les communistes font leur rentrée politique dans le convergement de la convergement de la

EUROPE

Helsinki. — Après six mois de crise, le président de la Répu-blique, M. Kekkonen, a désigné dimanche soir 30 novembre les membres du nouvean gouverne-

De notre correspondant

qu'il n'essaie pas vigoureuses de mettre en ceupre une poli efficace de l'emplot ». La seconde particularité d gonvernement est l'absence, p dimanche soir 30 novembre les membres du nouvean gouvernement. Dirigé par M. Mietiunen (parti du centre), il comprend cinq sociaux-démocrates quatre démocrates populaires (S.K.D.L.), quatre membres du parti du centre (dont lc premier ministre), deux membres du parti national suédois, un membre du parti libéral et deux indépendants.

La grande nouveauté est la rentrée politique des communistes (S.K.I.D.), après quair cans d'absence. Mais seule la fraction majoritaire, conduit epar M. Serinen, président du parti communiste, est présente. M. Sinisalo, leader des minoritaires, a refusé de participer à un gouvernement dont le programme ne prévoit pas de réels changements d'orientation de la politique économique.

Les votes quo ont en licu dimanche dans les deux organes directeurs du parti démocrate populaire de Finlande (S.K.D.L.) ont montré clairement ses divisions : 16 voix pour la participation au comité directeur : 23 pour et 10 contre an groupe parlementaire. An comité dentral du parti comgonvernement est l'absènce, p
les représentants du parti
centre, des deux hommes f
M. Johannes Virolaines et M.
Karjalainen, qui ont été l'ui
l'autre, ou ensemble, pré
dans tous les gouvernen
majoritaires on minoritaires
tristes depuis vingt ans. C'e
président Kekkonen lui-mêm
aurait souhaité qu'ils n'appar
nent pas au nouveau cal aurait souhaité qu'ils n'appar nent pas au nouveau cat Mais la lutte qui va se dér entre eux pour le poste de p dent du parti, qu'occupe acts ment M. Virolaimen, pourra s comme cela s'est vu dans le cédent cabinet de M. Sorsa, conséquences sur la stai interne du cabinet. C'est fi ment M. Paavo Väyrynen, le jeune vice-président du part centre (il est âgé de vingt-ans) proche de M. Karjala qui représente avec M. F. Karpola, président du gr parlementaire, la direction de parti.

g Silvania i september

Pour ménagar un équientre la gauche et les centre nombre des portefeuilles : augmenté : neuf pour la gai sept pour les centres et des des personnalités en dehors partia. Les sociaux-democr sous la direction du présiden parti. M. Kalevi Sorsa, ont trois postes essentiels : les affétrangères, les finances e commerce et l'industrie. Les commistes ont quatre portefet techniques. Il y a peu d'anc ministres (six sur dix-huit), tous les partis, à l'exceptior tous les partis, à l'exceptior parti suédois, ont envoyé au vernement le président de groupe parlementaire.

Malgré ces dosages, il fa-tout le talent de diplomate c conviction de premier mini M. Mietumen, pour parven mettre au point, d'icl à jan son programme définitif. Ma procédure exceptionnelle grâ laquelle le gouvernement a être finalement formé, le rôle portant qu'a joué le présider la République, les réserves s exprimées discrètement qu or tement, montrent la profon de la crise politique qui sévil Finlande.

GILLES GERMAIN

1E NOUVEAU CABINET

Miettunen (centre);
Premier ministre adje ministre des affaires étrangèr M. Kalevi Sorsa (social dé

crate);
Finances: MM. Paul Pas
(social démocrate), Viljo Lui (social démocrate), Viljo Lui (sans parti); Intérieur: M. Paavo Titli nen (social démocrate). Justice: M. Kristian Ge: (parti suédois); Déjense: M. Ingvar S. N. (parti suédois); Industrie: M. Eero Ran (social démocrate); Commerce extérieur: M. Sa T. Lebto (sans parti);

T. Lehto (sans parti);
Agriculture: M. Helmo Li (centre);
Travail: M. Pasvo A

(communiste): Transports: M. Kauko Hjer (communiste); Affaires sociales: Mmes T. Tolvanen (liberale), Pir Tyoelaejaervi (social démoera Education: MM. Paavo Vaej nen (centre), Kalevi Kivi (communiste);

Logement: M. Olavi Haenni (communiste); Plan: M. Reino Karpola (c tre).
Tous les ministres communis appartienment à l'aile « révisi niste » du parti.

M. MIETTUNEN

l'homme des situatio difficiles

celui de l'agriculture ou l' finances.
Nommé gouverneur de L'a-en 1958, fusqu'à sa 1973, M. Miestunen dispose d deux atouts : le soutien du l' sident et l'habitude de borer avec lui, et ses qualit de diplomate et de négociales

Chauve, un cell d'aigla derri
de grosses lunettes qui dévorent
visage lisse, le nex fin et
bouche en lame de rass
M. Miettunen a, à soixante-h
ens, toute l'apparence de l'hom
d'autorité, de l'homme des situ
tions difficiles qu'il est. Sec
taits du parti agrarien au lent
main de la seconde gue
mondiale, de 1946 à 1950 il
collaboré étroitement n'v
M. Kekkonem.
Il a été de nombreuses fi
ministre, en particulier chau
jois que M. Kekkonen a drigé
gouvernement, Il a eu tantôt
portejeuille des transports.
Celni de l'agriculture ou il
finances.
Nommé gossessment de l'este

par

La conférence d'Abou-Dhabi a marqué le véritable départ du dialoque euro-arabe

Abou - Dhabi. — Le dialogue euro-arabe a vraiment commence à Abou-Dhabi. Telle était l'opi-nion générale parmi les partici-pants à la session qui s'est tenue du 23 an 27 novembre, la troi-tième au niveau des experts suràs sième au niveau des experts après celles du Caire et de Rome, en juin et juillet derniers. Les cent sept délégués européens représen-tant les neuf pays de la Communauté et les cent cinquante-quatre personnalités représentant les vingt pays de la Ligue arabe et l'O.L.P. étalent répartis dans sept commissions : infrastructure et communications, problèmes agricoles, industrialisation, coopé-ration scientifique et technolo-cione communications problèmes gique, commerce, problèmes financiers, culture et affaires

financiers, culture et affaires sociales.
Les délégations arabes ont présenté da nombreux projets allant de la création de routes aux gran des réalisations agricoles (concernant notamment le Soudan, le sud de l'Irak, la Syrie) et industrielles (pétrochimie, entre de dédurcie) en ressaut presente dédurcie) en ressaut per la contrait de grais, sidérurgie), en passant par Fouverture des pays de la Commu-nauté aux produits arabes, la cooperation scientifique et tech-nique, le développement des invesrissements et l'amélioration du statut des travailleurs émigrés en Europe. Seule la question du pétrole a été, d'un commun ac-cord, réservée à la conférence Nord-Sud qui doit se réunir à Paris.

Paris. Les délégations européennes se Les délégations européennes se sont efforcées de sélectionner un certain nombre de projets selon un ordre de priorité et d'établir une procédure d'examen. Pour l'infrastructure, par exemple, la priorité a été accordée au dèveloppement des ports arabes, engorgés à la suite de l'augmentation subite des importations. Dans la commission de l'industrie, des projets précis ont été examinés, et l'on a'est efforcé de découvrir les complémentarités et d'éliminer les concurrences inntiles. La commission du commerce a buté sur la répugnance des Européens à accorder aux pays arabes un statut particulier, inscrit dans un « coutrat général », qui les placerait dans une situation comparable à celle des pays africains bénéficiaires des accords de Lomé. Les Européens ont aussi cains beneficiaires des accords de Lomé. Les Européens ont sussi objecté qu'un accord commercial entre la C.E.E. et le Maghreb était près d'être concin et qu'un autre était envisagé avec le Machrek (les pays arabes du Proche-Orient).

Orient).

Le coup d'envoi du dialogue euro-arabe avait été donné, à la fin de 1973, par les quatre ministres arabes qui s'étaient présentés en pleine crise pétrolière devant les Neuf réunis à Copenhague. Ils avaient proposé de faire bénéficler les pays européens des capitaux énormes que le pétrole procure à certains pays arabes, en échange d'une aide technologique et de biens d'équipements. Les délégations européennes sont toujours disposées à s'engager dans cette vole Mais le problème politique a fait irruption an cours de cette voie, mais le problème pou-tique a fait irruption an cours de l'année 1974, lorsque les parte-naires des pays européens ont pose la question de la participa-tion de l'O.L.P. au dialogue euro-

arabe.

Le dispositif mis en place des juillet 1974 à la conférence de Paris, qui comprenait une « commission générale » chargée de coordonner et d'animer les travaux d'une série de commissions spécialisées, menaçait de ne jamais fonctionner. C'est à M. Sanagaranues ministre fran-M. Sanvagnargues, ministre fran-cais des affaires étrangères, que l'on doit d'être sorti de l'impasse. Il proposa de laisser aux délégués arabes le soin de « placer » des délégués palestiniens dans les dif-férentes commissions. C'est cette ldée qui, approuvée par les Arabes

De notre envoyé spécial

puis par les Européens, a permis de réunir les experts européens et arabes.

et arabes.

Des délégués arabes à AbouDhabi ont néanmoins évoqué certains problèmes politiques, M. Tariam, ministre des affaires étrangères des émirats arabes unis, a
critiqué le rejet par les pays
européens de la résolution des
Nations unies condamnant le sionisme. M. Mahmond Riad, secrétaire général de la Ligue arabe
et ancien ministre des affaires
étrangères égyptien, a demandé
comment les pays européens
avaient l'intention de donner suite
à leur prise de position du 6 novembre 1973 sur les droits légitimes des Palestiniens, Cette dernière question est restée sans times des Palestiniens. Cette der-nière quest l'on est riestée sans réponse. Mais le travail des com-missions ne s'en est pas ressent ; il s'est déroulé sans heurts, et à aucun moment les représentants de l'O.L.P. n'ont cherché à rame-

ner les débats sur le terrain poli-tique.

La commission générale, dont la réunion avait été prévue lors de la conférence de Rome, sera prochainement convoquée à

prochainement convoquée à Luxembourg, sans doute en mars 1976. Une quatrième conférence des experts se tiendra ensuite. L'irritante question de la représentation de l'O.L.P., contre laquelle s'insurgent toujours certaines délégations européennes, ne se posera finalement qu'an niveau d'une conférence des ministres. La commission générale, a-t-il été décidé, sera composée d'ambassadeurs ou de hants fonctionnaires, ceux-là mê me es qui ont animé et coordonné les travaux des experts.

La majorité des délégués, tant européens qu'arabes, se sont également félicités de la bonna atmosphère qui a entouré leurs

atmosphère qui a entoure leurs travaux. Le temps de la grande crise pétrolière est manifestement révolu.

ROLAND DELCOUR.

mardi 2 décembre mercredi 3 décembre, jeudi 4 décembre et jour et jours suivants... avant travaux d'embellissement prêt à porter feminin & fourrures 18, rue de Sèvres - Paris 7º

ando

Portugal

Lisbonne. — e Le 25 novembre a été notre victoire militaire comme le 25 avril 1975 a été notre victoire électorale », dit-on maintenant au P.S. Pour les socialistes, l'heure semble ven u e d'imposer des solutions. Les communistes au gouvernement? Il faut, auparament, qu'ils se définissent et fassent le n' autocritique; qu'ils avouent le caractère e e ontregradationnaire » de la tentative de coup d'État du 25 novembre. Le e projet national » du commandant Melo Antunes? Les amis de M. Soares s'en méfient : ils considèrent que les militaires ent déjà suffisamment gouverné it que maintenant lis doive nt ississer la place aux civils. Opinion qui coincide d'ailleurs avec celle déjà exprimée par le parti popuraire démocratique et par le Cenpre démocratique et social. Le 25 novembre

re democratique et social.

En tont cas. l'expression a sociaisme dans la liberté », si ebère au

P.S. est désormais reprise aux
ins hauts échelons politiques et
inilitaires. Elle a été utilisée par
e nouveau chef d'état-major de
farmée de terre, le colonel Ramaiho Eanes, pour d'éfin ir ses
bjectifs. On l'a aussi entendue
in cours de la cérémonie d'invesiture du éhef d'état-major de la
maine, l'amiral Souto Cruz. Et
e président de la République, dans
in message au pays diffusé par
a télévision le samedi 29 novemne, a déclaré que « la voie de l'inne a déclaré que « la voie de l'in-lépendance nationale et du socia-leme dans la liberté est dans la l'emocratie pluraliste ». L'De son côté, le commandant

De son côté, le commandant fielo Antunes est venu à nouveau evant le petit écran pour rashirer les Portugais sur les intenden des modérés. Il a exprime détermination des membres a Conseil de la révolution de loposer à tout « virage à voite ».

rate ».

"Après la faelle victoire obtenue er les militaires révolutionaires, le 25 novembre, les crains demeurent, en effet, sur iventualité d'un coup de force la droite pour essayer de surner a son profit le nouveau apport de forces. Le général harais, commandant de la réion militaire du Centre, membre laussi du groupe des « neuf », alerté la population contre certaines forces non intéressées le succès de la récolution », provoqueraient des attentats.

Un avertissement

aus en président de la République C'est en effet un véritable ertissement que le colonel Jaime eves, chef des commandos du égiment d'Amadora, a lancé le amedi 29 novembre au président le la République, pendant la cérébonie d'hommage à cette unité ponle d'hommage à cette unité our le rôle qu'elle avait joué ans la défense du sixième gou-ernement les 25 et 26 novembre. Le régiment des commandos lest pas encore satisfait, a dé-laré le colonel Neves, Il pense vil y a encore beaucoup de hoses à faire et il est fermement soide à aller jusqu'au bout. » mant d'un officier sonnu pour s opinions de droite, et de plus progragé par le succès militaire oot il a été le principal artisan.

> Les funérailles des deux soldats es commandos morts au cours e l'assaut contre la caserne de police militaire auront lieu ce mdl 1º décembre. Les itinéralres nt été rendus publics : de toute

et avertissement donne à ré-

Selon le Jornal de Noticias publie à Porto, où l'état de siège n'a pas été déclaré, d'autres officiers auraient été arrêtés. officiers auraient été arrêtés. Parmi eux, le lleutenant-colonel Metelo, ancien ministre de l'intérieur et vice-premier ministre du cinquième gouvernement provisoire, le commandant Emilio da Silva, ministre de l'éducation nationale des quatrième et cinquième gouvernements, le capitaine Belo, responsable de la sécurité du dépôt de matériel de guerre de Beirolas, dans la banlieue de Lisbonne.

policiers. Aucune arme n'aurai

L'AMIRAL ROSA COUTINHO

Antonio Alva Rosa Coutinho, n Antonio Alva Rosa Coutinho, ne en 1926 a Lisbonne, diplômé de l'Ecole navale, ingénieur géographe, avait été nommé vice-amiral en mai 1974 en tant que membre de la junte que présidait le général Spinola. Il avait été envoye en Angola pour diriger la junte militaire provisoire. Il avait jait l'objet de critiques à Lisbonne, où modérés et socialistes l'accusaient de soutenir le M.P.L.A. du saient de soutenir le M.P.L.A. du docteur Agostinho Neto — avec lequel il a des liens de parenté. Le 28 janvier 1975, l'amiral Cou-tinho, dénoncé pour sa partialité par le F.N.L.A. et l'UNITA, était remplacé à la tête du conseil militaire angolais par le général

Silva Cardoso.

Des son retour au Portugal l'amiral acquiert une estratuinssure dans la conduite politique de la révolution au Portuga Il s'était fait l'avocat au prin-temps de cette année d'un regrou-pement de toutes les forces socialistes revolutionnaires. On pariai

part de certains secteurs poli-tiques ». Selon le Jornal de Noticias

lieue de Lisbonne.

Pour rechercher les armes en possession des civils, le Cnoseil de la révolution a autorisé les forces militaires à perquisitionner les sièges de partis e tsyndicats.

Les locaux de LUAR (Ligue d'union et d'action révolotionnaire), d'extreme gauche, ont ainsi été encerclés et fouillés le dimanche 30 novembre par des policiers. Aucune arme n'aurait

eté trouvée.

Profitant de l'allégement de l'état de siège décidé le 29 novembre, les journaux ont paru, à l'exception de six quotidiens dont les administrateurs avalent été démis

JOSÉ REBELO.

de lui à Lisbonne comme d'un éventuel premier ministre. La cohésion maintenue par le P.S. et l'échec électoral du Mouvement de la gauche socialiste (MES) notaviment ont jatt sombrer le projet de l'a amtral rouge ».

inent de contra de P.S. «socialisme dans la liberté» Le roi ne présidera pas les conseils de gouvernement est presaue devenu officiel De notre envoyé spéciol appliqué avec un certain libéralisme dans leur cas, puisque le

d'ici à samedi prochain, désigner un successeur à M. Rodriguez peuvent encore ignorer, ce lundi de Valcarcei, qui avait cessé, jeudi 27 novembre, d'être présidécembre, que le cabinet est démissionnaire, ainsi que l'exident des Cortés. Le président des Cortés étant aussi, de droit, prégeait la courtoisle, sinon la Cons-titution elle-même. La loi n'emsident du Conseil du royaume, pêche pas la publication de la cette designation est capitale, mise à la disposition du roi de car le Consell do royaume est la charge de chef du gouverchargé de soumettre au souverain nement. Juan Carlos peut, d'ali-leurs, demander à M. Arias une liste de trois personnalités, obligatoirement membres des Navarro de poursuivre sa tâche. Dans ce cas le Consell du Cortès, permi lesquelles le chef de l'Etat choisit l'homme qui lui paraît le plus qualifié pour la charge vacante, présidence des royaume n'est pas convoque. La réunion prévue, ce lundi soir à Madrid, de cet organisme porte Cortes ou chef dn gouvernement. d'abord sur la mise an point de la liste des trois personnalités per-Mals Dix jours seulement après la proclamation par les mettant au rol de designer un Cortès de Juan Carjos comme chef de l'Etat avec le titre de rol, nouveau président des Cortés. L'homme qui a, ce lundi, la fales choix que compte faire le veur des pronostics pour ce posteieune souverain sont mai connus. clef-dans les circonstances actuelles est M. Torcuato Fernandez Miranda. Agé de einquante ans,

sage sévère et mince, a été vice-

ral Carrero Blanco, le 20 décem-

devra également préparer une

liste de trois noms pour la no-

mination d'un nouveau chef de

gouvernement. Les conseillers de

Juan Carlos affirment que le

souverain désire aller aussi vite

que possible. De bonne source on

indique encore que Juan Carlos

peut d'ores et déjà compter sur la compréhension d'au moins

cinq conseillers sur les seize du

Conseil du royaume. Aussi un nouveau candidat, M. Pedro Ga-

mero del Castillo, est-il, ce lundi,

place en tete de liste des suc-

cesseurs éventuels de M. Arias

Navarro, que tous ses coliabo-

rateurs dépeignent comme fati-

Agé de soixante-cinq ans, ce

Sévillan a occopé de hautes fonc-

tions dans l'appareil du Mouve-ment de 1939 à 1941. Il avait été

nomme par Franco à la tête des

organisations phalangistes.

Considéré aujourd'hui comme un

monarchiste convaince, profes-seur de philosophie du droit,

sinon totalement ignorés par une classe politique aux aguets. Chacune des familles du franquisme a done tendance à lui prêter ses propres désirs. Quant à l'opposition démocratique, elle est cons illusions. Elle salt, sauf coup de théâtre, qu'elle n'est pas encore admise à cette répartition des tâches, pourtant blen plus importante que pendant le règne de Franco, puisque cette fois le gouvernement devrait reellement diriger les affaires de l'Etat e au nom du roi ».

S'il est un point acquis, e'est la volonte de Juan Carlos I^e de rester délibérément au-dessus de la mélée, de jouer ce rôle de « modérateur » qu'il a défini dans son premier discours du trône. Juan Carlos a, significativement, décidé de continuer à résider à la Zarzuela, et aucune indication n'a encore été donnée sur l'importance éventuelle de ses maisons civile et militaire. Pour l'heure, son état-major est tres modeste : une dizaine de personnes, dont six officiers, dirigés par le marquis de Mondejar. Juan Carlos a également fait savoir qu'il ne présiderait pas les consells des ministres. Cette décision est importante : elle signifie qu'il n'aura pas la possibilité de peser sur le conseil, à moins que le chef dn gouvernement ne solt son véritable délégué.

M. Arias Navarro, oni dirigeait le dernier gouvernement de Franco, a remis sa démission vendredi à Juan Carlos. La nouvelle n'est pas offielelle. Ni la radio ni la télévision d'Etat n'en ont soufflé mot pendant le week-, banquier et conseiller de plusieurs

Italie

end. Des Espagnols peu curieux entreprises il a, ll est vrai, rompu avec le régime depuis très long-temps sans plus jamais intervenir dans la vie publique.

La libération de M. Camacho La note la plus positive du week-end a été évidenment la libération de M. Marcelino Camacho et de ses compagnons membres des commissions ouvrières, détenus à Carabanchei et, dans le cas du Père Garcia Salvé, à Zamora, la prison concordataire. Tous avaient été jugés en décembre 1973, et condamnés à de très lourdes peines. Les dix inculpés du e procès 1001 » étalent accusés d'e association illégale », étant considérés comme les membres de l'état-major national des commissions ouvrières.

MM. Marcelino Camacho Eduardo Saboride avaient été président de la Banque du crédit -condamnés à vingt ans de prilocal, M. Fernandes Miranda, vison; Nicolas Sartorius et Garcia président du gouvernement Car-Solvé à dix-neuf ans : Juan Murero Blanco. A ce titre, il a. exercé la présidence du gouver-nement entre la mort de l'aminiz à dix-huit ans; Fernando Soto à dix-sept ans : Francisco Acosta, Miguel Zamora, Pedro Santisteban et Luis Fer Castilla à douze ans. Le 15 fébre 1973, et le nomination de M. Arias Navarro en janvier 1974. vrier 1975 le tribunal suprême, saisi d'un recours, avait réduit Dans les milieux politiques, on estime que le Conseil du royanme très sensiblement ces peines. Celle de M. Camacho était ramenée à six ans, et quatre condamnés du « procès 1001 » étaient, en conséquence, libérés. L'indulto royal a done été

lisme dans leur cas, puisque le fameux article 3 du décret-lol exclusit de la crâce tous les ce terme étant compris dans son sens le plus large.

a La lutte continue_ » C'est un Marcelino Camacho amaigri, les cheveux tout blanes, mais rayonnant et plein de combativité, que nous avons rencontré dimanche matin a son domicile de Cara-banchel. Le téléphone sonnait sans cesse, des équipes de télévision encombralent le modeste appartement, et Marcelino parlalt : « La lutte continue, il n'y a pas de rupture dans le régime fasciste. Il y a seulement une fissure. Quelque ehose a sauté avec la mort de Franco, mais le système est encore en place. Des camarades sont encore en prison. Une soirantaine de détenus de Carabanchel vont être élargis, dans la meilleure des hypothèses ; or nous etions deux cent cinquante « politiques ». La lutte pour l'amnistie téritable doit se poursuirre, ainsi que celle qui doit aboultr à la réembauche des

« Des actions paeiliques concrètes pour les libertes élémentaires sont done possibles. La pierre de touehe, ce n'est pas la fidélité à tel ou tel système. c'est de mener le peuple rers la liberic, car nous attachons la plus grande importance à la liberte formelle, s

comerades liberes. 7

MARCEL NIEDERGANG.

MARCELINO CAMACHO

La lutte contre le régime par l'action revendicative

prison, je ne garde rancune a per-sonne. Je ne cherche aucune sorie sonne. Je ne cherche aucune sorie de revanche. L'heure est arrivée pour tous les Espagnols, sans dis-crimination, de l'utter ensemble pour que dans notre patrie nous puissions tous viwe en commun. » Tels ont été les premiers mots du dirigeant syndicalisee, M. Marce-lino Camacho, le samedi 29 no-vembre dans la soirée, à sa sortie de la prison madrilène de Carasué et désireux de se retirer. M. Gamero del Castillo n'est pas, non plus, un « homme nouveau ». de la prison madrilène de Cara-hanchel, où l'attendalent sa femme, sa sœur, ses enfants et un petit groupe d'amis.

Agé de cinquante - sept ans, le cheveu gris, petit, large d'épaules,

M. Marcelino Camacho était en prison pratiquament depuis 1968.

prison pratiquement depuis 1968. Il avait lutté pour que la elasse ou uvri è re ait un instrument de défense de ses intérêts : les fameuses commissions ouvrières. Il a la voix douce et persuasive, mais son raisonnement est insistant et passioné. Il appuie ses dires de faits et de chiffres et y mêle des citations extraites de ses lectures d'ouvrier autodidacte. M. Marcelino Camacho est devenu un symbole pour tous ceux qui luttent pour la liberté en Espagne.

Ouvrier tourneur spécialisé, fils d'un cheminot socialiste, il a pris les armes à l'âge de dix-huit ans pour défendre la République pendant la guerre elvile espagnée. A la fin de la guerre, il a passé deux ans dans un camp de concentration. Puis il s'est rendu en Algérie et en France, où il a complété sa formation syndicaliste en militant dans les rangs de la C.G.T.

De retour en Espagne, il a été, en 1968, l'un des fondateurs de l'une des organisations les plus originales de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol : les commissions ouvrières, qui vont lancer les actions revendicatives. Les commissions ou uvrières firent tâche d'huile et durcireot leur

a Malgré mes longues années de position. De l'action revendica-rison, je ne garde roncune à per-tive, clies passèrent à la lutte conne. Je ne cherche aucune sorie contre les structures mêmes d'un

contre les structures mêmes d'un règime a qui est au service de l'oligarchie ».

M. Camacho fut vite arrêté. En 1967, il était coodamné à quelques semaines de prison. Il ne cesse pas pour autant ses activités. En 1969, il fint jugé par le tribunal d'ordre public et condamné à cinq ans de prison. Au cours du procès, il denonça ses juges e qui sont au scroice de la classe dominante ».

Depuis lors, tous ses amis recevaient de sa prison, chaque année

vaient de sa prison, chaque année au mois de décembre, un message d'espérance. Le 30 mai 1972, il fut remis en liberté. Le 24 juillet de la meme année, il était de nouveau arrêté, alors qu'il participait, avec d'autres dirigeants ouvriers, à une réunion clandestine dans un couvent des environs de Madrid. Il fut jugé de nouveau devant le tribunal d'ordre public. C'était le fameux e procès 1001 s, qui eut lieu le 20 décembre 1873, le jour même où l'amiral Luis Carrero Blanco, président du gouvernement, était assassiné. Il fut condaumé à vingt ans de prison. Mais le tribunal suprème réduira la pelne à dix ans.

ans.

Malgré son âge et son état de santé — il souffre du cœur. — il a pris part à toutes les grèves de la faim des prisonniers politiques. La dernière a été pour demander la commutation de peine des cinquetvistes qui allaient être fusillés le 27 septembre dernier.

M. Camacho a gagné l'admiration de ses amis et le respect de ses adversaires. Maintenant il respire de nouveau l'air de la liberté. pire de nouveau l'air de la liberté.
Jusqu'à quand? Si la législation
actuelle n'est pas changée, ses
amis auront à peine le temps de
lui serrer la main.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

«Partout où le communisme arrive au pouvoir l'Église se trouve en difficulté»

déclare le cardinal-vicaire de Rome

Rome. — Le durcissement de l'Eglise italienne à l'égard des communistes vient d'être confirme par une nouvelle déclaration du mdi 1º décembre. Les itinéraires nt été rendus publics : de toute vidence, on souhaite que l'occadon soit mise à profit pour une anifestation populaire d'appui ux vainqueurs.
Cependant, le nombre des miliures a rrêtés ne cesse d'auguntenter. La remise en ordre se oursuit. Un communiqué de la résidence de la République a reliqué la demission du vicemiral Rosa Coutinho du Conseil e la révolution par e la contestation dont il est l'objet de la relance de la croisade » un article

De natre carrespondant de première page aves des remarques amères.

Seion le délégué du pape dans le diocèse de Rome, le fait que el taite de la culture est aussi projondément i mp régnée de catholicisme, dotte tirer une espécatholicisme, dotre tirer une esperanee d'une doctrine athèe, est la cause de rives préoccupations et de souffrances pour tous, d'commencer par le Saint-Père. Le cardinal Poletti précise qu'il s'agit de « préoccupations de caractère doctrinal » confirmées par la pratique, car « partout où le comminisme arrive au pouvoir, l'Eglise se trouve en difficulté ». Cela est vrai, selon le prélat, en Italie aussi. « Là où le P.C.I. contrôle depuis un certain temps les admidepuis un certain temps les admi-nistrations lacales (comme en femille-Romagne ou en Toscane), les institutions d'assistance proles institutions d'assistance promues par des organismes religieux
se voient peu d peu marginalisées
et privées même des subventions
prévues par la lot. » Cette information inédite est évidemment
niée avec force par l'Unita, qui
relève le manque de précision sur
ces e prétendues difficultés » de
l'Eglise et regrette d'une manière
générale cette e pénible exhumation du langage d'autres temps ».
Le cardinal Poletti ne cache
pas que a'il a pris la parole à
plusieurs reprises depuis la rentrée (le Monde du 22 octobre et
dn 11 novembre), e'est pour réagir

l'autre part, que « les conditions politiques en Italie ne permettent pas l'alternance au gouvernement de forces diverses ». Il faut donc que la démocratie

chrétienne au pouvoir depuis trente ans e rénove ses cadres et ses programmes ». Ce n'est pas encore le cas, estime le cardinal Poletti: le parti gouvernemental n'a ni démontré « une plus grande attention aux problèmes du pays », ni « lavé en public son linge sale ». Or, il est nécessaire d'entreprendre e une opération de propreté semblable d celle qui fut jaits en Amérique en relation avec le seandale du Waisrgate ». S'il reconnait que d'autres partis « sont animés d'autres partis a sont animés d'un esprit sincèrement démocratique et de respect de toutes les valeurs humaines », le cardinal pense néanmoins que e'est dans la démocratie chrétienne que les personnes attachées à l'inspiration et à la doctrine chrétiennes peuvent trouver « une réponse complète et adéquate d tous les problèmes de l'homme ».

Bientôt un document du pape L'ampleur des sujets traités dans l'interview au Daily American donne à penser que les préoccupations du cardinal Poietti et du pape vont au-delà des élections municipales du printemps prochain à Rome, et pour lesquelles on prévoit une avance communiste. Il faut rapprocher cette interview de deux autres faits : une sévère critique des évêques de Lombardie, le 27 novembre, contre les chrétiens qui

Le FRAP : Juan Carlos I" est Franco II

Dans un communique le FRAP (Front révolutionnaire antifas-ciste et patriotique), moovement d'extrême ganche, déclare : e Une des rares habitetés de Franço a toujours consisté à savoir combi-ner la répression la plus brutals contre les démocrates et contre le punis auxe la jarse d'une passido. contre les démocrales et contre le peuple avec la jarce d'une pseudo-outerture destinée à tromper et tranquilliser les consciences. Juan Carlos, héritier de Franco, n'a pas l'intention de jaire autre chose. Depuis sa nomination comme chej de l'Etat, l'opération « Lucero » s'est mise en branle et plus de six cents personnes ont été ar-rètées par la police politique : certaines d'entre elles ont été tor-turées jusqu'aux limites de la plusicurs reprises depuis la rentrée (le Monde du 22 octobre et du l'aurait paur du 11 novembre), c'est pour réagir contre e un état d'esprit, de las des des des de la démissitude, de résignation », face à l'évague de Ravenne, Mgr Salvalavance du parti communiste. Celle-ci, ajoute-t-il, aurait paru cencore plus irréversible — a ct ce n'est pas vrai » — si l'Église a était restée suencieuse ». Se fondant sur les témograges de sympathie qu'il a reçus, le vi-caire de Rome pense y avoir mis un frein.

Le vicaire de Rome affirme, d'autre part, que « les conditions politiques en Italie ne permettent pas l'alternance au gouvernement de forces diverses ». Il faut donc que la démocratie

veut, et les forces conservatrices veut, et les forces conservatrices de l'Europe, qui désiraient trouver une solution rapide au e problème » de l'Espagne, veulent maintenant répandre l'illusion que, malgré tout, quelque chose a change, réduisant ainsi le problème du fascisme en Espagne au cas e pathologique » de Franco, comme ils l'avaient fait pour Httler.

n Mais en Espagne les prisons continuent à s'emplir de prison-niers politiques : des centaines de militers d'exilés continuent à ne pas pouvoir toucher notre sol. La police politique continue à détenir les pleins pouvoirs détenir les pleins pouvoirs par emprisonner touchers détenir par emprisonner torturer détenir, et les liberlés démocratiques les plus élémentaires continuent à être réprimées par le sang et le

» Le FRAP a toujours considéré, et maintenant plus que jamais, que la lutte pour la République dévait être l'axe de sa politique. Car en Espagne la République est la seule forme qui production de la seule forme. la seule forme qui puisse servir de contenant à la démocratie, une ement publié par le sainte. Il s'a git donc d'une démocratie avec un contenu réel sinés la position de sinés tre farce, qui est aussi et non pas une simple étiquette. La République que le FRAP propose articulièrement du Dans ce monde, chacun est l'espagne, devra être populaire et jédérative. »

les nouveaux riches de l'inflation

ALBERT MEISTER

PINFLATION CRÉATRICE

économie en liberté

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

PROCHE-ORIENT

Entre la guerre et la paix

(Suite de la première page.)

Ces arguments de techniciens ne convainquent pas d'autres techniciens, qui estiment l'armée et l'aviation israéliennes parfaitement capables de stopper une invasion du Golan dans un temps très court. Et d'ailleurs, si l'on veut mettre à l'abri les popula-tions civiles, pourquoi avoir installé dix-sept kibboutzim dans le Golan occupé, et jusqu'au voisi- qu'elle considère légitimement nage de Kumeltra ? Pourquoi y comme sien. Comme, en même préparer la créetion d'une ville. Golanit ? Qu'importe ! Après les perfectionnistes se comprennent néanmoins, le pouvoir civil a lui aussi tranché : a Même dans le soit pas la paix réelle», il y a cadre d'une paix réelle, a dit très peu de chance pour une négo-M. Rabin à la conference de Jéru- ciation tout court.

a ajouté le chef du gouvernement, situées à 4 ou 5 kilomètres en arrière de la ligne actuelle. Mais la Syrie devra faire son deuil de la majeure partie d'un territoire qu'elle considère légitimement temps, M. Rabin affirme voir dans la négociation qu'il souhaite ouvrir avec Damas «très peu de place pour quelque chose qui ne soit pas la paix réelle », il y a

Dans le « ventre mou » du Sinaî

an sud-ouest, puisque ici l'on se prépare an départ. La rocaille du Golan a fait place aux sables du désert, mais l'on u'y manque pas de positions ni de vues cimprenables. La colline sur laquelle nous nous trouvons, à l'entrée ouest du col de Mitla, est truffée d'instruments électroniques, mais l'on voit déjà beaucoup à l'œll mi : à 5 ou 6 kilomètres à l'ouest, dans la plaine totalement découverte, les camions marqués de grandes lettres « UN » signalent la zone tampon de l'ONU : audelà, ces deux chars perdus dans les sables sont à l'Egypte. Sur la ligne d'horizon enfin, une bande sombre signale la zone de verdure de la rive ouest du canal, pro-longée par la tache bleue du golfe

israéliennes auront évacoé cette chars et de camions, positions en-station, qui devieudra sans doute - terrées et sacs de sable, bases par les Américains, Israël conserl'ouest des cols, avec la station Khacshiba, près du col de batailles, le paysage est remar-Gidi (1). Comme l'Egypte aura, quablement sembiable de part et elle aussi, sa station sur le versant oriental des cols, forte elle aussi de deux cent cinquante hommes, on ne manquera pas de surveii- de confort cossu et de personnel lants : sans parier du personnel en tout genre dans les mess de l'ONU et des équipages d'avions d'officiers égyptiens;

L'ambiance n'est pes la même espions qui surveilleront la résur l'autre front, à 600 kilomètres gion, on dénombrera blentôt dans cette zone réduite du Sinai sept cents hommes, Américains, Egyptiens et Israéliens, uniquement occupés à s'espionner mutuellement. Soit plus que tous les effectifs israéliens qui tensient, le 6 octobre 1973, les 180 kilomètres

maire ne soit pas encore la paix, la visite du front des deux côtés le moutre abondamment. A l'exception de la zone du canal seule région habitée et dont la reconstruction bat son plein, les quelque 350 kilomètres de désert qui sé-parent Héliopolis, à la lisière est .la bande de Gaza, semblent ne constituer qu'on seul et immense camp militaire. Tentes enfouies En février prochain, les forces au ras du sable, alignements de l'un des trois postes d'alerte « tac- géantes telles que Bir Gafgafa, tique » installés dans cette zone grand centre du dispositif israélieu dans le Sinai, ou le quartier vera un seul point d'appui à général de la III° armée égyptienne, à 70 kilomètres du Caire, d'alerte « stratégique » d'Oum débris calcines dans la zone des quablement semblable de part et d'autre; tout au plus note-t-on un pen plus de décontraction... et de polintion du côté israéllen, plus

Le culte du 6 ectobre

pouvoirs à Abou-Rodeiss, franchissement de la ligne de cessezde Gaza allant visiter leurs familles en Egypte cette année, perspective de mise en contact direct nées. des deux armées au voisinage de la station d'observation egyptlenne, qui sera imbriquée dans les lignes israéliennes, etc. Les du Caire et dans les villes les plus militaires égyptiens, eux, parlent reculées d'Egypte. Ce n'est plus moins d'Israël que des avantages

Mais le discours n'est pas le concrets qu'ils retirent de l'acmême. Du côté israéllen, on cord : les forces juives de seront énumère avec un optimisme pru-dent les indices de la volonté de du canal : elles ne domineront coexistence de l'Egypte : bons plus les hauteurs, et l'Egypte contacts pour la passation des récupère son pétrole. C'est là le maximum dout révaient les stratèges égyptiens les plus audacieux le-feu par quatre mille étudiants à la veille de la guerre d'octobre, et par conséquent une justifica-tion de plus de ces glorieuses jour-

Le 6 octobre. Deux ans anrès les faits, la date est inscrite aux frontons de nombreux immeubles sculement le jour où cinquante

que nous nous accrochons aux ration difficile avec une précision en général, la journée qui lave la défaite de 1967, met fin à la fois au mythe de l'invincibilité israélienne et à l'état de « ní querre ni paix ». Partout en Egypte la bataille a inspiré lyrisme et images pleuses comme les exégèses les plus raffinées. Des historiens ont passé en revue les quatre-vingt-deux opérations-sur-prises recensées, paraît-il, au cours des guerres passées et même les trois mille quatre cents traverdouze volumes ont été publiés en arabe sur la question, y compris des traductione d'ouvrages

Tout cela ne va pas, blen sûr, sans exagération. Un luxueux album édité au Caire pour le se-cond anniversaire de la guerre par l'organisation de recherche militaire affirme froidement que la marine égyptienne a coulé trente navires ennemis pendant la guerre d'octobre, que le comman-dement de Tel-Aviv a dû faire fusiller plusieurs de ses pilotes qui refusaient de partir en mission, ou encore que d'autres aviateurs juifs ont été retrouvés enchaînes

salem, nous ne d'acendrons pas du Golan, a cela ne veut pas dire, a ajouté le chef du gouvernement, ligne Barlev, réalisant cette opéde la guerre. La question a été peu débattue à la conférence du Caire, frontières actuelles. » Par cette et un brio tels que, comme l'a dit et généralement à l'initiative de dernière ellusion, M. Rabin a au symposium du Caire l'historien participants étrangers. Sur le ter-peut-être en vue un repli limité, militaire américain Dupuy, « au-par exemple jusqu'à deux collines cune autre armée au monde n'au-sont guère convaincantes, comme : rait juit mieux ». C'est sussi la « Ce sont eux qui étaient encerclés, réhabilitation du combattant pas nous. » Un officier nous a égyptien en particulier et arabe en général, la journée qui lave été, pour l'armée juive, un véritable « massacre », rendu possible par le pont aérien américain et la volonté de l'état-major israé-lien de remporter coûte que coûte un succès : « Les Israéliens ont perdu quatre cents chars en un seul endroit de la bataille », nous a-t-il affirmé.

> Paradoxalement, on n'a pas été très bavard non plus sur ce sujet à la conférence de Jérusalem, sées guerrières de voies d'eau, sans doute parce que le rôle dans pour établir des parallèles avec l'opération du 6 octobre. Soixante-contesté par ses pairs (pour ne pas avoir à polémiquer avec ceux-ci, le général, qui est actuel-lement conseiller du chef du gouvernement, a renoncé à y prendre la parole). Mais l'on doit bien admettre aussi que la percée sur la rive africaine a été un épisode hasardeux, décisif par ses consequences plus que par sa mise en œuvre : pendant vingt-quatre beures, entre le 16 et le 17 octobre, le général Sharon a été coupé de ses arrières, et toute l'affaire aurait pu très mal tourner pour lui si les 2° et 3° armées égyptiennes avaient mieux accordé leur action. Jusque - là, l'adversaire avait été particulièrement coriace, y com-pris au cours de la grande bataille Plus caractéristique encore est de chars du 14 qui, si elle se terle silence quasi général fait sur la mina par un échec de l'offensive

egyptienne — Le Caire voulait en Israël et ailleurs depuis soulager la Syrie, qui subissalt de ans : l'on en retiendra sérieux revers au-delà du Golan, conclusion unanime des milil — ne permit pas non plus aux et des civils : « Ce ne son Israéliens de revenir au canal les renseignements qui ont : A Jérusalem comme au Caire qué, mais leur juste évaluati donc, les leçons qu'on tire de cette De là à penser qu'il faudra guerre portent essentiellement sur autre fois, se prémunir cont

sa phase initiala, et d'abord sur la notion de surprise. Comme le remarque, non sans ingénuité, le surprise par la guerre préve il n'y a qu'un pas « Israël etre appelé à prendre l'initiat général Gazit, directeur des ser-vices de renseignements militaires estime notamment M. Sh Pérès, ministre de la défense israéliens cette guerre était « la . dis que le général Gour, première qu'aient commencée les Arabes depuis 1948. Ils ont décou-vert les avantages de la surprise vert les avantages de la surprise et de l'initiative ». Sur l'imprévoyance des autorités de Jérusa-l'offensive... Le soldat est fait lem et de Tel-Aviv, tout a été dit avancer. »

les renseignements qui ont d'état-major, réaffirme les t tions offensives de « Tsaha

« La prochaine... »

An-delà, les polémiques souvent confuses des experts pour savoir si les armes antichars et les fusées anti-aériennes ont modifié ou non les conditions du combat n'émeuvent guère les principaux responsables israéliens, pour qui le char et l'avion, même quelque peu diminués, restent les armes déciajustements nécessaires : tandis que les armées arabes mettent l'accent, depuis 1973, sur la qualité de leur équipement et de leur entraînement. Israël s'est mis de son côté à constituer des unités plus grandes, permettant une plus forte concentration de puissance de feu. Les délais de mobilisation ont été encure raccourcis. Mais les données du conflit n'ont nas fondamentalement change : a La prochaine guerre sera tactiquement différente, tant au plan de la qualité que de la quantité.

estime. M. Rabin, mais elle s'
roulera, stratégiquement et
tiquement selon les même gnes. » En somme, ce sont le chères qui changent, non l'e A moins que l'on se mette a

Prochain article:

QUELLE PAIX CONTI QUELS TERRITOIRES

(1) Selon M. Rabin, la der israélienne de conserver une sence dans cette zone a été u points d'accrochage qu'i échquer la négociation en L'idée d'une présence améries été evancée — pas par Israél, i le cher du gouvernament — rendre cette concession moins gréable su président Sadate a'y résigna en join, lors de si contre de Salzbourg evec M.

«LES ARMÉES DU SOLEIL:

· De notre correspondant

Le Caire. - Du Sinal venalent la vigueur quotidienna du dieu-soleli Rè et les turquoises dont les obersons omalent leur vie et leur mort. C'est donc aussi bien à la reconquête de leurs plus antiques racines qu'à selle des territoires occupés par israel en 1957 que se lancèrent en octobre 1973 les soldats-feilahs du Rais, guidés par l'étendard frappé du taucon de Qoraïche, la tribu de selam, jeune cinéaste égyptien, laurést du prix Georges Sadoul en 1970 pour son long métrage le Momie, ne s'est pas perdu dans le poésie de l'histoire pour documentaire en couleurs de cinquante minutes eur la - Guerre de Ramadan » qui vient de sortir

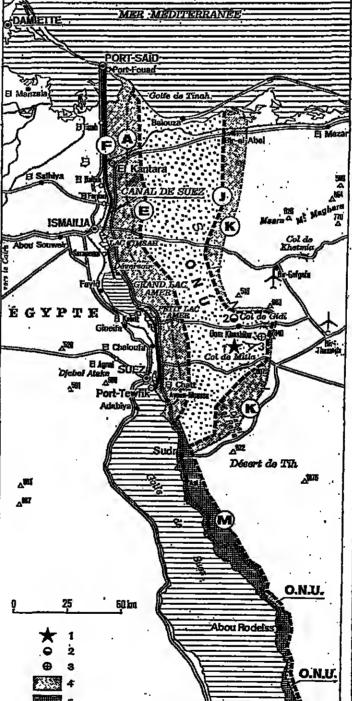
li e tourné sur le front eu milien des combats d'octobre 1973. Pour cela, mals aussi par son absence d'hérolisme d'image d'Epinal et de compleisance po-litique (aucune allusion au Raïs ou aux prisonnlers de guerre is-

raéliens), eon film tranche eu l'abondante production cinéma tographique et littéraire consa cree en Egypte au quatriem conflit Israélo-arabe.

Les feux d'artifice homicide des combats noctumes dans I désert, la ruée des fantassins su le canal de Suez à travers la vapeur des cassolettes de camoti-flage et, plus que tout, le regard décidé de ces fila du Nil qui, naguère, se falsalent crever un cell ou couper un dolgt pour ne pas eervir dans l'amnée, disent l'originalité d'une guerre qui a réconcillé l'Egypte avec elle-

La demière Image s'ettarde su une pauvre toutle d'herbe pous sant dans les eables du Sinai Lorsqu'ils auront récupéré com plétement leur province asiall que, les Egyptiens l'oublieroni lls de nouveau, comme avar 1967, ou bien feront-ils entin d cette terre un véritable morcea de lour pays ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



FRANÇAIS EXPATRIÉS LA CAISSE DE RETRAITES DES EXPATRIÉS (CRE)

(PUBLICITE)

Retraites pour les

INSTITUTION ARRCG N= 280

l'Institution de retraites des cadres et assimilés de France et de l'extérieur (IRCAFEX) CAUSSE AGIRC Nº 58

et l'Institution de retraite interprafessionnelle des cadres supérieurs d'entreprises (IRICASE) SECTION UES EXPATRIES (CRE)

gèrent des régimes de retraite et de prévayonce qui leur permettent d'offrir à votre entreprise un ÉVENTAIL TRÈS COMPLET DE SOLUTIONS conçues en fonction des conditions propres de vie et d'emploi des expatries.

ELLES PEUVENT RÉSOUDRE VOS PROBLÈMES

75040 PARIS, CEDEX 01 Tél.: 231-39-63 (poste 206)

t des stations de survelliance américaines entre les cols. Station de surveillance israelienne. — 3. Station de surveill tienne. — 4. Secteurs de limitation des armements et des 5. Zone sous administration civile égyptienne.

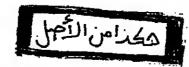
L'article 4 de l'accord intérimaire conclu entre Israël et l'Egypte définit comme suit les principes suivant lesquels les forces militaires des parties seront déployées :

< 1) Toutes les forces isruéliennes seront déployées à l'est des lignes désignées sous le nom de lignes J et M sur la carie ci-jointe. > 2) Toutes les jorces égyptiennes seont déployées à l'ouest de la ligne désignée sous le nom de ligne E sur la carte ci-jointe. 3) Le secteur entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes E et P, et le secteur compris entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe, sous le nom de lignes J et E, seront des secteurs de limitation des armements et des forces.

» 4) La zone entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes B et J sera une zone-tampon. Dans cette zone, la force d'urgence des Nations unles continuera de remplir ses obligations édictées par l'accord israélo-égyptien de dégagement du 18 janvier 1974.

n 5) Dans le secteur au sud de la ligne E et à l'ouest de la ligne M, telles qu'elles sont définies sur la carte ci-jointe, il n'y aura pas de forces militaires, comme spécifié dans l'annexe ci-jointe, n Précisons que la ligne A délimite l'ancienne zone égyptienne,





PROCHE-ORIENT

e Les troubles dont le Liban est le théâtre menacent, s'ils se poursuivent, de s'étendre hors de ses frontières », a affirmé le président Françie, en invitant les Libanais à se « mobiliser pour 6. Siminer ce grave danger ». « Le point de départ... créside dans la réconciliation nationale », a ajouté is le chef de l'Etat.

exhorté les Libanais à mettre un terme aux

M. Rachid Karamé, premier ministre, a ensuite donné lecture d'une déclaration, approuvée à l'una-minité par le conseil des ministres, dans laquelle de ministres, dans la publication de publication de publication de la principal a laisse entendre que son gouvernement de salut public, formé le 1er juillet dernier, serait élargi.

achaine.....

1.1002

_ Fain article

« La crise ne peut être réglée par la violence ou la force ou par la victoire d'une partie sur l'autre. Une solution obtenue de cette manière ne peut être durable et maintiendra le pays divisê », a déclaré M. Karamé, en estimant qu'il était « indispensable de parvenir à un accord

entre toutes les parties ». Le chef du gouvernement a mis en relief la « nécessité d'adapte rie Liban aux réalités du monde moderne » et évoque les « changements nécessaires » qui doivent être opérés tant sur

le plan politique qu'économique et social.

M. Karame a estimé en outre que « la réconciliation nationale doit s'accompagner d'ouverture, de pourpariers avec les Palestiniens, en vue de parvenir à une stricte application des principes et règles qu'ils se sont engagés à respecter. Ces pourparlers ne porteront pas etteinte aux droitns sur lesquels un accord est intervenn avec les Palestiniens », a soultque M. Karamé. (A.F.P.)

In grand pas en avant a été fait dans le sens de la réconciliation nationale

nous déclare l'ancien premier ministre

Avant de quitter Beyrouth QUELS TERM pour Damas, d'où il devait regagner Paris ce lundi 1 decembre, M. Conve de Mur-CUELS TENDE ville a fait un premier bilan de sa mission en répondant aux questions de noire cor-

respondant. q Votre déclaration à un journal de Beyrouth faisant état d'interférences polesti-niennes, syriennes et libyennes dans la crise libanaise n'at-elle pas entravé voire mis-: sion?

Il est inévitable qu'une rise eu Liban ait des répernssions internationales, compte anu du fait que ce pays fait artie du monde arabe et que conflit arabo-israélien contra directement le Liban, puisue quatre cent mille Palesti-iens sont établis chez lui. C'est e que j'al voulu exprimer en arlant des interférences étran-independamment, bien arla du rôle que jouent les mades puissances au Proche-

» C'est une constatation de fait il a pu émouvoir certains mais il, étant faite sans arrière-nsée, n'a eu aucune répercusn sur les efforts que l'ai pour-vis pendant dix jours à Bey-

"4 " With - Etes-vous satisfait du résultat de ces efforts? — Je quitte Beyrouth avec mpression qu'un grand pas en vant a été effectue, sans doute e premier depuis le début de la crise. Un pas dans le sens

de la réconciliation nationale, c'est-à-dire de l'entente entre toutes les communantés. C'était la condition indispensable pour permettre au Liban de repartir de l'avant Si eelles-ci arrivent maintenant à s'accorder, je repars avec la conviction que les problèmes se

de l'avant l'avant.

Les interférences arabes ou étrangères rendent-elles plus facile ou plus difficile une solution de la crise liba-

 Le problème n'est pas là. Il existe une situation de fait. Il ne s'agit donc pas d'imaginer que le Liban est seul au monde, mais de tenir compte des monde, mais de tenir compte des réalités d'une conjoncture qui, comme toujours en Orient, est extraordinairement compliquée.

— La France auroit-elle pu remplir un rôle plus actif si le conflit opposait seulement les Libanais entre eux?

Dans cette hypothèse, la crise serait beaucoup plus simple, et par conséquent plus facile à régler. La tâche de la France, en l'occurrence, aurait donc été elle-même simplifiée.
— Quelle impression emportez-vous du Liban?

— Ma première impression est que, trente-trois ans après l'indépendance, l'amitié qui existe entre nos deux pays est aussi solide que jamais. Et aussi la confiance. C'est ilà quelque chose dont un Français ne peut être que touché et impressionné. La crise a un double aspect : afrontements entre Libanais et contements entre Libanais et contements entre Libanais, et con séquence d'une présence palesti-nienne massive. L'affrontement entre Libanais a conduit an blocage du système politique fonde précisément sur l'entente

— Que reprochez-vous au pouvoir chrétien » de ce

pays?

— Ce que vous appelez le « pou-voir chrétien », e'est ce que les musulmans considèrent comme voir chretien », e'est ce que les musulmans considérent comme étant la place trop importante occupée par les communautés chrétiennes sur les plans politique et économique. Mom rôle n'est pas de faire des reproches aux uns ou aux autres. Ce dont j'ai cherché à persuader chacun, e'est que le Liban ne peut vivre que dans un juste équilibre entre les communautés.

— Ce que vous avez vu ou vérifié sur place correspondit à l'idée que vous vous faisse de la crise à partir des informations officielles en possession du Quai d'Orany?

— J'ai pu sur place préciser beaucoup de points à partir des nombreuses consultations auxquelles j'ai procédé. Mais je peux dire que, dans l'ensemble, les informations dont je disposais en arrivant ont été confirmées.

— Au terme de la première phase de votre mission, et en pius des deux messages que vous avez, assure-t-on, suggiré au président de la République et au chef du gouvernement d'adresser à la population, que comptez-vous jaire pour mettre un peu d'ordre dans le pays?

— Je ne sais pas s'il faut parler

pays?

— Je ne sais pas s'il faut parler d'une première phase de la mission. Je reste, bien emtenda, disponible ai je puis être utile. L'avenir le dira. D'antre part, il ne m'appartient pas de mettre de nir le dira. D'antre part, il ne m'appartient pas de mettre de l'ordre dans le pays. La responsabilité en incombe aux Libanais eux-mêmes. Ce que je peux faire simplement, e'est de chercher à convaincre de la nècessité d'une réconciliation, donc d'un apaisement. Les problèmes de fond essentiels restent à régler, qui sont, d'une part, les adaptations nècessaires aux plans politique, économique et. social et, d'autre part, le règlement à intervenir avec les Palestiniens pour fixer de manière définitive leur statut au Liban.

— Qu'est-ce qui prime, pur quoi devunt-on commences?

— Les deux questions devraient être traitées parallèlement. Pour ce qui est des Palestiniens, la discussion deviendra réaliste le jour où ils auront à faire non pas aux seuls dirigeants de l'ialam libanais, mais à un gouvernement cohérent où chrètiens et musulmans travailleront ensemble.

cohérent où chrétiens et musulmans travailleront ensemble.
— Qu'attendez-vous de votre
visite à Damas?
— Du fait du voisinage et du
problème pelestinien, la Syrie est
directement intéressée par l'évointion de la crise libenaise. Il est
donc naturel que je me rende à
Damas pour informer le gouvernement syrien des conclusions
auxquelles m'a conduit ma mission à Beyrouth, car je sais qu'il
est, comme la France, soucieux
de voir se maintenir un Liban
uni et indépendant.

Propos recueillis pur

Propos recueillis por EDOUARD SAAB.

MM. Frangié et Karamé lancent un appel à la réconciliation nationale Le Conseil de sécurité prolonge de six mois le mandat de la force de l'ONU sur le Golan

De notre correspondent

New-York (Nations unies). —
Après trois jours de consultations à huis clos, le Conseil de sécurité a adopté dimanche 30 novembre une résolution qui, tout en prolongeant le mandat des forces de l'ONU dans le Golan pour une nouvelle période de six mois c'est-à-dire jusqu'au 30 mai prochain, stipule également que le Conseil va se reunir de nouveau le 12 janvier, e pour continuer le début sur le problème du Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU », ce qui est une ellusion voilée à l'O.L.P. et à son rôle dans d'éventuelles négociations sur le Proche-Orient. d'être invitée à toute négociation au sujet d'un réglement pacifique eu Proche-Orient. Ce projet était inacceptable pour tous les pays occidentaux. Une suggestion de la France de ne parler que a de toutes les résolutions perti-nentes » a été enfin adoptée. Il en fut de même pour la déclaration de M. Malik, qui a dû edmettre qu'il parlait seulement au nom de « la majorité des membres du Consell » quand il annonça que les représentants de l'OLP, seront invités à participer su débat. de l'OLP, seront invités à participer au débat.

Dans les coulisses, les vues sont
partagées quant à l'importance
légale d'une déclaration du président du Conseil de sécurité. Mais,
de toute façon, chaque invitation
à une discussion devant le Conseil
de sécurité est traitée comme un
problème de procédure et décidée à la majorité simple, le droit
de veto ne s'appliquant pas. Pour
cette raison, l'opinion générale,
dimanche, était qu'en janvier
l'OLP, serait certainement admise a son roie dans d'éventuelles négociations sur le Proche-Orient. Cette résolution, dont les co-auteurs ont été la Guyane, la Mauritanie, le Cameroun et la Tanzanie, a été approuvée par treize des pays représentés au Conseil Seuis la Chine et l'Irak ne naritimaient pas au servition ne participaient pas an scrutin. Après le vote, le président du Conseil de sécurité pour le mois

Conseil de sécurité pour le mois de novembre, le représentant de l'URSS., M. Jacob Malik, a lu le texte d'une déclaration, qui, bien que n'ayant pas la force d'une résolution, constitue tout de même un document officiel, et selon laquelle, « pour la majorité des membres du Conseil de sécurité, il est entendu que, lorsque celui-ci se réunira à nouveau le 12 janvier 1976, les représentants de l'OLP, seront invités à participer au débat ».

Le texte de la résolution et celui de le déclaration de M. Malik ant été le fruit d'un compro-

celul de le déclaration de M. Ma-lik ant été le fruit d'un compro-mis dont l'élaboration a duré trois jours. Quand les consulta-tions ont commencé vendredi, les membres du Conseil de sécurité se sont trouvés en présence d'un texte de quatre pays « très durs », visiblement inspiré par la Syrie, Ce texte demandait que la future discussion au Conseil de sécurité soit fondée sur la résolution 3 375 du 10 novembre dernier, qui du 10 novembre dernier, qui stipule que l'OLP, a le droit

se pliera à aucune condition poli-tique. Il ne cèdera à aucun chan-

à participer au débat du Consell de sécurité. Aux Nations unies les opinions sur la décision du Consell de sécurité sont très partagées. Pour les uns, il s'agit d'une importante victoire de la Syrie et de l'O.L.P.,

et d'in grand succès pour l'URSS, puisque les Etats-Unis et d'in grand succès pour l'URSS, puisque les Etats-Unis et Israël seront obligés de négocier avec l'OLP.

Selan les autres, ce qui compte dans la résolution e'est la prolongation du mandat, tandis qu'un début de plus ou de moins dans ce gratte-ciel, où des débuts fleuves sont un phénomène quotiden, pourrait ne pas modifier beancoup la situation.

Le représentant de la France, M. Louis de Guiringaud, a déclaré après le vote que, pour la France, le renouvellement du mandat ne devroit pas être le prétexte pour prolonger le statu quo, mais un moyen d'éviter que a la dynamique de la pair ne rencontre des obstacles dont les conséquences seraient imprévisibles ». sibles p.

PHILIPPE BEN.

JÉRUSALEM : la fin de l'« ère kissingérienne »

(De notre correspondant.)
Jérusalem. — La décision du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la force d'urgence sur le Golon place le gouvernement israélien dans une situation extrêmement délicate. Inlassablement, depuis que se déroulait à New-York la course contre la montre pour metire au point un texte de compromis avant le 30 novembre, les dirigeants israéliens répétalent le même position : « Pas question de l'er — comme l'exigent les de lier — comme l'exigent les Syriens — la reconduction du mandat à une réunion du Conseil de sécurité, le 12 janvier, sur la situation au Proche-Orient avec la participation de l'O.L.P. Israël ne

rage. »

Pendant quarante-huit heures, on a cru à Jérusalem que cette mise en garde avait porté ses fruits. Les Etats-Unis, en effet, se sont d'abord systématiquement conocée à truites les formules opposés à toutes les formules

de compromis examinées au Con-seil de sécurité, puis, in extremis, il y a eu une volte-face de Washington, qui a été ressentle ici comme un choc et presque comme une trahison. En votant finale-ment pour la résolution qui impliment pour la resolution du impi-que la participation de l'OLP, eux discussions du Conseil de sécurité, les Etats-Unis ont acculé M. Itzhak Rabin à l'un des choix les plus difficiles de sa carrière de premier ministre. Le conseil de cabinet extraordinaire qui s'est tenn ce lundi matin Ist décem-bre, à Jérusalem devait en effet décider s'il ellait mettre ses menaces à exécution, s'il n'aliait plus reconnaître la validité des accords de dégagement et s'il aliait prendre la responsabilité de ne par renouveler le mandat des cas-

Quoi qu'il en solt, personne ne doute ici que la décision du Conseil, approuvée par les Etais-Unis, marque la fin de l'ère kissingérienne au Proche-Orient.

LA «PRAVDA» : une ingérence dans les affaires intérieures libanaises

De notre correspondont

Moscou. — La Pruvda a sévè-ement e ritiqué, dimanche 3 novembre, M. Couve de Mur-ille, pour certaines de ses décla-ciales durant son séjour à Bey-man de la companya de outh. Mettant en opposition la alssion de l'ancien premier minisre français avec celles du milistre des affaires étrangères de a Syrie et de Mgr Bertoll, le
l'arrespondant de la Pravda à
l'eyrouth écrit :

Après avoir passé quelques ours à Beyrouth, Couve de Murrille s'est mis à accorder des inevoluss aux journaux locaux,
nterviews dont certains passages
— c'est le moins qu'on puisse
lère — ont plongé les Libanais
lans l'étonnement. Ainsi, dans
ne intervieux à l'Orient-le Jour,
i a déclaré que les Palestiniens
vuent le rôle principal dans le
onsit libanais, et que des pays
omme la Syrie et la Libye s'inèrent activement dans les affaies intérieures du Liban. »

La Pranda reproche ensuite à

La Pravda reproche ensuite à la Couve de Murville « de metre tout à l'envers ». Selon le
uotidien soviétique, en effet,
les coupables ne sont pas les
ays cités, mais les milieux réac-

tionnaires qui veulent en finir avec le Mouvement de libération nationale du peuple de Pales-tine ». La Pravda, se référant à des journaux libanals comme Altinida, l'organe du parti com-projete et d'Setir un contilitéen muniste, et Al Sajir, un quotidien de gauche accuse ensuite M. Couve de Murville d'ingérence dans les affaires intérieures liba-

naises.
Cette attaque est significative dans la mesure où la presse soviétique avait observé jusqu'à ces tique avait observé insqu'à ces jours derniers une grande prudence dans ses commentaires sur le crise libanaise. Dans un antre article («La revue des évênements internationaux de la semaine »), publié dimanche également, la Pravda affirme que « les tentatives pour maintenir le statu quo au Liban, pour remetire les réformes à un avenir indéterminé (…) ne font que prolonger la crise libanaise et maintenir la tension sans exclure l'éventualité de nouveaux éclais ».

Ce lundi 1 décembre enfin, le quotidien du parti communiste so-

ce mind 1" decembre enfin, le quotidien du parti communiste so-viétique annonce brièvement l'ac-cord intervenu entre MM. Frangés et Karamé, sans mentionner cette. fois-ci le rôle joué par M. Couve de Murville. — J. A.

Le dossier du sommet de Rome

L'Europe pour nos régions

La participation des travailleurs chez les Neuf

L'Europe dans votre vie quotidienne

Dans le numéro

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, tue

des Belles-Feuilles Paris 15°

LITTERATURE

ROMANS ETRANGERS

Jorge Amado James Baldwin Tereza Batista Si Beale street pouvait parler

Elia Kazan Le monstre sacré

Henry Miller Tropique du Capricome

Anaīs Nin Journal

Isaac B. Singer Ennemies, une histoire d'amour

Joyce Carol Oates Pearl Buck Le pays des Merveilles L'arc-en-ciel

José-Mauro de Vasconcelos Allons réveiller le soleil

ROMANS FRANÇAIS

Hélène Parmelin Agustin Gomez-Arcos La femme écarlate L'agneau carnivore

Rezvani Edmée Renaudin Fokouli Edmée, la bague au doigt

GRANDES ŒUVRES ROMANESQUES

Carson Mc Culiers Henry James Dikf. Lawrence Katherine Mansfield Sigrid Undset Virginia Woolf Oscar Wilde

Kate



demain: Stock documents

Vous étes-vous déjà demandé ca qui se passait pendant une opéra-tion quand il y a une panne de courant.
L'électricité e'éteint mais le chirurgien s'en aperçoit à peine.
Chaque hôpital a son système de secours, son propre groupe élec-

trogène. Il est prêt à prendre le relais au quart de seconde quand il y a une anne. C'est de l'énergie en batterie. Qui se met en marche anto-

Catte énergie attend jour après jour, année après année le moment de sanver une vie. Chloride est un spécialiste de Cas batteries.

Nous aimerions en parler avec vous. Vons dire pourquoi.





AFRIQUE

L'INDÉPENDANCE LA SITUATION EN ANGOLA APRÈS

Le M.P.L.A. assure avoir repris l'initiative

Correspondance

Dada, chef de l'Etat ougan-dais et président en exercice de l'O.U.A., a demandé, samedi 29 novembre, aux diri-geants du F.N.L.A. et de l'UNITA, des éclaircissements sur les informations selon lesquelles ces deux mouvements recoivent une aide de la République sud-africaine.

Le M.P.L.A. assure, par alileurs, que ses adversaires du F.N.L.A. « continuent à faire retraite » au nord de la capitale et sont « contraints à la débandade », sans fournir de précisions sur la position des belligérants.

helligerants.

Luanda. — Sous une plule fine qui tombe sans arrêt, la route de Lucala (entre Salazar et Malanje) à Carmona semble ne conduire nulle part. La végétation tropicale étouffe peu à peu les plantations de café. Les villages qu'on traverse sont déserts. Soue les pans de mur calcinès que les combatants ont successivement recouverts de slogans à la gloire de verts de alogans à la gloire de leurs mouvements respectifs, les douilles d'obus américains, frandoinies d'ous aintricais, frait-cais, russes ou chinois rouillent déjà. Au détour d'un virage, c'est le « front ». Une vingtaine de combattants des FAPLA, les for-ces armées dn M.P.L.A., hommes et femmes portant des uniformes hétéroclites, fusils AK-47 ou G-3 à l'épaule, tentent de reconstruire un pont que l'un des camps, sans qu'il soit possible de savoir lequel, a fait sauter lors d'une de ses

Trente kilomètres plus eu nord, le F.N.L.A. tient Samba-Caju avec quatre cents hommes, quelques auto-mitrailleuses Panhard, trois ou quatre canons de 120 millimètres. Il se propose de reprendre Lucala et couper ainsi Luanda de l'est du pays. A moins qu'une attaque des FAPLA ne le force à battre en retraite vers Carmona. Sur les rares routes goudronnées qui traversent l'immense Angola, la guerre de mouvement va s'ac-célérer. Partout allleurs la saison des pluies va embourber les opé-

rations militaires.

Le 11 novembre, jour de l'indépendance, le M.P.I.A. sauvegardait encore l'essentiel : une bande de territoire de la côte atlan-

tique à le frontière zambienne, le contrôle des deux plus grandes ri-chesses du pays, le pétrole de Cabinda et les mines de diamants, et, surtout, un pouvoir sans par-tage sur la capitale, Luanda.

Aujourd'hui, l'avant-garde du F.N.L.A. recule vers Caxito, sans avoir eu le temps de détruire le pont provisoire qui franchit le fleuve Dande, Elle est menacée à l'est par la progression des FAPLA le long de la route Carmona-Caxito. La « colonne blanche » venue d'Afrique du Sud a subi son premier grave revers, dimanson premier grave revers, dimanche 21 novembre, près de Gabela (au sud-ouest de Quibala), au cours de l'engagement le plus meurirler enregistré depuis le dé-



une simple piste, tente d'attein-dre Maisnje. La coalition F.N.L.A.-UNITA semble avoir tiré les le-cons des échets répétés du F.N.L.A. visant à prendre Luanda à partir de Caxita. Selon leurs a d'erra lires, le F.N.L.A. et l'UNITA tentent de faire leur jonction à hauteur de Malanje et d'avancer ensuite le long de la route Salazare-Dondo-Luanda.

La refonte de l'armée

Le gouvernement de Luanda estime avoir retourné la situation militaire à son avantage et gagné ainsi un répit pour organiser enfin son armée. Jusqu'à maintenant, les FAFLA ont fait feu de tout bois, pour parer an plus pressé : des bataillons entiers ont été engagés après moins d'une semaine d'instruction. Persuadé

Les commandants apprendront les règles de cette guerre mo-derne qu'ils n'ont jamais faite. Les milices vont être épurées et Les milices vont être épurées et leur rôle local accru, de façon à libérer des forces qui pourront monter eu front. Les FAFLA devront, dit-on à Luanda, constituer une armée moderne tout en restant « populaire » Les officiers formés à la hâte suivront un recyclage politique. La dualité du commandement militaire et politique, à tous les échelons, restera la règle.

« Une grande partie du matériel que nous recevons jait partie d'accords de livraison conclus avant le 25 avril. En outre, nous avons obtenu dans le cadre des relations d'Etat à Etat une aide supplémentaire », nous a affirmé M. Iko Carreira, ministre de le M. Iko Carreira, ministre de le défense dans le nouveau cabinet de Luanda.

Sans les automitrailleuses et l'artillerie lourde que les pays socialistes ont fournies au tout dernier moment, jamais les FAPLA n'auralent pu tenir tête

« Nous apprécions hautement la a Nots appreciant internationale envers notre lutte depuis quinze ans x, répondent immangnablement les responsables à qui leur demande la confirmation officielle de la présence de Cubains, Pourtant, les modernations de la confirmation de la présence de Cubains, Pourtant, les modernations de la confirmation de la présence de Cubains, Pourtant, les modernations de la confirmation de la confir présence de Cubains. Pourtant, ces militaires sans aucun signe distinctif, sanglés dans des uniformes irréprochables, un AK-47 flambant neuf à l'épaule et l'inévitable Havane à la bouche ne peuvent guère passer pour des soldats du M.P.L.A. quand on les entend raconter à des petits « pionniers », béats d'admiration, l'épopée de la Sierra-Madre et le débarquement de la baie des Cochons... Leur rôle premier a été et reste celui d'instructeurs. Ils out demandé à participer directeout demandé à participer directe-ment aux combats, dans l'artille-rie et les blindés aux heures les plus critiques de ces dernières semaines. Contrairement a u x « mercenaires » utilisés par le F.N.L.A. et l'UNITA, ils ne par-ticipent pas aux décisions de l'état-major.

RENÉ LEFORT.

Washington hésite à accroît que la guerre sera longue et que les pnissances occidentales, le Zaire et l'Afrique du Sud vont in tensifier leur intervention, le M.P.I.A. veut bâtir une véritable défense nationale. Un engagement encore limit pur le manuel defense nationale.

roge sur les raisons de ce qui est des Etats du continent, en considéré la comme une intervention mejeure de l'Union soviétique en Afrique. Les Russes veulent-lle' empêcher les Chinois d'exercer leur influence, ou désirent-lis vraiment favoriser l'Instaliation en Afrique occidentale d'un Etat client, créer une base d'opération subversive dane ce intérêts économiques et stratégiques de l'Occident ? Des affirmations des services spéciaux (passablement dis-crédités II est vrai) sur l'envoi de plus de 10 millions de dollars d'armements et de techniciens à destina-tion du M.P.L.A. ont été apparemment acceptées sans courciller par M. Kissinger, qui, dans ses déclarations récentes aux journalistes de Detroit (le Monde du 26 novembre), Invitalt l'Union soviétique et Cuba à cesser leur intervention militaire en Angola, faute de quoi - les Etats-Unis pourralent modifier leur polltique ... Le secrétaire d'Etat s'est blen gardé de préciser ce qui pourrait succéder à l'eppui discret et limité actuellement donné au F.N.L.A. el à l'UNITA, sous forme d'envole

transitant par le Zaîre. En tout état de cause, le liberté d'action du secrétaire d'Etat est sensiblement limitée par le Congrès, très soucleux, après l'expérience du Vietnem, d'éviter une escalade pouvant entraîner les Etats-Unis sur la vole d'un nouvel affrontement. Toutefols, borr nombre des adversaires d'une extension de l'engagement eméricain seralent les premiers à dénoncer les méfaits de la détente et la responsabilité de M. Kissinger, son principal architecte, eu cas où les Soviétiques perviendralent à assurer le succès définitif du M.P.L.A. D'où l'embarras du secrétaire d'Etat, qui, dans l'immédiat, paraît chercher à temporiser.

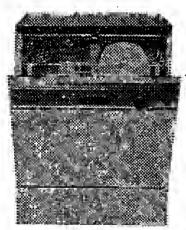
L'action diplometique amédicaine s'exerce einsi à la fois euprès des

Washington, - La situation en An- Soviétiques, qu'il s'egit de cor gola préoccupe sérieusement le cre, au nom da la détente, de c gouvernement américain, qui e'interd'aboutir à une - solution africa

du problème. La « solution alricaina » a chauds partisans au Congrès sénateur Clark, spécialiste des formule d' « idéale », et de loin férable à une intervention amèric Le cénateur considère que les Unis devraient diminuer leur dement et ne e'infécdere pa Moscou. Avec eon collègue H. demandes récentes du dénarte d'Etet d'eugmenter l'alde au (en tout environ 80 millions de lars, soit quetre fois plus que l'envoi da cette elde. Au départe d'Etal. on est moins enthous considérant qu'un « sommet » cain risquerait de durcir les tions divergentes des Etets du

En définitive, compte tenu de différence de le majorité du Co at de l'opinion publique, les p bilités d'ection du gouvernemen inquiètent, comme le New Times : - Il lut un lemps of Etats-Unis auraient répondu à Intervention eussi massive ei n canie par une démonstration force. Mais c'est là une ettitude le pauple américain n'eccep Washington Post, II recommand gouvernement de ne pas entre 350 compétition evec Moscou, ma l'invite d'abord à informer le pir de américaln, puis à saisir la con-nauté internationale do probl afin d'obtenir la fin de l'Interve soviétique par la pression de nion mondiale. HENRI PIERR

Faites-vous offrir 8 jours d'essai. C'est gratuit.

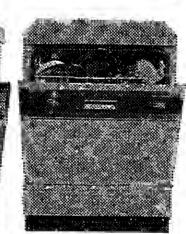


arthur martin

14 couverts modèle 711.25 9 programmes 2120_f

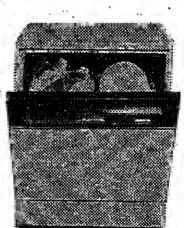
VEDETTE

14 couverts modèle 147 13 programmes **2230**f



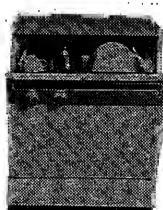
Bauknecht

12 couverts modèle 461 4 programmes 2280_f



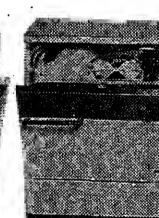
frigēavia

14 couverts modèle 1491 13 programmes 2550_f



SIEMENS

12 couverts modèle WG 520 6 programmes



* 3000 產年 1. 1

€0

AEG

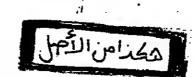
10 couverts modèle EL/2 8 programmes 3190_f

crédit gratuit 9 mois

jusqu'au 24 décembre, à partir de 1000 f d'achats dès acceptation du dossier



HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE



JANCE

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Nous semmes décidés à nous battre jusqu'à l'indépendance

déclare le secrétaire général du Front Polisario

De notre envoyé spécial

Mahbès (Sahara occidental).

« Nous vivous des circonstances difficiles. Nous affrontons une force puissante et bien dotée en moyens de destruction. Mais nous sommes décidés à nous battre pour assurer notre liberté. Notre peuple est prêt à disparaître, mais û ne sucrifiera pas sa dignité. Ou nous assue note liberté. Notre peuple accéderons à l'indépendance, ou nous serons victimes d'une génocide », déclare M. Sayid El Ouali, secrétaire général du Front Polissario (Front pour la libération de la Saguia-El-Hamra et du Rio-de-Oro), au cours d'une interview, avant de se rendre dans la zone des combats.

Grand, mince, l'allure altière, ce

Grand, mince, l'allure altière, ce jeune dirigeant de vingt-huit ans, dont nous aurons l'occasion de constater sur place la popularité, dénonce avec vigueur la duplicité espagnole et marocaine.

espagnole et marocaine.

Il explique que les Espagnals ont évacué tous les centres du pays. À l'exception des villes d'El-Aloun et de Ville-Cisneros.

L'avasion militaire marocaine a commencé aussitôt après. Le pénétration, précise-t-il, s'est faite à partir de trois bases arrières situées au Maroc. Zag. Abbath et M'Sied, où le colonel Dlimi avait installe son quartier général. Les Marocains ont occupé Farsia, petite ville de garnison où il n'y avait pratiquement pas de Sahraouis, Jdiria et Haouza, comptant chacune mille cinq cents habitants. Ceux-ci sont tous partis. Les femmes, les enfants et les vieillards vivent dans un camp de réfugiés, tandis que les hommes ont rejoint les maquis.

Les Marocains ont envoyé des Les Marocains ont envoyé des forces importantes, soutenues par

des blindes et des parachntistes.

« Douze mille à quinze mille hommes, soit le quart environ de l'armée royale marocaine, ont l'armée royale marocaine, ont envahi notre territoire », nous ont dit les responsables militaires du Front Polisario. Les maquisards, multiplient les harcèlements, de sorte que les troupes marocaines ne sortent guère des centres qu'elles occupent. Elles ont toutefais réussi à établir une liaison entre Jdiriz et Haouza grâce à un convol de cent-soirante-quinze véhicules. Certains d'entre eur ant été détruits dans des embuscades, mais la colonne a tout de même réussi à passer, les maquisards ue disposant que d'un armement sommaire : des fusils, quelques fusils mitrailleurs, des mines, des bazookas et quelques petits mortiers. C'est à partir des forces concentrées à Haouza que les Marocains ont, semble-t-il, réussi à s'emparer de Smara.

M. El Ousli révèle que l'Espagne

s'emparer de Smara.

M. El Cuali révèle que l'Espagne s'était mise d'accord avec le Front Polisaria pour permettre au Sahara occidental d'accèder à l'indépendance. « Le ministre espagnol des affaires étrangères avait demandé à me voir. Nous nous sommes rencontré, dit-il, le mardi 9 septembre dans un peit village, dans un pays étranger. Il était accompagné de plusieurs collaborateurs. Nous avons discuté toute une nuit. »

— Que demandalent les Espa-gnols ?

gnols?

— Ils souhaitaient la préservation de leurs intérêts dans les
limites qui ne contrarieraient pas
ceux du peuple sahraoui. Les discussions ont donc porté sur les
domaines économique et culturel,
et même politique. Nous avions
réussi à nous entendre. Un pays
peut infléchir sa politique de 30
ou même de 70 degrés. mais jaire
une volte-jace de 180 degrés...
Afirmer un principe au niveau
de l'Etat et le bajouer aussitôt
dprès, quel déshonneur! 2
M. El Quali se montre égale-

dprès, quel déshonneur l'a

M. El Cuali se montre également sévère pour les Mauritaniens tout en admettant que, jusqu'ici, ils n'ont pas tiré un seul coup de feu contre les Sahraouis. « Ils ont toute jois tenté, précise-t-il de nous créer des problèmes à l'arrière, en cherchant à introduire chez naus des mercenaires le 13 novembre, mais nous les avons arrêtés.

» Comme pous pous cous de-

> Comme vous voyez, nous de-vous faire face à trois ennemis. En outre, nous faisons l'objet d'un blocus, car l'Espagne n'approvisionne plus le pays en vi-vres, et nous sommes une organisation aux moyens limités. Mais nous avons des amis, et internationale ne laissera pas commetire un génocide.

Comme nous l'interrogeons sur l'attitude de l'Algérie et des au-tres pays amis, il répond : «Le peuple sahraoui combat une in-vasion étrangère. Il a le droit de demander à ses amis de l'aider. demander à ses amis de l'aider. Leur honneur leur impose de le

PAUL BALTA.

Tchad

L'AMBASSADEUR DE FRANCE VA ÉTRE REMPLACÉ

M. Raphaēl Touze, ambassa-deur de France au Tchad, a définitivement quitté N'Djamena samedi 29 novembre et regagné Parls. Il sera très prochainement

On affirme, dans les milieux proches du gouvernement tcha-dien, que ses initiatives person-nelles dans l'affaire Claustre et à l'occasion de l'évacuation des troupes françaises stationnées au Tehad out contribué à indis-poser les autorités tchadiennes.

poser les autorités tchadiennes.

A Libreville, M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, venu remettre un message de M. Giscard d'Estaing au président Bongo, a toutefais déclaré que le départ de l'ambassadeur de France n'avait aucun rapport avec l'affaire Claustre (A.F.P., Reuter). [On précise, à Paris, que e retour de l'ambassadeur de France ne doit pas être interprété comme un signe de détérioration des rapports france-

à notre futur" tchadiens, mais au coutraire comme l'indice d'un rapprochement. Le nouvel ambassadeur sera, dit-on, un e homme nouf e.] LE POINT

Côte-d'Ivoire

O DEUX MEMBRES DU GOU-DEUX MEMBRES DU GOU-VERNEMENT SUD - AFRI-CAIN ont affectué, vendredi 28 novembre, une visite éclair à Abidjan. Il s'agit de MM. Brand Fourie, serrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et Eschel Rhoodie, ministre de l'information. M. Brand Fou-rie a annoncé que les avions de ligne sud-africains pour-raient désormais régulièrement faire escale dans la capitale ivoirienne. — (Reuter)

Babat s'attache à justifier aux Nations unies l'accord tripartite

AFRIQUE

Sahara occidental et le Maroc et des liens juridiques de nature ter-ritoriale entre le Sahara occi-dental et la Mauritanie, le terri-toire en cause ne pouvant être de ce fait considéré comme étant

toire en cause ne pouvant être de ce fait consideré comme étant « sans maitre » larsque les Expapols le colonisèrent.

Le docteur Laraki et M. Slaqui ont rappelé également la résolution adoptée en 1965 par l'assemblée générale des Nations unies et invitant l'Espagne à libérer l'ini et le Sahara occidental de la tutelle coloniale et à « entamer les pourparlers relatifs à la souveraineté » de ces territoires. Aucune distinction n'avalt été alors faite entre eux. Un an plus tord, le gouvernement de Madrid avait dissocié le sort d'ifni de celui du Sahara pour rétrocéder finalement le premier au Maroc en 1969. Le docteur Laraki n'a pas passé sous silence la période du le principe de l'autodétermination du Sahara occidental a été mis en avant. Mais, selon lui, la résolution de l'ONU qui a préconisé son application, fixalt également des conditions préalables qui n'ont jamais été réalisées.

Après le déclenchement de la « murche verte », ant encare dit les diplamates marocains, le Conseil de sécurité a laissé en définitive aux parties le soin d'auvrir des négociations sur la décolonisation du Sahara. Ainsi fut fait, conformément à l'article 28 de la charte des Nations un'es qui Indique qu'en cas de conflit.

de la charte des Nations un'es qui indique qu'en cas de conflit les parties « doivent... a o a n t

les parties é doivent... a o a n t tout » rechercher dans la négociation la solution « à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la pair ». En l'occurrence, le principe de l'autodétermination a donc « cédé le pas à celui de la négociation ».

Jusqu'à sa disparition le 28 février 1876, a rappelè le docteur Laraki, l'administration tripartite veillera, en collaboration avec la

veillera, en collaboration avec la Jemaa (assemblée locale) « au respect de l'opinion saharaouie

telle qu'elle s'exprimera à travers ses structures propres ».

Territoire français

des Afars et des Issas

LE LEADER DE L'OPPOSITION

EST ACCLAME A DJIBOUTI

Dilbouti (A.F.P.). — Aux cris de « indépendance ! n. une foule enthousiste, évaluée à dix mille on

quinze mille personnes, selon les di rigeants de la Ligue populaire afri-caine pour, l'indépendance (L.P.A.L.) a accueilli, dimanche matin 38 no-

a accueille dimanche matin 36 no-vembre, à l'aéroport de Dilbouti, M. Hassan Gouled Aptidon, prési-dent de ce mouvement et leader de l'opposition dans lo Territoire fran-çais des Afars et des Issas.

M. Hassan Gouled Aptidon a condult à New-York une délégation

de la Ligue, qui s'est rendue auprès du Comité de décolonisation de PO.N.U. Cette délégation n, d'autre part, participé à Dar-Es-Salasm aux travaux du Comité de décolonisation

De son côté, la mission officielle du gouvernement et de l'Assemblée du T.F.A.I., mandatée par la Cham-

bre des députés du Territoire, s'est renduo à Dar-Es-Salaam. Selon M. Djema Elabe, ministre des trans-

M. Djema Elabe, ministre des transports, qui le dirigezit, elle auruit en de nombreux contacts avec PO.U.A. Cependant, les radios somalienne, éthiopienne et portugaise affirment que cette mission « « été arrêtéo » dès sou arrivée. A son retour à Djibouti, M. Djama Elabe u déclaré qu'il avait en des problèmes, mais sans préciser lesquels.

de PO.U.A.

LOUIS GRAVIER.

OUTRE-MER

De notre correspondant

Rebat. — Ouvrant le 29 novembre les travaux du conseil national de l'Istiqlal, le secrétaire général, M° M'Hamed Boucetto, a salué spécialement la « naleu-reuse » armée marocaine et rendu a salué spécialement la a valeureuse à armée manocaine et rendu
hæmmage à son action pour la
défense de l' « intégrité térritoriale » din pays. Au lendemain de
l'entrée des forces royales à
Smara, un des points-clès du
Sahara occidental, ces propos
reflétent, parmi d'autres, une
expression nationale unanime.
Chacun est convaincu ici de la
nécessité de progresser dans la
zone Sud, principalement pour
deux raisons : il faut remplir le
vide laissé par les forces espagnoles dans leur repli vers la
zone côtière; il faut riposter aux
harcèlements du Front Polisaria.
L'application de l'accord tripartite de Madrid n'applie pas seulement une action sur le terrain.
elle implique aussi nne campagne d'explications auprès des
Nations unies.
Cette tâche a été conflée au
ministre marocain des affaires
étrangères, le Dr Ahmed Laraki,
et au représentant permanent du
Maroc à l'ONU, M. Driss, Slaoul,
Leurs exposés, ces jours derniers,
ant tous fait référence à l'avis
consultatif émis par la Cour
internationale de justice de La
Haye. Le tribunal a reconnu, le
16 octobre, l'existence de liens
juridiques d'allègeance entre le

LE DAHOMEY DEVIENT LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

Cotanau (A.F.P.). — La République du Dahomey s'ap-pellera de sor mais Répu-blique populaire du Bénin, a annoncé, dimanche 30 novemannonce, amanche 30 nopem-bre, à Cotonou, le lieutenant-colonel Mathieu Kérékou, thef de l'Etat. Le nouveau drapeau de l'Etat sera vert, frappé d'une étoile rouge à

Selon le lieutenant-colonel Kérékou, la dénomination République du Dahomey était une appellation colo-niale.

Les habitants de la nouvelle République s'appellent désor-mais Béninois. Un nouveau parti a également été créé : le parti de la révolution populaire du Bénin.

[Le nem de Dahomey constitualt ::ue des rares appellations qui faissient l'unanimité des hisroyaume Fou-d'Abomey, corres-pondant an Dan-Home historique comprenait notamment les villes de Cotonou et d'Ouidah. et convent sensiblement un cinquieme du territoire de l'ac-tuelle République.

En revauche, le royaume du Benin, qui sonnut son apogée aux dix-septieme et dix-huitiame siècles, durant la période la plus florissant de la traite des escla-ves, était situé au Nigéria et n'englobalt pas le territoire du En fait, le gouvernement du

lieutennt-colonel Kérékou re-prend à son compte l'auctenne appellation coloniale française du début de la conquête, « Bênin et ses dépendances ». Ce nom fut remplacé, aux ter-mes du décret du 10 septembre mes du décret du 16 septembre 1893, par celui de Dahomey. Delcassé, ministre des colonles à l'époque, écrivit, dans un rap-port adressé au président de la République : « Le vocable Déuin s'applique plus justement aux vastes territoires anglais por-tant ce uom qui sont situés à l'ouest des bouches du Niger...» — Ph. D.] Epole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale Erzhlissement privé d'enseigne ment Technique et Supérieur FONCTIONS DE PERSONNEL Choix des cycles 120 à 500 heures (Temps partiel)

ENOES 62 r. Miromesnll 75008 Paris Tel. 522.10.37 - 15.07 - 26.76

Le petit bonheur du jour Louis XVI dont yous aver hente vaut probablement le prix du canape, des 2 fauteuils de cuir et de la table basse en acier cont vous avez besoin. Neus vous achéterons vos meubles 18", cher J.-P. FONTIX, Antiquaire. 22 avenue Niel 75017 Paris. Tel, 380.78.96

par air inter au départ de **Paris Orly Ouest**

à 50mn de vol

8 liaisons quotidiennes aller ou retour dont 6 en Mercure

à 60mn de vol

4 liaisons quotidiennes aller ou retour (nouvel horaire départ Paris: 7h55)

à 60mn de vol

2 liaisons quotidiennes aller ou retour

AIR INTER



A PARIS: Renseignements, réservations : AIR INTER PARIS Tél.: 539.25.25

et toutes Agences de Voyages.

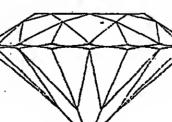
Sachez offrir

COMPTOIR D'ORLÉANS 114, av. du Gal-Leclerc Paris 14

4, fg Saint-Honoré Paris 8

COMPTOIR DES 4 RUES 82 bis, rue Gabriel Péri 93 Saint-Denis

BIJOUTERIE BABYLONE 2, rue de Babylone Paris 7



COMPTOIR DE ST-CLOUD 2, pl. de la Porte de St-Cloud Paris 16

ces bijoutiers vous aident à choisir ce que vous aimerez à deux Guide des Orievres

Guide des Oriente

n du dossi

DE ROSNAY macroscope

LE MONDE

'Un mode de pensée réellement original présenté d'une manière attrayante"

L'EXPRESS "Une conception neuve, de la connaissance, et de la société"

LA CROIX "Un livre qui fait beaucoup réfléchir"

FRANCE SOIR

"Passionnant et passionne" **LE FIGARO**

"Une philosophie de l'action adaptér

"Pour comprendre le monde d'aujourd'hui" 10 mm

Chine A L'UNIVERSITÉ DE PÉKIN

Les journaux muraux accusent

de « revisionnisme » le ministre de l'éducation nationale

Pèkin. — L'affichage des jour-naux muraux fait épisodiquement partie des mœurs politiques dans la capitale, mais les dazibos qui viennent d'apparaître à l'univerviennent d'apparaître à l'iniver-sité de Pékin constituent néan-moins un événement notable dont les suites sont encore inconnues. Précisons cependant que les jour-nalistes étrangers n'ont guère accès, à l'heure actuelle en tout cas, an campus de l'université et que les événements qui s'y déroulent ne sont connus que par vote

L'affaire a commencé le 18 novembre. Ce jour-la, sont apparues sur les panneaux de paille de riz dressés dans les cours les premières affiches manuscrites critiquant le ministre de l'édu-cation nationale, M. Chou Jung-hsin, accusé de « révisionnisme ». Depuis, la campagne s'est déve-loppée et a'accompagne désormais

De notre carrespandant de la dénonciation d'une ten-

de la dénonciation d'une tendance, très affirmée ces temps derniers, à la réintégration de cadres écartés à l'époque de la révolution cuiturelle et considérés comme idéologiquement douteux. Le plus grave dans cette affaire, est, sait-on de source digne de foi que le débat a été lancé à l'instigation du président Mao Tsétourg lui-même. Les indications en ce sens sont assez nettes pour que ceux qui y participent n'aient aucun doute à ce sujet. Le thème de la discussion n'est apparemaucun doute à ce sujet. Le thème de la discussion n'est apparemment pas fondamental, pulsqu'il aggit de savoir a'il est indispensable ou non que les étudiants chinois consacrent trois mois sur deux ans d'études à un travail de production — manuel — dans l'agriculture ou l'industrie. La question est cependant d'impor-

tance pour deux raisons. D'abord, parce que ces stages de production sont un héritage de la révohution culturelle dont l'abandon
aurait un sens politique évident;
ensuite, parce que le prohième
est de savoir si la priorité doit
ètre donnée aux études ou au
contact avec les masses. Faut-il
au bout du compte, être meilleur
expert et un peu moins rouge...
ou le contraire. Le ministre de
l'éducation nationale est critiqué
pour avoir, semble-t-il, pris le
parti des experts contre celui de
l'université à porte ouverte s. tance pour deux raisons. D'abord

Le fait que M. Chou Jong-hsin — actuellement à la tête d'une délégation officielle au Zaire — soit pris pour cible par les étudiants de Pékin prend un sens particulier en raison de la carrière do ministre de l'édocation nationale. M. Chou Jong-hsin n'occupe ses fonctions que depuis janvier, depuis la session de la quatrième assemblée populaire nationale, et sa nomination à ce poste a marqué sa rémégration après une longue éclipse. Ancien vice-ministre de l'édocation jusqu'en 1963, nommé en 1965 à un poste équivalent à celui de secrétaire général du gouvernement, il fut accusé, en janvier 1967, de tendances « capitalistes ». Victime ensuite de violentes attaques, il ensuite de violentes attaques, il disparut complètement l'année

«La dictature du prolétariat »

Le contexte politique dans lequel se développe la campagne de dazibao de l'université de Pékin est cependant ambigu. Chacun, paraît-il, se réfère à une même citation du président Mao, diffusée le 1" octobre : « Etudier la théorie de la dictature du prolétariot, combattre et prépant le révisionnisme, encourages stabirévisionnisme, encourager stabi-lifé et unité, et faire décosser l'économie nationale. 2

La question est de savoir si de ces quatre consignes, les deux premières dolvent avoir priorité sur les deux dernières. Y a-t-il d'ailleurs contradiction irréduc-tible entre les deux tendances? L'une des thèses avancées suggère au contraire qu'un dévelop-pement des forces productives est aujourd'hui indispensable pour que de nouveaux progrès poli-tiques puissent etre accomplis. A travers le problème des stages de production pour les étudiants est posée la question des cadres el de leurs rapports avec les masses.

La presse ne cesse de dire —
notamment à propos du mouvement pour l'étude de l'expérience
de Tatchal dans l'agriculture qu'ils doivent « participer à la production », mais pour exercer ainsi plus efficacement leur tache de direction, non pour améliorer leur éducation politique. D'autres articles et discours, il est vrai, mettent l'accent sur la nécessité d'une campagne de « rectification » idéologique, et c'est icl suns doute que se situe le débat.

Quelle en sern l'ampieur? C'est à l'universilé de Pékin qu'ont paru les premiers dozibao de la révolution culturelle, mais il faut se garder des analogies historiques. L'opinion des observateurs informés de Pékin est qu'une discussion est ouverte mais que — comme cela a'est déjà produit dans le passé — la question se pose encore de savoir al le sujet est de nature à susciter un mouvement plus vaste comple tenu notamment des résistances que, de toute évidence, il va rencontrer.

ALAIN JACOB.

Inde

ratiste, M. Phizo. Mais celui-cl. qui vit depuis 1960 en Grande-Bretagne, a affirmé que tout accord avec New-Delhi était im-

possible aussi longtemps que l'ar-mée indienne ne se sera pas re-tirée dn Nagaland.

Déjà, sous la domination bri-tamique, les tribus nagas s'op-posaient à leur intégration dans l'empire. Après la naissance de iUnion indienne, des personna-lités nagas, conduites par M. Phizo, avaient demanné le deble cour leur région de faire

Mme Gandhi écarte deux personnalités importantes et devient ministre de la défense

Mme Gandhi a écarte di-manche 30 novembre deux per-sonnalités de premier plan, le ministre de la défense, M. Swa-Bretagne, a affirmé que tout ministre de la défense, M. Swaran Singh, et le ministre des
transports marltimes, M. Uma
Shanker Dikshit. On s'interroge à
New-Delhi sur les raisons qui ont,
poussé le premier ministre à prendre une telle décision, qui ne peut
s'inscrire dans le cadre d'une lerge
réorganisation des gouvernements
central et régionaux, ainsi que du
parti dn Congrès. Toutefois, certains observateurs relévent qu'elle
est prise quelques semaines après est prise quelques semaines après l'incident de frontière sino-indien et peu de tamps après les boule-versements au Bangladesh. On note aussi que Mme Gandhi prend temporairement en charge le portefeuille de la défense.

Originalre du Pendjab, M. Swo-ran Singh a été ministre dans tous les cahinets depuis 1952. Aucune attribution nouvelle ne lul a été accordée. M. Dikahit est nommé gooverneur de l'Andhra-Pradesh.

Deux autres personnalités de moindre importance, mais appar-tenant à la gauche du Congrès, ont été évincées. Il s'agit de MM. K. R. Ganesh, ministre des industries pétrollères et chimiques, et R.K. Khaldilkar, ministre des approvisionnements.

des approvisionnements.

M. Basi Iai premier ministre de l'Etat de l'Haryana a été nommé ministre sans portefeuille.

M. G.S. Dhillon, jusqu'alors président de la Chambre du peuple, devient ministre des transports maritimes; M. H.K.L. Bhagat, ministre des travaux publics et de la construction; M. V.N. Gadgil, ministre des industries pétrolières et chimiques, M. V.A. Sayed Mohammed, ministre de la justice; M. C.R. Sevak, ministre de la santé et du plan famílial.

D'autre part, l'Uttar-Pradesh a

D'autre part, l'Uttar-Pradesh a été placé dimanche sons l'admi-nistration directe de New-Delhi. après la demission du premier ministre local, M. Bahuguna. Enfin, le gonvernement a annoncé dimanche qu'un accord avait été conclu avec les Nagas, mettant fin à une insurrection armée vieille de vingt ans. Les dirigeants des organisations clandestines nagas ont accepté, « in-conditionnellement », de rendre leurs armes. D'autre part, New-Delhi a commencé à libèrer les prisonniers, qui seraient au nom-

bre de deux cents. .

Afghanistan

SELON ISLAMABAD KABOUL MOBILISERAIT SES TROUPES

pour laria pius par-lani-rea-ne ne de

L'Afghanistan a ordonné ul mobilisation de ses troupes, déclaré, samedi 29 novembr M. Bhutto. Le premier minisi pakistanais a ajouté que son pa était prêt à faire face à tot éventualité. Seion l'agence Ase-ciated Press, agence officielle a Pakistan, les permissions acco dées aux officiers afghans ont é suspendues. On s'attend, indiqu'agence, à une intensification de menées subversives > contre Pakistan.

Islamabad a, à plusieurs reprises, accusé dans le passé Kabou d'encourager les monvement autonomistes dans ses deux provinces occidentales. D'autre partirols personnes ont été tuées e de nombreuses autres blessée dimanche, par l'explosion d'un bombe dans les bâtiments de l'Pakistan Airlines, sur l'aéropor de Karach!

M. Phiso, avalent demanié le drolt, pour leur région, de faire sécession, mais New-Delhi s'y était opposé. Un mouvement armé en vue de la formation d'un « Etat souverain du Nogaland » se développa en 1954. Il ne désarma pas lorsqu'en 1963 fut constitué l'Etat du Nagaland dans le cadre de la Pédération. Les autorités ont accusé la Chine de l'ul foureit armés et encourse. bombe dans les batiments de la Pakistan Airlines, sur l'aéropor de Karachi.

On apprend aussi de Moscoe que le président du Sovie a suprême, M. Podgorny, se rendre blentôt en Afghanistan, où l'ins finence soviétique a paru reculei récemment. — (A.F.P., Reutes A.P., P. 17.1) Les autorités ont accusé la Chine de lui fournir armes et encouragements. Elles avaient fait état au débnt de l'année d'un accroissement des activités insurrectionnelles. En mars, l'Etat avait été placé sous l'administration directe de New-Delhi.

Timor

Après la proclamation de l'indépendance par le FRETILIN

Djakarta négocie avec les mouvement favorables au rattachement du pays à l'Indonésie

La proclamation unilatérale de l'indépendance de Timor portugais par le FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor oriental) a suscité de vives réactions. Lisbonna considère toujours comme puissance administrant le territoire et condamne l'intervention des troupes indonésiennes. Dans une lettre an secrétaire général de troupes indonésiennes. Dans une lettre an secrétaire général de l'ONU, le gouvernement portugais estime cependant qu'il n'a pas les moyens de maintenir l'ordre dans l'fie at pense que la décision du FRETILIN risque d'aggraver la crise. L'Australie se déclare toujours favorable à une conférence réunissant les morties conférence réunissent les parties en présence et ne reconnaît pas le nouveau régime de Dill. L'accord a été signé par six La situation est encore com-représentants nagas, dont M. Kevi pliquée par la déclaration faite

samedi 29 novembre par quatra mouvements timorais demandan il le rattachement du pays à l'Indo de nésie. Le communiqué est signét par l'UDT. (Union démocratique), l'APODETI et le KOTA il mouvement sans implantations réelle et dont la création a était suscitée par Dialcarta. S'est joine à ces mouvements un autre mout y venent — le parti travailliste — la vement. — le parti travailliste — dont on ignore tout. M. Malika ministre indonésien des affaires étrangères, s'est rendu dimanche dans la moitié occidentale de l'île pour rencontrer les représentants

pour rencontrer les représentants de ces partis.

Le gouvernement de la République démocratique de Timor oriental, formé par le FRETILIN, a lamé dimanche un appel au président indonésien, M. Subartolui demandant de retirer se lui demandant de retirer se troupés du territoire : il affirme que cette « agression » pourraine que cette « agression » pourraine amener les « super-missances » à intervenir dans la région. Le FRETILIN affirme d'antire part que les forces indonésiemes, appuyées par des chars et de l'arappuyées par des chars et de l'artillerie de marine, ont occupé la ville d'Atabae, à mi-chemin entre la frontière et Dill, la capitale.

M. Francisco Kavier Do Amaral, qui est âgé de trente-sept ans, a pris samedi ses fonctions de président de la nouvelle Rèpublique. Cet ancien jésuite s'engage, conformément à la Constitution, à mettre fin nux « structures coloniales » et à « bâtir une société libre de la domination et de l'exploitation ». L'organe suprême de l'Etat sera une Assemblée populaire qui sera èlue un an après le premier congrès du FRETILIN — dont la date n'est pas encore fixée. — (Reuter, A.P.)

Les travaillistes ont perdu les élections

De notre correspondont

Canberra — La défaite du gouvernement et du parti tra-vailliste aux élections du samedi 29 novembre a surpris tous les observateurs, à Weilington comme à Canberra. Encore que nui ne à Canberra. Encore que nui ne puisse expliquer avec exactitude le glissement de 8.4 % du corps electorai néo-zélandais en faveur des conservateurs, M. Fraser, chef ou parti libéral australien, a tout de suite prédit qu'un tel événement se produirait ici lors de la consultation du 13 décembre.

Le nouveau premier ministre néo-zéiandais, M. M. Robert Mul-coon, qui est âgé de cinquante-quatre ans, et est un ancien comptable, disposera d'une majo-rité d'au moins vingt sièges à la nouvelle Chambre des représen-

Les sondages d'opinion les plus récents laissaient prévoir une nouvelle victoire travailliste avec, sans doute, une majorité réduite par rapport à la précédente. Ils indiqualent aussi que le choix lait entre les deux personnalités dirigeantes — MM. Muldoon et Rowling — pèserait lourd dans la balance. En fait, il a moins joué qu'on ne le pensait. Les facteurs économiques semblent avoir êté plus importants : le taux d'inflation annuel est de 15 % et tout indique qu'il va encore croître (1):

Ce même facteur semble devoir jouer en Australie, encore que, jusqu'à présent, on discerne mai quels sont les problèmes qui motiveront les électeurs le 13 démotiveront les électeurs le 13 dé-tembre. Depuis deux ans, la récession a beaucoup plus atteint l'Australle que la Nouvelle-Zeiande, provoquant infiation et chômage. Un déplacement de seulement 4 % des voix en Aus-tralle donnerait à la coalition conservatrice (les agrariens et les libéraux) une majorité de quelque trente sièges.

quelque trente sièges.

Trois membres du cabinet néozéiandsis ont été battus samedi
(MM. McGuigan, santé King,
affaires sociales, et Amos, éducation). M. Rowling conserve son
siège mais sa majorité est si
réduite qu'il n'est pas sûr qu'il
demeure chef de son parti.

M. Muldoon, qui ne reunira
sans doute pas le Parlement
avant six mois, n déclaré qu'il
étudieralt les questions économiques en priorité. Il propose de
prendre une série de mesures
en faveur des industriels afin de
limiter les importations; il veut
aussi rétablir la confiance des
fermiers et réduire fortement
il'immigration. Il a souvent fait
de nombreuses déclarations pendant la camoagne au sujet des
relations commerciales entre la
Nouveile-Zélande et l'Australie,
mais il vient d'assurer qu'il « colloborerait avec le gouvernement
de Camberra, m'il soit trehabitation de la control de la

KENNETH RANDALL

(1) D'autre part, les travaillistes avaient à plusieore reprises bloqué les salaires, et le nouveau système de sécurité sociale avait l'odisposé-les petits patrons. — (N.D.L.R.)

A travers le monde

Burundi

• A LA SUITE D'UN REMA-NIEMENT MINISTERIEL qui a eu lieu jeud) 27 novembre à Bujumburn, M. Giles Bima-zubute perd le portefeuille de ministre des affaires étran-gères qu'il détenait depuis le 11 novembre 1974. Son poste est confié à M. Melchior Swa-kira. — (Reuter)

Comores

• LES FONCTIONNAIRES
FRANÇAIS SERONT PRO
CHAINEMENT RAPATRIES
sans que ce retour prenne us
a caractère massif s, a annond
vendredi 28 novembre, le déli
gué général de la Républiq
aux Comores. Il a ajouté : a
ne saurait y avoir place de
le pays pour des services fra
çais car il n'y a pas d'acce
de coopération d'Etat à Eta
(Corresp.)

Haute-Volta

LE GENERAL LAMIZA chef de l'Etat voltaïque annoncé, samedi 29 novem la création d'un Mouver national pour le renou (MNR), iors d'un rassem; ment populaire à Ouagag gou Le général a précisé le MNR, serait « nn c unique pour toutes les actificomomiques, sociales, ct. économiques, sociales, ci-relles et politiques du pe Les partis et mouvements i tiques étaient dissous et int dits en Haute-Volta des mai 1973. — (A.F.P., Reuf



OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

Adjud. Tribunal Commerce de Paris, mardi 9 décembre 1975, à 14 b. 15 FONES ACHAT d'IMMEUBLES 4, r. de la Paix. (2°)
Comp. div. bur. Surf. eov. 115 m2.
M. ap. (p. et. b.) 80,000 F. C. 50,000 F.
S'ad. M's Perrari, syo., 35, r. Bivoll. et
M's nemortreux, n., 67, bd St-Germain

Veote sur sais. immob. Palais Justice Corbell-Easonnes, mar. 10 déc. 75, 14 b. APPI 4º étagé. 3 p.p., eot. dégag., Luis., saile d'eau, piac., w.-c., CAVE 4. aliée de Champagne MASSY (Essonne)

MISE A PRIX: 18.700 FRANCS.
Consign. pour ench. S'adr. pour rens.
Me Y. du Chalard, Tel. 088-14-04.

VENTE sur saisie immobilière su Palais de Justice a NANTERRE, le mardi 16 décembre 1975, à 13 b. 30 - EN UN SEUL LOT : APPARTEMENT A NEUILLY-SUR-SEINE (92)

124, boulevard Maurice-Barrès au 2º étage sur jardin, comprenant : vestibule, salon, salle à manger, bibliothèque, 2 chambres, 2 salles de bains, cabinet de tuliette, lingerie, n'fice, cuisine, w.-c., penderie, dégagement, entrée de service UNE CHAMBRE DE SERVICE n° 5 nu 7° étage

UNE CAVE nº 10 et GARAGE nº 8 MISE A PRIX: 750.000 FRANCS

S'ADR. Me GASTINEAU avocut à PARIS (tel. 29, rue des

avocats près les Trib. de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Crétell ; sur les lleux pour vis. les mercredi et jendi de 14 h. à 16 h. Adj. Et. M' DEMORTREUX, notaire à Paris, le tô décembre 1975, à 14 h. 30 En 1 seul lot : 5 actions de la Société LES FRENES, ent. lib., donnant droit

Un APPARTEMENT libre à Vitry-s.-Seine (94) dans un ensemble immob. 45 n 55, rue Eugène-Bertien, compr.: 3 pléces principales, cave, parking et les parties communes y afférentes. — MISS A PRIX 40.000 F (pour être bais.), Consign. 20,000 F. S'ad. 34 nEMMRTREUX. nnt., 67, bd Saint-Germain: M° RIBBILPHE, syndle, 5, rue du Pon!-Lodi. Venta sur conversion de saisie au Palais de Justice 4 Paris, le lundi 15 décembre 1975, à 14 benres, en 2 ints

I er lot: APPARTEMENT sis à PARIS (17e) IS, RUE PONCELET et 1, RUE SAUSSIER-LEROY
au 4º étage, comprenant : entrée euisine., w.-c., débarns, i pièces
principales - Cave - Chambre au 6º étage
MISE A PRIX : 80,000 FRANCS 2º lot : APPARTEMENT sis à PARIS (17º)

dans un immeuble
7, RUE PONCELET et 6, PLACE BOULNOIS
au 4º étage, comprenant: entrée, culsioe, w.-c. et cabioet de tolie:te.
3 pièces principales - Cave - Chambre au 6º étage
MISE A PRIX: 80.000 FRANCS
S'adr. à Biº B. MALINVAUN, avoc., 17, av. de Lamballe. Paris, 870-95-59;
Mº NNUEL, ovocat, 26. bd Raspail, Paris; Mº GOURDAIN, syndic, 174. bd
St-Germain, Paris; et à 13 av. pr. Trib. Paris, Nanterre, Bobigny, Crétell.

110SPICES DE BEAUJEU
le 14 décembre 1975, VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES par le minist.
de Mª CHANSSIN, commissaire-priseu: à VILLEFRANCHE, en 47 lots : 680 pièces de 215 litres de vins fins 1975 Appellation d'origine contrôlée BEAUJOLAIS-VILLAGES et BROUILLY

rignements et catalogues sur demande à la Nivection dez Hos 69430 BEAUJEU. tél. (74) 04-84-75.



AUX INDUSTRIELS

- L'Etat vous offre 10%: L'AIDE A L'INVESTISSEMENT
- Hy. Bergerat, Monnoyeur vous offre en plus (DUIT AUSI DECEMBRE 1975)

 L'AIDE AU CHOIX

 DE VOTRE CHARIOT ELEVATEUR



ment de pars à l'

A Profe.

المستعاديات

Com

1 PRIX NOUVEAUX EN BAISSE
2 PRIX FERMES
POUR LIVRAISON EN 1976
3 PRIX DETERMINES POUR
LIVRAISON EN 1977 ET 1978

Et encore...

4 LA QUALITE CATERPILLAR
5 UN SERVICE
APRES-VENTE REEL
6 LE PLEIN EMPLOI DE VOS
CHARIOTS



Hy. Bergerat, Monnoyeur S.A. 2. rue du Moulin-Bateau - 94380 Bonneuil-sur-Mame-Tél.: 886-11-12



SALON DE LA MANUTENTION

C.N.I.T. 2-10 décembre 1975 Stand 1004-AB (près de l'entrée principale)

AU CONGRÈS DU PARTI RADICAL

M. Péronnet l'emporte sur Mme Giroud et les partisans d'

Au terme du soixante-quatorzième congrès du parti radical, qui a siège à Lyon du 28 au 30 novembre, M. Gabriel Péronnet a gagné et M. Jean-Jacques Sorvan-Schreiber a perdu. Cela, sans contestation possible. Les chiffres sont même assez cruels : le secrétaire d'État à la fonction publique, président par intérim depuis juillet dernier, est devenn président en titre de la formation valoisisnne en battant, par 329 voix contre 230, Mme Francolse Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, qui faisait figure de porte-drapeau du député de Meurthe-et-Moselle.

M. Péronnet a mis au service de sa victoire sa patience, d'abord. Il en fallait pour résister aux tentatives d'intoxication qui se multiplièrent tout an long de ces trois journées. Son habi-leté aussi : il sut — mais était-ce volontaire? — laisser venir l'adversaire sur son terrain : un adversaire — le « clan » Servan-Schreiber — aux abois, brouillon, manquant de sang-froid. Il fit aussi montre d'un peu plus de hauteur de vue qu'on n'avait coutume de lui en attribuer en prononçant, dimanche, un discours adroit et bien senti; et d'un peu plus de ténacité que n'osalent l'espérer certains de ses partisans en maintenant sa candidature jusqu'an bout.

Il faut ajouter que, devant l'évolution de la situation favorable à son camp, le secrétaire d'Etat à la fonction publique joua même — peut-être à son corps défendant, il est vrai — un banco - audacieux en renonçant à une tractation qui lui aurait assuré la présideuce (Mme Giroud renonçant à se présenter) contre la mise en place immédiate, — mais antistatutaire — d'un

bureau au sein duquel les partisans du directeur de «l'Express» défense de sou texte, J.J. S.-S. ne vit rien venir et combattit auraient été assurés de figurer selon leurs vœux. auraient été assurés de figurer selon leurs vœux.

De plus, M. Péronnet s'était assuré un atout non négligeable, celui de l'organisation pratique des assises. De ce côté-là, le moins de choses possible avait été laissé au hasard par les amis du secrétaire d'Etat, qui s'étaient d'ailleurs contentés d'ap-pliquer les méthodes de leurs prédécesseurs place de Valois.

Enfin, en ce qui concerne le déroulement des débats, la présence du roné et redoutable M. Etienne Dailly à la présidence de la séance — si elle fut préjudiciable à l'image de marque d'un parti qui se voudrait moderne — joua nettement en faveur du

ddent par intérim. Du côté de M. Servan-Schreiber, on a fait aussi beaucoup pour subir une si lourde défaite. D'abord et dès le départ, on a agi dans l'improvisation, en surestimant l'attachement que le parti pouvait encore avoir pour l'auteur du manifeste et en sous-estimant l'adversaire ; en multipliant manœuvres et opé-

ratious pas toujours habiles, Au passif du député de Meurthe-et-Moselle, aussi, la lassitude d'une formation fatiguée par trop de sensations fortes au cours des dernières années, par trop de revirements, l'usure d'un style trop péremptoire et d'un verbe ayant perdn sa magie à force de fausse simplicité. La maladresse aussi, qui conduisit le direcsecondes il avait pris à contre-pied l'ancien président et i voter l'amendement à une très large majorité, infligeant ai une rude défaite tactique au député de Meurthe-et-Moselle.

fut peut-être un tournant du congrès. Mme Françoise Giroud, enfin. Elle résista deux jours dur: aux pressions et aux tentations et refusa de se porter candid à un poste où elle u'avait pas grand-chose à gagner. Elle résideux jours pour succomber le troisième, pour faire acte de ce didature alors que tout était perdu. La veille au soir, après discours qui avait été fort bien accueilli, elle aurait pu gagn Le dimanche, elle perdit sans gloire. Allant à la défaite com sur un coup de tête, sans préparation et sans reflexion : la sa avait changé depuis la veille et elle ne s'en était pas ren compte. Combien de ses proches frémirent à la voir se lan aussi inconsidérément dans une telle affaire. Et que pen de ceux pour qui elle constituait le dernier espoir de garder contrôle du parti et qui la laissèrent monter au créneau si munitions, sans vérifier qu'elle n'allait pas — ce qui se prod sit — proposer publiquement nue solution antistatutaire en dia et donner ainsi à M. Dailly l'occasiou — et peut-être le plaisir de la mettre en grave difficulté. Après cela, il ne restait p

qu'à compter les points. Les perdants n'attendirent d'ailleurs ; de connaître les résultats, et s'en furent. teur de « l'Express » à combattre un amendement à la résolution M. Péronnet l'a donc emporté. Mais, au fait, qu'a-t-il gagn finale portant sur la représentation proportionnelle. Tout à la D'abord, l'ampleur de son succès dépasse peut-être un peu ca M. Péronnet l'a donc emporté. Mais, au fait, qu'a-t-il gagn

Décomposition

demières semelnes, MM. Ponlatowski et Lecanuel e' « accrojustice, puls MM. Chirac el Duralour s'employer à démentir tions de M. Fourcade sur le financement de le Sécurité eociale. De nouveaux témoigneges de cette étrange soilderité gouvernementale nous ont étà fournis à Lyon pendent le

A le leveur d'empoignedes et de rebondissements de dernière heure, qui font toujours partie du « cirque » radical — un cirque dont le qualilé belase de plus en plus — l'épliogue du solxante - quatorzième congrès aloisien s'est jouà entre M. Péronnet, secrétaira d'Etat à le fonction publique, et Mme Giroud, secretaire d'Etat à la condition féminine. Jusqu'alors, on se disputall entre partis dela mejorità présidentielle, cede fols-ci c'est eu sein d'une seule el même formation que les couteaux ont été dégainés, entre membres du gouvernement, pour

Innovation d'eutant plue remerquable que le conflit Péronnet-Giroud s'est doublé d'un affrontement public entre favorable à un changement de système électoral, et M. Serven-Schreiber, ancien ministre des réformes, qui s'opposait à ce

la conquéle de le présidence.

Le député de Nancy evalt, dès samedi, gaspillé des trésors d'imegination et de subtilité pour tenter de démontrer que ees espérances de régionaliste convaince et exigeant n'avalent nullement àté décusa par les demiers propos présidentiels, d'où il ressoriait notamment que « le rôle de le région n'est

• Les députés radicaux de gauche out protesté, jeudi 27 novembre contre une déclaration de

M. Péronnet, président da parti

radical, qui, dans l'hebdomadaire le Point leur propose « une autre

façon de se faire élire » (c'est-

à-dire sans les voix socialistes et communistes). Les députés radi-caux de gauche s'indignent « du

Le Monde

L'actualité palitique vue par

BONNAFFÉ, CHENEZ

KONK, PLANTU

< Une bande dessinée imprévue

sur les grands événements politiques »

DESSINS - DOCUMENTS

74 - 75

10 F

pes d'edministrer elle-même ni de gérer elle-même » (discoura de Dijon le 24 novembre) el que le département « do/1 recouvrer so peine vocellon pour l'edministration concertée du territoire - (conseil des

ministres du 26 novembre). Broutilles que tout cela, nous explique l'euteur du Manifeste ciel et terre; bavards superficiels, tous ceux qui avalent pu croire que l'Elysée donnait coup de frein sur coup de frain la régionalisation. Lui, à la régionalisation. Lui, J.-J. S.-S. e compris et lui seul salt : - Le débel sur la région est ouvert, rien ne l'arrêtera plus. La notion de pouvoir est

admise, elle se précisers. -Les observaleurs éberlués ne savalent quels mots trouver pour epprécier une exégèse aussi stupéfiante lorsque Mme Giroud. parlant un peu plus tard, les tire d'embarras eans le vouloir en feur fournissant d'excellentes formules : # If faut savoir jusqu'où on compose, sur quoi on compose el pourquoi on compose, Sinon on se décompose. -

Décomposition ? C'est Indéniable el l'on en juge d'après le epectacie que les valoisiens ont donné d'eux-mêmes, trois lournées durant. M. Giscard d'Es-taing aurait peut-être Intérêt à se trouvent présentement les radicaux raillés au régime evant de les inviter une fois de plus à le difficile mission de constituer l'elle gauche de la mejorité présidentielle

La décence commande de e'en tenir à cette observation. Comme l'écrivail foliment et charitablemeni Mme Giroud, commentant, le 29 evril 1974, la candidature de M. Chaban-Delmas à le présidance de le République : « On ne tire pas sur une ambulance. »

RAYMOND BARRILLON.

Samedi matin Lyon. — Samedi matin 29 novembre, la première séance du congrès s'ouvre sous la presi-dence de M. Edouard Schloesing. La tribune est ornée d'un portrait d'Edouard Herriot et d'une citation de l'ancien président de la formation : « Le parti rudical est l'axe de toute politique française constructive. » M. Marcel Ruby, président de la fédération du Rhône, accueille les congressistes. Après avoir fait l'éloge de la ville de Lyon, il déclars : « Il faut que M. Valéry Giscard d'Estaing poursuites ses réformes. Nous réclamons des réformes ; mieux, nous les exigeons. M. Gabriel Péronnet La tribune est ornée d'un portrait

est pour nous l'homme de l'ave-M. Gabriel Peroppet, secrétaire d'Etat à la fonction publique et d'Etat à la fonction publique et président par intérim du parti radical, intervient ensuite. Il déclare : « Inspirés par le génie du lieu, les radicaux, nouveaux et anciens, ne manqueront pas de voir dans ce congrès celui de l'unité et de l'amitié, »

Les rapports des commissions du parti sont alors présentés pur

les exigeons. M. Gabriel Péronnet

du parti sont alors présentés suc-cessivement par M. Jacques Tou-tain (Yvelines) sur l'économie, M. Robert Calvet (Loire) et Mme Maria-Claude Stokis-Agniemme maria-ciance storis-agnic-ray (Yvelines) sur les affaires fa-miliales et sociales, M. Louis Ber-geal (Paris) sur la production et les échanges, Mme Jacqueline Nebout (Meurihe-et-Moselle) sur les affaires étrangères. Cette der-nière, dans son exposé, déclare : « Notre solidarité est la solidarité européenne, » Elle dénonce comme feront plusieurs autres orateurs la résolution de l'ONU assimilant sionisme et racisme. M. Paul Sabourin (Chareute) tralte de la réforme électorale, il estime nérestaine electorale, il estime ne-cessaire d'introduire un certain degré de « proportionnalisme ». Selon lui, la moitié ou le cinquième des députés devraient être élus à la proportionnelle. Après M. Bernard Bourdier (Val-de-Marne), M. Damamine, député de Seine-Maritime, traite du sort des personnes âgées. Mme Nicole Chouraqui, membre du burean du parti, déclare : « L'ombre d'Edouard eHrriot plane sur ce congrès. Je connais et je respecie l'homme, le penseur et l'huma-niste. Malheureusement, cela ne suffit pas pour l'avenir, cela ne suffit pas pour nos enfants. »

sujfit pas pour nos enjants. »

La séance de l'après-midi est présidée par M. Etienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne.

M. Jacques Meuaut (Val-de-Marne) estime qu'en ce qui concerne les réformes « le temps presse ». Il ajoute : « Ne nous demandez pas d'être les pantoufles de M. Valery Giscard d'Estaing, car nous avons plutôt vocation à être des cacius. »

M. Jean-Jacques Servan-Schreicynisme désarmant de cette pro-position, au demeurant insultante a leur égard et qui relève d'une vien curicuse mentalité politique, s'ils ne pensaient que soa auteur sus ne pensuent que sou auteur a été entrainé par le zèle intem-pestif qu'il déploie dans ses ten-tatives de débauchage dont il commence à comprendre qu'elles sont vouées au plus cuisant des échecs ». M. Jean-Jacques Servan-Schrei-ber intervient. Il prend position notamment pour l'imposition da capital et déclare : « Il jaut mettre en place un impôt simple, modéré mais général, sur le capi-

De notre envoyé spécioi tal, un impôt dont le taux serait » — Le débat sur la région est compris entre 0,5 et 1 %. » L'an-cien préel dent commente les déclarations faites par M. Valéry ouvert et rien ne l'arrêtera plus;

— La notion de pouvoir est admise; » — L'idée de transfert des crédits est engagée; elle se développera. Si je relis les pages du pouvoir régional, je constate que nous ne sommes pas loin de converger, Giscard d'Estaing sur la régiona-lisation à Dijon le 24 novembre. Selon lui, le président de la République n'a pas fermé la porte au pouvoir régional Il souligne : « Je le dis franchement : le chef de

dans un délai que je ne peux pas fixer, vers une notion commune de l'exercice des responsabilités régionales et locales par les élus. Je ne rentrerai pas plus avant dans les détails. J'affirme cepen-

dant que la porte est ouverte et non pas fermée. A propos du congrès en cours, e député de Meurthe-et-Moselle affirme : « J'ai vu s'amonceler les demandes pour que Françoise demandes pour que Françoise Giroud accepte la présidence. C'est un bon signe, Il montre que le cœur des militants et des responsables radicaux refuss la docitité. Je sais aussi que Françoise Giroud ne souhaite nes la prési-Giroud ne souhaite pas la présidence. Pour ma part, je n'ai pas de raison de vouloir remetire en

cause la confance que fai faite à Gabriel Péronnet en lui confant l'intérim de la prési-dence. Mon vote ira demoin à Gabriel Péronnet, p Le congrès entend ensuite M. Michel Durafour, qui insiste sur la nécessité de l'égalité devant l'impôt et de la réforme de l'en-

Après M. Alain Joissains (Bouches-du-Rhône), Mme Brigitte Gros, secrétaire général,
intervient pour réclamer que le
parti radical garde sa liberté
d'expression et de critique. Elle
suggère qu'a une ou deux fois par
mois le bureau de la formation et
les ministres se réunissent en un
comité radical pour la réforme »

par la commission des résctions.

M. Hérault propose un amen ment relatif à la réforme élec raie. Il souhaite que le texte de résolution comporte une allus à la nécessité d'introduire la présentation proportionne M. Servan-Schreiber remonte à tribune pour s'opposer à a mendement L'est alors.

M. Durafour demande la par et prend position en faveur de proposition de M. Hérau M. Dailly fait procéder à un v à main levée. L'amendement l'rault adopté, M. Servan-Schrei est largement battu. La salle cr « Durafour président l'y M. Péronnet prend alors parole. Il affirme: « Le peradical représente la gauche d'la majorité présidentielle. Dés que le partage entre majorité opposition se fait au sein de famille radicale, l'effort de r semblement de cette famille ; plique l'ouverture de la major présidentielle sur les éléments plus réformistes de l'opposition » Le respect de nos engageme au sein de l'a majorité mrésid.

» Le respect de nos engageme au sein de la majorité présid-tielle ne saurait être mis en car

par la commission des résc tions.

tiele ne saurat être mis en car Le parti radical a choisi la ma rité présidentielle et il y rest loyalement. (...) » C'est précisément parce qu ry t h m e des réformes com d'inévitables variations que nu devons réoffirmer avec force soi, position et notre soutier no position et notre soutien par pouvoir peser de tout notre poir

LA RÉSOLUTION

dimanche 30 dovembre par le congrès du parti radical reprend les déclarations (voir ci-contre de M. Servan-Schreiber sur l' nécessité de créer un impô-a annuel et modéré n sur li capital. On y retrouve anssi le conclusions selon lesquelles le propos du chef de l'Etat sur li régionalisation témoignent que « le débat est lancé », que « li notion de ponvoir de décision des conseils régionaux est reconnue n et que le principe de transferts de crédits aux assem-blées régionales est affirmé.

On ut nussi dans la résolution, en ce qui concerne la réforme de l'entreprise ; « Le temps est révoin où l'un confonforme de temps est révoin où l'un confon-dait capital et pouvoir transmis, ini aussi, par héritage. L'infor-mation la plus complète des salariés est nécessaire afin d'éta-blir un véritable dialogue so-

le temps est mesuré. n

Mme GIROUD: battez-vous à droite, battez-vous à gauche

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, rappelle qu'elle u'est pas candidate à la présidence du parti. Elle déclare d'autre part : « Quand fentends dire ici et là que le président par intérim de notre parti doit se montrer flatté de l'intérêt qui lui a été manifesté par le chej de l'Etat et qu'il doit désormais prendre soin de lui plaire en tous points, je ne comprends pas. » Le secrétaire d'Etat demande aux militants : « Parlez fort, exigez, c'est voire rôle. Battez-vous à droite, battez-vous à gauche. Quand on me dit qu'il faut persuader les enjants prodigues de la famille radicale de rejoindre la place de Valois, je dis bravo ! Mais avec quoi comptez-vous les persuader? »

l'Etat n'a pas dit non à la région. De ce qu'il a déclaré, je tire simplement trois consé-quences:

CENSURE

Alors qu'à la tribune du

congrès les orateurs radicaux évoqualent les grands principes

républicains, un cadre zélé de la fédération da Rhône du parti, chargé de l'organisation,

en appliquait d'autres : fl som-

en appudoait d'utires : il som-mait tout simplement le tenan-cier du biosque à journaux installé dans les couloirs du Palais des congrès de faire dis-

paraître de son présentoir les exemplaires de « l'Humanité »

et de a Libération n : (a Vons

n'y penser pas i »). Il falint que les journalistes s'émenvent d'avoir à réclamer ces deux quo-

davoir à récimer ces deux quo-tidiens comme des revues inter-dites à l'affichage pour que, le second jour da congrès, il soit mis bon ordre à cette situation. Après ce mini-scandale, le mar-

chand de journaux de parais-sait qu'à moitié rassuré sur son

avenir : le tenseur radical sem-blait lui avoir fait une très forte

Mme Giroud déclare encore :

Le président de la République
n'atiend pas de ses ministres des
génuficaions. Il faut savoir jusqu'où on compose et pourquoi on
compose, sinon on se décompose.
Ua radical ne doit pas devenir
l'otage de la majorité. »

Après M. Delbecque, ancien président de la Fédération du Nord
des radicaux de gauche, revenu
an parti valoisien, et M. Pierre
Simon, ancien grand-maître de la
Grande Loge qui paris de «l'homo
radicalus», M. André Rossi, secrétaire d'Etst., affirme : « Je soutiens M. Vaiéry Giscard d'Estaing.
Un soutien ne se remet pas en
cause à chaque difficulté ou selon
l'humeur du moment. Nous sommes la gauche de la majorité. La
France a été coupée en deux, elle

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi tendant à favoriser l'intervention des travailleurs sur la marche des entrevailleurs sur la marche des entre-prises. L'exposé des motifs sou-ligne que face à l'autoritarisme patronal et à la violation des droits syndicaux, « l'initiative du parti communiste et de son groupe parlementaire répond à la double nécessité de défendre les libertés mises en cause dans les entremises et de foire provises entreprises et de faire progresser des libertés nouvelles répondant des thoestes nouveues reponuent aux besoins exprimés par les tru-valleurs d'interventr effective-ment sur tous les aspects de la marche de leur entreprise ».

ne doit pas le demeurer. Notre parti a été coupé en deux, il doit savoir dépasser les clivages dus à un scrutin et par la se réconcilier

M. Didier Bariani (Paris) sou-ligne que l'appareil administratif du parti doit être « d'une stricte

La séance de samedi après-midi est close après les interventions de MM. Rousseau (Dordogne), Flo-rin (Ford-Pas-de-Calais), Pottier (Franche - Comté) Joffre - Sartre (Pyrénées - Orientales) et Petit (Drûme)

La séance de dimanche matin commence alors que, dans les couloirs, de nombrenses tractations sont en cours. On parle à nouveau de la candidature de Mme Françoise Giroud. Les amis de M. Servan-Schreiber ont tenté d'obtenir de ceux de M. Péronnet une transaction selon laquelle Mme Giroud aurait renoncé à être candidate contre la mise en place immédiate d'un bureau du parti su sein duquel les partisans de M. Servan-Schreiber auraient été assurés d'une participation conforme à leurs vœux. Ces négonations échouent. Pendant ce temps, en séance, Mme Perrasso (Bouches-da-Rhône) traite de la nécessité de réformer la justice. Puis de réformer la justice. Puis de réformer la justice. Puis M. Gorecky-Leroy (Oise) demande la création d'une société natio-nale de l'emploi. M. Hérault (In-dre-et-Loire) suscite des applau-dissements nourris en regretant que le parti radical att été silen-cieux sur de nombreux problècieux sur de nombreux problè-mes d'actualité tels que le Portu-gal. l'Espagne, la résolution de l'ONU et la création de syndicats dans l'armée. Il prend position également pour une réforme du système électory, per l'introduc. système électoral, par l'introduc-tion de la représentation propor-tionnelle.

La congrès, qui commence à Le congrès, qui commence à l'absence des leaders, entend néanmoins les délégués du Var, MM, Laredo, Coulillot et Mme Hazehroncq évoquer les questions du dvisme, du chômage professionnel et de la régionalisation. Les dirigeants entrent en fin de séauce et M. Etlenne Dailly préside à nouveau aux débats prenant la place veau aux débats prenant la place de M. Marcel Ruby. M. Jean-Jacques Servan-Schneiber pré-sente la déclaration mise au point

Cécla . Perles de Culture 2, rue de la Paix - Tél. ; 261-03-29

ESPAGNE CHILI VIETNAM LIBAN CAMBOOGE ARGENTINE 1975 L'ANNEE DES MILITAIRES : Sygma-photos

"le pouvoir au bout des fusils" 150 documents pour réfléchir Chez votre marchand de journaux 15 francs

Le demier paragraphe de la motion exalte la politique de réforme écarte tout « régime de bureaueratie et de contrainte » et conciut : « Les radicans seistes des délais, mais le savent :

M. Servan-Schreiber

de ses mérites (mais cela, après tout, c'est à ses maladroits adver-saires de se le reprocher). Ensuite, le même congrès qui lui donne la victoire sur M. Servan-Schreiber adopte, pour résolution finale, un texte de la main de ce dernier, enrichi il est vrai d'une contriun texte de la main de ce dermer, enricht il est vrai d'une contri-bution de M. Durafour sur la réforme de l'entreprisel. Un texte qui, soit dit en passant, réclame l'institution d'un împôt sur le capital que certains amis de M. Péronnet, M. Dailly le premier, ne doivent guère souhaiter. Substilités radicales!

ne doivent guere sounaiter. Substitites radicales!

Et maintenant? Quel avenir pour J.-J. S.-S.? Pour Mme Girond? Pour le parti radical? Le premier a l'habitude des coups durs : il les - encaisse - bien et tronvera sans donte à s'occuper dans l'immédiat à Nancy pour que les événements de Lyon ne contrecarrent pas son projet de devenir président du conseil régional de Lorraine. A la seconde, de faire oublier cette difficile péripétie qui ne renforce pas sa position au gouvernement. Quant au parti radical, il n'est apparu, au cours de ces assises, ni très renonvelé ni très imaginatif. Il est, en revanche, profondément divisé. Voilà une formation qui attend la relève an niveau des cadres, mais aussi, peut-être (et déjà l'

à celui de sa présidence.

C'est là une autre histoire, mais une histoire préparée de longue date, qui, grâce à la maladresse de M. Servan-Schreiber, a commencé à prendre quelque réalité dimanche lorsque, après raffaire de l'amendement sur la représentation proportionnelle, me bonne partie des congressistes scanda: « Durafour, président. »

NOEL-JEAN BERGEROUX.

tin). Après l'intervention de M. Jacques Pelletier, ancien vice-président du Centre démocrate, et

posé hier ma candidature porce que je ne irouvais pas convenable qu'il y oit compétition entre deux

qu't y oit competition entre deux membres du gouvernement. J'avais proposé à Gabriel Péron-net que le congrès ratifie aujour-d'hui même la composition du bureau du parit. Si cette propo-sition avait été adoptée, nous serions cortie d'ici composition

juge anti-statutaire l'éventualité de la constitution d'un bureau sous le contrôle des assises. Plu-sieurs congressistes tentent alors,

» A ceux qui voudraient nous entrainer en dehors, je pose la question : Où iro le parti radical? A l'union de lo gouche? Je ne sais si elle accepterait ce codeau et seruti disposée à nous ac-ruellir.

Le présideot du parti radical déclare encore : « Il reste beau-coup de radicaux dans l'oppo-sition. Ce sont des vrois radicaux. N'ont-ils pas souscrit comme nous au Monifeste radical ? Qu'ils examinent, indépendamment de examinent, independamment de tout engogement à propos d'un scrutin, fût - il présidentiel, nos positions et notre programme. Nous pourrons olors mesurer la convergence, l'identité même de nos vues sur les points capitoux, sur l'essentiel. Le clivage qui sépare lo mojorité de l'opposition entre c'est est une donnée de l'opposition entre c'est une donnée de l'opposition. existe, c'est une donnée de jail; nous ne devons pas en minimiser la portée. Mais qu'il ne soit pas la base exclusive des engagements

des uns et des outres. » Après avoir noté que « seul le retour à lo représentation proportionnelle permettrait de faire prévaloir les doctrines sur les considérations factiques » et voir affirmé que le parti radical ne sera jamois le C.D.P. de lo courelle mojorité ». M. Péronnet ouligne : « Les radicaux ont mjours été, ou cours de leur

UN DÉPART

A la fin du congrès. M. Alain-Pierre Cure, président de la fédé-ration des Alpes-de-Hautes-Provence du parti radical, nous a adresse la déclaration suivante : accepte l'offentisme orec une cer-taine euphorie. Le congrès de Lyon fut un congrès terne et mal steurs congressistes tentent alors, dans la confusion, de preodre la parciat ectie volonté de demeurer dans le marois. Pour moi, le parti radical était le creuset du pouvoir régional et de la réforme fiscale. Sons otiendre l'élection du nouveou président, foi chotsi de quitter sans passion et ovec une certaine trisiesse le porti radical socialiste pour lo roic de lo gauche. > sleurs congressistes tentent alors, dans la confusion, de preodre la parcie dont M. Jean-Claude Collit, qui dénonce l'attitude de M. Dailly, puis le président lève la séance, fait couper les micros et l'on procède au vote. Le résultat est procède a orgonisé. Homme de gauche, je ne peux occepter des chimères et

doivent disparative.

DE LA JEUNESSE COMMUNISTE ORGANISE UN RASSEMBLEMENT SUR LE THÈME DES LIBERTÉS

LE MOUVEMENT

Le Monvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) organise à Paris, du 10 an 13 décembre, un rassemblement sur le thème « Nous écrivons ton nom. Liberté ». Plusieurs milliers de jeunes sont attendus au Palais de la Mutualité et sous un chapiteau qui sera dressé à Malakoff pour une soirée avec MM. Georges Marchais, secrétaire général du part; communiste et Jean-Michel Catala secrétaire général du M.J.C.F. « L'impérialisme ennemi des libertés de la liberté », « Les libertés de la liberté » et « Les libertés en France » seront les thèmes des quatre soirées prévues.

Ao cours d'une conférence de Le Monvement de la jeu-

quatre soirées prévues.

Ao cours d'une conférence de presse, M. Jean-Michel Catala a estimé que e le gouvernement se livre dennis plusieurs mois à une véritoble agression contre la liberté d'opinion et d'expression ». Le secrétaire général des Jeunesses communistes a pris notamment comme exemples la « répression » dont sont victimes « des soldats qui cherchent à satisfaire des exigences démocratiques » et les établissements scolaires. Les jeunes communistes ont décidé de continuer d'y organiser des débats politiques, malgré l'opposition de l'administration de l'édocation nationale. « C'est un souhait exprimé par les lycéens, dont un grand nombre sont majeurs. La démocratisotion de la vie des étoblissements doit permettre à toute personnalité syndicale, politique ou culturelle de participer à de lels débats. » longue histoire, o la pointe des réformes. Plus que jamais, la réforme, c'est nous. Les difficultés ne sauraient remetire en cause notre détermination. Il jout aller plus loin. s

M. Dailly annooce qu'il est saisi de trois candidatures à la présidence du parti : celles de MM. Péronnet, Dupuy et Samet (les deux derniers se retireront de la compétition avant le scrutin). Après l'intervention de président du Centre démocrate, et fondateur, avec M. Caillavet, du groupe de « concertation politique » (M. Pelletier est venn en « observateur »), M. Bernard Bourdier « lanes un oppel solennel ò Mme Fronçoiss Giroud pour qu'elle soit candidate ò la présidence ». Celle-ci monte alors à la tribune et déclare : « Je n'oi pas posé hier ma condidature norce.

• Les membres de l'U.D.R.-Jeunes, pour annoocer leurs jour-nées nationales des 6 et 7 décembre au Bourget, ont organisé, samedi 29 oovembre, un défilé folklorique à trevers les rues de Paris, sous la conduite de M. Robert-Grossmann, secrétaire national chargé de la jeunesse.

M. COLPIN (P.C.) : le P.S. se sert de l'unité comme d'un stiton avait été adoptée, nous serions sortis d'ici sans joux vainqueur et sans jaux vainqueur en présents en un projoud malaise. Et parce qu'il jout savoir jaire ce qui vous coûte je suis prête à me présenter à vos suffrages. Mais en vous disant ceci : dès qu'un bureau représentant la majorité qui s'est manifestée à ce congrès oura été mis en place, je me démettrai de mon mandai. s M. Etienne Dailly lit alors les articles du statut relatifs à l'élection du bureau par le comité directeur et non par le congrès. Il cheval de Troie.

M. Jean Colpin, membre du bureau politique do P.C.F., a évoqué, samedi 29 novembre, la réunion du comité de liaison de la gauche au cours de laquelle le P.S. a proposé à ses alliés des actions communes dans les entre-prises (le Monde du 22 novembre). M. Colpin a déclaré:

a Disons-le clairement : il ne fout pas compler sur nous pour favoriser les ombilions du parti socialiste, qui voudrait, sur le terrain des entreprises aussi, se renservant de l'unité comme d'un cheval de Troie dont nos cellules et nos militants seraient les por-

Dans le Val-de-Marne

UNE CONFÉDÉRATION R.I.-CNIP

Dans le Val-de-Marne, les res-Dans le Val-de-Marne, les res-ponsables départementaux de la Fédération nationale des républi-cains indépendants et du Centre national des indépendants et pay-sans ont décidé de créer une confédération R.I.-C.N.I. Cette initiative correspond à la mise en place d'une structure départemenplace d'interference départemen-tale dépendant de la Confédéra-tio des indépendants, crèce le 13 juin dernier au nivean natio-nel. Cette décision « consuere », aux yeux de leurs auteurs, « la position commune prise par cer deux formations dans le Val-dedeux formations dans le Val-de-Morne, lors de l'élection présiden-tielle de 1974 ». M. Alain Griotte-ray, ancien deputé, maire de Charenton, qui avait été élu pré-sident de la fédération départe-mentale R.I., le 16 mars 1975, sans recueillir la totalité des suffrages, blen que seul candidat, a été dési-gné président de la confédération. De son côté, M. Olivier Lefèvre d'Ormesson, maire d'Ormesson, président do CNIP du Val-de-Marne, occupera les fonctions de vice-président.

M. Michel Junot, ancien député, R.I., a été réélu maire de Nanteuil - le - Haudouin (Oisel, dimanche 30 covembre. Cette désignation faisalt suite à l'élection municipale partielle provoquée par la dissolution du conseil municipal qui, dn fait d'un changement de majorité en son sein, n'avatt pas voté pendant deux ans le budget communal.

 M. André Bord, secrétaire général de t'U.D.R., a déclaré, samedi 29 novembre, devant le samedi 29 novembre, devant le fédération de Paris de ce mouvement: a L'U.D.R. o su préserver son unité, elle a gardé so jorce. Aujourd'hui, elle l'emploie à préserver l'union de la majorité présidentielle... Laissez à d'outres ces jeux de société où l'on jais et déjait des majorités de jortune pour des gouvernements de l'esprit. Ces jeux-la sont pour vous i rom per. La paille des mois y cache le grain de lo colère: celui de ne pas être au pouvoir.»

M. Fatous (P.S.) succède à Guy Mollet comme maire d'Arrus

De notre correspondont

Lille. — M. Léon Fatous, P.S., a été éin maire d'Arras (Pas-de-Calais), samedi après-midi 29 novembre, par trente-deux voix et une abstention. Seul candidat, il succède à M. Guy Mollet, décédé le 3 octobre. Le consell municipal a également désigné comme premier adjoint, M. Pierre Brunet, démocrate de progrès, et comme deuxième adjoint, M. Marcel Roger, P.C.

An cours de la séance, M. Gaston Coquel, P.C., doyen d'âge, qui présidait, a souligné el'exemplarité » de ce qui s'est passé à Arras et qui montre, selon lui, la nécessité de préparer dès maintenant den listes d'union de la gauche dans toutes les villes de trente mille et de plus de trente mille habitants, pour les élections municipales de 1977. M. Coquel se référait ainsi aux résultats de l'élection complémentaire partielle du

23 novembre, qui o vu le succès de la liste d'union de la gauche, pré-servant la cohésion de l'assemblée communale (le Monde du 25 no-

Les conseillers municipaux ont également décidé de donner le nom de Guy Mollet à la place Sainte-Croix où sera édifié le centre administratif d'Arras.

ire administratif d'Arras.

[Né le 11 février 1926 à Dainville (Pas-de-Calais), M. Léon Putous est directeur commercial. Elu en 1959 eu conseil municipal. Il devieur l'adjoint ée Ouy Mollet cu 1965. En 1967. M. Patous est élu conseillor général, et il sière cepuis 1974 un conseil régional. Auclau membre ces jeunesses socialistes. U a cirtife le secrétarial général de la fédération coclaiiste eu Pas-ce-Calais de 1863 à 1975. Il est secrétaire départemental de la Fédération des élus socisitates et républicains depuis 1971, et trésorier unitonal de ce mouvement cepuis 1972.]

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

BOUCHES-DU-RHONE : Bouc-Bel-Air (2° tour).

Inser., 2775; vot., 1776; suffr. Inscr., 2775; vot., 1776; suffrexpr., 1735; liste d'action et de défense des intérêts de Boue-Bel-Air (maj. prés.), moyenne de liste: 784 voix, 4 sièges (M. Gérard Borello, Mme Monique Salomon, MM. Roger Tennevin et Yves Guillot); liste d'action et de progrès, soutenne par le P.S. moyenne de liste: 438.

P.C. moyenne de liste: 438.

[In e'agissait de compléter le conseil municipal à la cuite de la démissiou, le 14 octobre, pour raisons personnelles. du maire de Boue-Bel-Air. M. Elle Nal (P.S.). Quatre sièges, dont celul de M. Nal. étaleut à pourvoir. à la suite de la démission — également pour raisous persounelles — de trois conseillers municipaux.

Le premier tour avait donné les résultats suitauts: luser. 2776;

résultats sulvauts : luser. 2776; ot., 1468; sufft. expr., 1419; liste 8'action et 8e défense des intérêts de Boue-Bel-Air, moyenne de liste, 618 voix; liste e'action et ce pro-grès, couleuse par le P.S., moyeuse de liste, 419: liste cu P.C., moyeuse

de liste, 419: liste eu P.C., moyenne ee liste, 356. Après les électious municipales ee mars 1971, le conseil municipale comptali viugt - trois membres, cout six socialistes, mais aucuu communiste.

Après le premier tour, le P.S. 2 proposé au P.C. de constituer uue liste commune pour le secoud tour, qui aurait été composée de trois socialistes et d'un communiste. La fédération départementale du P.C., qui demandait l'application de la règle de la représentation proportionnelle, qui lui aurait couné deux sièges, a refusé et » maintenu sa liste au ceouc tour. Le refue de la liste consenue par le P.S. de ue sa liste au ceouë tout. Le refue de la liste couleuue par le P. S. de ue pas oppilquer strictement la règle de la proportiouuelle s'explique, semble-t-il, par le fait que le pre-mier adjoiut, socialiste, est assuré d'être désigué comme maire. Déjà, eu septembre deruler, communistes et socialistes u'araient pu parveuir à uu accord pour le cecoud tour à un accord pour le eccoud tour des élections municipales d'Allanch.

COLLECTIONNEUR ESPAGNOL

· ACHETE

TABLEAUX ESPAGNOLS XIX° et XX° siècles

IRBLERUA ESPARIMULD AIA CE AA SPECIES
Agrasel, Assistad-Centeresa, Arbeta, O. Gacariasa, Baroja, J. Beniliore,
Aureliano de Berucha, O. Bilbao, R. Canada, Cardona, Cacanova y Esterach,
R. Catas, Pancho Cossio, J. Cosacks, V. Cutanda, U. Checa, Fi Delasserra,
Dominion-Marquez, Dominion Mismez, Reberto Dominion, Echevarria, Porlamy,
J. Gallenes, B. Gelofra, Gorcia Ramos, Gessa, F. Gionemo Gullerrez Solana,
F. Goya, Inbrino Jinemez-Aranda, Leon Y Escasura, Lizcano, E. Lacas,
Lacas-Villasmil, F. Madrazo, R. Martenes-Cabella, Cacas,
Lacas-Villasmil, F. Madrazo, R. Martenes-Cabella, Martines-Cabella, Mart J. Sorolla, M. Urgeli, Ramon de Zob Zoblouve, J. Zuloaga, Zabaleta.

HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, Fg-Saint-Honoré - Paris (8°) Téléphone 265-07-50 ou 265-77-30

pour qualques jours Mme OLIVER paie comptant au plus haut prix

la première encyclopédie sur l'époque qui nous touche de plus près:



Larousse

Toute la documentation et lous les éléments de jugement sur le XX° eiècle : 3000 articles (par ordre alphabétique) sur les taits, les idées, les réalisations, les événements et les personnalités les plus marquants de 1900 à nos jours. 9 volumes reliés (23 x 29 cm) ; cheque volume 328 pages très illustrées en couleurs.

Consultez-le chez votre libraire, ou découpez ce bon pour examiner une documentation en couleurs.

BON à renvoyer des aujourd'hui à le LIBRAIRIE LAROUSSE, 17, rue du Montparnasse, 75280 PARIS Cedex 06.

OUI, sans engagement de ma part, j'aimerais examiner GRATUITEMENT votre passionnante documen-Itiustrée eur PANORAMA DU XXº SIECLE et canneitre vue avantageuses poecibilités de paiement.

FLAMMARION.

IL FAUL

DANS LA NATION

la gauche et de la gauche contre l'armée

Les préventions de l'armée contre

INCULPÉS DE TENTATIVE DE DÉMORALISATION

Quatorze soldats du contingent seront jugés par la Cour de sûreté de l'Etat

dimanche matin 30 novembre, quatorze soldats du contingent ont été inculpés par M. Christian Gallut, juge d'instruction à la Cour de sureté de l'Etat. Treize ont été écroués dans différentes prisons de la région paristenne et le quatorzième inculpé a été laissé en liberté. Les noms des quatorze soldais n'ont pas été divulgués. Mais ils ont été inculpes pour porticipation à une entre-prise de démoralisation de l'armée, ce qui les rend passibles de dix ans, au maximum, de détention criminelle.

Disséminés dans différentes garnisons, où ils étalent déjà aux arrêts, après la constitution de comités de soldats ou de sections syndicales, notamment à Cazaux (Gironde) et à Besançon, ces quatorze soldats ont été conduits par la gendarmeric au fort de l'Est, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où siège la Cour de sûreté de l'Etat, et ils ont comparu devant le magistrat instructeur qui leur a notifié l'inculpation reprise por le parquet général. Les inculpés ont choisi pour défenseurs M. Henri Leclerc, de Felice et Yves Joaj fa.

A ce jour, aucun militaire des jorces fran-caises en République fédérale d'Allemagne n'a, semble-t-ll, été inculpé pour « démoralisation »

Depuis la déclaration très vive de M. Chirac contre le P.S., mercredi 26 novembre à l'Assemblée, la polémique sur le syndicalisme dans l'armée et les comités de soldats, qui s'en est ensuivie, s'est

déplacée ces dernières vingt-quatre heures. Elle s'inspire, aujourd'hui, de la décision d'inculper des soldats devant la Cour de sureté de l'Etat et de la thèse gouvernementale selon laquelle des agitateurs — déstreux de briser l'armée française — reçoivent des appuis de l'étranger, en particulier du Portugal ou de milieux extrémistes en République fédérale d'Allemagne. A quelques nuances près, les partis politiques de l'opposition estiment qu'en incarcérant des soldats le gouvernement s'en prend à de simples « otages » ou à des « boucs émissaires », et ils condamnent cette répression, des lors qu'elle masque le véritable problème du troit d'expression et d'association

On notera, toutefois, que, de retour des Etats-

Unis, le premier secrétaire du parti socialiste pas voulu, en l'absence d'informations presur ce dossier, se prononcer sur l'inculpation quatorze soldats du contingent.

Il apparaît de plus en plus, en effet, qu gouvernement devra distinguer deux aspects d même crise au sein de l'institution militar l'agitation née, dans les casernes, d'uns inqu tation, chaque jour plus évidente, du statut militaires aux réalités modernes — ce don gouvernement porte l'entière responsabilité – des tentatives, très localisées et minorilaires certains militaires extrémistes de tirer parti circonstances pour s'en prendre au modèle société dont l'armée leur paraît être le gar JACQUES ISNAR

M. Mitterrand qualifie les propos du premier ministre de «vilaine affaire» et de «provocation de bas étage»

M. François Mitterrand, pre-mier secrétaire du P.S., a qualifié, samedi 29 novembre, de « vilaine affaire » et de « provocation de bas étage » la décision du gouver-nement de recourir à la Cour de sûreté de l'Etat et les attaques da premier ministre contre le P.S.

Parlant devant les journalistes à son arrivée à l'aéroport de Roissy, au terme d'un voyage aux Rolssy, au terme d'un voyage aux Etats-Unis, le premier secrétaire du parti socialiste a précisé que la loi prévoit l'existence de commissions de soldats dans l'armée. « Va-t-on se disputer sur une question de vocabulaire? », a-t-il demandé, en faisant allusion au fait que le parti socialiste prêne la création de comités de soldats représentatifs dans de soldats représentatifs dans l'armée.

« Ces comités, a-t-li ajouté, n'ont rien à voir avec ces syndi-cats qui, en tout état de cause, ne seraient pas adaptés aux structures militaires. » « Les socialistes

la défense nationale et l'essentie de la discipline militaire. » Saisir la Cour de sûreté de l'Etat de cette matière, c'est, en vérité, vouloir rétablir devant cette instance le crime de délit d'avinies

cette instance le crime de délit d'opinion. »

Après avoir renda le gouvernement, et notamment M. Jacques Chirac, responsable du malaise de l'armée, M. Mitterrand a fait remarquer que « tout le monde estime que le jonctionnement du service muitaire ne correspond pas aux besoins moraux, aux besoins psychologiques et matériels de la jeunesse d'aujourd'hui. » Enfin, le dirigeant socialiste s'est félicité que « la gauche tout entière » soit sur les mêmes positions à ce sujet. Il a conclu en demandant: « Est-ce que Giscard d'Estaing n'a jamais été antimilitarisie dans sa jeunesse? » M. Mitterrand a souligné que,

M. Mitterrand a souligné que, en ce qui concerne les inculpa-tions retenues contre les appelés. il ne peut se prononcer avant d'être plus amplement informé sur les raisons des arrestations.

SEPT ANS APRÈS 1968

(Suite de la première page.)

Une mauvaise querelle cherchée an parti socialiste. Et c'est l'explosion! La conjuration interl'explosion! La conjuration inter-nationale confirmée pour les for-ces françaises d'Allemagne par lez services de M. Helmuth Schmidt, le « chef d'orchestre clandestin » que l'on situe tantôt à Lisbonne, tantôt, et par habitude, à Moscou, tous les démons sont làchés. Le plus virulent, peut-être, parce qu'il est le plus rêcent, reste l'incompréhension, la crainte de la jeunesse.

Ce qu'il y a d'étonnant pourtant dans les tentatives des jeunes soldats de réclamer une vie plus correcte et plus cohérente, c'est qu'elles ne soient pas venues plus tôt. Les O.S. de la plus grande entreprise de travail temporaire de France — l'armée — devaient bien en arriver un jour ou l'autre à contester ses méthodes et ses structures, structures.

De toutes parts les jeunes Francais sont sommés de prendre leurs responsabilités. Ils votent à leurs responsabilités. Ils votent à dix-huit ans — pas assez, et on le leur reproche. Etudiants, ils participent, trop peu leur dit-on, aux életions universitaires. Ouvriers, on les presse d'adhèrer à une centrale syndicale, Agriculteurs, ils savent qu'il leur faut se grouper pour maintenir et améliorer leur niveau de vie.

Laisser le champ libre aux extrémistes

Que ceux qui ont la malchance d'appartenir au seve masculin, de ne présenter aucune des disgrâces physiques inscrites cette année-là au barème variable de la « présèlection » et n'ont pas eu les moyens de s'évader dans la coopération, cherchent à défendre leurs droits, paraît, an contraire, un scandale. Depuis 1968, pourtant, on savalt que la jeunesse n'acceptait plus sans inventaire l'héritage qu'on pré-tendait lui imposer et qu'à trop attendre on laisserait le champ libre aux extrémistes.

Un peu d'argent de poche, beaucoup de Bigzard, beaucoup de sécurité militaire, un règiement de discipline générale, plus libérale, dont on verra s'il est mieux compris et mieux appliqué que le précédent, une réforme nécessaire de l'organisation territociale, n'ont pas réglé et ne régleront pas le problème.

L'institution militaire, telle qu'elle reste conçue, est essen-tiellement basée sur l'autorité et

la répression. Elle reste la fille à la fois des armées de masse de jadis et des forces mécanisées de naguere. « Libéraliser » le service naguere, « Inberauser » le service militaire aboutira à l'effondre-ment de structures construites sur la discipline traditionnelle, sans que l'efficacité et la finalité lui apporte la justification indispen-

Quelle armée, pour quelle poli-tique? Une sorte de gaullisme marchand, produit de multiples coupages, tient lleu, apparem-ment, de ligne directrice. Quant à l'armée, c'est une annexe. Une annexe de la force de dissuasion. Une annexe un peu vétilleuse des forces de l'OTAN. Une annexe très pratione des fabrications et des ventes d'armement. Une annexe du marché de l'emploi, où l'on parque une partie des jeunes Français. Une annexe des forces du maintien de l'ordre. Une annexe psycho-politique, enfin, où l'on stocke une certaine idée de la nation, dont le général Bigeard se dit lui-même « l'agent de pu-blicité » l

Comment les cadres, les hommes accepteraient-ils massivement de sacrifier leur temps, leur mode de vie, leur liberté à ces buts, qui ne sont pas, à proprement parler, ceux de la défense natio-

Que l'on cesse, enfin, de dire que le pays est pourvu d'une armée permanente parce que trois cent mille hommes contitrois cent mille hommes conti-nuent malgré les propos opti-mistes et les régiments modèles à s'y ennuyer neuf mois sur douze; pourvu d'une armée efficace, parce qu'elle dispose à la fois de divisions blindées et méacnisées et des engins qui sont supposés les rendre inutiles,

Une armée de métier? Un ser-vice à très court terme, poly-valent, complété par un volon-tarlat? Des solutions existent. Toutes ont été jusqu'à présent écartées au nom d'une efficacité doateuse ou d'économies qui n'anront plus de sens le jour où le jeune soldat refusera d'tre payé moins cher que le jeune chômeur, de vivre dans les casernes qu' restent en majorité malpropres et mal équipées.

Tant que l'on n'aura pas défini une politique de défense cohé-rente, ressentie comme néces-saire et efficace, à quol servira dans le domaine militaire une armée dépourvue de missions claires et de moyens? Tant que l'on partira de ce qui existe — pour l'adapter tant bien que mai à ce qu'il fant — la menace subsistera.

taux: comment maintenir, en temps de paix, la discipline dans une armée de conscrits, issus d'une société démocratique dont les règles sont de plus en plus libérales, pour ne pas dire plus relichées.

s Je vous avoue qu'on est un peu géné de devoir exprimer des notions qui paraissent aussi sim-ples. Mais, à mon sens, il n'y a qu'une question qui vaille : Un citoyen est-il tenu de concourir de toutes ses forces à la défense

du pays qui est le sien? Si l'on ne répond pas par l'affirmative à cette question, alors à quoi bon

poser toutes les autres?

(EDOUARD SABLIER.)

JEAN PLANCHAIS.

L'Allemagne fédérale s'inquiète de l'action de groupes extrémistes sur les soldats all-

De notre correspondant

nistre d'Etat an ministère ouest-aliemand des affaires étrangères, a confirmé, en réponse à la ques-tion d'un député chrétien-démotion d'un depute chretien-demo-crate, que « des agitateurs de gauche avaient essayé d'agir sur les soldats alliés stationnés en République jédérale ». Il a sjouté que le gouvernement allemand examinait si les dispositions léga-les existant actuellement suffi-seient à préparte une « infilitales existant actuellement suffi-saient à prévenir une « infiltra-tion » des forces armées alliées en Allemagne. Le parlementaire de la C.D.U. a précisé au journal Frankfürter Rundschau que les soldats français et britanniques étaient les cibles préférées de ces « tentatives d'agitation ». Dans les milieux gouvernemen-taux ouest-allemands, on s'in-q n'ête particulièrement de e actions menées en direction de

actions menées en direction de l'armée française. Les soldats britanniques sont solt des volontai-res sous contrat, soit des militaires de carrière, qui seraient « immunisés » contre les efforts des groupes d'extrême gauche. On munisés » contre les efforts des groupes d'extrême gauche. On considère, an contraire, que la situation plus difficile des militaires français, qui ont déjà, à plusieurs reprises, manifesté contre leurs conditions de logement, la modicité de leur solde et l'interdiction de s'organiser, offre un terrain plus favorable aux « entreprises de subversion ». Un comité international de soutien aux soldats français a été constitué en R.F.A., notamment par l'Union allemande pour la paix (D.F.U.), l'Association des objecteurs de conscience et le Groupe marxiste international; d'autre part, la Fédération communiste d'Allemagne occidentale (K. B. W.), de tendance maoiste, serait particalièrement active dans la région de Mannheim, où elle a distribué des tracts à la population, l'invitant à se solidariser avec les soldats français. Ce soutien prend également la forme de distributions, à la porte des casernes françaises, de tracts rédigés par les comités de soldats français, et de jeunes de tracts redigés par les comités de soldats français, et de jeunes Allemands, ont parfois eu maille à partir avec la police militaire

française . Selon la Frankfürter Rundschau, les milieux allemands bien informés estiment qu'une amélioration de la situation des mili-

Bonn. — M. Wischnewski, ministre d'Etat an ministère ouest-liemand des affaires étrangères, administratives, afin de α dmorcer toute agitation ». On marque, à Bonn, que ces act en direction des militaires fi

cais font suite aux tentatives groupes allemands d'extr gauche de s'implanter dans casernes de la Bundeswher. efforts n'ont pas souvent été ; ronnés de succès, et les diriges ronnes de succes, et les dirigea allemands considèrent que ni a groupes de travail des sold démocrates » (proches du la allemand D.K.P.) ni les a com de soldats et de réserviste (maoistes) ne constituent propose réalle parer l'exprés a menace réelle pour l'armée a mande.

DANIEL YERNET

La loi du IS janvier 1963 si la Cour de sûreté de l'Etat pr siège) et de quatre conseiller officiers supérieurs.

— pour le jugement de crime ou délits contre la discipline de armées (...) un des magistrats d l'ordre judiciaire est remplacé e qualité d'assesseur par un offi cler général ou spérieur, » Il y donc dans ce cas une majorit de militaires.

le délit prèvu à l'article 84 de code pénal, qui institue un peine de cinq ans à dix ans d'attention eriminalle pour e qui conque, en temps de paix, aur. participé eu connaissance de cause à une entreprise de démo-ralisation de l'armée ayant pour objet de unire à le défense na-tionale ». C'est en vertu de ce-article que la Cour de sûreté de l'état a été saisie.

MAJORITÉ DE JUGES MILITAIRES A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

cise, dans son article premie que la chambre permanente (jugement est composée du pre mier président (on magistrat d deux magistrats du siège et deu e Toutefois — ajoute ce text

Cet article vise expresseme

DES RÉACTIONS

pouvoir : c'est la nomination de tortionnaire Bigeard à la tête des armées, c'est l'isolement, l'abrutissement et l'embrigade-ment, c'est l'utilisation de l'armée pour briser la grève des éboueurs et des postiers. »

M DOMINIQUE BUSSE-REAU, président de Génération sociale et libérale (jeunes giscardiens) : « Le gouvernement a choisi la voie de la fermeté : ce n'est pas lui qu'il fant accuser mais les menées irresponsables de certaines organisations politiques qui ont conduit à cette situation Depuis dix-huit mois, et les jeunes appelés le savent, les conditions du service national ont été très nettement améliorées même si beaucoup de réformes restent encore nécessaires. »

e M. MICHEL MOUSEL, secré-take national du P.S.U. : « Face droit. »

au développement du mouveme syndical dans l'armée, le gouve nement est pris de panique. invente un complot internation manœuvre la plus éculée et plus grossière d'un pouvoir a abois. Comment peut-il s'appui sur de prétendues déclarations Soares et de Schmidt, tout dénonçant en France le pa socialiste? Il inculpe de jeun appelés. On voit là quelle lame table pusillanimité se dissimi derrière les janfaronnades Chirac. On n'ose pas s'attaqu aux responsables politiques syndicaux qui soutienment, comminous, le mouvement des soida mais on prend qualorze otag dans le contingent. Cela appel de la part des forces populaire un soutien massif aux soldats vi times de la répression. La que tion que le pouvoir essaie d'esqu tion que le pouvoir essaie d'esqu ver est de savoir si oui ou ne le droit syndical s'applique pa-tout. La Constitution affirme

M. Bourges affirme que des soldats portugais sont venus encourager des appelés français à se révolter

Interrogé, dimanche 30 novembre, à Toulon, où il participait à une réunion locale de l'U.D.R., sur l'inculpation de soldats du contingent pour « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée», M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a répondu qu' « il ne conduisati pus l'instruction» et qu'il n'avait par consétion» et qu'il n'avait par consè-quent « aucun commentaire à faire sur les mesures judiciaires

qui ont été prises ».
« Par contre, a affirmé M. Bourges, se peux préciser que les manipulaieurs conscients ou inconscients prendront peut-être face à un fait : celui des jeunes gens qui payent aujourd'hui leur inconscience.» Faisant ensuite la genese de

sa demande d'ouverture d'une information judiciaire, le ministre information judiciaire, le ministre de la défense a expliqué que « dimanche 23 novembre, à la suite d'une saisie de tracts en gare de l'Est à Paris, les enquêteurs n'avaient pu que faire le rapprochement avec la venue en France, en civil, de soldats portugais qui ont fait, pour la plupart, l'objet de décisions de refoulement, et ovi n'étaient nas là pour

ment, et qui n'étaient pas là pour apporter leur soutien meis pour encourager les soldats français à se révolter ».

Affirmant également que les

LA LETTRE DE LA NATION:

en donne un bel exemple (...).

» Cette comparaison entre l'en-treprise de démoralisation de l'armée et l'invasion de la porno-

graphic peut paruitre surpre-nante, mais il est à craindre que le même processus psychologique n'aboutisse au même résultat. On pourrait en citer beaucoup d'au-ires exemples. »

LE FIGARO: portugalisation. a Dans l'a mée, en particulier, il parait incontestable qu'une

espèce de a réseau s à ramifications internationales existe, qu'il

a de l'argen! et qu'il soit utiliser

les techniques de «l'agil-prop». Mais ces militants organisés sont ultra-minoritaires et leur

action, en fin de compte, serait assez facile à circonsertre et à réduire si cle ne prenaît appui sur des problèmes que se posent de bonne foi certains mili-

taires. (...)

Mais le véritable danger n'est-

il pas que ces excès deviennent chroniques grace à leur « récu-

peration > par les partis politiques

traditionnels? (...)

> Cette attitude, qu'on le veuille
ou non, ouvre la voie à la politi-

(PIERRE CHARPY.)

comme pour la pornographie.

actions tendant à la constitution de comités de soldats étaient « pernicieuses pour la République et la démocratie » et que « le gouvernement avait mis en garde contre ces initiatives ». M. Bour-ges a indiqué : « Je suis convaincu

ges a indiqué : « Je suis convaincu qu'il n'y a pas eu spontanéité du mouvement. »

Evoquant ensuite les déclarations de M. François Mitterrand, le ministre a déclaré que le premier secrétaire du parti socialiste « rentruit d'un lointain voyage et qu'il ne devait pas être du courant des initiatives d'une jédération de son parti » (1). parti » (1).

lité de groupements au sein de l'armée (comités de soldats, syn-dicats, etc.). M. Bourges a dit : « Peut - il y avoir des activités politiques ou syndicales dans l'arpolitiques ou syndicales dans l'armés française? La loi répond non.
Où trions-nous si nous avions
des régiments politisés devenant
U.D.R., républicains indépendants,
socialistes, communistes ou mieux
encore des régiments C. G. T.,
C.F.D.T., F.O.? Evidemment, ce
serait très exactement comme au
Portugal, et l'on sait où en est
arrivé le Portugal.

(1) Le ministre évoque la distri-bution de tracts à la gare de l'Est, à Paris, par la fédération socialiste de Paris et la Convention des appe-

Dans la presse parisienne

comme pour la pornographie.

« On commence par dire :

« Cela ne vaut pas la peine de

» faire une histoire », et on a
genéralement l'opinion avec soi.

La fois suivante, on dit : « C'est

» déjà arrivé et on n'en fait pas

» une histoire. » Alors, pourquoi

ne pas continuer? Tout le monde

s'habitue au désordre et quand
celui-ci devient général, il n'y a
plus qu'à dire gravement : « Il
faut mettre la loi en accord avec

» les mœurs ou avec les faits. »

» L'escalade de la pornographie
en donne un bel exemple [...]. sation de l'armés et, à terme plus ou moins proche, débouche sur » et disponible » de 270 000 appela constitution d'unités socialistes, communistes, U.D.R. ou « giscardemnes », bref, à la portugalisation. »

(PIERRE THIBON.)

**blions » sur une armée « saine » et disponible » de 270 000 appelés, défendue par Bigeard ce week-end, risque bien de s'effondement y veux de tous dans les jours à venir.

DIERRE THIBON.

**blions » sur une armée « saine » et disponible » de 270 000 appelés, défendue par Bigeard ce veux yeux de tous dans les jours à venir.

DIERRE THIBON.

**DIERRE

politique.

« A l'évidence, il s'agit d'une manœuvre politique jacilitée une jois de plus par les rodomontades ou les excès de certains groupus-cules. L'objectif réel du pouvoir n'est pas de jaire jace à une entreprise imaginaire de désintégration, mais à partir de jaits démesurément grossis, de décourager les revendications démocratiques, d'intimider l'ensemble des soldats et des cadres, de resserrer la mainmise sur une armée dont la mainmise sur une armée dont il veut faire l'instrument de sa

il veut faire l'instrument de sa politique réactionnaire.

» Nous condamnons les poursuites engagées contre les jeunes soldais, et nous demandons leur libération. Ce n'est pas en agissont ainsi, au demeurant, que le gouvernement mettra un terme au « malaise de l'armée ». Il ne peut au contraire que l'aggraver. » (RENÉ ANDRIEU.)

LIBERATION: un mouvement

de masse. « Les journaux des comités n'ont jamais été aussi lus par le contingent ; les réunions clandestines se multiplient, les informa-tions sur les conditions de vie dans les casernes circulent mal-gré le black-out imposé par l'autorité militaire (...). » Bref, la thèse des « 480 tru-

L'HUMANITE: une manœuvre guerre du gouvernement vont jaire découvrir à ceux, nombreux jave accouvre a ceux, nombreux encore, qui l'ignoraient l'étendue du malaise, des insatisfactions, des récoltes. Le mouvement des appe-lés est désormais an mouvement de masse, »

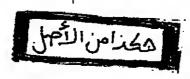
LE QUOTIDIEN DE PARIS: la mauvaise foi.

« Les problèmes posés aujourd'hui en France par l'armée sont autrement importants pour l'ave-nir national que ceux posés par la concurrence entre les intérêts de la majorité et ceux de l'oppode la majorité et ceux de l'oppostion, terrain sur lequel s'enjerme
M. Chirac. A une question jondamentale le pouvoir apporte une
réponse politicienne, dans l'espoir
— hypothétique — que, s'agissant
d'un domaine où la conscience
nationale est incertaine, cette réponse de biais troublera quelques
électeurs socialistes. Calcul hasardeux et, de toute jaçon, petit. Le
dossier de l'armée est de ceux
m'û jaut gurrie tranchement dequ'il faut ouvrir franchement de-vant la nation. Celle-ci est assez concernée pour s'y intéresser et pour juger avec bonne foi. Mais il est déjà trop tard : le pouvoir a introduit le margine foi des le introduit la mauvaise foi dans le

(PHILIPPE TESSON.) RADIO-FRANCE : des notions simples.

● M. RTIENNE FAJON, membre du bureau politique du P.C.F.: « L'ouverture d'une information par la Cour de sûreté de l'État confirme le caractère autoritaire et antidémocratique du gouvernement. Nous condamnons ces poursuites. L'armée est liée au peuple, et. comme telle, elle est placée au service exclusif de la nation. Il est préférable de créer dans l'armée des comités plutôt que des syndicais de soldais, qui pour un jeune homme mobilisé pour un an ne représenteraient pas quelque chose de cohérent, d'efficace et de réaliste. »

• LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE: « Voici plus d'un an que l'appel des « cent » a reçu l'adhésion de mil-liers de soldats et le pouvoir n'a cottéfett diverse des satisfait aucune des revendica-tions qu'il contenait. Ce n'est pas l'activité des comités de soldats qui « Le problème est le même pour constitue une atteinte au moral de tous les gouvernements occiden-







LES TRAVAUX DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE

Le lien dialectique entre la foi et les engagements politiques

Nairobl.—Le Dr Visser't Hooft, président honoraire du Conseil reuménique des Eglises (C.C.E.), idinissait, an début de l'assemble de Nairobl, le christianisme tricain comme « un type très vyeux de christianisme ». C'est nal, cette jole se manifeste tout in long des travaux de l'assemblée et très particulièrement lors les cuites. Malgré la proportion importante de délégués nouveaux ; jeunes, pour qui Nairobi est t jeunes, pour qui Nairobi est s première expérience ceumé-ique, on vit dans une atmosphère le retrouvailles.

te retrouvailles.

Contrairement à ce que l'on a raindre, le mouvement œunénique n'est pas en crise, même j les difficultés financières du t.C.E. sont réelles et risquent reiger, en 1977, des mesures raustrité très pénibles. L'assemlée d'Upsal (1968), repensant s'structures et l'organisation des atures assemblées, avait voulu coentuer le caractère de fête de se rassemblements mondiaux, et ien des manifestations ont été riégrées au programme dans ce ut Mais elles n'ont pas toutes té, il faut le reconnaître, un lein succès. L'art et les bons entiments ne se marient pas ntiments ne se marient pas

Autre signe des temps, les rocses magistraux ont été consi-érablement limités, et parmi les cateurs choisis il y a eu peu de redettes ». Plusieurs parmi eux mt des inconnus. Le temps n'est ins où les grandes voix de Karl auth, de Tillich, de Niebuhr minaient les rencontres cecu-faigues. Il est vrai qu'ils n'ont as de successeurs. Mais l'absence ténors n'est pas sans incon-inient, les problèmes fondamentux ont du mal à se formuler rec la netteté et la vigueur mhaitables. Ils se dégagent lenment d'une masse d'intervencos souvent malhabiles. redettes ». Plusieurs parmi eur

Politisation

Cependant, le rapport présenté ir le président du comité cen-ai, le Dr M. M. Thomas, laic al, le Dr. M. M. Thomas, laic ndou, était un rapport de ande classe, structuré par une nsée théologique très ferme. On it combien le C.E.E., surtout puis qu'il a accordé, en 1969, le sorte de priorité à la lutte s chrétiens et des Eglises contre s chrétiens et des Eglises contre racisme, est accusé de s'être se politiser. Il ne renoncera tainement pas à ses prommes de lutte contre le isme, d'aide au développement, défense des droits de l'homme des minorités, de défense de quilibre écologique. Mais il rait de plus en plus fermement cidé à ne pas confondre la libétion fondamentale de l'homme atéricur, la libération accomplie en Jésus-Christ, avec les libéraan Jesus-Christ, avec les libéra-tions toujours partielles et rela-lives à l'égard des allenations politiques, économiques et cultu-telles. Il s'efforce de faire saisir relles. Il s'efforce de faire saisir s'ilen qui existe entre l'absolu et relatif. La libération du péché de la mort oblige le chrétien s'engager sans réserve dans is luties contre les differentes s'engager sans réserve dans is luties contre les differentes s'engager sans réserve dans is luties contre les differentes s'engager sans réserve dans luties c'ontre les differentes adresse à la personne indivi-uelle, à un sujet éthique qui est n mesure de dire « je crois », rais ce même sujet est tenu, par béissance et par reconnaissance. nais ce même sujet est tenti, par béissance et par reconnaissance. Exprimer le salut dont il a été ratific dans des œuvres qui, à otre époque, sont souvent des utreprises collectives de libéra-ton. Cela, le Dr M. M. Thomas a exprime dans des formules

Paul VI a accepté la démis ion de Myr Sulvator Baldassari, rchevêque de Ravenne, qui rcherèque de Ravenne, qui vait soutenu les pràtres par-isms du divorce et de la sup-ression du célibat des prêtres. Agr Boldassari, soixante-huit ns, dans une lettre à ses diocé-ains, déclare que le paple lui a lemandé de se retirer et qu'il a

• Le pasteur protestant alle-und Heinrich Grueber vient de nourir à Berlin-Ouest à l'âge de sourir à Berlin-Ouest à l'age de uatre-vingt-quatre ans. Ardent léfenseur des juifs pendant la uerre, Himmier le fit interner . Sachsenhausen et à Dachau. De 1949 à 1953, le défunt fut le l'énipotentiaire de l'Eglise pro-estante auprès dn gouvernement le la R.D.A. Il fut l'un des preniers Allemands à se rendre en stadi

PRESSE

• A l'agence Paris-Graphie, qui regroupe les magazines Femmes l'aujourhui, Femme pratique et Juisine de A à Z, les délégués au comité d'entreprise ont approuvé vodacdi 28 novembre, à l'unanimité ume motion protestant wedredi 28 novembre, à l'unanimité, une motion protestant contre une restructuration du groupe qui conduirait à une fusion de Femmes d'uniourd'hui avec l'Echo de la mode (le Monde du 29 novembre), ce dernier titre étant coutrôlé actuellement par un groupe belge concurrent.

Cette réorganisation, affirme la motion, menacerait l'emploi de cent dix salariés sur un total de deux cent vingt-neuf parmi les personnels rédactionnel, administratif et technique et aboutirait à supprimer l'identité propre des publications concernées.

uettes, qui devraient lever bien des ambiguïtés. Un effort considérable à été fait par les organisateurs de l'assemblée pour qu'apparaisse nettement ce lien dialectique entre la foi, toujours personnelle, et l'engagement, sonvent collectif, dans des combats nécessaires autant que relatifs.

nécessaires autant que relatifs.

Le professeur McAffes Brown, théologien nord-américain, n'en a pas moins suscité une certaine émotion, en affirmant, dans son rapport: « Qui est ce Jésus-Christ qui libère et unit?», que le Christ était aussi un diviseur, que l'Evangile, qui est une bonne nonvelle pour certains, les pauvres et les opprimés, est en même temps, au moins provisoirement, une mauvaise, une très mauvaise nouvelle pour d'autres, les puissants et les oppresseurs. Sans doute avait-il raison, mais il aurait eu encore plus raison s'il aurait eu encore plus raison s'il avait souligné que c'est pour chacun d'entre nous, et non pas seulement pour des catégories sociales institutionnalisées, que l'Evangile est à la fois mauvaise et bonne nouvelle, condamnation et promesse.

Le C.ŒE. pourra éviter toute politisation sans renoncer à exer-cer son ministère politique, qui implique nécessairement de vigou-

Correspondance

reuses dénonciations, s'il évite un manichéisme systématique, qui est le lot inévitable des poli-tiques. Il faut en tout cas être reconnaissant à M. Brown d'avoir rappelé que l'unité, celle des Eglises, comme celle des peuples, n'est pas une unité à bon mar-ché, une unité de type émotion-nel.

Un système conciliaire

En ce qui concerne le problème de l'unité de l'Eglise, il est permis de noter quelques modestes progrès. L'idée que l'unité recherchée est « une communauté conclinaire d'Eglises locales », idée lancée en 1969 par la commission Foi et Constitution, fait son chemin. Elle implique que l'unité ne se fera pas par des négociations au plus haut niveau, mais bien par une expérience d'unité au niveau local et régional, et que l'Eglise une, visiblement une, n'est pas pour autant une organisation regise une, visiblement une, n'est pas pour autant une organisation niveleuse. Les orthodoxes, qui avaient, il y a queiques années, réagi avec vioience à cette idée, commencent à en apercevoir la portée. Ils se rendent compte que ce système concliaire est beaucoup plus en harmonie avec leur nouve plus en harmonie avec leur propre écclésiologie que le système hié-

rarchique romain. Un des leurs, le Père Cyrille Argenti, n'a pas hésité à affirmer, en conclusion d'un remarquable exposé — l'une des seules contributions françaises, — que la présente assemblée du C.C.E. constituait le cadre possible du futur concile. La plupart des métropolites orthodoxes sont loin d'être ralliés à ce point de vue, mais on ne peut s'empêcher loin d'etre laines a ce point de vue, mais on ne peut s'empêcher de constater on dégel théologique de l'orthodoxie. La volonté des Eglises orthodoxes d'apporter une

eguses d'anodoxes d'apporter une contributiou positive aux discus-sions théologiques est plus nette que dans un passé récent. Elles restent cependant très vigilantes, ainsi que le message à l'assemblée du patriarche œcuménique de Constantinople l'a rappelé. Prenant acte du fait que l'adhé-sion de Rome au C.ŒE, n'était plus à l'ordre du jour, l'assemblée va être appelée a se prononcer sur les voies et les moyens qui permettront au Conseil de tisser des liens communautaires plus étroits avec une Eglise non mem-hre.

Mais, sur ce point comme sur beaucoup d'autres. Il faut atten-dre maintenant les rapports des sections, des groupes de travail, des comités d'examen, dont l'acti-vité est la phase la plus créatrice de l'assemblée.

ROGER MEHL

DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

Les grèves se multiplient en Guadeloupe

d'étudiants ont lieu en Guadeloupe depuis la rentrée scolaire. En particulier, les universitaires de l'unité d'enseignament et de recherche de sciences juridiques et économiques réclament la construction de nouveaux locaux; leur grève a été suivie par solidarité par les autres U.E.R. (sciences et lettres).

construction de nouveaux locaux: leur grève a été suivie par solidarité par les autres U.E.R. (sciences et lettres).

Le malaise, qui grandit dans l'enseignement en Guadeloupe, est motivé par l'insuffisance de crédits, de professeurs, d'infrastructures. Après une série de grèves et de manifestations depuis le 7 octobre, le 6 novembre près de mille enseignants du second degré se sont rassemblés à l'appel de leurs syndicats pour obtenir des postes nouveaux et des locaux décents : selon les syndicats, cinquante postes seraient « indispensables pour respecté et les normes officielles ». Une rentrée partielle a cependant eu lieu à l'U.E.R. de lettres, où se posent des problèmes de personnel enseignant, administratif et de service, et de locaux.

La aituation est plus grave à l'U.E.R. de droit. Fonctionnant au départ comme une simple annexe du Centre d'études juridiques installé depuis 1949 à Fort-de-France, en Martinique, l'unité d'enseignement et de recherche de sciences juridiques et économiques a peu à peu acquis son autonomie sous la pression des étudiants et du conseil général de la Guadeloupe décida la construction d'une U.E.R. de sciences juridique su corps enseignant et le président du centre universitaire et qui porte sur une surface de l'Oso mètres carrés, a été repoussé par les millions d'emprunt de 100 mêtres carrés, a été repoussé par les militéres de l'éducation nationale. Selon celui-ci, le centre de service, et de locaux.

Un nouveau projet, jugé «insultaries et qui porte sur une surface de 1050 mètres carrés carrés accepté. et, le 30 juillet 1975, le conseil général de la Guadeloupe décida la construction d'une U.E.R. de sciences juridie ques et économiques à la Pointe-ques à la Pointe-ques et économiques à la Pointe-ques et économiques au projet, jugé «insultaries et qui porte sur une surface de 1050 mètres carrés, a été repoussé par le ministère de l'écure trous projet, jugé «insultaries et qui porte sur une surface de 1050 mètres carrés, a été repoussé par le ministère de l'écure trous projet, ju

Les bons conseils du BHV.

"... ne remettez pas à demain ce qui peut vous mettre à l'aise aujourd'hui..."

Dans les 8 BHV, l'hiver commence bien: jusqu'au 24 décembre, nous vous offrons 9 mois de crédit entièrement gratuit sur tous les rayons, à partir de seulement 500F d'achats!



EDUCATION

LES DIFFICULTÉS DES ÉDUCATEURS SPÉCIALISÉS

d'éducateurs spécialisés connaissent en ce moment de grandes difficultés. Après ceux de Lyon et Marseille (• le Monde • du 14 octobre et du 18 novembrel, ce sont les élèves de l'Institut de formation d'éducateurs spécialisés d'Isle, près de Limoges, qui ont entrepris des actions revendicatives. Pendant une semaine,

cinq d'entre eux ont fait une grève de la faim. leurs sociaux en formation, un salaire minimum garanti, la rémunération des stages, la reconnaissance du droit syndical.

«Des travailleurs, pas des flics ni des bonnes sœurs»

De notre envoyé spécial

de leur formation. Les instruc-teurs permanents et le directeur de l'IFES, M. Guine, tiennent é

Les élèves mênent leur action, et nous nous confrontons à nos problemes. »

Des problèmes, M. Guine n'en manque pas Rien ne va plus entre l'IFES et soo organisme de tutelle, le Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptée du Limousin (C.R.E.A.II.).

Deux postes supprimés, un projet de budget annexé é une réflexion d'ensemble sur les tâches pédago-giques de l'école élaborée par tout le personnel, en accord avec les

élèves, des paroles aigres-douces échangées entre le président du C.R.E.A.I.L., le professeur Um-denstock et des instructeurs : la confusion est à son comble. Pour la parachever, le président du

CREAIL a donné oralement se

Limoges — 13 heures Comme chaque jour depuis qu'a été entreprise « l'action », élèves et instructeurs permanents de l'ins-titut de formation d'éducateurs spécialisés d'isle se rassemblent dans l'unique e amphi » de leur établissement. Tout est minutieu-sement discuté et préparé pour que le soupçon que les gens de l'IFFS sont des « rigolos » ou des actisteurs ne mises avois sources agitateurs ne puisse avoir ancune prise dans une ville de province où les notables voient très vite

où les notables voient très vite se profiler le spectre rouge du désordre.

Or, s'il est un grief qu'il semble difficile d'adresser aux élèves-éducateurs, c'est bien celui du manque de sérieux. C'est même pintôt de gravité qu'il faudrait parler, une gravité qu'il faudrait parler, une gravité qui vient aux orateurs et aux auditeurs, comme par charisme, de le saile contigué. Là, dans ce qui est d'habitude une salle de eports. Michèle, Bernard, Evelyne, Philippe et Thierry, tous élèves de première année, jeunent depuis le 19 novembre. Étendus sur lenrs lits, singuillèrement sur le nrs lits, singullèrement affaiblis par les jours de grève, ils ne se posent pas en martyrs, mais expliquent avec précision la stratégie qui les a amenés à devenir le centre immobile de la lutte que m'acret leure conservate. lutte que m'nent leurs camarades. « Après l'occupation de la direc-tion régionale de l'action sanitaire et sociale, le 4 novembre dernier, nous ne pouvions plus renouveler une action spectaculatre du même genre, qui aurait été impopulaire et inutile. Nous noons pensé nous mettre en grèvi mais à quoi bon, puisque nous ne produisons rien du tout? Après avoir envisagé toutes les possi-bilités, nous avons choisi, tous ensemble, la grève de la faim, pour attirer l'attention des gens sur la nature et l'importance de nos problèmes. » Ils étalent trente à avpir pris cette décision, onze d'entre eux étalent volontaires pour la grève de la faim. « On s'est limité à six. C'était le maximum possible, à cause de l'équipe médicale de surveillance à metire en place, à cause de l'argent nussi. Sage précaution, pulsque l'un des grévistes à dû être trans-porté à l'hôpital après avoir som-bré dans un coma hypoglycé-

Cette large diffusion de leurs revendications: les grévistes de la faim d'isle et leurs camarades actifs s semblent l'avoir réus-« actus » semolent lavoir reus-sie : les articles de presse, les réunions unitaires avec les gran-des centrales syndicales et les partis de ganche, motion d'un-rence adoptée par le conseil séné. ral de la Haute-Vienne, n'en sont pas les seuls indices.

Chacun fait l'apprentissage de l'action nationale avec bonne humeur Les signes encoura-geants ne manquent pas des camarades sont venus de Poitiers, de Marseille, de Nimes et de Toulouse : d'autres ont envoyé ces télégrammes de soutien. Ils seront plus de trois cents au total à consacrer cette journée à des réflexions, discussions en commissions, échanges de vues infor-

PREPAREZ LA DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE Aucune limite d'age
Aucune limite d'age
Demandez le couveau guide
gratuit oumèro 695
aCOLE PRAPABATOIRE
D'ADMINISTRATION
Ecole privée foodée en 1873
soumise au contrôle pédagogrque de l'Etat
4, rue des Petits-Champs,
75080 PARIS - CEDEX 62

> **BESINTOXICATION** TABAGIQUE

Cigarettes Berthict

simples et mentholées Agreables, efficaces, elles facilitent grandement le sevrage du tabac.

OPO52C176

UNIVERSITÉ PARIS VII Dene le cadre de la loi du 16 juillet 1971 sur la Formation continue, le Service de 1 éducation permanente de l'universizé Paris-VII organise du 19 janvier au 8 tévrier 1976 et du 20 tévrier

un stage semi-intensit d'anglets visant à développer ou améliorer le pretique de l'anglete orai Renseignements et inscriptions au SEP - 2, place Justier 75005 PARIS Coulor 45-46 - 2ª étage.

suivie d'une manifestation qui a rassemblé cinq cents personnes. Ces actions avaient pour objectife : l'obtention d'un statut de travail-

démission et le directeur de l'IFES e demanda par écrit à

être réintégré dans ses anciennes fonctions. Chacun de leur côté, élèves et Tout cela se déroule sans que la vie de l'établissement en soit le moins du monde affectée : les formations des autres promotions se poursuivent normalement, cela a été décidé d'un commun accord, et les élèves de première année ne sont pas en grève ; ils ont simplement différé une partie le jeur formation. Les instructeurs permanents et le directeur enseignants vivent à leur manière la crise que connaît partout en France la profession d'éducateur-spécialisé. An trouble des seures spécialisé. An trouble des reunes spécialisé an trouble des travailleurs sociaux, en poste ou en formation, s'oppose la sérénité des institutions. Pour M. Desohry, directeur du C.R.E.A.I.L., a tous ces événements ne soni qu'une péripétie ». Il reconnaît bien qu'il y a un problème « Trop de lormateurs, trop d'écoles, trop d'éducateurs-spécialisés Mais tout cela ne doit pas nous letre perdre de mus signife-t-il la mission qui est. de l'Iris. Ni Grune, Gennent e le souligner avec force « Voyez, tout marche parjaitement, aucun désordre tet. Nous ne sommes pas des gauchistes qui ont en-trainé les élères-éducateurs, comme on a voulu le faire croire. vue, ajonte-t-il, la mission qui est la nôtre la protection de l'en-fance inadaptée.

A la direction régionale de l'ac-tion sanitaire et sociale, on s'étonne « Beaucoup de bruit pour rien Les bourses? La plu-part des élères soni assistés » (c'est vrai si l'on compte ceux qu' reçoivent 120 ou 240 F par mois.
alors que les élèves réclament un saleire qui soit de l'ordre du SMIC). « Le conflit école C.R.E.A.I.L. ? Un malentendu.

chacun s'est emporté. » Cet optimisme, les éducateurs en formation ne le partagent pas. Cette « péripétie » est pour eux un combat et ils voient mal comment ils pourraient être ce qu'is veulent être : « Des travailleurs, pas des flics ni des bonnes sœurs ». MICHEL KAJMAN.

LES INCIDENTS AU LYCÉE DE CORBEIL

UNE MISE AU POINT DU PROVISEUR

A la suite de notre article sur la jermeture du lycée de car di fermalare da lyces de Corbeil e Eviter le désordre s para dans le Monde daté 23-24 novembre nous avons reçu la mise au point suivante de M de Miceli, proviseur de ce tycée ; .

Non, - Aucun élève de onze ou douze ane • ni même plus āgé n'a été brusquement leté sur la R.N. 7 ou mis dans l'abligation de faire de l'autostop pour regagner son domicile, le 20 novembre damier, au lycée de

Si l'ordre de farmeture du lycés.

c'est-à-dire la suppression des cours, a été orononce pour 13 heures, l'évacuation s'est laite en un après-midi tout entier C'est une première vérité. - Aucun de ces jaunes de • anze été autorisé à sortir sans vérification préaleble des eutorisations familiales recueilles en début d'année Ce sont ces mêmes autorisations qui oni été sion de cours, absence de profes-seurs, y compris pour motifs de grève Tous les établissements pro-cèdent de la sorte Au lycée de l'équipe administrative e fait face à ses responsabilités, evec efficacité. invité à se rendre en étude surveillée, lusqu'à l'heure normale de fin des cours. Il en est allé da même pour ceux qui evelent des cers é prendre à une heure déterminée. Tous qu'à réception dune eutorisation des families avisées télégraphiquement.

cialement affecté à la surveillance. - Quani à la sécurité, mise en des élèves sont exclue des classes sans les garanties adéquates tormeliemem prévues car des règles administratives Conselliers d'éducation et censeura sont privés des moyens dont lls disposent d'proinaire pour assurer le contrôle des élèves En effet, les maîtres en cause, après un appel, leuille officielle d'absences, excluent des élèves sane en remettre le liste eux conseillers concernés. it n'y a donc plus qu'un effectif fic-

Les lieux d'affectation sont connus par les seula professeurs arganisateurs. Quelques-uns d'ailleurs ne sont pas en mesure de les détermines sseura ? Classes ?... On a vu des groupes d'élèves trai-

l'edministration teur point de chute. porter avec certitude le nombre des blèves renvoyés et l'identité de l'un Une salle de surveillance n'avait pas de - surveitlant -, alors qu'une délé Des élèves refusent de quitter leurs cours malgré tes press d'autres ne rejoignent pas les lieux de rassemblement. Ces felts ont été vériflés par M l'inspecteur d'ecadémie et par moi-même, ainsi que per eller d'éducation du escteur Ce sont des réalités qui ont, hélas l échappé à ce professeur dont on parle dans es pérégrination solitaire à travers les couloirs Mele qu'y faisalt-il ? A chacun son métter.

Répétez una telle opération alterdeni deux jours de sulte, et vous pouvez eisément imaginer l'état d'un

établissement de trois mille au bout de quarante-hult h C'est assurément alprs qu'il fallu s'inquiéter de la R.N. 7.

cer... en en évitant les bevures gereuses II n'en reste pas i dens l'anarchie organisée, qu'il que l'administration dens so semble et les chale d'établiss en particulier ne peuvent acc L'edministration n'est pas là oreodre des risques, mais polycée, elle les a prévus et évités. Aujaurd'hul, on ne pour nous dire le contraire.

- On fait aussi allusion < révolte - de - nombreux él après l'interdiction d'una réur lequelle develeni participer de: tants des jeunesses communia est meledroit de feire sienne version des faits, avant d'en contrôlé le vérecité

Tout surfree cont les felts vral qu'un élève se disent it ponsable des leun organisées - dens le lycée sollicité le permission de lai nation de deux déléqués nat de son parti il est vral aussi o présence de mes collet l'el prié de placer ce débat d cadre réguller et légal du socio-éducatif Male II est indisc et le témolgnage ne menque que ce jeune homma e rejo terme - légalité -, estimant qu présentant cent feunes commu dans un lycée de trole mille é il n'était pas concarné our procedure Après vingt-quatre Intempestive é celle dictée o textes, la sacesse el la con Un tycée n'est pas un lleu o pretique le recolege, meis un l e'expriment le sérénité et le nité, le légelité el l'égelité ces mêmes qui sa présenient c des victimes d'una introuvable pression ne menquent pas de gner avec éclat qu'ile oni fai odhésions su parti après c réunion du même genre l

Est-ce einsi que l'on peut le désordre ? Est-ce en brisai structures d'eccuell de l'état ment qu'pn en facilite le fonci meni ? Est-ce en transformar cours en arênes politiques el que de provoquer des effronte sanglents — pn en e de ti examples - est-ce einsi aus protège la leicilé dane son ense et la sécurité ries jeunes qui soni conflés ?

d'une minorité, elle est eu servic pensée Quant eu proviseur de bell dont on a trop perlé. connaît d'eutre service que de la nation dans la mission é tive qui lui e été conflée.

L'opinion jugers.

[Rappelons simplement que Micell, proviseur do lycée de beil, a refusé de nous recevots demande de l'inspecteur d'aca de l'Essonne.

La circulaire du 15 septembre signée par M. Footanet, alor nistre de l'éduc tion nationale, rise et «ucoorage pourtant les d'établissement et tuspecteurs démie à répondre aux question journalistes.)

-Le Mondede l'éducation

Le numéro de décembr est paru

LES LIVRES **POUR ENFANTS**

- LES NOUVEAUX VISAGES L'ÉDITION, par Zoé La
- Marc SORIANO : LES LIV POUR ENFANTS DÉRANC LES ADULTES.
- LE PÈRE NOEL ET LE CHARLES par Jean Joubert (Renaudof).
- UNE SELECTION POUR ETRENNES.
- Un choix de livres, DISQUES ET DE JEUX.

LES INTERIMAIRES DE L'AGENCE I LINGUE, par Jean Guénot. L'INTELLIGENCE EST-ELLE MESURABL ET LES AUTRES RUBRIQUES : étran vie de la classe, universités, torma continue, informations pratiques.

Estimez-vous votre entreprise"trop petite" pour un ordinateur IBM?

...Ce fabricant de films adhésifs pour la protection de documents en utilise un.



FILMOLUX: une entreprise parisienne de 60 personnes, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits adhésifs à froid pour la protection de livres, photographies et documents divers.

M. Pérez, qui dirige cette affaire en développement rapide, a vite ressenti une double nécessité: mieux gérer la gamme très diversifiée de ses produits, mieux connaître la situation comptable et financière de ses trois départements. La solution informatique proposée par IBM pouvait résoudre son problème de façon globale. ll s'est donc équipé, il y a plus d'un an, d'un petit

annuelles), balance mensuelle par département et famille de produits, bilan trimestriel et état journalier de la situation financière. Pour M. Pérez, l'informatique n'est pas un grand

tenue du stock (11 rotations

ordinateur IBM. Celui-ci assure la

totalité de sa gestion : facturation.

mot mais une réalité quotidienne favorisant une gestion plus rigoureuse de ses affaires. -

Ce que l'ordinateur fait chez FILMOLUX, il peut le faire dans toutes les entreprises de taille comparable. Pourquoi pas dans la vôtre?

IBM Pour les petites entreprises comme pour les grandes.

Division des Systèmes de Grande Diffusion - See 4002 - 21 rue des Bourdonnais - 75001 Paris

LE MONDE — 2 décembre 1975 — Page 15

RÉUNI EN CONGRÈS A PARIS

Le Syndicat de la magistrature accuse le gouvernement d'assimiler la délinquance et la contestation politique

Applaudi avant même d'avoir pris la parole, M. Hubert Dalle, secrétaire général, devait, samedi 29 novembre, présenter durant une 29 novembre, presenter durant une neure quarante cinq minutes un l'arapport d'activité et d'orientaliton » portant, en trois parties, sur «la doctrine de la sécurité et l'utilisation politique de la delinquance », «le rapport du juge et de la loi», «les éléments d'une stratégie ». tratégie ». En introduction, M. Dallo dé-

clare:

« 1973 et 1974 ont été deux anées centrées sur les débats internes du Syndicat de la magistrature [qui] ont abouti au constat de la possibilité de coexistence de différents courants, possibilité dont on affirmait le caractère entichissant et le côté créateur (...).

1975 a été suriout l'année de la prise du pouvoir par les sections

1975 a été suriout l'année de la prise du pouvoir par les sections syndicales et les régions, par l'ajfirmation de leur autonomie, par l'émergence de nouveaux contacts et de nouvelles actions (...).

3 Ce bilan ne doit pas faire oublier le contexte général de la société dans laquelle s'inscribent la justice et l'action du Syndicat de la magistrature, le développement de la crise économiquo et la réaction de l'appareil judiciaire, mais plus encore le rôle qu'attend réaction de l'appareil judiciaire, mais plus encore le rôle qu'attend le pouvoir en place de la justice en période de crise. Il serait en effet vain et dangereux de limiter noire analyse à ce qui se déroule aujourd'hui dans l'institution judiciale aujourd'hui dans l'institution judiciale. diciaire, considérée comme nne entité en elle-même, au-dessus des luttes et en dehors des conflits, alors que toutes nos analyses passées ont démontré qu'elle n'était qu'un reflet de la réalité sociale et que l'acte de juger est essentiellement de nature politique.

Le mythe de la loi Puis le secrétaire général observe : « Sur le plan politique et syn-

dical, après une période d'accal-mie consécutive à l'élection prémie consécutive à l'élection pré-sidentielle de mai 1974, on assiste à une nouvelle montée des luttes, (...) Correspondant à la période d'accalmie, le gouvernement a connu une période d'hésitation, il a affiché et prôné une volonté de réforme (...). Puis, après une période d'illusion, au dureisse-ment de la lutte politique et syn-dicale a correspondu un dureisdicale a correspondu un durcis-sement du résime et de la ré-pression, une restriction des libertes (...).

tibertés (...).

n Le gouvernement utilise une montée plus ou moins fictive, qu'il a engendrée, de la délinquance et de la violence. D'autre part, il tente de discréditer la justice auprès de l'opinion publique, soit en proclamant qu'elle ne fait pas son travail, qu'elle n'essure plus la sécurité des Francais coit en laissant entendre la laissant la laissant entendre la laissant enten soit en leissant eniendre qu'elle n'applique plus la loi, va'elle est partiale, infiltree, quadrillee par une organisation subversine pauchiste

versite gauchiste.

» Cette double lutte idéologique
sur la sécurité, d'une part, sur les
rapports du juge à la loi, d'autre
part, n'est pas le fruit du hasard.

Il s'agit d'une action concertée dont il est urgent de démasquer a la jois les mobiles, les moyens et la finalité. » Sur la sécurité. M. Dalle indi-

que ; « Cette notion de sécurité est-elle une notion de securite est-elle une notion homogène quant à son contenu ? Cette notion de sécurité est-elle identique pour toutes les classes de la société ? Certains besoins de la société ? Certains besoins de sécurité apparaissent à l'évidence antagonistes. Ainsi la sécurité du capital d'une entreprise, sécurité mainienne par son aptitude à dégager des profits, et la sécurité des travailleurs de cette entre-prise. Il est difficile dans ces conditions de parler de Sécurité conditions de parier de Sécurité avec un 5 majuscule et au sinquier, et il est peu conforme à la réalité de parier des « sécurités » avec un s minuscule et au pluriel. »

Or a le diagnostic que souhaite imposer le gouvernement est que l'insécurité dont souffrent tous rmsecurité dont souffrent tous les Franacis n'est pas celle qui est liée à la crise ou à sa gestion de la crise, mais celle qu'il dé-signe à l'opinion publique, celle qui serait due à la montée de la violence et de la délinquance ».

La crise ef la peur

Mais a si existe de projondes inégalités dans le repérage statistique, inégalité qui est le reflet du mode de jonctionnement des institutions de contrôle, ellesmêmes reflet des mégalités sociales, quend elles ne contrôles, quend elles ne contrôlement pas à les occroître.

» Il est évident par exemple que les mécanismes de contrôle jonctionnent à pleins capacité lorsqu'ils s'appliquent à la populetion immigrée. [...] Plus que sur l'importance de la criminalité, les statistiques criminelles renseignent sur la politique des agences de contrôle social (...).

» Bien plus, M. Poniatowski fait valser les chiffres. D'un discours à l'autre, selon qu'il cherche à obtenir un renjorcement de la répression et des moyens de la police ou bien à démontrer l'efficacité de son action, la criminalité morté ou baise qu cré le ficacité de son action, la cri-minalité monte ou baisse au gré de l'inspiration du moment ». Il y e denc conclut sur ce point M. Dalle, une autilisation politi-que de la délinquance » qui est comme un «rideau de jumée ».

« En /ocalisant l'opinion sur certaines catégories de délin-quants, on détourne son attention des autres formes de délinquance. On cloue ainsi au pilori une délindes autres formes de délinquance. On cloue ainsi au pilori une délinquance qui transgresse le système en place, et notamment le droit de propriété, pour laisser dans les oubliettes la délinquance qui profite au système. (...) Il ne s'agit pas là d'un procès d'intention. On a vu dégarnir les effectifs de certaines s'oc t i on s' financières de S.R.P.J. à Marseille par exemple, au profit de la lutic contre d'autres formes de délinquance, ou démanteler des sections financières de parquets trop curieuses.

3 Le dernier objectif, le plus important, est d'accroître un climat de peur et donc de tension et de violence qui fustifie le contrôle accru de l'Etat sur les citoyens et l'existence ou le renforcement d'un appareil répressif. Ce climat cherche à redonner une cohésion à la société, à un moment où le consensus social s'affaiblit, et à l'institution fudiciaire, que l'on invite à s'atteler à des tâches essentiellement répressipes.

épressives. »

Car « la crise économique fragiliso lo consensus social de la population et durcit la lutte entre les modèles de société déjendus par les uns ou les autres. Elle accroît les tensions entre les clas-ses sociales ».

Enfin, « la psychoso de la peur et de l'insécurité crée un climat de moindre résistance, La population et la magistrature sont pré-tes à se laisser convaincre de la nécessité de telles réponses. Le etioyen « honnête » est prêt à voir restreindre ses libertés pour davanlage de sécurité, tout au moins le croit-li; le juge « hon-nête » à réprimer plus vite et plus rt (...). > Petit à petit, on passe de la

sécurité des citoyens à la sécurité de l'Etat. L'insécurité générale serait due à la fois à la montée de la délinquance, mais aussi aux attaques politiques menées contre l'Etat, identifié ici au pouvoir en > On tente d'assimiler délin-

on tente d'assimiler délin-quance et contestation ou oppo-sition politique, les deux étant rendues responsables de l'insécu-rité et de la violence. » Quels peuvent être alors, selon cette analyse, les «rapports du juge et de la loi », demande M. Dalie?

fuge et de la loi », demande M. Dalle?

Quelle est la nature du « débat sur la neutralité du juge et la réflexion collective, sur la l'usion entre la réflexion collective et les pratiques professionnelles »? Or « tous les aspects tournent autour du problème du contrôle du rapport du juge et de la loi ». Rappelant les thèmes des congrès antérieurs (l'argent, la propriété, etc.), M. Dalle en conclut ; M. Dalle en conclut :

« L'évolution de notre réflexion

est passée au comportement du est passee au comportement du juge, puis à son outil de travail, la loi, et enfin à l'organisation de son métier, de sa production par-cellisée et de son contrôle par la hiérarchie et les techniques nouvelles de gestion. >

Contrôle social

Le secrétaire général recherche alors quello est la réalité de la loi : s Le mythe de la légalité a

s Le mythe de la légalité a conduit à considérer que la loi était un produit achevé, une fin en soi, unique, générale et permanente. Les écoles exégétiques du code civil ont montre l'attachement et la valeur qu'accordaient les premiers juristes napoléoniens à la loi (...).

3 Cependant, quelques notions apparaissent déjà comme subjectives: elles font appel à des réjérences extérieures à la loi. Il s'agit par exemple des notions de a bon père de famille », d' « ordre

a bon père de famille >, d' < ordre a bon pere de l'almine s, à « totale public », de « bonnes mœurs ». Elles laissent un pouvoir d'inter-prétation au jugo qui recherche donc à l'extérieur, dans la société, la définition de la notion juri-

dique.

3 Cs pouvoir d'interprétation n'est guère dangereux en luimeme si le juge l'utilise dans un seus conforme aux idées dominantes du système et aux principes et valeurs qui sous-tendent la loi en place. (...)

3 Le développement des luttes sociales et l'appartition d'autres systèmes de référence et de modèles de société ont fragülisé l'édifice de la loi. Sous la pression des luttes, des lois noupelles ont été concédées et qui contenaient des références à des systèmes de valeurs différents, le plus souvent en contradiction. La loi a perdu son homogénéité et par là son coractère absolu, général, unique et permanent.

3 Le juge s'est donc trouve peu à peu en situation des choix.

et permanent.

> Le juge s'est donc trouvé peu à peu en situation de choix.

> (...) Co que la bourgeoisie perdait sur le terrain de la loi, elle le regagnant sur le terrain de l'application de la loi par le contrôle de la production judiciaire. Ainsi l'interprétation civiliste du droit du travail a-t-elle vidé peu à peu ce dernier de son efficacité. Dans la grève avec occupation, pendant longtemps le droit de propriété a mis en échec le droit de grève, dans le licenciement la liberté contractuelle, la protection des travailleurs et leur droit au travail. >

Longtomps monolithique en

Longtomps monolithique en ratson d'origino sociale uniforme, « la magistrature est depenue elle-

nation ». Une rupture s'est pro-duite dans la magistrature. Mais

duite dans la magistrature. Mais « cetto ripture ne doit pas non plus être surestimée, la grande partie de l'activité quotidienne do la justice démontre encore dans quel sens et pour quel ordre établi olle travaille. C'est toujours en majorité la même classe sociale qu'elle condamne au nom de la loi, de l'égalité des citoyens devant la loi, de la neutralité du juge. La crise économique qui accroît encore les inégalités accentue ces tendances naturelles ».

Qu'en est-Il des « ripostes du Qu'en est-il des « ripostes du

Qu'en est-il des « ripostes du pouvoir » contre ces analyses ? Hiles s'organisent, selon M. Dalle, autour de trois axes : donner à la loi un caractère qui on t ra ve la liberté d'interprétation du ju g e, reprendre en main la justice, diviser l'institution judiclaire. Et de citer la prorogation du recrutement latéral, sur une proposition do loi de M. Foyer, pour « pérmettre au pouvoir politique de choisir sans contrainté une grande masse de ses magistrats ». masse de ses magistrates.

Si co n'est « pas suffisant »,
continue l'orateur, « il faut contribler la formation des autres »,
d'où les « attaques » contre l'Ecole

nationale de la magistrature.
Le « troisième voiet de la stru-tégie gouvernementale » explique M. Dalle, revient à « dériver l'institution judiciaire » au profit d'une « emprise administrative », d'une

« emprise administrative », d'une « mise en place ou d'une extension des agences de contrôle social extrajudiciaire ».

« Si le contrôle social administratif est souvent présenté comme une intervention plus diffuse et plus douce de la puissance publique et qui est, pour ces raisons, le plus souvent accepté par la population à laquelle il s'applique, qu'il évite à long terme d'autres formes d'intervention plus répressives, force nous est de constater, à nous les fuges qu'i sommes en à nous les juges qui sommes en aval de ces interventions, que dans la réalité il s'ajoute à la répression plutôt qu'il ne s'y substitue. Il y a toujours autant

de personnes en prison.»

A partir de cet ensemble de constatations, le secrétaire général du Syndicat de la magistrature ral du Syndicat de la magistrature propose des «éléments pour une stratègie ». Rappelant les actions passées et la multiplication des contacts extérieurs, il déclare : « L'action du Syndicat de la magistrature pour l'année nouvelle doit tenir compte à la fois des principoux combats qui ont été engagés auprès de l'opinion publique sur la sécurité et le rôle du magistrat, des réformes qui ont être engagées pour augusper

vont être engagées pour aggraver la répression et reprendre en main la magistrature et de la nécessité de poursuivre notre action syndi-cale et professionnelle.» Il conclut :

vons la mener seuls. Notre légi-timité, nous la trouvons également dans une ouverture du Syndicat et de la magistrature sur l'extérieur, pour qu'enfin la réalité et le mythe se rejoignent et que, progressivement, la justice soit réellement rendue eu nom du pcuple français et non au nom d'une minorité. »
Longuement applaudi par les congressistes massés dans la première chambre de la cour d'appel de Paris, le rapport est adopté par 265 volx, contre 3 et 5 abstentions.

a Cette démarche, nous ne po

Du succès aux périls

les périls à envisager, expliquent le phénomène d'unanimité renforcée qui a marqué le huitième congrès du Syndicat de lo magistrature réuni du 28 eu 30 novembre à Paris sur le thème - La crise, le juge et les libertés ... Le auccès, c'est évidemment de

voir entrer dans les faits cet effort st ardu de réflexion et de théoriestion qui avait été jusqu'elors, à une exception près, le tâche des congrès depuls 1968. L'Importance de l'argent, la contra-

diction de droits également gravés dans les codes (travall et propriété, pour ne citer que l'example le plus flagrant), sont maintenant des thèmes dont la légitimité n'est plus contestée ils ne sont pes encore majoritaires dans le tissu social, mais île y ont droit de cité. Un pas est franchi qui est irréversible. D'une cartaine manière, le tapage fait autour des dernières incarcérations de patrons pour s'en scandaliser aura, objectivement, plutôt servi lo Syndicat de la

Par delà le C.N.P.F.et les syndicats ouvriers, dont les réactions ne pou-valent eurprendre, les décisions prises par des magistrats membres du Syndicat de le megistrature, et à ce itre soutenus par lui quand leur ecte do juge — non ce qu'il était était critiqué, ont eu un retentisse ment profond euprès des individus qu'ile soient patrons ou salarlés. Les premiers ont vu le terme de l'Impunité ; les seconds, le dàbut de leur crédibilité an tant qu'acteurs

du théâtre ludiciaire. En ce sens,

c'est un peu comme une révolution

qui, dans le calme, se fait. Le juge e moins changé qu'il n'e choisi d'eutres Interlocuteurs, cu'il n'e tournà l'orelle vers d'eutres volx. Le juge « oul, ot pas seuloment l'adhàrent du Syndicat de le magisireture, car ce n'est pas que malica ou hasard, ni même surenchère, si le première condamnation d'un patron à l'emprisonnement ferme n'e pas àté prononcée, à Troyes, par des nembres du Syndicat de la magistrature, mais par des adhérents de l'organisation rivale. l'Union syndicale das magistrats, notolrement plus discrète dans ses actions publiques.

Rumeurs et lois Le Syndloet e'apprête à pousser

cet avantage en Integrant la « crise économique - dens ses analyses; Cela n'est pes une innovation de son attitude. Il reste fidèle à sa logique : na nee composer avec la réalité aussi rudes que solent les difficultés qui en résulterent pour lui. Il serait donc excessif de penser que le Syndicat durcit se position. C'est la réalité dont II tient compte cui s'accrave. Les succès ecquis restent cependent aléatoires, tant sont réels les

parits que l'on voit poindre pour le Syndicat de le megistrature, donc pour l'ensemble de le magistrature (on ne volt pes quel texte pourrait être si subtil qu'il ne vise, pour le museler ou des exclure, que les seuls membres du Syndicat de le magistrature). Or fût-ce avec une erriére-pensée

différente, le futur bâtonnier de Paris n'e pas manquà de dire récei

nisation : « Il n'est d'exemple dans l'histoire que la dégradation de lo pouvoir. .

Quatre personnes paraissent o'être courant nouveau en lequel se reconsent aussi probablement cortains qui n'en disent rien ou déplorent qu'on en débatte en public : deux sont ministres, à l'intérieur, M. Michel Ponletowski, à la justice, M. Jean Lecanuet: deux sont parlementaires. respectivement président et vice-président de la commission des lois, M. Jean Foyer, député U.D.R. de Maine-et-Loire, et M. Cisude Gorbet, député républicain indépendant do l'Eure-et-Loir. Tous quatre ont choisi d'agir sur deux fronts : celui de le eur, sinon de la médisanca ou da le calomnie, d'une part ; ceiul de l'action législative, d'eutre part. Pour M. Poniatowski on connaît ses attaques répétées contre les magistrats, en général, accusés de faire preuve d'« Indulgence «, ou de « laxisme «, effirmations qu'il n'o

d'allioure jamais étayées du moindre

On a probablement moins percu le caractère insidieux de pratiq odministratives qui consistent à donner, eu détriment des juges de l'opplication des peines, un rôle prépon-dérant eux préfets pour l'octrol des armissions de sortir ou des libérations conditionnelles : ou encore d'un projet législatif qui, à titre d'essai dane un premier temps, introduirait un système de peines automatique pour les porteurs d'armes, il est évident que, dens les deux cas, c'est là dàpossédar le juge du pouvoir d'appréciation qui est le sian depuie meintenant cent solxente-dix ens. Il s'agit, notamment, d'une régression historique majeure, que le rapport général n'e pas manqué de eignaler. Aux yeux du Syndicat, et de quelques autres, M. Lecanuet est coupable par action et par omission. Par omission, en ce que sa défense de la magistrature contre les attaques de son collègue de l'Intérieur e àté tardive et fugace. Par action, parce qu'il jette lui-même le doute sur un acte de luge - comme dans l'affaire Chapron-Charette - an le dàclarant « surprenent » (« étonnant » eût été grammeticalement plus correct) avant ême que la procédure prévue par la loi n'ait joue. Par action encore,

l'ensemble du corps est attaché. M. Foyer, quant à lui, est accusé d'être un sous-marin de la chancellerio - quand il en fut durant près de cinq ans le meître, de 1962 à 1967. Ayant écrit dens le Figero du justice était - noyauté - per des geuchistes, il étend son credo à l'en ble du peys dans le Quotidien de Parle du 28 novembre. Pour lui, le faute en revient à l'existence d'une école de juges (1) qui fabriquerait plus de « gauchistes » que de magistrats, ou du moins eufant. Son enalyse n'est pas inexacte, elle est incomplate of dépassée. Il est vrei que l'existence d'une

avec les menaces qu'il fait planer sur

l'avenir de l'Ecole nationale de le

megistrature, à laquelle, à présent,

école de juges e favorisé une prise de conscience collective impossible

ment et de formation de magistrats fondés sur l'éparpilloment : que cet développement rapide de lo syndicali sation, pour le plus grand profit du s'est créé en février-mai 1968.

ment raienti et les promotions octuelles no comptent guère plus de 20 % de syndiqués, le quasi-totalité affiliée au Syndicat de le magistrature. En outre, les modifications epportées ou recrutement des magistrats do la chancellerie, ont falt qua le recrutement est, peu ou prou, à l'entière diocrttion du ministre. M. Lecanuet serait responsable du « novautage gauchiste « de ses propres services ? Cela n'est pes

Le Syndicat de le megistrature fait d'autre part grief à l'ancien ministre d'être l'initiateur d'une « loi scélérate - qui, prorogeant le recruteme latéral, nult su principe de recrutement par I'E.N.M. M. Cleude Gerbet, Jul, n'e pas de

mémoire. Il vilipendo eujourd'hul ce qu'il adorait eutrefois. N'écrivait-il pas, lo 15 février 1971, ou Syndicat de la magistrature, tout lo bien qu'il pensait de lui ? Ne le vit-on pas, en 1971 ancore, à Chartres, participer, à la tribune, à une réunion de ce mouvement eur l'Ombudsman. Mais II est juste d'observer que, depuis, il fut repporteur d'un projet de loi, présenté par MM. Marcellin et Pleven, qui mettalent en cause le droit d'association et que le conseil constitutionnel censura.

Un troisième partenaire

Il ampose eulourd'hul (dans une lettre en réponse au Monda (30 novembre-1° décembre) qui le disait auteur d'une erreur de droit) le vote d'une loi organique interdisant le que ce serait viser également la plus sage Union syndicale des magistrats. une telle initietive est moins dangereuse qu'absurde. A quel tollé n'aurait pes affaire un gouvernement qui, premier de eon espèce depuie Vichy, diesoudralt doa syndicate jugés légaux - e'll en était besoin par le Conseil d'Etat I Il y e dans ce - jeu - entre le

gouvernement et sa majorité evec une partie de la magistrature un troisième partenaire qui est essentiel dens le diffusion de cet ensemble de ru-meurs : c'est la presse. C'est elle qui, dans sa diversité de techniques (journeux, redio, télévision), d'orien-tetions (publications spécialisées ou blen d'informetions générales), d'opinions, e amplifié ces faits jugés significatils qui légitimeraient des curità des Français, produite pour négligence des Juges. Le congrès, certes, ne s'en est

qu'incidemment préoccupé, mals Il l'e

fait nettement, en lançant « un eppei eolennal eux travailleurs de l'information pour qu'ils (...) aident l'opinion publique à avoir une claire vision de périls réels qui le menecent -. Sur l'Initiative de M. Jean-Pierre Michel, ancian secrétaire général, le congrès e approuvé, le développement hors de Paris, où cele existe déjà, de comités locaux presse-police-justice. Le congràe n'ayant pas manqué de souligner en même temps «les difficultés que rencontrent les salariés (de le presse) dans l'exercics de fonctione essentielles pour le jeu démocratique «, il y a tout lleu de penser que la Syndicat de le magistrature. loin de vouloir ee mettre en commell. comme l'y inviteralent les menaces dont il est l'objet, e'apprête, c'en est une preuve de plus, à atler de PHILIPPE BOUCHER.

(1) Créée en 1958, par M. Michel Debré, alors garde des sceaux, le Centre national d'études judiciaires est deveau, en 1970, avec M. René pleven, l'Eccle nationals de la magistrature. Son siège est à Bordeaux,

Trois nouveaux membres ont été élus, dimanche 30 novembre, au conseil syndical du Syndicat de la magistrature : M. Blanchard (magistrat au ministère de la justice, administration pénitentiaire), M. Zavaro et Mile Elisabeth Renard, tous deux auditeurs de justice.

• Une Union nationale des consells juridiques vient d'être déclarée à la préfecture de police de Paris pour faire suite à la loi du 31 décembre 1971 qui a notamment réglementé la profession des consells juridiques. Cette association, déclarée le 17 octobre dernier, rassemble déjà, selon ses fondateurs, « au plan national huit associations ou syndicats ». L'UN.C.J. entend a déjinir et préparer un staut spécifique de la profession (de conseil juridique) en vue de son organisation déjinitive à déjaut de réalisation de l'unification des professions d'avocat et de conseil projessions d'avocat et de conseil iuridique ».

★ 60, rus La Boétie, 75808 Paris,

FAITS DIVERS

Disparue depuis 48 heures

UNE FILLETTE AURAIT ÉTÉ ENLEVÉE DANS UN SUPERMARCHÉ . DE TOURS

Les recherches entreprises pour retrouver une fillette âgée de deux ans et demi, Cécile Revelli, disparue, samedi 29 novembre, dans un supermarché de Tours ; Indre-et-Loire), n'avaient donné, dimanche soir 30 novembre, aucun résultat. Les policiers chargés de l'enquête ont entendu divers témoins. L'un deux a affirmé avoir aperçu une fillette correspondant au signalement donné de Cécile en compagnie « d'un homme d'une quarantaine d'années, aux cheveux grisonnants »

Les policiers et les gendarmes ont aussitôt organise les recherches et procédé à une fouille systématique de la galerie marchande où la fillette a été vue pour la dernière fois. Un hélicoptère a survolé les abords du supermarché et la campagne avoisinante puis les enquèteurs ont fouillé les baraques situées en bordure des rives du Cher et de la Loire. Ils n'ont trouvé aucun indice susceptible d'orienter leur enquête. Le signalement aucun moice sisteptable u briefi-ter leur enquête. Le signalement de la fillette a été diffusé dans les différents cinémas de la ville, mais toutes les démarches étaient, ce lundi matin 1 dé-cembre, restées vaines.

Dans le Jura

UN OUVRIER MAROCAIN EST TUÉ PAR LE PORTIER D'UN CABARET

Un ouvrier marocain, M. Ahmed Daoud, vingt-cinq ans, a été tué, dans la nuit du 29 au 30 novembre, d'un coop de pistolet par le portier d'un cabaret à Dole (Jura). Ce dernier, M. Jacques Petite, trente ans, un ancien C.R.S. condamné en 1972 à dix ans de réclusion criminelle pour meurtre, a réussi à prendre la fuite. On ignore les circonstances exactes de la dispute, qui a eu lieu à l'entrée do l'établissement avant le coup de feu. Mais les témoins ont indiqué que, plus tôt dans la soirée, un jeuno Nord-Africain evait déjà été « repousé » par M. Petite.

Les enquêteurs s'étonnent que celui-ci ait été armé. Bénériciant d'uno remise de peine, il était sorti de prison, il y a trois mois, et avait alors été engagé par le propriétaire du cabaret. En 1970, M. Petite avait été condamné à dix mois d'emprisonnement pour vol. détention d'armes et proxévol, détention d'armes et proxé-nétisme.

 Un clochard a été tué, dans le nuit du samedi 29 au diman-che 30 novembre, à Nantes (Loire-Atlantique). La police a aussitôt arrêté un jeune homme âgé de vingt-deux ans, M. Domi-nique Garel, qui a reconnu avoir

En Vendée

UN JEUNE HOMME ET TROIS JEUNES FILLES SONT ARRÉTÉS APRÈS LE MEURTRE D'UN VIEILLARD

La gendarmerie de Fontenay-leComte (Vendée) a arrêté, samedi
29 novembre, le meurtrier présumé
d'un septuagénaire dont le corps
avait été retrouvé, le même jour,
dans sa maison à Sérigné (Vendée).
Inculpé d'homicide volontaire,
M. Michel Bodin, vingt-cinq ans,
sans profession, a été écroné à La
Roche-sur-Yon. Il était, semble-t-il,
familier de la victime, M. Adrien
Rocard, soixante-douze ans, et s'était
rendu chez elle, dans la soirée du
vendredi 28 novembre, dans l'intention de la voler. tion de la voier. Une algarade aurait éclaté et Mi-chel Bodin aurait alors frappé le viciliard à la tête avec une chaise.

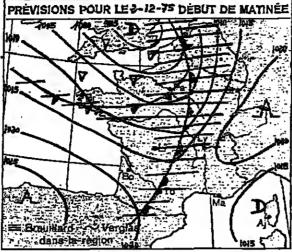
Interrogé par les enquêteurs, Michel Bodin a mis en cause trois jeunes filles qui l'auraient accompagné chez M. Rocard le soir du crime, Celles-ti ont été appréhendées et placées en

tué le clochard, M. Raymond Michaud, quarante-cinq ans. Les deux hommes étalent ivres, et une rixe aurait éclaté à propos de billet de 100 francs. Domi-nique Garel a été écroné à la prison de Nantes.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





■ Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm) Zone de pluie ou neige ▼ averses | Corages ► Sens de la marche des fronts

Front chaud A Front froid AAA Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le tandi 1° décembre à 8 heurs et le mardi 2 décembre à

La zone dépressionnaire située à l'ouest des lies Britanniques se déplacara vers le mer du Nerd. La perturbation qui lui est associée travecuera la Prance.

turbation qui iui est associée traverners la France.

Mardi ? décembre, le temps sera très nnageux eu couvert, et u pleuvra dans la pinpart des régiona. Sur le eud des Alpes et le Midi méditerranéen, en ebnervers des éclaircles matinales, mais une segravation se développers ensuite. Du Messif Central eux frontières de l'Est et du Nord-Est, les pluies seront précédées de chutes da neige, qui seront assez abondantes en montagne. Sur la Bretagne et le Cotentin, après le pessage de la zons pluvieuse, un temps varieble, comportant des averses et quelques éclaircles s'établirs dès le matin. Ce type de temps gagnera le Bassin parisien, le Limousin et l'Aquitains au cours de l'après-midi, tandis yue les vants, assez forts et irrégullers, de secteur cud-ouest durant les pluies, tourneront à l'ouest ou au nord-ouest. De violentes rafales atteignant la tempéte sont à traindre eur les côtes de l'atiantique at de la Manche, Les températures varieront peu dans les régions de l'Est; ailleurs elles aront en hausse.

Lundi 1º décembre, à ? heures, la pression atmosphérique réduite eu nivean de la mer était, à Paris, de 1019 millibrer, ooit 764,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffra

Températures (le premier chiffre

indique le maximum enregistré eu cours de la jouroée du 30 novembre; le second, le minimum de la nuit du 30 novembre eu 1° décembre) : Ajaccio, 17 et 6 degrés; Biarrita, 9 et 6; Bordeeux, 9 et —1; Bress, 8 et 2; Caen, 8 et 1; Cherboure, 6 et 2; Ciarmont-Parrand, 9 et 2; Dijon, 6 et 2; Granoble, 6 et 3; Lille, 5 et 0; Lyon, 6 et 3; Marzellla, 11 et 7; Nency, 7 et 6; Nentes, 9 et 6; Nice, 13 et 9; Paris-Le Bonrget, d et 2; Pau, 7 et 3; Perpignan, 11 et 7; Eennes, 8 et 0; Strasbourg, 6

P. T. T.

Ouverture du service « Eurosignal ». — Le nouveau service

• Eurosignal », service public
d'appel de personnes en déplacement, fanctionne depuis le 1 ° dé-

radio-électrique.

Ce service a pour abjet de per-mettre au porteur d'un récepteur de volume très réduit de rece-voir, par vale radio-électrique, un

et 3; Folnie-A-Fitte, 24 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Amelerdam, 4 et 2 degrés;
Athènes, 18 et 9; Bonn, 7 et 2;
Bruxelles, 5 et 4; iles Canaries, 22 et 17; Copenhague, 3 et 1; Genève, 7 et 2; Lisbonne, 14 et 7; Londres, 2 et —2; Madrid, 10 et 1; Moscou, 0 et 0; New Yerk, 13 et 12; Palmede-Majarque, 16 et 9; Rome, 17 et 11;

Lisez

Le Monde

des Philatélistes

signal émis à partir d'un poste téléphonique quelconque et pré-sentant pour lui une signification particulière convenue à l'avance

avec la personne qui l'appelle. Ouvert dans un premier temps

dans la zone « France Nord » (c'est-à-dire de Dunkerque à Nemours dans le sens nard-sud et du Havre à Reims dans le sens ouest-est), il sera progres-sivement généralisé à l'ensemble du territoire au fur et à mesure de l'extension de la couverture

Circulation -

POUR PÉNÉTRER

an vendred et de 17 L. W. 21 L. de dimanebe.

Cette expérience repose sur une évidence : U ne fant pas qu'à un moment donné, rentrent su l'auto-ronte plus de véhicules qu'elle ne peur en absorber. L'antomobiliste eura dene le choix : soit il atten-

Treate-cinq milie documents d'in-fermation sur cette opération seroni distribués enz entomobilistes mu les bretelles d'accès, à l'aéroperi Charles-de-Gentle et aux péages de

Pent provisoire à Chenne-vières (Val-de-Marne). — Trois mais après la fermeture à la cir-culation du pont de Chennevières, dont l'une des piles s'affaissait, un ouvrage provisoire vient d'être mis en place entre Chennevières et Saint-Maur-des-Fossés. L'ins-tallation de ce pont, prêté par le ministère de l'équipement, a coûté 1 million de francs au départe-ment. Le pont définitif devrait être achevé en 1977.

la-Coquette (hôpital Raymond-Poincaré) et 360 La Défense-Garches (mairie) fusionneront à partir du 1º décembre 1975. La nouvelle ligne sera exploitée sous l'indice 360 et empruntera le même itinéraire entre La Défense et Garches - Marnes-la-Coquette (hopital Raymond-Poincaré).

FEUX TRICOLORES SUR L'AUTOROUTE DU NORD

Pour remédier aux emboutellieges oul paralysent aux portes de Paris la circulation sur l'autoronte du Nord (AI), le servies régional de l'équipement de la région parisienne tente une expérience de régulation dn trafic jusqu'au vendredi 19 de-cembre, de \$ h. 30 ± 10 h. dn lundi an vendredi es de 17 h. \$ 21 h. ic

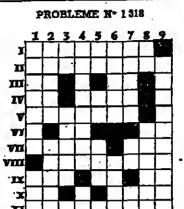
dra quelques minutes devant les feux tricoleres placés eur la bretelle d'accès et e survellant s le trafie de l'antoroute ; soit il décidera d'em-pranter les itinéraires de délestage. Pour augmenter la capacité de ces déviations, une neuvelle voie e été onverte entre la porte d'Aubervilliers et la porte de Peris, à Saint-

Survilliers (Val-d'Oise).

Transports

● R.A.T.P.: les lignes d'autobus 313 et 360 fusionnent. — Les lignes d'autobus n° 318 Garches (La Verboise) - Garches-Marnes-

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Cadeaux très bon marché. —

II. Contient de pieux renseignements. — III. Terme musical;
Pronom. — IV. Blen conservé;
Pâleur d'Orient. — V. Nom de
famille. — VI. Participe: Petit
mot d'un usage très restreint en
temps de crise. — VII. Utilisent;
A moitié ruinés. — VIII. Naus
lancerians dans les retranchements. — IX. Localité de France;
Peut faire ajourner un match de
tennis (inversé); Fin de participe. — X. Annonçait aux fidèles
la fin d'un sacrifice (épelé); Sans
aucan doute. — XI. Une séparation les déchirent affreusement. tion les déchirent affreusement.

VERTICALEMENT

1. Instrument de taille: Travallent parfdis la nuit. — 2. Peu éclairé; Momentanément absent. — 3. Conjunction: Dans les Bouches-du-Rhône. — 4. On lui doit de fières chandelles; Elle goûte (épelé). — 5. Canton de France; Fin de participe: Suit une mise en hoite. — 6. Pied de vers; En Roumanie. — 7. Moins fluides;

Journal officiel

Sont publiées an Journal offi-ciel du 30 novembre 1975 : . DES LISTES

Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat en 1975; Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'électricité et de mé canique de Nancy ayant obtenn le diplôme d'ingénieur en

Reflète le ciel du Soudan ; N'éluent que très lentement. 8. Abréviation : A de l'estime. 9. Plus ou moins forteme

Solution du problème n° 13

I. Sabre : Etc. — II. Anchols.
III. Gê ; Inepts. — IV Erin ; K.
— V. Fii ; Sorti — VI. Ee ; M.
— VII. Câtin. — VIII. Mu ; R.
ces. — IX. Et ; Esses. — X. An
Suc. — XI. Thèsée ; St.

Verticalement

1. Sage-femme. — 2. Aner Utah. — 3. B.C.; II; Mé. — Rhin; Marées. — 5. Eon; Si — 6. Ie; Orins. — 7. Espéran - 8. Tut : Esus. - 9. Cretines :

Le Monde Service des Abonnements

5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX es C. C. P 4 207 - 23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE · D.O.M. · T.O.M. ex-CONMUNAUTE (sauf Algérie) 50 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAE VOIE NORMALE 144 F 273 F 402 F 530 F

ETRANGER par messageries RELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 115 F 218 F 307 F 400 F

IL - TUNISIE 125 F 231 F 337 F 440 F Par vole zérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) vou-dront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse défi-uitifs ou prinvisoires (deux semaines or blus), nos sbonnés sont invités à formular leur damande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la darnière bande d'anvoi à Loute correspondance Veuillez nvoir Pobligeance de rédiger tous les noms propres-en caractères d'imprimerie.

INFORMATIQUE

Un évènement: enfin un mini-ordinateur de gestion permettant de décentraliser en douceur.

<u>Décentralisation : oui mais.</u> Décentraliser l'informatique : les responsables informatique en rèvent, les utilisateurs le réclament, tout le monde en parle. Mais jusqu'à présent, personne n'avait l'outil capable d'effectuer cette décentralisation en protégeant la bonne marche d'une entreprise.

L'outil qui manquait : une alternative à la croissance de l'ordinateur central. Data General vient de mettre au point un mini-ordinateur qui permet enfin de décentraliser en douceur : Eclipse C 300.

Loin de remettre en cause le matériel existant, il l'optimise. Votre gros ordinateur, décharge des taches qui l'encombrent, peut se consacrer aux tâches pour lesquelles sa puissance est indispensable: consolidation, analyse globale, bilans, trains de travaux...

Il vous permet d'affiner considérablement votre gestion en

prenant en charge, à des prix très réduits, des applications jouissant d'une indépendance fonctionnelle et qui, habituellement, ne sau-raient justifier les coûts d'installation et d'utilisation d'une grosse

La croissance du département informatique s'effectue harmonieusement en s'adaptant au fur et à mesure aux tâches qu'on lui confie, sans excèdent de capacité.

Résultats : une amélioration de l'efficacité et des relations humaines de l'entreprise. Les responsables informatique four-nissent un meilleur service tout en gardant le contrôle des opé-rations. Les utilisateurs retrouvent l'efficacité et l'autonomie qu'ils attendent d'un service informatique : accès direct à l'information, fourniture rapide d'états, détection immédiate des erreurs. <u>Un avautage financier non négligeable</u>. L'aspect financier n'est pas moins spectaculaire : des budgets d'équipement trois à cinq fois moins lourds, et des coûts d'utilisation sensiblement abaissés: grâce à la spécialisation de la tâche informatique le travail se fait mieux, plus vite et pour moins cher.

Des performances surprenantes. Tous ces services sont réalisables grace aux capacités technologiques exceptionnelles de ce nouveau mini-ordinateur.

Eclipse C 300 possède le hardware le plus puissant de sa catégorie (Mémoire : 256.000 caractères, 800 millions d'octets. Vitesse: 2,4 millionièmes de seconde pour une addition sur 64 bits). Pour mettre en valeur cette puissance Data General offre le meilleur logiciel actuellement disponible sur mini-ordinateur: INFOS. Il vous permet de gérer des bases de données en temps réel avec des structures logiques complexes, des temps de réponse surprenants. En outre, sa modularité et sa compatibilité (l'Eclipse C300 peut fonctionner seul, en batterie, ou branché sur un gros ordinateur) sont telles, que l'évolution de votre système se fait économiquement.

Vous voulez en savoir plus? Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Teléphonez-moi ou écrivez-moi:

Jean-Claude Durget 77, rue de Sèvres, 92000 Boulogne Téléphone: 604.91.42

MORD-SUD

7月17年中華

LA STAMPA

Iropa



Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

Un «impôt» progressif, celui du crime «ENTERRONS L'EUROPE BUREAUCRATIQUE»

A note à payer pour le crime su Europe occidentals us cesse de s'élever. On estime à 2 millions de livres sterling la chases aux ravisseurs do docteur Herrema, en Répablique irlandaise, sans compter bien sûr les frais de procès.

En Allemagne, 12 millions de deutschemarks ont été investis dans la construction d'un palais de justice, à Stuttgart-Stammheim, pour le procès Baader-Meinhof, en excluant le cout des l'orces de police. Afin d'assurer la protec-

tion du juge Prinzing, qui dirige les débats, contre les attaques des sympathisants de la bande à Baader, sa maisoo a été équipée d'un dispositif de sécurité se montant à 80 000 D.M. Les accusés, Wolfgang, Grundmann et Kalsu Jünschke, qui refusent de s'alimenter, coûtent 10 000 D.M. par jour à la clinique universitaire de Mainz. De plus, on a installé une unité de sécurité à Zweibrücken avec des apparells de surveillance, dont le coût s'élève à 200 000 deutschemarks, afin de permettre leur logement sur place.

L'Italie rapporte que, parmi les différentes catégorles de grlmes, ces deux dernières unées, ce sont les enlèvements qui ont connu le plus fort pourzemage d'augmentation. Ils sont passés de 4937 en 1972 à 9546 m 1974. On n'a toujours pas ientifié les auteurs de 6525 de les crimes commis l'année dernière. On peut prévoir que les gens qui se sentent vulnérables ent chercher à se garder. Un gpert de la sécurité chargé d'organiser une société de protection contre l'enlèvement s'est vuitfir un salaire annuel équivaiffrir un salaire annuel équiva-ant à quelque 200 000 P. Des arvices de sécurité existent déjà ans l'industrie pour protéger is dirigeants. En France, le syndicat national des pilotes de igne déclare qu'il faut compter 2000 F par heure de vol pour sotéger un avion long-courrier firété contre un détournement

A moins de louer gardes du orps, voltures blindées à spreuve des balles et d'utiliser se derniers modèles d'armes et l'etriques, nul ne peut se sentrà à l'ebri. Les derniers attents à la bombe dont a été ctime l'ancien chef du partiusservateur, M. Heath, sont là

4-1

pour en témoigner. La présencs d'un garde du corps n'est même pas une garantie. Ainsi la prin-cesse Anne a été l'objet d'une attaque alors qu'elle était ac-compagnée d'un détective.

compagnée d'un détective.

Le vandalisme s'accroît également et certaines cibles semblent symboliser le travail de sape dont est victime la culture occidentale européenne. Ce s trois dernières années, un touriste a endommagé à coups de marteau la Pieta de Michel-Ange, à Saint-Pierre de Rome; à Cambridge, on a tailladé l'Adoration des mages de Rubens, en formant le sigle IRA; à Amsterdam, la Ronde de nuit a été déchirée à coups de couteau; un homme a été inculpé pour mendie volontaire, le feu s'étant déclaré au pavillon royal de Brighton, le palais balnéaire construit pour le prince régent; la restauration atteindrait 100 000 livres sterling.

En novembre dernier, dans la cathédrale de Cologne, des voleurs d'objets d'art, équipés comme des alpinistes, ont dé-robé des trésors estimés à plu-sieurs millions de livres ster-

Les frontières poreuses

Ainsi que la peste au Moyen

les crimes et délits ne

les crimes et délits ne

les memes actes

les répétent en différents en
les répétent en différents en
les répétents et delité encourages

par la nublicité des médias Un blants, peut-être encouragés par la publicité des médias. Un criminologue a donné l'exemple des agressions de personnes York, qui se sont propagées en-tuite dans ceux de Paris et de Londres.

Tout comme les affaires, le rime s'est internationalisé; au rythme des sociétés légales, l'autres qui le sont moins crois-cent comme de maovaises her-

M. J.W. Crane, adjoint du chef de la police, qui dirige le service de la repression des fraudes de Scotland Yard, a dénoncé la multiplication, non pas numérique mais géographique de fraudes commises per que des fraudes commises par des sociétés. Un projet peut engiober deux, ou plus commu-nément quatre ou cinq pays. On rencontre des fraudes conçues à New York, ayant un relais à Panama, un autre aux Bermudes puis un quatrième en Suisse ou en Grande-Bretagne,

victimes étant d'un autre La section des arts et anti-quités de Scotland Yard a ré-cupéré au bureau des objets

trouvés d'une gare, pour une valeur de six millions de livres sterlings de tableaux du dix-septième siècle volés dans une église du sud de l'Italie. La drogue constitue un autre as-pect hien connu du trafic in-ternational sur lequel il n'est pas besoin d'insister.

pas besoin d'insister.

Jusqo'à présent, cependant, l'Europe semble avoir échappé à l'organisation du crime telle qu'elle sévit aux Etats-Unis. C'est l'opinion de John R. Mack, criminologue à l'université de Glasgow et auteur d'un livre intitulé l'Industrie du crime, qui rend compte des grandes lignes d'un rapport sur l'Europe, réalisé par une équipe de criminologues et destiné à l'origine au Conseil de l'Europe. M. Mack conclut à la faible densité du réseau du crime en Europe. Il attribue ce fait au fonctionneattribue ce fait au fonctionne-ment d'un marché cloisonné, chaque affaire étant montée sur une base spécifique. Les spécia-listes du travail au chalumeau listes du travail an chalumeau (pour l'ouverture des coffresforts) et les experts en faux sont recruiés à la demande. Ce n'est pas dire qu'il n'existe pas, blen sur, de criminels de haute volée, ayant un statut, qui laissent les autres ramasser les miettes.

Les experts Italiens interrogés pour Europa ne pensent pas que la création et le développe-ment du Marché commun alent beaucoup encouragé les délits. En revanche, selon les partici-pants français à cette enquête «il y e des raisons de croire que la C.E.E. a engendré un certain type de délinquance », fondée sur l'utilisation franduleuse des rè-glements communautaires.

M. Mack rapporte l'exemple de commerçants français, allemands, yougoslaves et roumains qui avaient expédié un impor-tant chargement de beurre pour un tour d'Europe par bateau et par train.

> PETER EVANS (The Times) (Lire la sutte page 25.)

« L'Europe donne lieu une jois de plus à des éditoriaux négatifs. Les Anglais regar-dent fixement leur pétrole, tent Interment teur petide, les Français protégent leurs vignerons, les Allemands comptent leurs sous. Est-ce le fait du hasard ou le signe d'une nouvelle vague de nationalisme en Europe? - Mon opinion est dans l'en-

iournée à Bruxelles. -

semble que l'Europe chemine sur une voie réaliste. La ten-dance à un retour au protec-tionnisme est mondiale. On ne l'observe pas seulement en effet en Allemagne, en Grande-Bre-tagne et en France, mais aussi aux Etats-Unis et eu Japon. - Vous avez dit voici quel-

ques années: la première Europe est morte, vive la deuxième Europe. Vous teniez la première Europe pour illogique, bureaucratique et anti-libérale. La deuxième devait être une Europe poli-tique. Si l'on regarde les plus récentes péripéties commu-nautaires, peut-on dire que la première Europe soit réellement morte?

- J'accepte tout ce que vous venez de dire de mes propres essertions, à l'exception du mot illogique. Je crois que l'une des principales faiblesses de la pre-mière Europe était justement d'être trop logique et trop peu

- Cest vous - même qui avez employé le mot filo-

- Je considère comme illo-giques certains aspects de la politique agricole commune.

s La première Europe voulait qu'on réalise l'unité en fonction d'un plan élaboré au niveau des instances ministérielles de Brurelles, et mis en pratique de façan concrète. Si vous voulez, selon un programme logique. C'était le plan de l'union douanière. Ce fut une réussite. Ma thèse était que cette Europe systématique, qui essaie d'imposer son propre calendrier, est arrivée à son terme. L'expérience de l'union économique et monétaire nous montre que l'on monétaire nous montre que l'on ne peut transposer à d'autres domaines l'expérience de l'union douanière. Jusque-là, d'accord avec vous ; la première Europe est finie

nous déclare M. Ralf Dahrendorf

directeur de la London School of Economics

Rome, le Conseil européen — nooveau nom do » sommet » des Neuf — essaie de donner, les 1° et 2 décembre, une impulsion nouveile aux affaires communautaires en cours. A cette occasion, » Europa » a demandé à Ralf Dahreodorf son sentiment sur la marche de la C.E.E. et son destin. L'actuel directeur de la célèbre London School of Economics fut en effet membre de la Commission de

Blen qu'européen convaincu, il na fut jamais un européen commode. Sous le pseodonyme de « Wieland Europa » il critiqua vivement en 1971 les structures bureaucratiques de la Communauté tout en assurant: « Js n'ai jamais perdu une

» La deuxième, si vous voulez

gramme en dehors de toute réalité.

cette direction.

— Vous avez parlé de « déficit démocratique » à propos de la première Eu-rope, Nous avons tous pour cette raison jondé de grands espoirs sur la Grande-Bre-tagne, Mais les Anglais se montrent très réticents à adopter une attitude conjor-me à nos désirs. Notre adopter une attitude conjor-me à nos désirs. Notre attente concernant l'entrée de la Grande-Bretagne était peut-être trop optimiste?

- J'eppartiens à ceux qui ont pris part à la conférence « au sommet » de Paris d'octobre 1972, et je dois dire très clairement une fois pour toutes:

Il y e en à cette époque une
alliance des grands cootre les
petits. Cétait le président néerlandais du conseil des ministres landais du consell des ministres qui demandait une accélération du processus de l'élection au suffrage direct du Parlement européen. Le premier ministre britannique — qui n'est pas celui d'aujourd'hui — était tout à fait d'accord avec le chanceller allemand d'alors, qui, lui aussi, n'est plus is même, et avec le chef de l'Etat Italien de l'époque et le président france l'époque et le président franavec le caer de l'istat italien de l'époque et le président fran-çais pour éluder cette ques-tion. J'ai le sentiment que la solution à la question du « défi-cit démocratique » ne peut pas être le fait d'un seul pays. Si vous me le demandez, mes re-

Le « déficit démocratique » grets vont moins vers la Grande-Bretsgne que vers le Danemark, c'est-à-dire que je panemark, c'est-a-dire que je regrette qu'un petit pays démo-cratique comme le Danemark, qui devait trouver un inté-rêt décisif dans le fait que le vote direct lui permettrait d'exercer un contrôle démocra-tique par la contrôle de la contrôle tique plus sérieux, ne se soit pas orienté malgré cela dans

bien employer ce concept, c'est-à-dire l'Europe qui doit cooduire à l'union européenne, est en fait une Europe politique, c'est-

à-dire une Europe qui n'impose pas ses propres vues à la rea-lité. On prend position sur des thèmes avec lesquels tous les Etats européens sont confron-

» Je pense en fait à une Europe qui s'occuperait des problèmes de l'inflation, du

chômage, de la question du dialogue avec les pays arabes, plu-tôt qu'à une Europe qui, comme

dans le cas de l'union moné-

taire, développe son propre pro-

— Vous parlez des chejs d'Etat du passé. Mais le jait a Etal au passe. Mais le fait qu'aujourd'hui d'autres aison le pouvoir est-il une raison pour que l'unité politique de l'Europe jasse si peu de progrès?

- On pourrait être tenté d'avancer que MM. Heath et Brandt, en raison de leur pro-fil personnei, ont été plus fortement imprégnés de l'idée européenne que MM Wilson et Schmidt. En fait, les grands pays préfèrent oégocier ao ni-veau gouvernemental. Ce sont seulement les petits pays, la Commission et le Parlement lui-même, qui ont intérêt à ce que l'Europe soit plus forte-ment soutenue par les peuples, et je suis du côté des petits,

Propos recueillis par FRITZ WIRTH. (Lire la suite page 19.)

EN ATTENDANT LA CONFÉRENCE NORD-SUD

S UR la papier, tout était clair : la conférence ministéricile a sur la coopération omique internationale s devait e ouvrir le 16 décembre à Paris et réunir les délégués de vingt-sept pays (dix-neuf pays en voie de développement et tuit nations industrialisées, la C.E.E. comptant pour une volx).

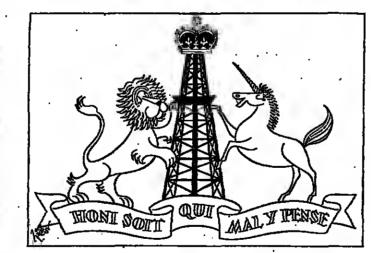
Quatre commissions consacrées respectivement à l'énergle, eux matières premières, au développement et aux affaires financières, devalent être installées à cette occasion. On n'ose plus faire, aujourd'hui, de pronostic sur la date...

Une grande confusion règne,

en effet. Ells est née de la volonté de Londres d'être représentée en tant que telle à la conférence et oan par l'intermédiaire de la délégation de la CEE

Réunis en ce moment, à Rome, en Conseil européen, les neuf représentants au « sommet » ne savent pas trop comment prendre ce « paquet d'orties ». Si, comme on peut encore l'espérer, la conférence Nord-Sud n'est pas complètement remise en cause, quels espoirs sont mis par les participants dans ce dialogue à l'échells

(Lire page 18.)





François Morin

LA STRUCTURE FINANCIÈRE DU **CAPITALISME FRANÇAIS**

Michel Chatelus

STRATÉGIES **POUR** LE MOYEN-ORIENT

LE DÉSORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL

Thierry de Montbrial | Friedrich A. von Hayek Prix Nobel

> PRIX ET **PRODUCTION**

CALMANN-LEVY

On the contrary

THE European eummit is a dangerous place. One stone can star on evalanche — of words rather than deeds. Al the Paris summit three years ego, the Heads of Government of the nine Community countries produced e vast action programme; but the upshot was all programme and very little action. This Copenhagsin summit saw more rhetoric, but no Regional Fund. Only et Dublin, last epring, did the Nine solve concrete problems, setting the seal on Britain's « renegotation » and helping British « Europeans » to win the Reference of the property of the prope rendum of June 5.

The eummit in Rome faces less specific issues -Britain's demand for a separate seat at the North-South talks in Paris. The reform of Community farm policy will be slow and plecemeal: so will debats on European union, with Mr Tindemans's final report delayed. Direct elections to the European Parliament, egain, ere like virtue — praised by everyone, practised by few.

But one question looms above all others: the spectre of trade war. Already, the liberel policies of paimler days are under attack. Jspan has been pressed into «self-limitation». Taxtile « agreements » have restrained third-world exports. The United States has protested against the influx of European cars. Swedish steps against Community footwear have been fought by restrictions on paper and card. Even within the Community, France has taxed Italian wine cargoes, and Britain herself is flirting with selective import controls.

To those who remember the nineteen-thirties, the prospect is alsoming. Mutual protection then — exporting unemployment rather than tackling it together — worsened the elump and at lenght led to political disaster and war. Perhaps Europe has learned its lesson. Perhaps the Rome eummit will apply it. But one stone can start an avalanche. The European summit is a

Sur le devant de la scène

EN ATTENDANT LA CONFÉRENCE NORD-SUD

ÉTATS-UNIS

A conférence Nord-Sud 3, dans l'esprit du gouver-nement américain, une importance politique primor-diale pour l'établissement d'un dialogue significatif et substantiel sur l'énergie, les matiè-res premières, l'aide au déve-loppement et l'impact financier des accords en ces trois do-

La conférence a été soigneu-La conférence a été soigneu-sement préparée au cours de ces derniers mois. Ces travairs d'approche sont placés sous le contrôle direct de M. Henry Kissinger par le truchement du département d'Etat, et non sous celui du ministère des finances ou de l'énargie.

Il ne fait pas de doute pour personne à Washington que M. Kissinger souhaite tout par-ticulièrement la réussite de cette conférence, en raison des doutes profonds qu'il nouvrit sur l'effi-cacité actuelle des institutions internationales existantes. Il croit que des organisations telles que les Nations unies ne peuvent plus servir à parier sérieusement de problèmes économiques précis, utilisées qu'elles sont comme plate-forme pour la diffusion d'une rhétorique généralement peu féconde.

Pour l'instant, les Américains

Pour l'instant, les Américains craignent, comme tout le mande, que la conférence ne puisse démarrer, en raison des désaccords qui persistent entre les pays sur la liste des participants. Mais si la conférence devait se tenir comme prévu, le département d'État américain a déjà une idée très claire de ce qui devrait en résulter. Les Américains veulent la création d'une institution entièrement nouvelle, dotée d'un patit secrétariat permanent (siègeant probablement à Paria, puisque le gouvernement français aurait déjà offert un bâtiment à cet effet), qui serait chargé d'administrer l'activité des quatre commissions à établir sur l'énergie, les matières premières, l'aide au développement et les finances.

Il devrait y avoir vingt-sept participants à la conférence, dont huit pays industrialisés et dix-neuf pays en voie de déve-

loppement. Les pays produc-teurs de pétrole seralent dans le groupe des pays industria-lisés. Les Américains espèrent qu'il sera possible de faire en sorte que chacun de ces pays soit représenté dans au moins deux des quatre commissions et que chacune des commissions ne compte pas plus de

quinze membres. Les Américains sont persua-dés que la taille et la compo-sition de chaque commission devraient assurer leur fonction-nement efficace, du fait de la participation des sauls pays directement interessés à des résultats positifs. Les commis-cions sannt installées nour marésultats positifa. Les commis-sions seront installées pour une durée maximum d'un an Après ce délai, les Américains sem-blent prêts à se désintéresser complètement de l'entreprise si des propositions constructives ne sont pas avancées et si certains participants tentent de transformer la houvelle insti-tution en un forum pour dis-cours politiques.

Les Etats-Unis estiment aussi que le système du vote majo-

ritaire, comme celui qui est utilisé aux Nations unles, a démontré son caractère désas-treux. Ils insisteront donc pour que tous les accords réalisés en commission soient entérinés par des votes unanimes. Ciraque commission devra élaborer des propositions constructives qui pouraient être rapidement apolicmées par des organisations pourraient être rapidement appliquées par des organisations existantes, tels le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. On n'attend pas de la conférence qu'elle élabore des accords substantiels sur l'énergie ou sur les autres questions, mais qu'elle soit seulement la base de lancement d'une institution complètement nouvelle et dont les Américains nouvelle et dont les Américains nouvelle et cont les Americains estiment qu'elle sera la pre-mière à aborder effectivement et efficacement les nouveaux problèmes économiques existant entre les pays riches et les

Enfin, les Américains considirent les quarante et une pro-des positions énumérées en sep-tembre par M. Kissinger devant les Nations unies comme un

programme de travail pot! nouvelles commissions autres participants à la c rence pourraient avoir un de vue différent à ce sujet, il est probable que les c cords ne se manifesteron lorsque les commissions a commencé à travailler. Si elles sont créées, il est bable que les commissions, posées de fonctionnaires vernementaux, se réuniron vernementalit, restre. Les ricains envisagent pour prochain une réunion des sept participants, à un r gouvernemental élevé, pour ser en revue les progrès par les commissions. L'hé à surveiller du côté amér celui qui à Washington a donné la planification les différents départemen qui a beaucoup voyage mener à un niveau très les préparatifs serrets (conférence, est M. C. conference, est M. C. Robinson, sous-secrétaire aux affaires économiques

FRANK YO

EUROPE

O'ATTEND l'Europe des Neuf du dialogue Nord-Sud? Pour répondre à e ette question il faudrait d'abord savoir si cette Europe en elle-même est capable d'at-tendre qualque chossi. tendre quelque chose!

Il est vrai qu'on revient de très loin. La guerre du pétrole de la fin de 1973 avait entraîne une véritable débandade parmi les Neuf, les uns, au premier rang desquels les Pays-Bas, se raidissant dans une position pro-israélienne plus ou moins déclarée, plus ou moins maladeciaree, pas oi moins maia-droite, mais certes courageuse, les autres, le France en tête, allant courtiser, 'parfois non sans bassesse, les nouvelles puissances du Proche-Orient, croyant naivement que l'on pouveit se sauver tout seul de la crise.

Au mois de février de l'année suivante, M. Henry Klssinger cherchait à profiter de la dé-sunion européenue pour assecir plus sûrement son autorité sur

le monde occidental. A cette fin, il convoqualt à Washington une « conférence sur l'énergie » d'où devait sortir, sous la houlette américaine, une sorte de cartel des pays consommateurs. Seule le France, par la voix de M. Michel Johert, alors ministre des affaires étrangères, s'opposs à ce dessein. Les huit antres pays de la Communauté européenne s'empressèrent d'adhéner an projet du secrétaire d'Etat qui devait par la suite se concrétiser sous la forme d'une agence internationale de l'én er gi e, finalement intégrée à l'O.C.D.E. Et l'on aboutit à ce paradoxe que la politique européenne de l'énergie se discutait an moins autant au e hat e a n de la Muette, à Paris, siège de l'O.C.D.E., sans la France, qu'à Bruxelles, capitale de la C.E.E. Le décor d'aujourd'hui est moins désespérant pour l'avenir de l'Europe. L'initiative du dialogue Nord-Sud est venue d'un pays européen, la France.

Le dialogue lui-même se dérou-lera dans une capitale euro-péenne: Paris. Les Américains d'un côté, et les plus intransi-geants des pays pétrollers de l'autre, ont fini per arriver à un compromis autour de l'idée lancée par M. Cáscard d'Es-taing. Il est elair que ni Wash-ington ni Alger ne serait par-venn à un tel résultat. Mais celui-ci est d'abord un succès pour la diplomatie française. L'Europe n'y est pour rien. An contraire, la jalousie manifes-tée par Londres à l'égard de l'importance internationale prise l'importance internationale prise par Paris et le souci du gonvernement britannique de défendre lui-même ses intérêts risquent jusqu'au dernier moment de faire capoter toute l'affaire. l'affaire. L'Europe a pourtant tout à

attendre de ce dialogue. La per-cée qu'elle a tentée en direction du Proche-Orient — le fameux dialogue euro-arabe — s'est ave-rée infructueuse jusqu'à main-tenant. Or les pays européens

soni dépourvus — inégalement, il est vral — de ressources naturelles. Beaucoup plus que celle des « pays – continents » : Canada, Etats – Unis, Union soviétique, Australie, au soussol d'eldorado, leur économie est dépendante de l'extérieur. L'Europe a donc un intérêt (onest dépendante de l'extérieur.
L'Europe a donc un intérêt fondamental à dialoguer avec ceux,
riches on penvres, industrialisés
ou « en voie de développement »,
qui disposent de telles ressources. Dans un monde aussi
« sauvage » que le nôtre, le pays
qui dispose d'une rente grâce à
la nature n'a rien à craindre
pour le moment d'une éventuelle. son nature na rien a craindre pour le moment d'une éventuelle socialisation de celle-ci par une sorte d'impôt international. Le dialogue pourrait peut-être permettre d'amarcer ce début de socialisation où l'Europe ne trouverait qu'avantage.

Malgré un passé colonial beaucoup plus lourd que celui des autres pays industrialisés, l'Europe du Marché commun a une assez bonne image de mar-

que auprès du tiers-mond Communauté a appliqué « 1971 le principe dit des » rences généralisées, qui p d'ouvrir les marchés des riches aux produits fab-par le tiers-monde, alors les Etats-Unis ne l'appliqu qu'au 1° janvier 1976 avec qu'au 1° janvier 1976 avec mes restrictions, notar ques restrictions, notar vis-à-vis des pays de l'OF

De plus, par la conventi
Lomé, la CEE, en dialo
avec son propre « Sud
garanti pour cinq ans la ;
lité de leurs recettes d'e
tations à quarante-six
du tiers-monde, ses ex-colFormule d'avenir qui pou
être généralisée par le din
Nord-Sud.

Le contraste est grand av dialogue Est-Ouest. Ici, elle vait les grands. Là, malgr zizanles internes, elle inv elle propose.

PHILIPPE SIMONNO

NATIONS PAUVRES

Un réseau de stocks régulateurs

Pour

institution

nouvelle

«Vendre»

convention

la

de

Lomé?

DEPUIS qu'il a réciamé, il y a un an et demi, un nouvel ordre économique mondial, le tiers-monde offre, à l'extérieur, une apparence d'unité. Il en sera de même à Paris sans qu'on doive, pour autent, se faire d'illusions sur les divergences d'intérêts oui dissipé, du fait de l'aide consen-tie par les États petrollers. Toutefois, les pays en vole de développement dépourrus de pé-trole aspirent, tout comme les pays industriels, à un approvi-sionnement sur, à des prix sans hausses arbitraires. autant, se faire d'illusions sur les divergences d'intérêts qui existent entre les cent dix pays en voie de développement. Toutefois, c'est le catalogue des revendications maximales qui fournit le ciment de l'union. Celles-ci s'adressent d'abond aux nations industrielles d'Occident, car le mécontentement qui s'était manifesté à l'égard des producteurs de pétrole, qui ont, par leurs augmentations de prix, entravé le progrès dans le tiers-monde, a'est pour l'instant

Dans le dialogue Nord-Sud, le tiers - monde a pour premier souci de parvenir à une solution claire et nette avec les Etats industriels sur le chapitre des industriels sur le chapitre des matières premières. Il veut éli-miner les fortes osciliations des cours de ses principales produc-tions d'exportation sur le mar-ché mondial. En ontre, il souhaite que ces cours soient fixés dans un rapport constant avec les prix des produits indus-triels. Il y a des années qu'on dis-cute, sans dégager de solution, de la détérioration des termes de l'échange. Les pays en voie de développement fondent dé-sormais leurs espoirs sur un « a e c o r d'intégré sur les ma-tières premières » semblable à celui qui a été élaboré par l'UNCTAID. Ce projet prévoit dix-sept centres régulateurs où les productions seront entre-posées en cas de baisse des cours. Les marchandises se ra-réfiant et les cours remontant, cours. Les marchandises se ra-réfiant et les cours remontant, on utilisera ces réserves. Un fonds commun financera le stockage et sera alimenté par des contributions des pays indus-trialisés, des nations sous-développées et des Etats pétro-liers.

Le tiers-monde réclame un plus large accès de ses prodnits manufacturés aux marchés euro-péen, nord-américain et japo-nis. Les représentants modérés des pays en voie de dévelop-pement attendent du commerce pement attendent du commerce une forte impulsion pour le progrès économique. Pour ce qui est de la politique monétaire, autre point capital aux yeux du tiers-monde, les pays en voie de développement demandent sur-tout des moyens supplémen-taires : aides pour soutenir leur balance des palements, finan-cement de stocks régulateurs ou attribution de nouveaux droits attribution de nouveaux droits de tirage spéciaux.

Les pays en voie de dévelop-pement feront également porter

le débat sur l'importance de endettement. Pour bon no d'entre enx, elle a créé un tuation précaire, et ils ne per s'acquitter de leurs obliga qu'en empruntant davantag problème les amène à dema un accroissement des aide diveloppement Beaucoup di diveloppement Beaucoup di du tiers-monde ont tout constaté que les pays indus lisés, dans la situation prés peuvent tout juste main leurs contributions. C'est 1 quoi le vœu de pouvoir ac dans de mellleures condi aux techniques occider prend le pas sur la dem d'aides financières directes.

HANS-JUERGEN MAHNI

PAYS DE L'OPEP

Protéger le pouvoir d'achat

OPEP ne se présente pas ès qualités à la conférence ès qualités à la conférence pour la coopération économique internationale — dénomination bureaucratique à laquelle tout le monde semble préférer le terme plus vivant et plus imposant de dialogue Nord-Sud. Elle n'entrera pas dans la salle a remiser a groupe compact Elle n'entrera pas dans la salle de réunion en groupe compact derrière l'étendard de la « sainte alliance pétrollère». En effet, quelques - uns senlement de s treize membres sont représentés et ils ne se mélerunt pas aux délégués des pays en vois de développement qui tentent de parvenir an décollage économique sans disposer de la richesse de l'« or noir». Pourtant, mêma invisible, l'OPEP sers là et, depuis le désuperpuissance qui accélère le dialogue, le raientit et détermine le rythme du débat.

L'OPEP veut même entrer en

Villars, Chateau-d'Oex (Gstaad), Torgon, Montreux. Enfin les français peuvent investir dans l'immobilier en Suisse

Floréat a obtemu la possibilité de vendre à des investisseurs français dix programmes immobiliers en Suisse.

Nous proposons des programmes allant du studio au 5 pièces dans les stations de sports d'hiver les plus effèbres de Suisse :

Villars et Chateau-d'Oex (Gstand), lieux de rencontre des grands de ce monde. Torgon, une station qui se développe rapidement. Montreux, le bulcon du lac Leman.

Tots ces investissements procupent une ventabilité intérassante.

Tous ces investissements procurent une rentabilité intéressante en toute sécurité. 50 % de crédit peuvent être accordés.

La location et la gestion sont assurées sur place.

floreat

19, tue des Martyrs - 75009 Parks - TEL : 285-09-64

lice comme champion du tiersmonde ou plutôt du monde pauvre. Les treize membres de l'organisation disent en substance :
« C'est urai, bon nombre d'entre
nous sommes mainteaunt riches
set mêms très riches mais c'est
précisément parce que nous
avons pu nous dégager des liens
de l'escluvage économique que
nous sommes les déjenseurs tout
désignés des peuples qui se débattent encore dans des dijficultés sans nombre. » On ne
peut contester, en tout cas, qu'en
moins de deux ans l'OPEP s'est
montrée plus généreuse envers le
tiers-monde que ne le fut jamais l'Occident. En novembre,
elle a effectué un versement initial de 1 milliant de dollars à
un fonds pour les pays en vole
de développement.

Cette libéralité est, pour une

Cette libéralité est, pour une part, inspirée par un complexe de culpabilité quant aux dom-mages infligés aux pays pau-vres par les multiples hausses pétrollères. Il n'en reste pas moins que l'OPEP et le tiersmoins que l'OPEP et le tiers-monde se soutiendront récipro-quement dans beaucoup de leurs initiatives. A la conférence pré-paratoire d'octobre, l'Algérie, l'Arable Saoudite, le Brésil, l'Inde, l'Iran, le Venezuels et le Zaire ont présenté un document commun. Dépuis lors, comme on l'a vu lors de la très prève réncommon. Depuis lors, comme on l'a vu lors de la très brève reunion de l'Opep à Genève le 18 novembre, les Treige ont préfet ne pas s'engager en formulant de vértiables propositions. Ils ont voulu laisser une large marge à leurs consultations avec les représentants du Sud. Un accord s'est dégagé sur quelques demandes : garanties aux exportateurs de matières premières, stabilisation des marchés et transferts de technologie.

Il n'est néanmoins pas facile de tracer une limite bien nette entre les souhaits de l'OPEP

et esux du tiers-monde, pas plus qu'entre les vœux de certains Etats comme l'Algérie et l'Iran et les autres membres de l'alliance pétrolière. Toutefois, un objectif est absolument clair et tient tout particulièrement à cœur aux treise membres du puissant cartel : c'est la défense de leur nouvelle richesse. Les quatre représentants de l'OPEP : Algérie, Arabie Saoudite, Iran et Venetuela, ont en effet tenu à faire figurer dans le document, signé également par le Brésil, l'Inde, le Zaire, les pintases suivantes: « protection du pouvoir d'achat dérivé des exportations d'énergie » et « protection de la valeur réelle des biens financiers ».

La première exigence porte sur une indexation, et la seconde sur une plus grande stabilité financière des investissements faits à l'étranger. L'OPEP sait que son pétrole ne durera pas toujours et elle craint que sa richesse soit dévorée par l'inflation et par des plans de dévelopment internation de la leur de la leur de la leur de le leur de leur de le leur de leur de le leur de pement internes de plus en plus dispendieux. C'est là une préoccupation légitime et le fait que les surplus dégagés par le pétrole soient inférieurs aux prévisions le montre à l'évidence. Tel est donc l'objectif pour lequel se battra l'OPEP en insistent pour avoir son mot à dire dans les grandes décisions d'ordre fi-nancier et monétaire, L'Occident serait bien inspiré en étudiant ces propositions car, si leurs revenus continuent à subir une érosion due à des facteurs externes, de nombreux pays arabes pourraient réduire leur production de pétrole.

> MARIO CIRIELLO. (La Stampa)

pour une meilleure compréhension des mécanismes monétaires

d. strasser les finances de l'europe 312 pages 45 F

j.c. stora le marché financier américain 144 pages 28 F

e. alphandery et g. delsupehe les politiques de stabilisation 192 pages 34,88 F

j.c. perrin le développement régional 208 pages 36 F

j. vandamme et m. guerrin la réglementation de la concurrence dans la c.e.e. 232 pages 37,06 F

g.y. bertin les sociétés multinationales 248 pages 38 F

a grjebine et t grjebine la réforme du système monétaire

international 214 pages 26,16 F Collection SUP

LES DISCOURS

ET LES ACTES

NE nouvelle étape dans la construction laborieuse de l'Europe devrait être franchie ce mois-ci. En effet, M. Tindemans, premier ministre belge, presentera aux chefs de gonvernement des neu pays de la Communauté les grandes lignes de son - rapport de synthése - sur l'Union européeune demandé lors du « sommet » de Paris d'octobre 1972. Trois années se sont écoulées et nous en sommes toujours aux sonces conditions, si le rythme des travaux ne e'accélère pas, il est douteux que l'échéance de 1980 soit tenue pour la réalisation de cette union. Cinq années devraient pourtant largement suffire. Ce qui fait le plus défaut, on le sait, c'est la volonté politique.

Il est certes très utile que l'on doune à l'unité européeune une base institutionnelle, pour définir notam-ment la forme de l'union. mais il est encore plus impératif qu'une réelle volonté commuoautaire se manifeste concrètement. Avant même de commencer, les batisseurs de l'Union européenne pletinent, pour ne pas dire pis. C'est ce que constatait en termes crus M. Xavier Ortoli, président de la Commission de Bruxelles, lorsqu'il déclarait que, depuis 1972, la crise économique et les incertitudes internationales « ont marqué un arrêt et mēme une régression dans la construction européenne »,

Face aux éprenves, l'Europe, en adoptant l'attitude que l'on sait, n'a pas demontré qu'elle était une organisation robuste et cohérente. Sans doute. dans ses discoors, chaque parte-naire accepte bon gre mel gré l'union européenne et mème, parfois, l'appelle de ses voeux. Cependant, face aux réalités, les particula-rismes et les intérêts nationaux les plus étroits passent avant tout, et chacon s'imagine étre capable de mieux surmonter seul les difficultes qui frappent les partenaires dans leur ensemble. Ainsi, par exemple, la Grande Bretagne ne vent pas laisser à la Communauté le soin de la représenter dans les négociations sur l'énergie : l'Allemagne serre les cordons de la bourse en arguant de laxisme des antres partenaires qui selon elle, serait financée par le débours de ses précieux marks. Il serait fastidieux de poursuivre une énumération qui mettrait en cause égale-ment la France et l'Italie, pour ne citer que les princi-paux pays de la Commu-

Des lors on ne pent que constater les résultats dé-plorables obtenus sur le plan économique : les efforts des Neul pour combattre la récession ont été pitoyables, les plans à long terme sont en pièces et la foi en l'union économique et monétaire est morte.

Sur le plan de la politique étrangere, les perspectives sont un pen moins découra-geantes. Mais si M. Aldo Moro e signé le traité d'Hel-sinki en qualité de président du conseil des ministres de la Communauté, cela ne suffit pas pour affirmer que l'Europe possède une politi-que extérieure propre envers es questions beencoup plus brûlantes et qui la tonchent très directement en Mediterranée occidentale et au Proche-Orient.

L'année 1975 se termine sur un bilan décevant. Le décollage » de l'Europe ne s'est pas produit et, pour pour cette raison, elle de-meure encore sans identité.

 RECTIFICATIF. — Dans
Europa du 7 octobre, le tableau
des rémunérations par salarié
dans l'industrie automobile europeerne. la moyenne indiquée pour Renault n'est pas l'équivalent de 3100 livres sterling, comme il a été imprimé, mais

La sidérurgie, victime du libre-échange

UELQUES chiffres illustrent la gravité de la crise que traverse la sidérurgie communautaire : la production des Neuf se situera aux environs de 125 millions de tonnes en 1975 contre 156 millions de tonnes en 1974, retombant ainsi au niveau 1974. retombant ainsi au nivezu de 1988. Les résultats d'août et de septembre 1975 sont inténeurs de 27 % à ceux de la même période de 1974 (en Belgique durant ces deux mois, le recui de la production a même atteint 47 %1. En octobre, les prix intérieurs des produits laminés étaient de 35 à 45 % inférieurs en niveau maximal de 1974. Selon les industriels, le déficit supporté par tonne d'acier de 1972. Seion les industriess le déficit supporté par tonne d'acier vendue atteindrait 200 francs par tonne. On considère que la plupart des acièries de la Communauté vendent à perte depuis le printemps 1975.

C'est cette chute brutale des printemps que la dimitination de la considère de

c'est cette chute orutale des prix, plus encore que la diminn-tion des commandes, qui affecte l'équilibre financier des entre-prises. Elle est due, pour une large part, à l'obligation où se trouvent les producteurs de la C.E.E. de s'aligner sur les prix d'offre de leurs concurrents extérieurs

Les pouvoirs responsables — il s'agit en l'occurrence de la Commission de Bruxelles, qui a Commission de Bruxelles, qui a hérité des compétences de la hante autorité de la CECA (Communanté européenne du charbon et de l'acier) — ont suivi avec vigilance le déroulement de la crise mais jusqu'ici sans faire grand usage des possibilités qu'ils détiennent pour en infléchir le cours. Le Commission, début mai, a edopté un a programme prévisionnel » qu'i « programme prévisionnel » qui imposait aux industrieis une réduction coordonnée de 15 % de la production. Il s'agissait

alors d'imooser un minimum de soliderité aux producteurs, d'amorcer une sorte de cartelli-sation publique de la crise. La Commission e répété cet exercice destiné à éviter une

exercice destiné à éviter une guerre sanvage entre producteurs communautaires, eu début septembre. En octobre, constatant que la dégringolade des prix de l'acter résultait en partie de la faiblesse des prix d'offre de certains fournisseurs extérieurs, elle a susuité une réunion au sein de l'O.C.D.E., pour demander à ceux-ci — en particulier à l'Espagne et au Jepon — de pratiquer une politique plus raisonnable. Cette réunion a en lieu le 13 novemréunion a en lleu le 13 novem-hre à Paris. Parallélament, les services de M. Spinelli, le com-missaire chargé des affaires industrielles, se préparaient à instaurer, le cas échéant, des

misturer, le cas echeant, qua prix minimaux de l'acter à l'intérieur de la C.E.E. Cette politique d'intervention feutrée est sévèrement criti-quée par les professionnels, qui depuis le début de l'année ont réclamé avec insistance, mais sans succès des mesures beurs reciame avec insistance, mais sans succès, des mesures beaucoup plus draconlennes. Les sidérurgistes ont pourtant tout loisir de faire entendre leur voix; le traité de la CECA offre, en effet, cette particularité d'officialiser le « lobbysme s : il fait obligation à la Commission de travailler au coude à coude avec les professlonnels, producteurs et utilisa-teurs, an sein du « comité consultatif acier » et lors de la consultatir adier » et lors de la mise au point des programmes prévisionneis de production, de plus, les contacts informels entre M. Spinelli et le club des sidérurgistes où ségent les présidents des chambres syndicales, sont fréquents.

Les raisons de l'échec

que le dialogue entre la Com-mission et le profession n'ait pas permis d'aboutir à une stratègie de crise conçue d'un

contraire, ait fait surgir entre elles, au fil des mois, un anta-gonisme de plus en plus vivace. Trois raisons expliquent cet èchec : l'etisence d'unanimité entre les industriels des Neuf,

la priorité absolue donnée par la Commission à la lutte contre le protectionnisme, l'inadapta-tion du traité CECA aux diffi-

tion du traité CECA aux difficultés actuelles.

Les sidérurgistes, bien qu'ayant
fait depuis le début de l'année
le même diagnostic sur l'ampleur et le caractère durable
de la crise, divergent dès lors
qu'il fant décider comment la
combattre. M. Ferry, le président de la chambre syndicale
françalse, réalame depuis le
printemps le déclenchement de
l' « état de crise manifeste »
prévu par l'article 58 du traité
qui donne la possibilité à la
Commission de fixer des quotas
de production par antreprise.
En fait, M. Ferry souhaiterait
la mise en jeu simultanée de
tout l'arsenal des moyans anticrise figurant dans le traité :
les quotas de production résulfeste », la fination de prix minimaux à l'intérieur de la C.R.E.

et l'adortion de mesures de nimaux à l'intérieur de la CRR et l'adoption de mesures de protection aux frontières.

protection aux frontières.
Ses partenaires ne croient pas
opportun de faire appel à l'article 58; l' « état de crise manifeste », dernier échelon de la
riposte implique, à leur evis, la
mise en œuvre de procédures
trop lourdes. Ils sont convainces, trop lourdes. Ils sont convaircus, par ailleurs, que les gouvernements membres qui devralent approuver une telle décision s'y opposeraient. En revanche, c'est M. Spethmann, le président de la chambre syndicale allemande, qui fait cavalier seul lorsqu'il est question d'instaurer des prix minimaux de l'acter à l'intérieur de la C.E.E. (en vertu de l'article fil du traité). Pour avoir un sens la fixation de ces prix minimaux derrait s'accompagner de l'interdiction faite aux industriels de la C.E.E. d'aligner leurs prix sur les offres des

dustriels de la C.E.R. d'aligner leurs prix sur les offres des fournisseurs entérieurs.

Le représentant allemand reste hostile à cette mesure. Il préférait que la Commission iglisse les sidérurgistes s'entendre entre eux pour écarter les dangers d'une guerre de prix fratricide.

Les Français qui comme leurs

Les Français, qui, comme leurs partenaires, sont peu optimistes

sur les résultats à attendre des consultations au sein de l'O.C. D.E. suggérent que solent per-cus sur les importations des droits compensateurs variables qui combleraient la différence entre les prix minimaux de la CEE et les prix d'offre des pays

tiers.
Comment expliquer l'extrême prudence manifestée par la Commission? Celle-ci est fermement convainane qu'il serait suicidaire pour la Communauté, dont le prospérité dépend largement des exportations, de pren-dre des mesures de restriction sux frontières qui risqueraient d'attier les tendances protec-tionnistes qui resurgissent en ce temps de crise, chez ses par-tenaires extérieurs, aux Etats-Unis on allieurs

tenaires extérieurs, aux Etats-Unis ou ailleurs.

M. Spinelli fait volontiers va-loir aux sidérurgistes qu'ils pourraient figurer parmi les premières victimes si la Com-mission commençait à donner des coups de canif à sa stratégie résolument libre-échangiste; la Communauté exporte, en effet, six fois plus d'ader qu'elle n'en importe. Et certains de ses concurrents — tels les produc-teurs américains — ont montre récemment qu'ils n'attendaient teurs américains — ont montré récemment qu'ils n'attendaient qu'im prétexte pour exiger de leur administration la taxation des importations en provenance de la C.E.E. La Commission sait, en outre, que les Etats membres, sauf peut-être la France, ne la suivraient pas si elle proposait de relever les droits de douane qu'd'imposer le respect des orix ou d'imposer le respect des prix minimaux à l'importation des

ou cumposer le respect des prix minimarix à l'importation des pays tiers.

Enfin, contrairement aux industriels, elle croit que la consultation à l'O.C.D.E. peut donner des résultats. Parmi les fournisseurs des Nenf, senis les Japonais et les Espagnois font preuve d'une agressivité commerciale préoccupante.

Aux accusations de faiblesse lancées par les sidérungistes, la Commission répond enfin qu'elle n'a pas le choix des moyens. Le traité de Paris a vieilli et les pouvoirs qu'il lui donne sont bien souvent illusoires. Pour imposer des quotas de production eux entreprises (article 58), ou freiner les importations (article 74), la Commission a besoin de l'avai des Etats membres et, sejun elle, cenx-ci ne sont nullement disposés à le lui donner, L'article 74 du traité l'autorise

lement disposés à le lui donner, L'article 74 du traité l'autorise peut-être à prendre les mesures de protection aux frontières, mais l'oblige en même temps à respecter ses engagements in-ternationaux. Il lui fandrait donc faire appel à l'article 19 du GATT, ce qu'elle veut éviter, estimant qu'un tel recours inci-terait à un glissement général vers le protectionnisme. L'arti-cle 19 du GATT offre la possicle 19 du GATT offre la possi-bilité de rétablir des barrières tarifaires pour protéger un sec-teur de l'économie gravement menacé. Mais il fait obligation

au pays qui y fait appel d'offrir des compensations commercia-Tes relations vont-elles conti-

Les relations vont-elles conti-muer à se tendre entre la Com-mission et les industriels qui lui reprochent sa passivité? Si, par malchance, les parspectives d'une reprise rapide ne sont pas confirmées et d'les licencie-ments se multiplient, Bruxelles sera probablement amené à réa-gir et à s'orienter vers l'epplica-tion de prix minimanx à l'inté-rieur de la C.E.E. Auparavant. rieur de la C.E.E. Auparavant, la Commission se sera efforcée

d'obtenir de l'Espagne et du Japon qu'ils respectent les prix minimaux intérieurs lonsqu'ils auront été décidés. Il reste que si cette garantie n'est pas obtenue, ou si les promesses laites ne sont pas tennes, des mesures aux frontières seront indispensables pour accompagner la remise en ordre du marché européen de l'acier. Rien n'indique aujourd'hui que la Commission, même dans le cas où sa démarche à l'O.C.D.E. échouerait, se résignerait à s'engager dans cette voie.

PHILIPPE LEMAJTRE.

de tie

4 - 4 - 4

1000

Le calendrier-

S NOVEMBER : S'adressant aux autres minis tres des affaires étrangères M. Caliaghan déclare que d'après iul, Il y avait peu d'es-poir de parvenir à des élections directes au Parlemant ouropées

en 1978.

La discussion pour un mandat de la C.E.E. à la conférence de l'énergie, à Paris, révète de profondes divergences sur le prix-plancher du pétrole.

Les ministres donnent une approbation modérée à la four-niture à long terme de céréales et de denrées alimentaires à et de denrées alimentaires à l'Egypte, et se sont mis d'ac-cord sur les dernières modalités d'un plan de préférences géné-ralisées plus libéral en 1976,

18-11 NOVEMBRE : Les ministres de l'agricultum achèvent leur inventaire de la politique commune pour l'agri-culture et adressent un résumé de leurs conclusions aux chafs de leurs conclusions aux chefs de gouvernements de la C.R.E. Ils se sont également mis d'accord sur une augmentation de 18 %, à compter du début de l'aunée prochaine, des prix payés sux producteurs de produits laitiers de Nonvelle-Zélande.

10-14 NOVEMBER A Luxembourg, le Parlement européen vote, à une majorité écrasante, le rétablissement de près de quatre cinquièmes des réductions décidées par le conseil des ministres qui seront apportées en projet original du budget de la C.E.E. pour l'an-née prochaîne, préparé par la Commission enror 12 NOVEMBRE:

La Commission enropéemble décide de taire passer la France devant la Cour de justice européenne pour avoir refusé de supprimer la taxe de 12 % sur les importations de sins de

17 NOVEMBER: Les ministres des l'unuces se metiont d'accord pour étendre l'utilisation de l'unité de sur une moyenne pondérée des monnaies de la C.E.E. — aux transactions de la Communauté du charbon et de l'acter. Ce s'eccitail a est également ati-lisé par le Fonds de développe-ment européen et de la Banque européenne d'Investissements. 18 NOVEMBRE :

Les ministres du travail et des finances, la Commission européenne, les employeurs et les syndicats tiennent une réunion conjointe afin de disenter da sort des cinq millions de chô-meurs de la C.R.E.

LA C.E.E. DEMAIN

la faveur du traditionnel regain d'activité qui précède Noël la C.E.E. devra régler ce mois-ci le maximum d'affaires pendantes. Le programme comprend eu moins huit réunions du conseil des ministres, qui feront passer au second plan les retombées de la réunion « au sommet » des chefs de gouvernement de la C.E.E. à Rome les 1° et 2 décembre.

La réunion de Rome, point la faveur du traditionnel

culminant des six mois de présiculminant des six mois de présidence de l'Italie, viendra renforcer, semble-t-il, le rôle des sommets » qui ont lieu trois fois l'an, et font office de dernière cour d'appel chape de trancher les querelles encore non régiées. Entre autres choses, co pourrait bien encore débattre de la question épineuse de la représentation à la conférence Nord-Sud de Paris.

Les chefs de gouvernement e x a m l n e n t les propositions d'élection directe au Parlement européen et d'un passeport euro-

européen et d'un passeport euro-péen. On s'attend à un exposé de M Léo Tindemans qui fera

connaître l'état d'avancement de son rapport sur la question de l'union européenne, ainsi qu'à une importante prestation de M Helmut Schmidt qui com-mentera les propositions alle-mandes concernant un contrôle plus strict du budget de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères reprendront quel-ques-unes de ces affaires à Bruxelles le 9 décembre alors qu'une semaine auparavant les ministres des finences se seront réunis afin d'examiner la demande du Parlement européen qui propose le rétablisse-ment de réduction des dépenses proposé par la Commission euro-péenne pour 1978. La résolution finale sers ensuite soumise an Parlement en vue de son edop-tion lors de la session qui s'ou-vrira à Strasbourg le 15 dé-

cembre.

Les réunions des ministres de l'environnement (le 8 décembre) et des transports (les 10 et 11 décembre) seront dominées par les difficultés de la

Grande-Bretagne qui cherche des mesures permettant le contrôle de la pollution des eaux et par le problème de l'installation de tachymètres dans les cabines des camionneurs de la C.E.E. (afin striout de sureiller le nombre d'hourse des la control de sureiller le nombre d'hourse des carrières des la control de sureiller le nombre d'hourse des sureiller le nombre d'hourse d'hourse d'hourse des sureillers le nombre d'hourse des sureilles le nombre d'hourse d'hourse d'hourse d'hourse de la contrôle de la pollution des sureilles le contrôle de la pollution des seuls des sureilles le contrôle de la pollution des seuls des seuls des seuls des seuls des seuls de la pollution des seuls des seuls des seuls des seuls des seuls de la pollution des seuls de surveiller le nombre d'heures

Les ministres de l'éducation et des affaires sociales se ren-contreront les 10 et 18 dé-cembre. Le 15 décembre, les ministres

des finances se retrouveront à nouvean pour se mettre d'accord sur les propositions qui servut adoptées à la réunion du groupe des Dix, quatre jours plus tarda Paris.

En même temps, on e'attend à ce que les ministres de l'agriculture discutent des proposi-tions de prix agricoles de la Commission pour le marché de l'aunée 1978-1977. Ce sont les produits laitiers qui devraient soulever le plus de difficultés. MICHAEL HORNSBY

ENTRETIEN AVEC M. RALF DAHRENDORF

(Sutte de la page 17.)

(Suite de la page II.)

— Vous parlez des politiquement petits. Laissez-nous evoquer les gens qui, en Europe, sont économiquement et socialement déjuvorisés. Il y u là un problème important. Ne risque-t-on pas d'assister, un tieu d'une première et d'une deuxième Europe, à l'éclosion d'une Europe de première classe et d'une Europe de deuxième classe, comme M. Brandt l'u une fois laissé entendre?

Ont cela est malheureuse-

une fois laissé entendre?

Oui, cela est malheureusement le cas, et je dois dire de façon catégorique : je tiens pour insupportable que nous acceptions cette régression. J'ai toujours été de l'opinion qu'une politique régionale européenne prise eu sérieux était l'un des noyaux de l'Europe politique. Or je suis obligé de constater qu'il n'existe pas aujourd'hui de politique régionale européeune sérieuse. Ce que uous appelons aujourd'hui politique régionale ne correspond qu'à un équilibre financier d'ailleurs précaire et indépendant de tout concept indépendant de tout concept

 Les gens qui siègent à Bruxolles sont-ils bien à leur place ? Vous avez qualifie une fois les ministres des affaires étrangères d'objections. ajjares erringeres a objec-tifs, et les jonctionnaires européens de politiciens in-compétents, et demande leur remplacement par des mi-nistres de l'Europe. Vous en prometiez-vous un change-ment importunt?

 Aucun changement impor-tant. Mais je crois que la coor-dination organisée au sein des gouvernements nationaux et leur représentation politique à un niveau éleve à Bruxelles, et sans doute une représentation

unique, sont deux fecteurs fon-damentaux. Il s'est passé quel-que chose de mémorable à l'in-térieur de l'institution bruxel-loise. Les ministres de l'agri-culture d'abord ont découvert qu'ils pon vai ent utiliser le conseil des ministres pour exercer des pressions sur leurs gouvernements nationaux, plus particulièrement sur laurs mi-nistres des finances. Je ne veux particulièrement sur leurs mi-nistres des finances. Je ne veux pas ici me faire l'avocat des ministres des finances. Je crois que les ministres des finances out joué en partie un rôle mai-beureux dans l'histoire du dève-loppement européen, et cela a feit problème. Mais je crois qu'une représentation unique au conseil des ministres et une volonté de coordination interna de la part de chaque pays pourde la part de chaque pays pour-rait être utile.

rait être utile.

— Quelle est la place de la politique de défense dans totre conception de la nouvelle ou décurième Europe?

— Accordez-moi d'ebord le droit de clarifier ce concept de nouvelle ou deuxième Europe de nouvelle ou deuxième Europe était l'Europe de l'union douanière. Ce que fai appelé la deuxième Europe est dans le fond une phase transitoire, riche en essais de coopération : la Fondetion de la recherche scientifique, le « serpent » monétaire...

— Permattez-moi de tous

— Permettez-moi de vous interrompre. Nous parlons déjà dequis vinat ans d'une phase transitoire dans la C.E.E.

 Je ne le nie pas, mais je ne parie pas en ce moment de la C.E.E. Je dis que la C.E.E. n'est qu'une o art le de la deuxième Europe. Celu est très important pour aller au fond de votre question touchant la politique de défense. Sur ce

point, je suls de l'opinion que l'intégration du groupe euro-péen au sein de l'OTAN est parfaitement réaliste II existe certains intérêts communs entre les membres européens de l'OTAN. Je suis aussi de l'opinion que cette intégration peut donner lieu à une coopé-ration encore plus étroite. Je crois qu'une politique étrangère commune de la Communauté européense est innocrable sans commune de la Communauté européenne est impensable sans certains aspects d'une politique de défense commune. Une po-litique de défense européenne à part entière dans le cadre de la Communauté serait souhai-table, mais elle me paraît exclus pour très longtemps.

- Vous avez créé un jour l'expression Nullsummengi-

l'expression Nullsummengsinuing, correspondant pour
vous à l'imphitude à tirer
parti des processus de concertation politique. La Communauté est-elle atteinte de
cotte infirmité?

— Jusqu'à un certain point,
oul. Le Nullsummengisinuing
est en fait une expression qui
résume un axione, à savoir que
le profit des uns est lorcément
issu de la perté des eutres, qu'il
n'est pas possible pour tous de
tirer parti d'une coopération et
d'une activité communes.

— Bonn se tarque volon-

— Bonn se tarque volon-tiers d'être le « trésorier de l'Europe s.

— J'ai entendu prononcer ce
mot de s trésorier de l'Europe ». Et je le tiens pour l'un des plus malheureux qui soit sorti plus malheureux qui soit sorti d'une bouche gouvernementale à propos de l'Europe. Car, s'il est un pays qui à eu besoin, tant sur le plan matériel que moral, de la Communauté euro-péenne, c'est bien la République fédérale d'Allemagne. — Vous avez enterré l'Eu-

rope sureaucratique et re-

clamé une Europe politique. Le temps ne estait-il pas venu d'une Europe humaine? venu d'une Europe humaine?

— C'est l'une de ces questions auxquelles il est trop facile de répondre oui. Naturellement. Il y a la nécessité d'intéresser de façon immédiate les Européens eux affaires européennes dans le mesure où serz fait pour eux en Europe quelque chose d'immédiat. Mais, attention, ici encore, aux représentations illusoires. Il existe des choses que l'on peut faire. Par exemple les anémagements juridique se concernant les migrations an sein de la République fédérale d'Allemagne. Il existe en revanche d'autres domaines qui ne relèvent pas essentiellement d'une action européenne.

- Par exemple ? Je ne crois pas, par exem-ple, qu'une Surope qui englobe tous les secteurs de la vie sociale soit absolument nécessaire. Car les législations respectives des pays membres comportent à cet égard des incompatibilités flagrantes. Pourquoi vouloir les ignorer et passer outre ? Certes, je suis de façon inconditionnelle pour l'Europe humaine, mais je crois que la façon la pius hu-maine de prouver l'existence de l'Europe c'est encore de respecter ses différences.

Comme représentant de la C.E.E. vous avez travaillé au cour de la politique européenne. Quelles idées vous faites-vous de Bruxelles par rapport à ce qui rentoure?

— Oni Je dots suparavant faire une remarque personnelle et ensuite passer aux faits. La remarque personnelle est la sui-vante : Bruxelles apperiient aux métropoles et la Communauté

européenne aux institutions, où l'on se trouve au cœur de tout. Et où, n'y étant plus, l'on se trouve exclu de tout. Il n'existe en fin de compte, et c'est là une réflexion sérieuse, aucune « cul-ture politique européenne », si vous me permettes pour une fois de m'exprimer en jargon professionnel.

- Comment se présentera la Communauté dans les années 80? Plus stable, plus unie, plus logique ou comme un club de gens prospères qui a fait maufrage?

un chib de gens prospères qui a fait naufrage?

— Je vois les années d'ici à 1980 comme des années qui donneront lieu en moins à une douzaine de réalisations dans les domaines de l'énergie, de la recherche scientifique, de la défense et la concertation politique et autres, qui de prime abord ne paraissent pas aptes à contribuer au renforcement de la Communauté. Certaines d'entre elles, comme par exemple le « serpent » monétaire et la conférence sur l'énergie, ont tendance à paraître comme des facteurs d'instabilité de la Communauté. Mais je suis convaincu qu'en 1980 ou dans les années proches, sera atteint le point où il sera possible de considérer une Europe digne de ce nom et de dire : a Nous avons maintenant développé si avant la coopération dans tel accteur-clé de l'Europe que la mutation de cette coopération en unton véritablement europésnue est désormais inéluctable. » à partir de cela naitront les institutions qui métront véritablement l'union européenne. De toute facon, le ceix naturoit les institutions qui mércont véritablement l'union européenne. De toute façon, je suls fermement convaincu qu'il se pasera de grandes choses entre 1980 et 1986.

Propos recueillis par FRITZ WIRTH.

- gent prote

Les clés de la conjoncture.

E panorama des gestions n court terme compa-rées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Breingne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes europeens avec la collaboration de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des lets dn production et investissement, degre de sensibilité nn marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière é montrer eussi nettement que possible la position relative de cheque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtennes par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeors d'une bonne gestion à court terme : e) croissance la plus forte possible: b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance ponvant être maintenne (rythme d'investissements suffisant, échanges equilibres, degre d. sensibilité au marché international

ALLEMAGNE

FRANCE

STALLE

GRPE RRETAGNE

UN APPRENTISSAGE DIFFICILE

'EVOLUTION de le conjoncture européenne se cerectérise par deux faits eaillents. D'abord le recul de la production industrielle e'ettenue encore, non olus seulement en France at en Allemagne, mela, point nouveau aussi, en Grande - Bretagne et en Italia. En Allemagne, le rythme tend même à redevenir légèrement poeitif eu mols de septembre (+ 3 %). après un an de natte décroissance, elors que simulisnément il e'accélere eux Etats-Unie et passe à une cadence de + 17 %

Le deuxième fall concerne l'infletion moyenne dee quatre pays, qui décroit encore une fole et e maintenant nettement au-dessous des deux chiffres, é 8,7 %.

Mels on peut se demender si ces deux évolutions levorables, assez curieusement associées, ne cont pes précaires et fragiles l'une el l'eutre. De nombreux eignes montrent que le cause est loin d'être gagnée et qu'il leudra beaucoup de patience et d'ettention pour revenir à des conditione à peu près acceptables. Le mieux est possible, maie eu prix d'un epprantissage progressif permettant de e'edeplar de nouvellee conditione.

Une reprise tronquée

Dans le passé, on avait coutume de conneître des reprises franches, neties, qui parmettaient tout alm-

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

CAROLINA CONTRACTOR

plus ou moins inflationniste at déséquilibré, à vral dire, sulvant la degré da sagessa et da compétitivité du pays. Male tout repertait plus ou moins apontanément dene l'ordre : consommetion, Investis-

Aujourd'hui, il n'an est plus da même. Prenons le cas des Etals-Unis, qui sont les plue avancés sur la vole da l'amélioration. Un examen ettentil de leurs résultats montre que le reprise y reste encore

Le volume des commendes de biens durablee e, à nouveau, balssé en septémbre de 0,8%, de même que les ventes eu détell de 0,9 %; ces demiéres, 0 est vrai, ont à nouveau sugmenté de 1 % en octobre et se trouvent é 8 % au-dessoue de l'année demière. On peut se demender, néanmoins, si, l'effet des ellégements fiscaux sur le pouvoir d'echet des particuliers e'estompant et le chômege restant élevé, le progrès pourra continuer eane nouvelles impuleions.

Un autre sione : l'indice regroupani un cartein nombre d'indica-Isure en avance, qui avait progressé cinq moie de suite, est à nouveau en recul en septembre et en octobra, eprès evoir stagné en eoût. Il faut donc se garder d'extrapoler trop rapidement les amélio-

retione observées et tenir comple

44.18.50

Z.Ltm

Carried Street

ed Face

veaux etteints, qu'il s'aglese de stocks ou de parce, einsi que des comportements des ménages et des entreprises. Quand l'eutome bile repart comma aux Etats-Unis. ou que les commandes d'équipe ment se gonflent comme alles l'ont talf en Allemagne fin juin, il ne faut pae trop tôt crier victoire. Il peut e'egir simplement de rattrapage (il izul quand mêma, pour finir, remplacer l'automobile) ou d'enticipelion de hausses de prix ou de sim-

prendre aucune décielon nouvelle). A propos de Investissements plus particuliàrement, on peut dire que la reprise reste tronquée : cer ila ne sont toujoure pae repertie réallement, même pas aux Etats-Unis, malgré la remontée brillante de teur production industrielle. Il y e là un double blocage, à la fole

énorme, et psychologique evec le

ple décalage (on veut profiter des primes d'investissements, mels sans

mique. Dès lors, les incitations claselques n'ont plus le même effet, le nomique et il y e désamorçage.

L'essai de Rambouillet

Certes ce déblocage n'est pas insurmontable, pas plus que celui qui menece progress échanges, et par suite l'activité et l'emploi, eur le front inismational. Les tendences protectionnistes sont de plus en plus nettes, qu'elles solani le fait des syndicats (comme Unis), ou du patronat (comme pour les textiles européens), ou du goument lui-mame (comme cela parell être le fait en Grande-Bre-

En dehors des problèmes qui, comme celoi de lo Grande-Bretagne, sont structurels, d'eutres sont plutol conjoncturela, comme ceux des

menacée par una Inflatio. Que d'un n'avelt été répriméa que d'un niéra superficielle. qui dépesse à nouveau les Verra-t-on finelement dene ce pays se dépager une réactio profonda? Comme on l'obse Allemagna, où patronat et syl paraissent d'accord sur le la feut limiter le hausse des e de 5.5 % à 8 % et favoriser ! nissement des entreprises e investissements.

Il samble que l'on pulsse tivement délà l'observer en G Bretagne, où. Il est vral, les : tion ne pouvait manquer de Les limitatione de salaires se evoir été ecceptées per le dicats. Et le gouvernement, tent le denger de bénéfices fisants des entreprises, e l comment distribuer à vingt millione de ménages britan una infletion excessive peut

ÉTATS-UNIS : SITUATION COMPARÉE ET INCIDENCES

(notes et calculs comparables)

			4.00
CROISSANCE	++ (+)	La production industrielle monte toujours, même d'une manière lérée à un rythme de 17 % en septembre. Pourtant queiques : montrent que l'essoufflemeot pourrait se rapprocher : ainsi i'i composite composé d'indicateurs eb avance est resté stagnant en et a légèrement reculé en septembre (— 0,9 %).	## 5 47 12
PRIX	~	Le rythme d'inflation, nprès avoir remonté fortement do 5,2 avril à 9,2 % en juin, a depuis légèrement reculé, passant à 7 septembre, taus qui est presque le donble de celui de l'Allem Maie ce recul ne sera probablement que l'imité si on considèr les prix de gros ont fait ou bond de 1,8 % en septembre.	2 (1) (2) (2) (3) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4
CHOMAGE	()	Le laux de chômage par rapport à la population active avait ds 9.3 % en mai à 5.5 % en juin, puis était resté à ce ulveau c mois de aute jusqu'ou septembre. En octobre, il augmente à no- légèrement, passant à 8.7 %.	
CAPACITÉ PRODUCTION	()	En dépit de la remontée de la production industrielle, ou n'oi pas de redémarrage des iovestissements des entreprises, don demandes de crédit stagnent.	repon
echanges ·	+ + (+ +)	Le tanx de converture des importations par les exportations (c. ici FOB-FOB par l'O. C. D. E.) reste depuis trois mois toujous même niveau de 116 à 115 % environ (infériour à celui de l'Aliema Exportations et importations augmentent simultanément.	

	ET FINANCIERES	١
INCIDENCES E LES QUATRE PAYS	ECONOMIQUES	

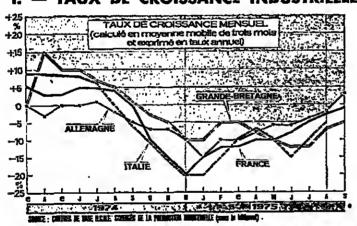
Changement de politique monétaire de plus en plus net aux E Unis : les taux d'intérêt, sous in conduite do PED, balasent à nou et en pen de temps le a ptime rate v (taux accordé aus medicilents) est redescendu de 8 % à 7,14 %. Depuis la renconti Ramboulliet, le dollar a tendance à remocter.

La reprise américalce, de plus en plus nette, a probablement prot l'arrêt de la contractico des échanges internationaux, ce qui e pe dans quelques sectours de blens de base, tel l'aluminium, d'obs

Mais, eo sens inverse, les mesures protectionnistes américaine, aussi britanniques), eberchant à sanvegurder l'activité ot l'sz. génent de plus en plus les autres pays, surtout quand leur mo est restée forte, telles la France et l'Allemagne.

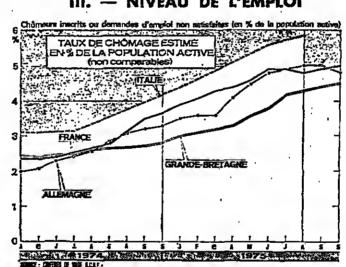
I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE

-1-1-1 excellent -1-1 bon -1- assez bien -. mediocre -- mauvals --- très mauvais (?) Le revelbillé delevationne, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est par companièle fien pays à l'autre. Fins etle ant étorés, plus etle constitue nu bandicap pour le gentien à const terme.



En Allemagne, ta production industrielle progresse à nouveau très légèrement (+ 3 %), ce qui n'est pas encore le cas en France, bien qu'on en soit proche (- 2 %). En Italie et en Grande-Bretagne le rythme de la chute aussi se réduit sensiblement (- 5 %).

III. - NIVEAU DE L'EMPLOI



Les taux do chômage par rapport à la population active, corrigés des variations salsonnières, continuent dans l'ensemble à angmenter, passant à 5 % en France, à 4,40 % en Grande-Bretagns et 5,5 % en Italie. En Allemagne, ce taux diminoc legèrement de 5 % à 4,3 %, mais si on en reste aux chilfres bruts, on constate, comme dans les trois antres pays, une

Etats-Unis, da la Frence el de l'Allemagna : ils pourralent être réglés of par un alus correct et constant des taux de change qui, dans la situation de dépression actuelle, influent directement sur les activités. Cele pose Immédiatement la problème du

Il n'est pas question, bien sûr.

compte tenu du nombre des facteurs qui interviennent (dont certains sont psychologiques comme le menace de faillite de New-York), de fixer, à priori, des taux, maie eu moins pourrait-on mettre en place un système de crise qui permettralt sinon de les rendre plus - visqueux -, comme le demande M. Giscard d'Estaing, du moins de les adepter constamment en fonction d'Intérêts communs qui eont de plus en plus interdépendants. C'est ce qu'on e essayé de faire é le conférence de Rambouil-let eu cours de laquelle on e noté une évolution significative de le position des Fists-Unia à la suite de l'expérience des ennéee

• Plus de sagesse pour les revenus

Un apprentissage International se fera progressivement sous la pres-

où eilleure, ne pourra réculer, croissancs ne pourra reprendi

sion des faits. De même que celul que l'on observe déjà dans queles pays à propos de l'inflation, qui constitue le deuxième point fragile de l'évolution mondiele, malgré les epperences. Nous evione soulignà plue heut l'amélioration observée dans nos quatre pays européens. Et pourtant en Grande Bretegne, après le progrès très net des demiere mole, on a, à nouveau, notà en octobre un bond de 1,4 % des prix da détail. De même, le France est touloure

peul-être à un rythme moindr que dans un contexte nouveau. sur le plan internetional, eprè tourments pétrolière et les e des années 1973 et 1974, progrès ont élé réalisés, des tione se sont rapprochées, s conjoncture s'est améliorée : les pays pétrollers ont-lis at énient des excès el

cer l'emploi, surtout dans la

Identique : salaires el revenu

en effet, progressé beaucoup

que les résultats des antrep

souvent leur substance. Le pr me Interna de l'investisseme

double d'un problème exterr

balance, puisque, à la différen le Grande-Bretegne, qui leissr

le livre, le Frence cherche é

tenir un franc lort dans le

du serpent et voit son tau

converture chuter brutelemer

Observera-t-on, là aussi, un

d'edapistion ? C'est un point

leur dont la solution dépend le

coup plus d'efforts de persu

politique et sociele que de

tions technocratiques, si é rées et originales qu'elles pui

être. Comme celle de crée impôl nouveeu en taxent l'infie

L'Infletion, que ce soit en Fr

100 % à 85 %.

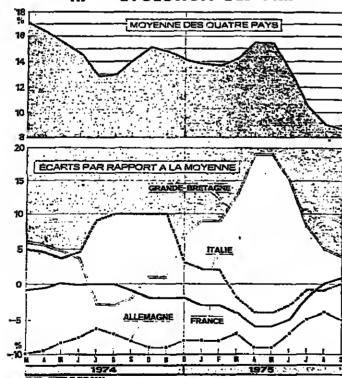
ces demières manger

joncture mondiale ectuelle.

effet de boomerang ! Mels II y a encore du che à percourir. Il est peut-être m souheiteble que le reprise déit que les pays elent le temps d quenr une expérience des linentre le raisonneble et le fulle

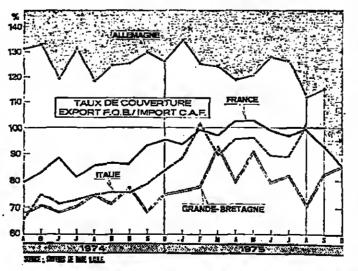
MAURICE BOMMENSATH

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



Le taus moyen d'inflation a enegre une fois diminuè en septembre 1975 pour la quatrième fois consécutive, passant de 9% à 3.77%. La performance la plus remarquabte à été réalisée par l'Allemagne qui fait presque du 4%, alors que la France, tout au coutraire, dépasse les 10%. Italie et Grande-Bretagne fout encore des progrès et se atuent respectivement à 8 % et 13 %. Mais dans ce dernier pays les prix remoutent à nonveau fortement depuis octobre.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de converture des importations par les exportations corrigé des variations saisonnières s'améliere en Italie et monte é 101 % ; il se stabilise en Allemagne à 115 % et en Grande-Bretagne do 80 % à 85 %. En France, on note depuis pen une dégradation puisque le taux est redescendn de 99,5 % en août à 93,5 % en septembre, puis à 85,8 % en octobrs et se rapproche de ceiul de la Grande-Bretsgna.

ARABIE - KOWEIT - EMIRATS TERRE SACREE AUX RICHESSES FABULEUSES

Première exclusivité mondiale que Grandes Vacances s'est réservée. L'Arabie sans visa. Le cœur secret de l'Islam anfin découvert et révélé. Ces pays sont les nouveaux eldorados de notre monde, c'est donc une destination reschante, aussi bien pour les grands voyageurs que pour les hommes d'attaires. Périple Ryad - Dubai - Koweit - Dahran, 10 jours : 4.350 F.

VACANCES 1, RUE DU LOUVRE - PARIS - TEL. 260.34.35

. 18 m. 1820° 1830 Ma 1830 1830 1830

...

דינפיין די

1.7 A \$ 1.5 A \$ 2.5 A

L'industrie 1

Comment protège-t-on les travailleurs contre les licenciements ?

BONN

Le quadrillage législatif

UAND on en arrive à une confrontation décisive sur un liceuciement, les employeurs et les salariés doivent absolument porter leur conflit devant les tribumaux. Les conditions pour que l'employeur ait le droit de renvoyer un membre de aon personnel et les art le droit de l'envoyer de mem-bre de aon personnel et les modalités de la protection du salarié contre un congédiement injustifié sont fixées par la loi.

Selon ce texte, un licenciement ne peut être prononcé que si des « motifs urgents tenant à la personne ou au comportement du salurié ou bien si des impé-nuis pressants tenant à l'entre-prise existent ». Si l'entreprise doit, pour des motifs économiques, réduire le nombre de ses employés, l'employeur est tenu de faire un choix selon des critères socia ux. Il doit tenir com pte de l'appartenarice de compte de l'appartenance de l'intéressé à l'entreprise, du sta-tui familial ou blen de l'âge des sersours en cuerties personnes en question pour sevoir si l'employé congédié pourra trouver un nouveau tra-

Les motifs qui tiennent à la per-sonne comprennent par exemple le cas où un chauffeur de poids lourd devient daltonien. Ce qui sert de règle fondamentale pour un congédiement c'est le fait que le salarié ne peut plus fournir les services prévus par le con-trat. S'y ajoutent les cas des maladies longues ou contagieu-ses. « C'est une erreur très ré-

pandue que la maladie protège du licenciement », a déclaré ré-cemment un expert. « Une grippe n'exclut pas le licenciement, mais elle ne peut non plus le fusti-fier. » En revanche, le compor-tement d'un employé qui injurie son patron continuellement peut être considéré comme insuppor-table.

Avant tout licenciement, le comité d'entreprise doit absolument être entendu. Il pe u t « donner son assentiment », « être indifférent à l'affaire» ou bien « exprimer des réserves ». Dans ces cas le licenciement devient effectif. Si le comité d'entreprise émet un avis défavorable, l'employeur peut passer outre, mais sa position devant le tribunal devient alors assez faible.

Une plainte devant le tribunal du travail peut être déposée dans un détai de trois semaines. Ou bien le tribunal rejette la plainte ou bien il décide que le contrat de travail u'est pas rompu et qu'il coutinue d'exister. Les salariés et les employeurs ont malgré tout la possibilité de demander la dissolution du contrat. Dans ce cas une indemnité doit être payée qui peut aller jusqu'à douze mois de salaire. Une règle absolue veut que pour un an d'appartenance à l'entreprise soit payée la valeur d'un mois de rétribution. Dans les cas d'appartenance très longue à l'entreprise on d'un âge élevé,

l'entreprise peut payer jusqu'à dix-huit mois de salaire. En outre il existe pour les deux parties la possibilité de passer un accord devant le tribunal.

Seuls sont protégés contre les licenciements a busifs les employés d'une entreprisa qui compte plus de cinq personnes. Dans les autres, le coutrat est totalement libre. En outre, le salarié doit être âgé de dix-huit ans au moins et avoir appartenn à l'entreprise pendant six mois.

Les femmes jouissent d'une protection particulière contre le licenciement durant le grossesse et jusqu'à quatre mois après la naissance. Les handicapes graves, les membres du comité d'entreprise et les soldats en bénéficient également.

Un licenciament ne peut être Un licenciement ne peut être prononcé que de ux semaines après que les motifs invoqués par l'employeur sont devenus notoires De tels motifs sont par exemple le vol, un dommage matériel causé à dessein, l'ivresse d'un chauffeur entrainant le retrait du permis de conduire... ou les assiduités d'un chef de service à l'égard de sa secrétaire. Dans de tels cas, la personne congédiée a le droit, dans le délai de deux semaines qui lui est accordé, de faire prononcer par un tribunal l'invalidité du congédiement.

HANS JOACHIM MELDER.

PARIS

Le « boomerang » de l'embauche

L'devient très difficile en Francs de procéder à des licenciements puisdes licenciements puis-que dans certains cas û just respecter un délai de six mois entre l'annonce d'un projet de réduction d'effentits et l'appli-cation de la décision. Dans ces conditions, beaucoup d'em-ployeurs hésitent à embaucher, » Cette remarque est souvent faite par les chefs d'entreprise et par le Consell national du patronat français devuis on une et par le Consell national du patronat français depuis qu'une série de lois nouvelles et d'ac-cords entre les syndicats et le patronat ont renforcé les droits des salariés en matière d'emploi, du moins dans les principes.

du moins dans les principes.

La loi du 19 février 1958, l'ordonnance du 13 juillet 1967, les lois du 13 juillet 1967, les lois du 13 juillet 1973 et du 3 janvier 1975, constituent un arsenal protecteur qui a été précédé on suivi d'une batterie d'accords : celui de février 1969, et surtout celui de novembre 1974, qui élargisseit à tous les secteurs des mesures contractuelles déjà en epplication dans la métallurgie on la chimie.

Outre les mesures préventives Outre les mesures préventives qui consistent, pour l'État, à favoriser les mutations ou les reclassements par l'intermédiaire du Fonds national pour l'emploi ou à subventionner les entreprises optant pour le chômage partiel plutôt que pour le chômage total, la limitation du droit de licondigment potre assentielle. licenciement porte essentiella-ment sur les réductions d'effec-

ROME

tifs pour causes économiques. S'il s'agit d'un licenciement individuel pour cause économi-que, l'employeur doit avoir un entretien préalable avec l'inté-cause de servite demander une ressé et ensuite demander une autorisation au directeur dépar-temental du travall; en outre, un délai de préavis d'un ou deux mois seion l'ancienneté, doit être respecté.

stre respecté.

S'il eagit d'un licenciement collectif, la procédure de consultation est à la fois pius large et plus langue : les délégués ou le comité d'entreprise doivent être informés en temps otile et un « plan social » doit étre présenté par le direction afin de réduire les départs ; une autorisation de l'administration est nécessaire, ce qui, tout confoudu, nécessite un délai d'un à quaire mois selou l'importance des compressions d'effectifs — toute mesure de licenciement étant suspendue durant cette procédure, — auquel s'ajoute un délai de préavis de un à deux mois au minimum.

Lorsque la décision est prise, le chômeur peut recevoir diver-ses allocations qui, sauf cas particulier, représentent 35 à 45 % du salaire (50 % environ 45 % du salaire (50 % euvron du salaire moyen d'un ouvrier), les aides se décomposent ainsi : aide publique forfaitaire égale à 12 F par jour avec majoration de 4,8 F par personne à charge, ces sommes étant réduites de 10 % par an sans que cette ré-duction dépasse 30 % si l'inactivité se prolonge; indemnité complémentaire égale à 40,25 % d'un salaire mensuel plafond (1100 F) durant les trois premiers mois, à 35 % ensuite pour une durée d'un au, cette période étant prolongée pour les chômeurs âgés.

Enfin trois types d'allocations supplémentaires sont prévues dans certains cas : les indemnités (garantie de ressources) sont prévues à 70 % du salaire pour les personnes licenciées et âgées de plus de soixante ans et cela jusqu'à la retraite (soixante neuf mille huit cents bénéficiaires) : à 70 voire 90 % pour les chômeurs qui suivent un stage res): à 70 voire 90 % pour les chômeurs qui suivent un stage de formation ou de reconversion; à 90 % du salaire brut (soit 100 % du salaire net) pendant un an si le salarié a été licencié pour motif économique (quatre vingt quinze mille bénéficiaires soit à peu près 25 % des chômeurs secourus).

Ces différentes formules sont loin cependant de mettre vrai-ment à l'abri tous les salariés et du licenciement, et de la chute des revenus : des départs sont déguisés en démissions, les sont dégulsés en démissions, les indemnités importantes dispa-raissent au bout d'un an et tombent alors à 10 % on 15 % du salaire. Il y a plus grave : 50 % des personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi

JEAN-PIERRE DUMONT.

LONDRES

Une réponse partielle

A question des indemnités de chômage est à l'ordre du depuis près de dix ans. Mais on peut dire que le système actuel-lement appliqué n'est, au mieux, qu'une réponse partielle aux besoins personnels et collectifs qui se posent lorsqu'une société rejette une partie de la maind'œuvre.

l'œuvre.

Le principal objectif de la loi le 1965 sur les indemnités ronsenties aux chomeurs par le gouvernement britannique était de procurer à l'individu privé de son emploi une compensation financière aux charges sociales et économiques qu'il avait alors à supporter. Cependant, um travailleur licencié perd non seulement un revenu, mais des droits à la retraite, des avantages divers, et la satisfaction que peut apporter satisfaction que peut apporter un emploi alors que le per-sonne qui change volontaire-

sonne qui change voiontaire-ment de travail gagne généra-lement sur tous ces points. Cet aspect du problème est aujourd'hui considéré comme im-portant par un certain nombre de sociétés en Grande-Bretagne, et quelque-unes offrent main-tement au personnel uvelles et quelques-unes offrent main-tenant au personnel qu'elles licencient les services gratults d'une agence spécialisée qui les aidern à se reclasser, soutenant ainsi l'effort du gouvernement dans ce domaine. Ces facilités ont toutefois été jusqu'ici limi-tées au personnel d'encadrement. Pour les travailleurs manuels qui constituent la grande masse des chômeurs, ce sont les allo-cations qui atténuent les effets d'un licenciement. Entre dix-huit et vingt ans, il reçoit le sahuit et vingt ans, il reçoit le salaire d'une demi-semaine par année d'ancienneté; de vingt à quarante ans, il a l'équivalent d'une semaine de travail; de quarante à soixante-quatre ans (cinquante-neuf ans pour les femmes), celui d'une semaine et demie. Un plafond est fixé à vingt ans d'anciermeté et à 80 livres de salaire hebdomadaire.

Le facteur âge a été introduit par le gouvernement qui invo-quait le fait que les jeunes, plus mobiles, avaient moins de diffi-cultés à trouver du travail.

Les employeurs — on da moins les plus ouverts d'entre eux — ont pourtant reconnu que se conformer strictement à la loi ne suffissait plus aujourd'hul. Le phénomène récent d'accords de licenciement ne peut être accepte que s'il est établi avec le consentement des travailleurs, et que leur coopération dépend lar-gement des conditions financières de compensation.

Les firmes qui reconnaissent cette nécessité et mettent au point leur propre plan sont en point leur propre plan sont en le comprend aisément — les plus importantes, celles qui ont le moins de chances d'avoir à envisager des licenclements.

La plupart des compagnies qui opèrent aujourd'hui des compagnies qui opèrent aujourd'hui des compagnies des personnes de personnel essavent. pressions de personnel essayent de donner aux travailleurs le plus de compensations financlères possible, sonvent sous la forme de gratifications on en leur permettant de chercher un nouvel emploi pendant leur temps de travail.

Un accord commun signé dans une grande société qui a récemment enregistré une série de départs volontaires et invoiontaires donne à chaque tra-vailleur un mois de salaire par année d'ancienneté, sans qu'il soit tenu compte de l'âge. Dans des cas comme celui-ci, les paicments dépassent souvent les limites au-dessus desquelles ne jone plus l'exemption d'impôt— cette limite est fixée à 5 000 livres, — et certains versements dotvent être étalés pour éviter la taxation.

Lorsque la société est insolvable, le plan gouvernemental intervient pour verser au travailleur iloencié l'indemnité requise. Ces sommes proviennent du fonds d'Etat pour le chômege auquel chaque employeur est tenu, de par la loi, d'apporter sa contribution chaque semaine et pour chaque personne qu'il emploie. Une entreprise, qui, pour survivre, est contrainte de licencier une partie de son personnel, est responsable du versement minimal légal d'indemnités aux travailleurs qu'elle congédia. Elle peut ensuite se faire rembourser par le fonds une bonne partie de la somme versée. contribution chaque semaine el

Les syndicats jugent le sys-tème insuffisant du fait du rythme d'inflation, malgré la rythme d'inflation, malgre la hausse du plafond qui est passé l'an dernier de 40 à 80 livres par semaine. Le petronat, quant à lui, se plaint du peu d'efforts consentis pour la reconversion des travailleurs, qui permettrait de tirer le melleur profit de la reprise attendue.

DAVID YOUNG

A LA RECHERCHE D'EXPÉDIENTS

T E marché du travail italien a toujours été caractérisé
par un large volant de
main-d'œuvre disponible. Ce
phénomène est à l'origine d'une
serie de mesures qui ont su pour
but de rendre les licenciements
de plus en plus difficiles pour
les employeurs. La défense
intransigeante de l'emploi correspond très certainement à des
exigences sociales, mais elle prérespond tres certamement a des exigences sociales, mais elle pré-sente l'inconvénient, lci comme dans d'autres pays, de rendre les patrons très circonspects quand il s'agit d'embauche. Cette réaction est très répandue dens les portites entreprises où dans les petites entreprises où certains employeurs affirment en forme de boutade qu' « embaucher un travailleur à l'heure actuelle, c'est pur que de l'épouser ».

Beaucoup de patrons ont essayé de tourner les contraintes légales et syndicales par toute sorte de moyens. Certains ont recours à des procédés nettement antisociaux comme le « travail noir » ou le travail à domicle, actuellement très ré-pandu en Italie. D'eutres ont réorganisé leur production en la dissemmant dans une multitude de petites entreprises indépen-dantes Enfin, on a fait oppel

Si les entreprises italiennes ont recours à ces expédients, ce ont recours à ces expedients, ce n'est pas uniquement à cause des mesures de protection de l'emploi. mais aussi en raison du coît élevé de l'heure de tra-vail puisque le montant des charges et des primes diverses représente, au total, une somme

à des travailleurs intérimaires.

presque égale à celle qui est versée sous forme de salaire.

ques patronales, les syndicats ont répliqué par la mise en place d'un contrôle strict sur l'utilisad'un contrôle strict sur l'utilisa-tion d'intérimaires, mais qui ne peut s'exercer que dans un nom-bre limité de sociétés, et par l'obligation faite sur entreprises artisanales de délivrer un contrat de travail au moment de l'embauche. De plus, dans les négociations en cours sur le renouvellement des conventions collectives, les syndicats récla-ment des garanties contractuel-les pour les travailleurs à domi-cile, un droit de contrôle sur les travaux donnés en sous-traitance travaux donnés en sous-traitance et un renforcement des structures syndicales dans les petites

Dans le cas d'un licenciement collectif, il existe en Italie une procedure qui dure en moyeune vingt-cinq jours. Réunis en commission, les représentants pa-tronaux et syndicaux exami-nent les motifs, le nombre et la date des licenciements envisa-gés. Si l'on ne parvient pas à se mettre d'accord, les partenaires peuvent reprendre leur liberté d'action, mais, pour les grances

Les licenciés peuvent être mis à la retraite anticipée à la coudition qu'ils aient cotisé pen-dant an moins quatorre ans et qu'ils soient âgés de cinquante-sept ans pour les hommes et de cinquante-deux ans pour les

femmes, soit trois ans avant l'âge légal de la retraite, qui est respectivement de soixante ans et de cinquante-cinq ans en

Si la licencié ne peut pas por-tir en retraite, il bénéficie alors de divers secours. Il touchers pendant six mois une allocation de chémage d'un montant de de chômage d'un montant de 1500 lires par jour (le salaire horaire est actuellement de 1300 lires en moyenne) et une indemnité qui s'élève aux deux tiers do salaire brut renouvelable tous les trois mois. En cas de licenciement dû à une « crise du secteur d'activité », comme aujourd'hui dans le textile, les appareils électroménagers, etc., cette indemnité s'élève à 80 % du salaire brut antérieur.

Les licenciements individuels font l'objet d'une réglementa-tion spéciale dont l'employeur dolt faire is preuve. Avant l'en-trée en vigueur du « statut des travailleurs », en mai 1970, l'en-treprise pouvait passer outre à un avis défavorable de la commission d'arbitrage et procèder au licenciement en payant au salarié une indemnité qui variait salarié une indemnité qui varialt entre cinq et douze mois de salaire. Mais, eujourd'hui, si l'uvis du cousell d'arbitrage est défavorable. l'employeur est tenu de réintégrer le salarié en lui payant rétrouctivement tous les salaires échus depuis son départ de l'entreprise, ainsi qu'une indemnité qui ne peut être inférieure à cinq mois de salaire.

SERGIO DEVECCHI

Affaires

L'industrie chimique allemande utilise mieux ses capitaux et sa main-d'œuvre

Six sociétés géantes domi-nent l'industrie chimique dans les pays de la Com-munauté é c o u o m i q u e euro-péenne. Trois firmes allemandes (Hoechst, B.A.S.F. et Bayer) et la compagnie anglaise I.C.I., qui étaient à peu près à égalité en 1974 avec des chiffres d'af-faires dépassant 3 milliards de livres stepling, sont nettement en tête. Suivent la Montedison italienne et le groupe français eu tête. Suivent la Montedison italienne et le groupe français Rhône-Poulenc; la taille des sociétés qui vienneut derrière est nettement plus petite. Ainsi la suivante est la firme allemande Hula, dout le chiffre d'affaires n'est que le quart de celui de lu société française.

A l'exception de la Montedison, qui u'en dit riem, les grandes compagnies ne font que la moitté ou le tiers de leurs ventes sur les marchés nationaux. Pour une part comprise entre le quart et les deux cinquièmes en dehors de leur pays d'origine.

pays d'origine.

Bayer est le plus gros fabricant à l'étranger, alors que Hoechst est l'exportateur le Le salarié moyen des six sociètés représente entre 5500 et 9400 de livres sterling d'immo-bilisations (avoirs, bitiment et équipement) et les capitaux employés (à l'exclusion des in-vestissements dans les compa-mies associées) produisent de 9 200 à 14 400 livres par tête de

salarie.

Les trois sociétés allemandes ont été les plus fortes utilisatrices de capitaux, la B.A.S.F. réussissant mieux en la matière que ses concurrentes. Les salariés de la Montedison ont se moins d'immobilisations à leur disposition, à moins qu'on considère plutôt que c'est la Montedison qui compte proportionnellement le plus de personnellement le plus de personnell

lement le plus de personnel

Le tableau que nous présentons montre la valeur ajoutée
par salarié et la valeur ajoutée
par millier de livres immobilisées. La valeur ajoutée représente la différence entre les
valeurs intégrées (imput) et les
valeurs produites (output). Les
chiffres comptables du groupe
BASF n'étant pas suffisamment détaillés pour permetire
l'éveluation directe du montant
de la valeur ajoutée, le chiffre
indiqué e été obtenu en supindiqué e été obtenu en sup-posant que le rapport existant posent que le report entre la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires au niveau du groupe est le même que dans la société par actions B.A.S.F. Cette méthode étant vérifiée par

comparaison avec les sociétés par actions de Roechst et Bayer pour lesquelles la donnée re-cherchée était comme.

cherchée était commue.

Si le montant de la valeur ajoutée par salarié varie considérablement d'une compagnie à l'autre, il y a peu de différence dans la valeur ajoutée par rapport aux immobilisations.

Les firmes allemandes, qui ont devantage d'immobilisations

par salarié, ont héanmoins un taux plus élevé de valeur ajou-tée par rapport aux immobili-sations. Ceci démontre que la supériorité des firmes alle-mandes ne réside pas dans une meilleure ou dans une plus grande capitalisation par rap-port à leur production, mais dans le niveau d'utilisation de leur main-d'œuvre. Etant donné que la B.A.S.F. est la meilleure

LES RÉSULTATS COMPARÉS

	Chiffre d'affaires en millions de livres sterling	Valeur ajoutée par salariée en uvres sterling	Valetr ajoutés par milliers de livres sterling d'immobili- gations
ALLEMAGNE Hoerhat Groupe B.A.S.F. Bayer	3 300 3 300 3 100	8 650 12 2894 9 204	1 380 1 300* 1 386
GRANDE-BRETAGNE	5 890	£ 300	1.100
Montedison	2 600	. 6 290	1 100
FRANCE Rhône - Pouleuc	1 800	7 290	1 190

(*) Estimations faites à partir de la BASF Aktiengesellschaft.

en la matière, c'est elle qui a obtenu la valeur ajoutée la plus élevée par tête de salarié.

Cinq des six sociétés ont ang-menté considérablement leurs chiffres d'affaires dans leurs monnales nationales : cet accroissement va de 36 à 38 % accroissement va de 36 à 38 % du niveau atteint en 1973. La Montedison a même atteint le chiffre record de 56 %. Toutefois, ces accroissements reflètent plus les hausses de prix qu'une augmentation du volume des affaires traitées. Ainsi le rapport d'ICI signale que, malgré une augmentation de 36 % de sou chiffre d'affaires, le volume de ses ventes n'a eugmenté, lui, que de 3 %.

menté, lui, que de 3 %.

Dans ces conditions, nos chiffres des valeurs ajoutées ont probablement été gonflés par les bénéfices provenant de la vente de stocks. Les compagnies chimiques stockent en marchandises eu moins l'équivalent de deux mois de chiffre d'affaires. Ce procédé pourrait donc représenter dans nos chiffres des valeurs ajontées de 1200 a 1800 livres par salarié. Mais les compagnies n'ont pas pu augmenter simultanément les prix dans la proportion on se sont accrus les coûts. Aussi se sont actrus les couts. Aussi est-il peu probable qu'elles

solent aussi bénéficiaires que semble l'indiquer l'habitude du

Si les prix de vente u'ont pas pris de retard sur les prix de revient, il faut s'ettendre à voir les valeurs ajoutées baisser dès que les coûts seront stabilisés. La récession actuelle pourrait fort blen produire un tel effet. fort blen produire un tel effet.

En ce qui concerne les dépenses des compagnies pour la recherche et le développement, les compagnies indiquent leurs dépenses (à l'exception de la Montedison). Trois d'entre elles — Bayer, Hoechst et Rhône-Poulenc — ont dépensé l'équivalent de 3,8 % à 4 % de leur chiffre d'affaires pour la recherche LT.C.L et B.A.S.F. ont dépensé bien moins (2,9 % et 2,8 %). Cependant, ces deux dernières compagnies ont accusé entre 1971 et 1974 un taux de croissance annuel du chiffre d'affaires de l'ordre de 18 %, alors que le même chiffre, pour les trois autres compagnies, qui ont dépensé bien plus pour la recherche, u'était que de 14 %. cherche, viétait que de 14 %. Il semble donc que le lien entre les dépenses de recherche et de développement et la croissance ne sont pas aussi étroits qu'on le croit souvent.

JAMES ROTHMAN.

U terme des deux premières années de son exécution, le IVe plan de développement économique et social du Sénégal, qui porte sur la période 1973-1977, vient de faire l'objet d'un très important reajustement ; les previsions initiales passant de 180 milliards de francs C.F.A. à près de 324 milliards.

Le hausse généralisée des prix mondiaux a, en effet, considéra-blement accru le coût des projets par le blais des équipements et matières premières importés. Les augmentations de salaires ont toné dans le même sens. Ces deux facteurs conjugués se sont traduits par des taux moyens d'actualisation des coûts de l'ordre de 20 % par an, atteignant parfois 30 %. Les projets non encore exécutés voyaient ainsi leur coût prévisionnel s'accroître de 70 % en movenne, voire de 100 %!

Par ailleurs, le montant global des financements acquis au cours des deux premières années a déjà dépasse 170 milliards, c'est-à-dire qu'il correspond pratiquement à l'ensemble des prévisions initiales du plan. Il ne fait aucun doute, d'autre part, que ce chiffre de 170 milliards sera très largement dépassé d'icl la fin du IVº plan. On peut, en effet, estimer à 30 milliards au moins la contribution du budget d'équipement du pays pour les deux années budgétaires qui restent à courir et à plus de 60 milliards l'ensemble des financements exterieurs nouvellement acquis ou en cours de négociation.

Enfin, des projets nouveaux sont venus s'ajouter aux program-mes des différents secteurs, alors que très peu de projets initialement inscrits étaient à l'inverse définitivement écartés, et qu'un petit nombre seulement voyaient leur réalisation reportée au Vº plan ou étalée dans le temps, débordant ainsi l'horizon du IVº plan. Or le coût de ces projets nouveaux a largement dépassé ces réductions, accroissant sensiblement des prévisions déjà réajustées en hausse par suite des augmentations de prix.

Au total, l'enveloppe globale sectorielle du IV° plan réajusté — soit 323,9 milliards — se décompose ainsi : 232,4 milliards pour le coût actualisé des anciens projets retenus et 91.5 milliards pour les nouveaux projets. Le coût initial des anciens projets retenus étant de 1672 milliards, plus de dans l'env actualisée sont donc imputables à la seule dépréciation monétaire.

Ainsi, blen que le IV plan ait été réajusté de 180,5 à 323,9 milliards (+ 79 %), 39 % de cette hausse sont dus à l'inflation, puisque les 323,9 milliards représentent 233,1 milliards en francs 1973 (en excluant 13,3 milliards pour les projets écartés ou reportes).

Il reste que le chiffre de 323,9 milliards constitue sans aucun donte une limite supérieure des prévisions réajustées.

C'est dans le secteur social que l'on note le plus de changeme par rapport aux prévisions initlales. En effet, les quatre soussecteurs les plus importants ont été fortement révisés en hausse et il en est résulté au niveau considérable des prévisions (+ 117 %), qui sont passées de 39,9 milliards à 86,5 milliards. Cette hausse est en grande partie imputable à l'urbanisme dont les prévisions ont été multipliées par sept (par l'inclusion notamment nouveau projet de rénovation de Saint-Louis), passant de 2,3 à 16 milliards. Le sous-secteur le plus important, en termes d'investissements, demeure cependant celui de l'habitat, dont les prévisions ont pratiquement doublé (de 10,8 à 19,7 milliards). Viennent eneuite l'hydraulique assainissement, ainsi qua l'éducation (ce dernier sous-s vu ses prévisions multipliées par trois), où les investissements à r s'élèvent à 19 milliards.

Les réalisations 1973-1974 — 1974-1975

dans chaque cas.

Au cours des deux premières années du plan, le montant glo-bal des réalisations en cours et terminées s'est élevé à 93,8 milliards, chiffre qui correspond à 29 % des prévisions réafustées (52 % des prévisions initiales) et à 56 % du financement acquis. Le taux réel de réalisation

technique et financière est loin

d'être uniforme et varie fortement de secteur à secteur.

Les réalisations en cours s'élèvent à plus de 19 miliards dans le secteur primaire, solt 25 % des prévisions actualisées. Sur ce total, 14.6 milliards ont été investis dans l'agriculture, dont le taux de realisation est ainsi égal à 31 %. Les investissements se montent à 2,2 milliards dans la pêche et à 1,8 milliard dans

Le taux de réalisation est beaucoup plus élevé dans le secteur secondaire (39 %), où les investissements des deux premières années du plan représentent 16,3 milliards, dont 11,9 milliards pour l'industrie et 4,3 milliards pour l'énergie. Quant à l'artisanat, les réalisations ne représentent guère que 114 millions, soit 21 % des prévisions pourtant

Dans le secteur tertiaire, les realisations en cours ou terminées représentent le tiers des prévisions rajustées. Sur les 29 milliards engagés, 14,2 milliards l'ont été dans les infrastructures, 7,4 milliards dans le tourisme et 7.4 milliards dans le commer (dont le taux de réalisation particulièrement élevé - 95 % - est dù an projet Foire de Dakar). Quant aux transports, les réalisations en cours ou terminées s'y élévent à 1,7 milliard, soit 29 % des prévisions réajustées.

Sur les 18.9 milliards investis dans le secteur social (taux de réalisation de 22 %), 6,9 milliards ont été consacrés à l'habitat,

4.2 milliards à l'hydraulique, 3.2 milliards à l'éducation, 2.1 milliards à l'urbanisme et 1,1 milliard à la santé.

Enfin, les réalisations en cours en matière d'études et recherches se sont élevées à 8.6 milliards (37 % des prévisions réajusté et celle des équipements admi-nistratifs à 1,9 milliard.

En valeur absolue, les investis sements dans le secteur tertiaire (29 milliards) représentent 31 % de l'ensemble des réalisations; sont plus élevés que dans l'agriculture ou le secteur (20 % respectivement).

Budget d'équipement 1975-1976

Le projet de budget d'équipement 1975-1976, soumis cet été au vote de l'Assemblée nationale dans le même temps que le projet de plan réajusté, s'élève à 25 milliards de francs. Dans ce budget figurent cependant un certain nombre d'opérations qui ne concernent pas directement le IV plan de développement et qui représentent quelque 6,6 milliards; en outre, 3 milliards correspondent à des reports d'opérations en cours. Il e'ensuit que la contribution réellement attendue du budget pour le financement des projets s'élève alors à 15,37 milliards, qui se décomposent de la manière suivante :

- 2,447 milliards pour le secteur primaire, dont 1,7 milliard pour l'agriculture ;

- 118 millions pour le secteur secondaire:

- 1,973 milliard pour le secteur tertiaire, dont 655 millions pour le tourisme et 1,318 milliard pour les infrastructures;

- 4,610 milliards pour le secteur social, près de la moitié de cette somme étant destinée à l'éducation ;

- 5,469 milliards pour les équipements administratifs.

Régionalisation

des programmes sectoriels Les projets entièrement localisés dans une région représentent

220,4 milliards, solt 68 % des pré-visions globales réajustées. Il faut noter à ce propos le poids » de la région du Cap-Vert, où se trouve la capitale, Dakar, et où sont concentrés la moitié des investissements prévus : elle absorbe, en outre, la moitié des financements acquis et une proportion plus grande encore des sommes destinées aux projets localisés dans le projet de budget d'équipement 1975-1976 enfin, les réalisations y consti-tuent près de 58 % de l'ensemble des sommes engagées au titre des projets localisés pendant les deux premières années du plan.

Arrive ensuite la région du fleuve Sénégal, où les previsions, financement acquis et réalisations représentent 20 % environ des montants correspondants relatifs aux projets localisés.

Renouvellement voic ferrée

Kaffring-Koussapar.
Actoroute Dakar - Thiès (mp-

pel). Port de pêche d'Ellinkine

Extension aéroport de Voif (et piste décollage).

Extensioo port de Dakar (môle de pêche).

- Creation d'un réseau pauafri-cain de télécommuolcations

(projet régiocal). Extension do réseau de télé-

(Basse-Casamance).

Télécommunication

IV° PLAN OUADRIENNAL

L - PROJETS DE GRANDE ENVERGURE

- Les barrages du Delta et de réparation pour gros pétrollers). Manantall, dans lo cadre de l'O.M.V.S. (Organisation pour Création de la ·zone franche ludustrielle de Dakar. la mise eu valeur do fleuve Coostroction du pont de
- Sénégal). Création d'une raffinerie géante (complexe pétrochimique de
- Cayar). Actoroute Bakar-Thies.

- Projet Dakar-Marine (ateller de IL — LES PRINCIPAUX PROJETS PAR SECTEUR

A) Secteor primaire Agriculture

- Barrages du Delta et de Manantati (rappel). Complexe agro-industriel de Richard-Toll (culture de caune a sucre, prodoction et rafti-
- uate de sucré). Barrages de Nyassia et de Gui-del (Casamance). Promotion rurale du Sine-
- Saloum (ensemble du sous-sec-Projet semencier Intensification de la rizienture dans le Delta avec la S.A.E.D. comme maître-d'œnvre (Société d'amenagement et de mise en
- Projet de riziculture du Deuve (S.A.E.D.), l'intervention étant concentrée dans la envette de
- Aménagement de la cuvette de

valeur dn Delta).

- Ziguinchor sur la Casamane Construction de l'université Gastoo-Berger, à Saint-Louis,
- Construction do musée d'art oégro-africain.
- Projet riz eu moyenne-Casa-mance (doit se poursuivte jusqo'en 1981). Projet riz de la mission ehlnoise : intervention surtont en
- Casamance et dans le fleuve. Développement de la riziculture (pinvisie) an Sénégal oriental. Sénégal oriental.
- Projet maraichage industriei Bud-Sénégal et démarrage du projet amélioration du maraihage traditionnel BUD. - Projet de quatre barrages en Casamance (étudiés par la République populaire de Chine et par la B.A.D.B.A.).
- Motorisation des pirogues construction d'ateliers de répa-Projet thonier SOSAP : acquisition de trois navires frigo-

- Projet chains do froid (construction d'entrepois frigorifiques à Dalair et à Saint-Louis,
- · Elevage Trois projets integrés coocer-
- nant: La zone sylvopastorale.
 La Casamance. — Le Sénégal oriental

B) Sectaur secondaire

- Industrie-Energie
 Complexe pétrochimique de Cayar (raffinerie géaute) (rap-
- Minerai de fer do Sénégal oriental. — Dakar-Marino (rappel).
- Dakar (rappel). Extension centrale E.D.S. (Can

G) Secteur tertiaire

- Commerce Foire internationale de Dakar (déjà réalisée).
- Tourisme Amenagement tonristique de la « Petite-Côte » (infrastructure). Nombreux hôtels et camps de
- vacances. Transports
- Intte antituberculeuse.
- Renforcement do résezo rou-tier primaire (routes et poots). Pout de Ziguincher (sappel).

rural a été volontairement sim-

- commonications (Dakar, Thies, Saint-Louis, Rosso). Cábles sous-marias Casadianca-
- Dakar et Dakar-Abidjan (projets régionaux).

D) Secteur social

- Nombreux projets d'hydraulique villageoise et pastorale (120 forages, 300 pults). Riablissement de documents d'urbanisme.
- Assainissement de sent villes de
- Complexe hospitaller du fleuve.
 Pavillon de pédiatrie à Fanu Instaliation d'un inboratoire de
- Université de Saint-Louis (Gas--tou-Berger) (rappel). Ecole polytechnique de Thiès (denxième tranche).
- Musée d'art négro-africatu à nakar (rappel).

socialisme ies pour paysans

ECONOMIE dite de traite consistait, pour quelques grandes sociétés capitalistes souvent installées dans le pays depuis les débuts du 19° siècle, à rafler les produits agricoles dès la récolte et à offrir aux paysans les produits manufacturés de première nécessité. Soit des bénéfices à l'achat et à la vente et une position de quasi-monopole sur le marché. De plus, l'économie de traite avait encourage les cultures industrielles d'exportation, la généralisation de l'arachide se vivrières. Elle détruisalt ainsi

l'équilibre agricole du pays. . Pour mettre un terme à la position monopoliste des grosses sociétés et pour tendre à une diversification des cultures, le gouvernement sénégalais, dès l'indé-pendance a c q u l s e, est allé chercher ses recettes dans le vieux fonds collectiviste africain remodelé selon des techniques et à l'aide de structures modernes. Pour l'essentiel, il s'agit :

- d'une généralisation du mouvement coopératif auquel tout producteur doit adhérer; de l'institution d'un domaine national inappropriable et géré par les collectivités locales

- de la confiscation par l'Etat de la commercialisation des produits agricoles par l'Office National de Commercialisation et d'Aide ap Développement chargé notamment, avec la Banque Nationale de Développement, d'ap-

porter aux coopératives les moyens en semences, en engrais, en matériel nécessaires aux pro-

- enfin de l'encadrement du monde rural par divers organismes tels les Centres d'Expansion

Rurale. Blen entendu, après quinze ans. l'expérience n'est pas exempte de critiques. Mais, dans l'ensemble, le système fonctionne sans difficultés extrêmes et montre que le socialisme d'Etat peut s'allier harmonieusement au collectivisme

negro-africain. Néanmoins, l'administration te-nait en main l'ensemble des postes de décision. Les communes en nombre rédult n'étaient instituées que dans les chefs-lieux de régions et de départements. Partout de la période coloniale étalt maintenue avec un centralisme

excessif. Après le choc de 1968, l'Union Progressiste Sénégalaise a dégagé la notion de « participation responsable », c'est-à-dire la prise en main des intérêts locaux ou professionnels par les citoyens concernés. Cette nouvelle option, prise en avril 1969, devalt con-duire à un mouvement de large déconcentration du pouvoir et à une décentralisation non moins

importante. La déconcentration du pouvoir s'est tout d'abord manifestée sur le plan constitutionnel. La réforme de février 1970, en instituant un poste de premier ministre, chef du gouvernement, et en prévoyant une délégation des pouvoirs du Président de la République aux ministres, a amorcé le mouvement. Le Sénégal est ainsi rentré dans un régime politique qualifié de « présidentiel déconcentré » par le Président SENGHOR. Dès lors la déconcentration a été étendue en direction des chefs de circonscriptions administratives qui volent leurs attributions augmenter, spéciale-ment dans le domaine de la tutelle des collectivités locales.

Pour ce qui est de la décentralisation, l'originalité a été recher-chée. Plutôt que de communaliser l'ensemble du territoire selon le système français, les lois du 1° fèvrier et du 19 avril 1972 ont posé les bases de communautés

La communante zurale est le regroupement de plusieurs villadisposant d'une population totale da 10 000 habitants environ, dans un diamètre de dix kilomètres à partir d'un village centre, en principe. Elle est dotée de la personnalité morale de droit public et de l'autonomie financière. Son administration est confiée à un conseil rural dont les membres sont, pour les deux tiers, élus au suffrage universel et, pour le reste, désignés par les assemblées générales des coopératives de producteurs. Le conseil choisit un président parmi ses membres élus se livrant à une activité rurale à titre principal.

Le fonctionnement du conseil

plifié par rapport à celui des conseils municipaux. En dehors d'une session budgétaire obligatoire fixée par les textes, le conseil rural se réunit quand li le veut et comme il l'entend. Au-tre particularité : les ressources de la communauté sont entièrement ntilisées à des programmes de développement si blen que la collectivité locala échappe aux charges, insupportables pour elle, de dépenses de fonctionnement et de personnel. La sous-préfecture prend en compte celles-ci. Le conseli vote son budget, fixe les modalités de tous les droits

d'usage de la terre, détermine les projets d'aménagement, les investissements humains, les servitudes Il délibère sur les comptes d'administration qui lui sont annuellement présentes. Le Président du Conseil rural

est officier de l'état civil. Il représente la communauté rurale et fait appliquer les décisions du conseil. Surtout, il affecte et désaffecte les terres du domaine national en fonction de l'usage qui en est fait.

La participation responsable a été étendue à d'antres domaines. Les conseils municipaux recoivent en leur sein les représentants désignes par les forces socio-économiques les plus représentatives : syndicats. Croix-Rouge, associations de producteurs... Auprès de chaque échelon de l'administratioo territoriale - sous-préfet. préfet, gouverneur de région - il a été institué un conseil ayant un rôle consultatif, le conseîl départemental fixant en outre le taux de la taxe rurale. Celle-cl constitue les neuf dixièmes des ressources des communautés ru-

Cette réforme de 1972 a été volontairement introduite réglon par région. Celle de Thiès a bénéficié de la primeur, puis celle du Sine-Saloum en 1974. En 1976. elle sera étendue à la région de Diourbel. L'ensemble du territoire sera couvert en 1980, Le gouvernement se donne ainsi le temps de rectifier les erreurs possibles et de tracer, sans précipitation, les limites des communau-

tės rurales. Dans l'état actuel des choses, déconcentration et la décentralisation sont un succès incontestable. Maigré quelques obstacles dus aux retards accumules par queiques ministères techniques, qui répugnent à déléguer certains de leurs pouvoirs, les nouvelles institutions fonctionnent harmonieusement.

Les populations rurales et leurs élus poussent d'ailleurs les antorités centrales à une accélération de la mise en place des commu-nautés. Celles qui existent ont déjà obtenu des résultats remarquables : fonçages de puits, construction de pistes et de ponceaux, création de maternités et de pharmacies de villages. Elles ont conscience d'être entrées dans un socialisme à visage hu-

TEREPALALI

R COMBITAL DE. ET MINIER D

ancs C.f.

Contract Contract

and the second second

CONNAIT UNE CROISSANCE SOUTENUE

Trois grands projets industriels

« DAKARMARINE »

N 1970, le gouvernement séné-galais a conçu le projet de créer à Daker un centre de réparations navales paur grends navires. Dénommé « Dakarmerine », ca projet est entré aussitôt dans le phase des éatlactions avec la constitution, le 10 février 1971, de la « Société pour le Développement de l'Infrastructure des Chantiere Meritimes du Pari do Dakar = ou < Dakarmarine », puls avec un cartain nombre d'études.

POURQUOI DAKAR ?

Nous alions voir les principales carectéristiques de ca projet, mels auparavant évoquons les reisons qui ont amené à le concevoir.

Elles découlent de constatations évidentes que l'on peut alost résu-

— Position géographique excep-tionnelle de Dekar sur le plan maritime. La capitale sénégalaise bénéficle en effet d'une reda abritée eu carrefour da routes maritimes très fréquentées, entre l'Europe et la cap de Bonne-Espérance, l'Amériquo du Sud, l'Afrique et l'Amérique centrele et du Nord ;

- Existence d'un port de commerce blen équipé, d'une intra-etructure industrielle développée, de moyons do communicatione Inter-

Ainsi, placée au mieux sur les principalos routes pétrolières du mondo, el déjà bien équipée, le presqu'îlo du Cao-Vert, où est bâtle Dakar, offret-elle aux navires et particullérement aux pétrollers géants qui exigent pour laur entretien des installatoins nauvelles et spéciales (elles dalvent notamment être assez élaignées du lieu de déchargement pour permettre le dégazage des citemes avant réparations), un elte privilégié.

A cele e'ajoute le présence sur place da l'abondanie main-d'œuvre

Cependant, eulaurd'hul, le projet se présente sous un jour un peu moins fevorable qu'eu moment de sa canception en raison de l'incertitude que lelt peser la crise pétrolière, de la réduvarture et de l'agrandissement du canal de Suez, de l'existence de plusieurs projets concurrents.

L'ÉTAT SÉNÉGALAIS MAJORITAIRE

Ces handicaps nauvellement surgis ne sont cependant pas suffisants pour remellre en ceuse le projet. Le goumenor à bien el de nouveaux partenaires, qui pourraient participor à son linancement, sont recherches,

nolamment parmi les pays arabes. Nous avons vu ci-dessus le départ de l'affaire dans la création de la

a) La SOSERAP, en novembre 1974

(Ooclété séuégalaise de raffinoge et

de pétrochimie), qui appartient en-tièrement à l'Etat du Séuégal. C'est, diseut les Sénégalais, notre Société

des pétroles : la S.N.L.C. (fra-utenne) et la GOSERAP (sénéga-laise), à raison de 50 % chacune.

La réalisation du projet de Kayar se fera sous la maîtrise d'IRASENCO.

avec le contrôle et l'orientation de l'Etat par l'intermédiaire do la

SOSERAP. A cause des vicissitudes de l'économie internationale, et plus particulièrement dans te demaine du

pétroto, des études de factibilité out

abouti aux décisions de réalisation dest la première transbe comporte :

e) Une raffluerte de pétrole, d'une

conactié eu pteine exptottation de 2,5 millious do touves. Elle devra approvistonner le marché intérieur

senégalais (comptémentarité avec la minuerie existante sur les produits blaues), le marché international des

ques marchés régionaux. La raffi-

uerio de Kayar, qui nécesaitera un investissement total de 58 millions

C.P.A.) devra être fonctionnelle vers

été lames depuis to 12 août et les proposition d'offres reçues le 6 oc-

b) Une nouvelle mine de phos-

phates à Tobène : cile produira 1550 000 tonnes et impliquera l'em-

bauche d'euvirou trois esut cin-quante personnes. L'investissement cera de 40 millions de dellars;

e) L'usine d'ammoniae et d'urée, dout l'installation, initialement prévue à côté de la GIES (Société Indus-

julu 1978. Les uppels d'offre

dollars (Il milliards do francs

soutes du port de Dakar et qu

LE COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE

ET MINIER DE KAYAR

Société « Dakarmarine Celle-ci avait, à l'origine, un capital de 100 millions do france C.F.A. (2 millions de france trançais), associent l'Etat cénégelala aux Atellers et Chantiers Réunle « Bellard Murdoch » et à le Société Commerciale d'Affrêtement et de Combustible (SCAC). Le capital initial a ensuite été porté é 210 millions de frence C.F.A. (4,2 millions de francs français), qui sont

- Etat sénégalelo : 52 %;

- Banquo Européenne d'Investissement : 15 %: - Beliard Murdocb : 9 %;

- SCAC : 9 %;

— Cinq autres participations de 5 à 1 % dont A. G. Weser et Fincantiéri, qui détiennant é eux deux

Les Atellers et Chantiers Réunis Bollard Murdoch » sont un groupe beige epécialisé en réparations navalas, et implanté à Anvers, Ostende et Ruccolmonde, en Belgiquo ; à Dunkerque et au Hevre, en France. Les possibilités de réparation des grande navires citemes étant limitées à Anvero, ce groupe avait, dès 1969, entrepris des études dont il ressortil que Dakar, eur la route des principaux trafics maritimes internationaux et é une distance des ports de déchargement pétroliers suffi pour donner aux navires le temps de ee dégazer, disposait d'une très banne eituation. Participant eu capital do - Dakarmarine -, Beliard Murdoch lançait, en coopération avec des bureaux d'études réputés, les premières études techniques et éco-nomiques du projet. Terminées on 1972, ces études dannèrent des résultats encourageants. Des cantecte furent elors établis avec plusieurs sources de financement possibles : Banque Mondiale, Communeuté Econamique Européenne, Fonde (fran-

La Société Commerciale d'Affrêtement et de Combustible, eutre partenaire de l'Etat sénégalala dès le constitution de « Dekarmarine », est un groupe français opécialisé dans l'armement maritime et déjà fortament Implanté en Afrique. Le SCAC est, notemment, propriétaire des Ateliers et Chantiers de Dakar (A.C.D.). premier chantier maritime de Dakar.

çais) d'Aide et de Coopération, no-

Les études d'avant-projet Bellard Murdach évoquées ci-dessus permi-

 L'entrée de nouvéaux associés à grande eurface financière : les constructeurs et réparsteurs navalo quest-allemend A.G. Weser (Krupp), Brême, et italien, Fincantiéri (IRI), le groupe français Empain-Schneider:

trielle d'engrais du Senégal) sera faite à proximité de la raffinerie de Kayar. Sa capacité sera de 130

tion et l'explettation de cette usine seront assurées par la société FER-TISAN, dans laquelle IRASENCO

aura une part importante des actions.

industriel de Kayar, il est prévu la

tuaires do Dakar pour l'exportation

des phosphates de Talbe, de Lam-Lam et de Tobène nécessiterait des ments très importants et

Il fandralt assurer la modernisation

Toujours dans le cadre du complexe

170 tounes-jour en urée. L'in

ci-jeur en ammoniac et de

(cf. supre);

- Da réaliser de neuvelles études (techniques, do marché, de main-d'œuvre, do factibilité, financières et économiques) pour un montant de 700 millions do francs C.F.A. avec les aldes da la Banque Mondiale, de la C.E.E. et de la France. Ces études furent conflées à deux bureaux de consultants : De Weger (Hollande), pour le partio technique, et SEMA (Métra international), pour le partie financière et économique, avec Be-lierd Murdoch aglassant en tant qu'assistant technique do - Dakar-

- Do développer sans plus ettendre le patite et moyenno réparation navale é Dakar (installation en cours d'un élévateur à navires de 1 200 tonnes et formation d'un premler noyau do personnel pour le grand chantier):

- De constituer une sociélé d'exploitation chargée de le réalisation tation de l'ensemble du centre de réparatione navales (seion lo prininfrastructures qui cont la propriété de l'Etat cénégaleis).

LE SCHÉMA ET LES PRÉVISIONS **D'INVESTISSEMENTS**

Le ochéme de base du projet pré-

- Dans un premier temps, la construction de deux cales pour navires, l'une do 300 000 tonnes, l'eutre de 500 000 tonnes, ainsi que 1 200 m de quele extensibles à 1800 m.

Dans un deuxième tamps, una cale pour navires de 1 million de tonnes et 600 m de quais supplémentaires, avec possibilità d'oxiension paur le construction d'éléments de

La site de Thiarova, é 10 km de Dekar, e étá retenu pour ses avantages nautiques, ses conditions géologiques et es proximilé de la zone Industriello de Daker.

Les investissements prévus dialent estimés é 36,650 milliards de francs C.F.A. (733 millians de francs françals). La crise pétrollère et la récuverture, le 5 juin 1976, du canal de Suez, formé depule hult ans, allaient obliger é réduire le achéma

- Dens un premier temps, une cale de 500 000 tannes, 800 m de quais et une station de nettovage of de reprise de résidue :

- Dans un deuxlème temps, une celo de 300 000 tonnes, 400 m de quals et une jetée centrale de 250 m.

Paur la première phase, les investissements ont été estimés à 18,7 milliards oour l'Infrastructure ; 5.6 milllards pour le superstructure : 1,07 milliard pour la etation de nettoyage. Solt, au lotal, 25,37 milliorda de Iranes C.F.A. (507,4 millions de frances français). Pour la seconde phase, les évaluations cont de 9,4 milliards pour l'infrastructure et de 2.05 milliarde pour la superstructure. Soit, au total, 11,45 milliardo do trancs C.F.A. (229

millione de france tranceis). La deuxième phase sereit réalisée dès que le chantier aura acquis une certaina notoriété. Au départ, l'effecconnes; il devralt atteindre ensuite vers 1985, prévoit-on — deux mille à deux mille cino cents personnes.

LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR

EST d'abord une zone indus-trielle, délimitée, dont le développement est effectué d'après un plan directeur. Les investisseurs y trouvent des ter-rains industriols équipés, disponibles sans délat

C'est ensuite une zone qui bénéficie d'un statut libéral concédé pour une durée do vingtcinq ans et renouvelable. Il confère à toute entreprise indus-trielle qui s'y installe des avan-tages économiques substantiels.

Cette zono est gérée par une administration autonome, qui reçoit les délégations de pouvoirs nécessaires des départements ministériels, pour régler sur place et dans les limites géographiques de la zone toutes les questions administratives relatives à l'agrément des projets industriels et au fonctionnement normal des entre-

Enfin, dernière caractéristique, dans la zone sont mis en place des services communs dont l'élé-ment et du développement de la zone, de l'entretien des équipe-ments, de l'accuoil des investis-seurs et de l'attribution des terrains. Elle offre aux investis-seurs ot aux industriels déjà installés toute uno gamme de services, afin de faciliter la solu-tion des prelibres presidences tion des problèmes pratiques qui se posent, en particulier lors de l'implantation initiale.

Quel est l'objectif pour-suivi par la zone franche industrielle de Dakar ?

Le gouvernement du Sénègal entend crèer avec la zone un cadre d'accueil particullèrement attractif, pour inciter les inves-tisseurs des pays industrialisés à transférer dans la zone leurs entreprises grandes utilisatrices de mein d'enument utilisatrices entreprises grandes utilisatrices de main-d'œuvre, qui utilisent souvent à l'heure actuelle de la main-d'œuvre en provenance des pays sous-dèveloppés. Ces usines tirent parti des conditions de production avantageuses offertes par la zone, à partir de laquelle elles peuvent epprovisionner leurs marchés traditionnels Ces entreprises ont rour le nels. Ces entreprises ont pour le Senegal une activité essentielle-ment exportatrice. Le but recher-ché par le Senegal, en créant la sone, est l'emploi d'une maind'œuvre abondante disponible dans la région de Dakar.

Les industries de main-d'œuvre qui sont le mieux à mème de tirer avantage d'un tel transfert sont celles pour lesquelles le produit final représente, sous un faible polds et un faible encombrement, le maximum de valeur ajoutée sous forme de salaires et de sous forms de salaires et de matières premières locales ou régionales. Four ces îndustries, lo bilan total du transfert — gains réalisés sur les salaires contre coût additionnel du transport est positif. Parmi ces industries,

les Industrioa textiles (confection, bonneterie...);

- les industries du cuir et du plactiquo (maroquinerie, chaussures);

 les industries de l'électronique (composants, miniaturi-salion, etc.);

les industries du jauet.

Les industries, paur être agrètes, devront présenter un pro-gramme d'investissement de 200 millions de francs C.F.A. et la création d'au moins cent cinquante emplois de cadres ot d'ouvriers sénégalais. L'investissement devra être réalisé dans un délai

Les avantages confèrés par le statut aux entreprises îndustrielles de la zone fran-che industrielle de Dakar.

- Une exemption fiscale totale; Une exemption des droits et taxes à l'importation et à l'exportation (sauf vers le Sénégal) do toute marchandise, blens d'équipements, matières premières ;

Une détaxation des mar-chandises et services en pro-venance du territoire dous-nier du Sénégal;

La liberté de transfert des capitanx investis et de leurs revenus de toute nature;

La liberté do transfert des salaires du personnel expa-

 La liberté de recrutement du personnel local et expatrié; - L'arbitrage de la Banquo mondiale pour tout diffé-rend qui résulterait do l'ap-plication du statut.

• Promotion do la zone franche.

Un effort particulier est fait par le gouvernement du Sénégal pour la promotion de la zone franche à l'étranger.

Cette action s'articule autour de deux centres. Le premier, situé à Dakar, le « Comité de promotion », a pour tâche d'élaborer la politique de promotion. Le second, à Bruxelles, le « Centre de prospection », rayonne sur l'Europe, choisie comme cible prioritaire dans une première phase. Ce centre planifie et coordonne la promotion au niveau européen en motion au niveau européen en liaison avec les intervenants désignés dans chaque pays.

La coordination générale des instances revient à la SAPROZI qui assure par ailleurs l'accueil des investisseurs à Dakar.

Parallèlement, des missians d'information sont effectnées à l'étranger par le ministère du dévoloppement industriel et de l'environnement, qui ont pour but la sensibilisation des opérateurs économiques.

C'est ainsi quo des missions ont déjà été effectuées en République fédérale d'Allemagne, en France

Elles se poursuivront en Europe, mais aussi sur le continent amé-ricain (U.S.A., Canada, Bresil) ainsi qu'au Japon.

Réalisation

des 60 hectares de la première tranche sont en cours. Les pre-miers terrains seront livrés au mois de mars 1976.

 Trois industries ont déjà reçu l'agrément de s'installer dans la zone franche, dont l'une d'entre elles entrera en production en décembre 1975.

- Les dossiers de quatre de-mandes complémentaires sont en cours d'élaboration en vue d'être déposés avant la fin de cette

Deux sociétés de service sont également agréées. L'une d'entre elles offre la possibilité de finan-cement d'installations industrielles en crédit-bail.

 Renseignements.
Dans les ambassades du Sénégal
ou aux adresses ci-dessous : DAKAR : SAPROZI RP. 110

PARIS : CEPIA, II, rue Marbeul 8°; SETIMEG, 157, avenue Charles-

GENEVE : S.G.L., 71, avenue Louis-Casal 1216 Cointrin/Genève (Suisse).

nationale des pétroles; erfation d'uno nonvelle cimonterie d'envil-an I million de tonnes; on b) L'IRASENCO, en avril 1975 (Iran-Senegal Company - Société trans-sénégaiales des pétroles et des en procède à l'analyse des éléments de factibilité. tif employé sera de huit cente perde-Gaulle, 92521 Neutlly. mines). It s'agit d'une helding qui eppartient à deux sociétés nationales L'expansion des installations por-

La 2º Foire internationale de

Dakar ouvrira ses portes du 3 au

12 décembre 1976. Elle sera, en-

core una fois, la randez-vous

privilégié des pays en volo

d'équipoment, désireux de com-

parer et de cholair un matériel

adapté à leurs besoins et des

pays industrielisés désireux de

conquérir ou de consolider leur

position sur un marché de plus

de 100 millions de consomma-

'Meis elle sars surtout l'occa-

aion, pour les pays du tiers-

Le second rendez-vous de Dakar des moyens de transport. Mêmo si cette solution était retenu, plus tard any horizons 1985, avec t'expot tation de pellets de fer de La Fa-lemé (18 millions de tonnes par an), on se trouverait au-delà de la capa-Dakar e connu un auccès sans précédent; en effet, on se trouvent at the description of the Dakar.
Pour toutes ces raisons, il reste
justifié d'envisager la construction
d'an uouveau port dans la région
de M'Boro-Kayar. Le nouveau port
minéralier et pétroller sera à pour se toute première manifes tation, le Centre International d'Echanges da Dakar a vu la perticipation de quarante-quatre pays, de oix cent coixante-dix fir-27,3 kilomètres au nord de Kayar. Ce site a été choisi en accord avec tes responsables de la régien de mes et reçu cinq cent mille visi-

teurs.

du ministère des trans-Avec ce port, qui devra être fonc-tiounel trente mois après le 1º jan-vier 1976, et les unités environnantes, on assistera à une recentralisation industrielle : c'est un des soucis

tes responsables de la regien de Thiès et tes départements ministé-

riels intéressés (du ministère du

développement rural et de l'hydrau-

majeurs du gouvernement. On mesure les effets induits : entien de neuveaux emplois, construction de routes nonvelles,

Adification d'une ville nouvelle, etc. Il reste certain que le complete da Kayar marquera un tournant dans la potitique sénégalaise d'industria-tisation. monde en général, do mieux faire connaître loure potentialités. Elle permettra aux différents opérateurs économiques des différents. continents d'étudier concrètement, au cours de rancontres professionnelles, les voles et moyens les mellieurs pour un développement réel da leure échanges.

Un programmo particulier sere réservé aux échanges intra-airicains et Intra-A.C.P.

Encore une fois, le Centre tnternational d'Echanges de Dakar mettra à la disposition des exposants ees 27.000 m2 de hall d'exposition, ses 29,000 m2 d'aires d'expasition extérieure et 120,000 m2 do terrains viabilis pour le construction de pavillons individuels. Un service technique assure tous les problèmes d'installation de etands graca à un matérial des plus modomes du type Syma-System.

La 2º Foira Internationale de Dakar assurere un service tout é fait nouveau : un Bureau d'inlormotions Economiques et Commerciales consacré à l'économi des pays de l'Atrique de l'Ouest. Il fournirs des renseign pratiques sur la situation mique. les potentielités, les potentiolités, les grands projets, les plans da développament, les différentes réglementations.

A travers le Centre International d'Echanges de Daker et le 2° Foire Internationale do Dakar, le Sénégal veut concrétiger sa volonté de s'ouvrir à tous les courants d'échanges économiques, culturels et sociaux pour una interpénétration réello des économies, des cultures et des peuplea de tous les continents.

(*) Pour tous renseignements : Centre International d'Rehanges de Dakar, Rofte Postale 3320. Tél. : 511-11. Télex : FIDAE 430 SG. Dakar.

N uu an, des efforts remarqua-réalisation du complexa indraréalisation du complexe indus-réalisation du complexe indus-triel de Kayar. Eu cîfeț, deux sociétés

1000

/SEMS

.a.⊿″ ∌75

La querelle sur les systèmes de changes

CONTRE LE FLOTTEMENT DES MONNAIES L'inadaptation des parités fixes

ES apôtres des changes flottants ont toujours distingué, à juste titre, entre le flottement libre (ou clean floating), seul objet de leurs louanges, et le flottement contrôlé par les entorités publiques (baphisé dirty floating).

Or ce qui a été appliquà depuis quatre ans est un dirty floating. Tous les grands Etats industriels a portateurs, à l'exception des Etats-Unis, e on t intervenus systématiquement sur le marché, et si les autorités monétaires américaines ne l'ont pas fait, les pays étrangers les ont, dans une certaine mesure, remplacées, puisqu'ils ont, pour des montants considérables, acheté des dollars afin d'en limiter la dépréciation. Il n'est pas toujours facile de démêler, dans les bons et les mauvais cotés de notre régime, ce qui provient du fait qu'il a été un floating et ce qui provient du fait que le floating a été un guttus floating.

Cela dit, l'expérience des dernières années montre clairement les dangers d'un régime de flottement non contrôlé ou insuffisamment contrôlé.

Les chntes du dollar au cours de l'été 1973 et au début de 1975 eboutissaient à des sous-évaluations flagrantes de la monnaie américaine par rapport aux monnaies du «serpent» européen et par rapport au franc suisse. De tels mouvements ont naturellement des conséquences commerciales qui aboutissent, dans une certaine mesure, à les corriger. L'expérience prouve que les dites conséquences ne se produisent toutefois qu'avec un décalage, et qu'entre temps les floctuations du marché accentuées, sinon provoquées, par la spéculation - peuvent entrainer une monnaie bien trop bas oo bien trop haut.

par GUILLAUME GUINDEY (*)

Le fait que des dépréciations de grande amplitude, assurant à certains pays des avantages indéniables sur le plan commercial, n'aient guère, jusqu'ici, entraîné sur ce plan de mesures de protection oo de rétorsion, ne doit pas faire illusion. Le grand bénéficiaire de cette stratégie à été les Etats-Unis. L'on y regarde à deux fois avant le déclencher des hostilités curtre un aussi puissant partenaire.

Le dollar n'a pas été senlement dévalus à l'exrès. Son cours a été erratique. C'est ainsi par exemple que, en termes de dollars, la valeur du franc suisse a augmenté de plus de 20 % de mai à juillet 1973, baissé de plus de 21 % de juillet 1973 à jauvier 1874, monté de 19 % de janvier à mai 1974, baissé ds près de 5 % de mai à septembre 1974, monté de plus de 25 % de septembre 1974 à février 1975, baissé de plus de 11 % de février à juillet 1975. Des fluctuations du même genre se sont produites pour les monnaies do « serpent » européen.

Des oscillations en sens opposé de cette amplitude n'étaient évidemment pas justifiées par des changements correspondants dans la relation entre les pouvoirs d'achat des monnaies. Et elles auraient été plus grandes encore si les autorités des pays a utres que les Etats-Unis n'étaient intervenues pour essayer de les limiter.

Une telle instabilité n'est pas seulement démoralisante ; elle n'est pas seulement vouée à engendrer un sentiment d'insécurité, de défiance à l'égard de tootes les monnaies ; elle n'est pas seulement de nature à créer, pour les banques et pour les gérants de trésorerie, de graves problèmes et des tentations de spéculation. Elle contribue eussi à l'inflation mondiale. Car les dévaluations accentuent l'inflation dans les pays qui dévaluent; mais les revalorisations n'exercent pas, dans les pays qui y procèdent, un effet déflationniste correspondant, en raison de la résistance des coûts et des prix à le baisse. De sorte qu'an total, c'est l'inflation da na le monde qui gagne à ces multiples variations des changes.

Les principaux perdants sont les faibles. Ce sont, parmi les nations, les pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Ce sont, à l'intérieur des Etats, les antre prises moyennes et petites, pour lesquelles il est plus difficile de venir à bout des complexités inhérentes eux opérations commerciales et financières internationales. Le risque est grand de voir se développer une réticence à l'égard de ces opérations, une tendance au repli à l'intérieur des frontières nationales.

Tout cela est devenu aujour-d'hul si évident que des voix eutorisées de plus en plus nombreuses se sont élevées, même aux Etats-Unis - on en a vu l'effet au « sommet » de Rambouillet, - pour réclamer une action de stabilisation des parités entre le dollar et les monnaies du « serpent ». En quoi pourrait-elle consister? Diverses méthodes peuvent être envisagées. Une chose ao moins est sûre. Le clean floating, qui n'e jamais été qu'un jeu de l'esprit, est condamné. Le floating n'est supportable qu'à la condition d'être very dirty, et de ressembler beaucoup à la stabilité.

* Ancien directeur général de la Banque des règlements internationaux. ORSQUE, li y e quelques années, le système monétaire mis en place à Bretton-Woods était sur le point de c'elfondrer, les adversaires des taux de changes flottants s'opposèrent à l'adoption d'une telle politique qui, seion eux, na pouvait conduire qu'à une désorganisation complète du commerce mondial, à un déciln des investissements internetionaux et à le dislocation des merchés des

Depuis deux ans, le monde occidental vit sur un système de flottement généralisé — l'expérience e même été poussée plus loin dans certains pays.

Au calme de l'eprès-guerre evail euccédà une période de grande instabilité : inflation très forte et très irrégulière, récession comme on n'en avait vu depuie les années 30, taux d'intérêts et prix du pétrole plus àlevés que jamais. changes flottants firent le preuve de leur efficecité. En amortissant les considérables, ils aldèrent les peys développés à résoudre leure problèmes d'ajustement. Un eystèms de taux de changes fixes n'eut Ismais pu faire face à una tella sife de capitaux à court terme, evec les contrôles qu'ils entreine et, dans les pays à balance déficitaire, une récession beaucoup plus dure qui eureit pu les conduire à edopter une politique de mendicité à l'extérieur, Ainsi peut-on dire que les changes flottants ont jouà, su coure de ces deux demières années, un rôle primordial et qu'ils ont permis à l'économie mondisis d'éviter la retour au cheos des

On fait souvent porter eux changes flottants la responsabilité de l'inflation mondiale ectuelle. Le fait que les gouvernements n'eient plus à tenir compte, dans leur politique monétaire et fiscale, du déficit de la balance des palements, favoriserait, dit-on, des politiques inflationnistes et obligerait même à y recourir.

par BRIAN GRIFFITHS (*)

Il est cependant important de noter que l'infletion sévissait déjà bien avant que la France ne laisse flotter le franc en janvier 1974. En vérità, le facilité evec laquelle l'infletion américaine s'est transmise à l'Europe s'explique précisément en grande partie par le fait que la Communeuté e tenu à lier son sort à celul du dollar. L'edoption des taux de change flottants fut un effet et non une cause de l'ajustement de tous les paye aux conséquences de l'infla-

Ceci étant, le débat n'est pas clos. Comparé, au gold standard, les changes flottante correspondent, en quelque sorte, à une polidque du laisser-faire. Il serait cependant extramement neif d'en déduire que les changes fixes représentent la discipline, et les On dolt plus strement chercher les racines du manque de riqueur dans la préfèrence que portent les nents au suremploi, à is croissance locontrôlée, sux tentatives faites pour se concilier en les echetant - leurs opposants, à l'échec d'un contrôle efficace des dépanses gouvernementales et un refus d'eugmenter les impôts qui pourraient permettre de payer les pots-de-vin offerts à leurs électeurs. Le retour eux taux de changes fixes ne pourrait jemels résoudre ces problèmes de

Est-ce un bien, est-ce un mai ?
L'âge est dépassé de l'innocence
dens le domaine monétaire internationel. Il est difficile de concevoir un changement brutal de politique de la part des gouvernements
sctuels dans le seul but de maintenir le valeur externe de leur
monnaie. Un tel changement ne
pourra intervenir que lorsque les
gouvernements seront prêts à
assurer un contrôle sur les finances
publiques et quand les àlecteurs
eccepteront de faire face aux coûts
de l'infletion.

Dane un monde eussi imparfait sussi peu satisfeisant, où les démicraties sont déterminées à pou suivre des politiques eussi pe concertées, l'avantage des teux c changs flexibles est qu'ils les permettent la liberté de choix entre une aggravation et une dim nution de l'infletion.

* London School of Econor

---- publicité -

UN BON PLACEMENT?

Placé à 3% indexé (ce qui est un bon placement) un capital de 100 millions d'aociens francs ne rapporte que l'équivalent du salaire d'un

Voilà uoe des 3000 informations que vous trouverez - et qui vous étonneront - Dans "FAITSetCHIFFRES 1975" qui vient de paraître. "FAITSetCHIFFRES 1975"

"FAITSet CHIFFRES 1975" supplément économique du NOUVELOBSERVATEUR est vendu 12 F seulemeot chez tous les marchands de journaux.



THE REAL PROPERTY.

MOPA

Ecco vous propose des intérimaires. Pas des bouche-trous.



En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative.

Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturières.

Le problème est posé à Monsieur Bonifacino, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France,il connaît parfaitement les entreprises de sa région.

Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés.

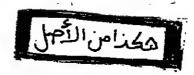
Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services.
Cinq d'entre eux sont engagés définitivement.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise.

Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Ecco

Des intérimaires aussi qualifiés que ceux qu'ils remplaçent.



arités fixe

Un « impôt » progressif, celui du crime

(Suite de la page 17.)

« Tandis que le beurre se transformatt de lui-même ou par une fiction fiscale en corps gras pais de corps gras en mayonnaise, de mayonnaise en corps gras à usage industriel (c'est-à-dire pour faire du savon), de corps gras industriel en assaismement, une succession de princes à l'exportation et à l'importation avaient été perçues pour chaque opération et cela jusqu'à ce que 10 millions de DM de compensations aient été accumulées pour cette expédiaccumulées pour cette expédi-

D'autres fraudeurs ont obtenu des remboursements de taxes à le la valeur ajoutée qu'ils n'avalent pavées, en remplissant des rembours des qu'ils n'avalent la valeur ajoutée qu'ils n'avalent la valeur ajoutée qu'ils n'avalent la valeur ajoutées, en remplissant des formulaires pour des exportations fictives. Comme à l'épotations fictives. Comme à l'épotations fictives. Comme à l'épotation de l'ép la police allemande, avaient établi des bases qui s'étendaient de Stockholm à Istambul, via Francfort, Bruxelles et Milan.

Le vol des voltures et enfan.
lement bien organisé. Il se fonde
gar une large division du travail : il y a des spécialistes pour
rhaque étape. Ils sont résidents
ou nationaux dans chaque pays
et respectent des ordres précis
venus de l'extérieur.

Le nécessité de mettre en place de strictes mesures contre

Les délinquants du siècle : automobilistes et voleurs

Rurona a recherché des sta-Europa a recherché des stastiques en Grande-Bretagne,
en Allemagne de l'Ouest, en
France et en Italie. Dans chacun
de ces autres pays, les délits de
la route constituent la masse des
fractions et par conséquent
tal le plus de temps et d'arta la police et aux tribumaux
correctionnels. Cependant, la
fraction des délits commis par
automobilistes sont sancpar des pénalités fixées
l'avance — avertissements ou lavance — avertissements ou des — sans qu'on ait sou-trecours à la prison ou I wires mesures pénales.

Dans chacun de ces pays le tur grand nombre des infrac-ions répertoriées par la police de dehors des délits de la ture) est constitué par les vols t vols avec effraction chez des

EUROPE

EUROPA

Rédaction / Pierre Drouin. Jacqueline Grapin . le

Monde -). Piero de Garzarolli, Carlo Sartori (- la Stampa -1, John Greig, coor-

donnateur, Devid Spanier

(- The Times -1 Fritz Wirth,

Publicité : Michel Gérard (- le Monde -l. Riccardo di Corato (- la Stempe -). Garry

Thorno. coordonnateur (- The Times -l. Dietrich Windberg

Copyright - le Monde ».

(= Dio Welt -l.

Elmar Biebl (Dle Welt -L

le vol a fait l'objet de discus-sions à la conférence annuelle de l'Union internationale des assurances maritimes à Berlin, qui a fêté son centième anniver-versaire en 1974. Le magazine britannique Security Gazette l'apporte que les compagnies d'assurances ont été invitées à faire respecter plus strictement l'usage d'équipements anti-vol sur les véhicules de transports r out l'ers internationaux. Pin-sieurs pays, et notamment l'Ita-lie, la France, la Hollande et la Suisse, out déclars avoir intro-duit des clauses spéciales dans leurs polices afin de recom-mander, et parfois de rendre obligatoires, ces équipements anti-vol.

L'efficacité des enregistreurs de parcours ou tachymètres a été démontrée lors du voi d'un chargement de marchandises de valeur dans la région de Milan. Les voieurs avaient abandonné la cantonnette avaient l'accio la camionnette après l'avoir vidée de son contenu. Les enquêteurs purent découvrir l'endroit où était caché le butin grâce aux appareils enregistreurs qui avaient noté la vitesse ainsi que le nombre de kilomètres parcourus par le véhicule après le vol.

La centralisation des infor-mations sur les crimes et délits à l'échelle européenne est encore tellement rudimentaire que l'on ne peut guère établir à propre-ment parler de stratégie même e'il existait une structure adé-

particuliers ou dans des locaux commerciaux ou industriels. Ces deux catégories représentent plus des deux tiers des délits commis dans ces quatre pays. On note une augmentation des incendies volontaires et des actes de vandalisme, ainsi que des vols avec violence, détour-nements d'avion et d'actes de violence collectifs.

En France, l'évasion fiscale coûte très cher à la collectivité : en 1972, une perte de recettes de 29 milliards de francs pour le Trèsor public, alors que les hold-up et autres agressions à main armée n'avaient rapporté que 37 millions de francs à leurs

Il est difficile de comparer l'incidence de la délinquance dans quatre pays. En effet, le

A PROPOS

« DU » LLOYD'S

caude, représentant général unique à Paris des souscripteurs

du Lloyd's de Londres, nous écrit

que pour parler de la «Corpo-ration of Lloyd's », il est d'usage d'écrire le Lloyd's, puisqu'il s'agit d'un marché où se rencontrent assureurs et courtiers d'assu-rances et, par extension, le «club » de ces assureurs.

«ciun» de ces assureus.
Noire correspondant nous signale en outre qu'actuellement
les marchés maritimes et terrestres e'équivalent à peu près
et que le mot «soumissionnaire»

est un terme inconnu an Lloyd's, « underwriter » étant diffficile-ment traduisible dans la mesure

où « souscripteur », qui est ré-servé aux membres assureurs

servé aux membres assureurs du Lloyd's et qui le vocable approprié, désigne aussi souvent en français l'assuré, ce qui peut conduire à une confusion.

Signalons enfin que les sept mille sept cents « noms » représentés dans la corporation ne sont pas ceux des Américalas seuls — comme nous l'avons écrit par erreur — mais ceux de l'ensemble des membres actuels du Lloyd'e.

Nous avions dans le dernier numéro d'*Europa* consacré un article à la Lloyd's. M. de Cane-

code pénal, les méthodes et clas-sifications adoptées par la police et les tribunaux, varient de l'un

et les tribunaux, varient de l'un à l'autre.
D'après les renseignements de police, si l'on tient compte de l'accroissement des populations, de 1971 à 1973, c'est en Italie et en France que l'augmentation de la délinquance a été la plus importants alors que les Allade la délinquance a été la plus importante, alors que, en Allemagne et en Grande-Bretagne, la variation a été moindre (Italie + 24 %. France + 13 %. Allemagne + 4 % et 0 % pour la Grande-Bretagne). Mais, pour les deux derniers pays, la période de 1973 à 1974 a vu une progression marquée : + 7 % pour l'Allemagne et + 18 % pour la Grande-Bretagne.

Il semblerait que le taux des

Il semblerait que le taux des infractions par cent habitants soit supérieur en Grande-Bre-tagne et en Allemagne. Mais étant donné que ces pays ont inclus dans leurs statistiques

des délits de moindre impor-tance, il fandrait revoir la valeur de cette comparaison. Les estimations des taux de crimes et délits (à l'exclusion des infractions au code de la

ITALIE	
1971	2,342
1972	2,582
1973	2,893
FRANCE	•
1971	2,994
1972	3,228
1973	3,372
ALLEMAGNE	
1971	3,982
1972	4,176
1973	4,136
Grande-Bretagne	
1971	4,377
1972	4,433

< Attraper du mercure avec la main »

D'autres chiffres mettent en reilef un fait qu'exprime très clairement le responsable d'une société britannique de protection privée : « Si l'on porte un coup d'arrés à une cotégoris de délits, celle-ci émergera sous une autre forme. Cela revient à essayer d'attraper du mercure avec la main ».

L'exemple des chèques sans provision est là pour illustrer ce point. Le public a conscience du risque qu'il y a à porter sur soi de l'airgent liquide. C'est ce qui a donné un tel essor à la « société sans cash » et aux paiements bancaires. Les voleurs

chité sans cash » et aux pale-ments bancaires. Les voleurs ont changé de tactique et ce sont les chèques, chéquiers et cartes de crédit qui sont devenus l'objet de leur convoltise. Il en est résulté à son tour une nou-velle méthode de protection. Les banques et la police, grâce à leurs recherches, ont mis au leurs recherches, ont mis au point un sytème afin d'identifier les empreintes sur le papier ainsi que sur les tissus et les plastiques. L'équilibre entre l'uti-lisation des méthodes scientifiques actuellement disponible et la préservation des droits individuels est délicat à préserver. Les instruments utilisés lors du siège du restaurant italien à Londres et durant la captivité

du docteur Herrers révèlent l'étendne des moyens d'écoute électronique dont on dispose. On suggère en Grande-Bréta-gne que le fait d'avoir pris les empreintes digitales de toute la population n'a pas servi à grand-chose. L'utilisation d'ordinateurs afin de stocker et de retrouver des renseignements sur les vénicules, les empreintes digitales

route) pour les quatre pays sont les suivants : Crimes et délits pour 100 000 habitants :

	ITALIE	
1971		2,342
1972		2,582
1973	***************************************	2,893
	FRANCE	•
1971		2,994
1972	••••••	3,228
1973		3,372
	ALLEMAGNE	
1971		3,962
1972		4,176
1973	••••	4,136
	GRANDE-BRETAGNE	
1971		4,377
1972	***************************************	4,433
		4 555

et les criminels connus, va en s'accroissant et demande une s'accroissant et demande une sérieuse protection.

Sur les cinq cents et quelques postes frontières d'Allemagne de l'Ouest, soixante-dix-huit ont été équipés d'un système inpol. Ce système comprend un écran de télévision qui donne an douanier, quelques secondes après que celui-ci a introduit le passeport, les renseignements requis sur le voyageur sans qu'il soit nécessaire de consulter la liste des personnes recherchées.

Le 2 juin 1975, lors de la puhlication des statistiques sur la criminalité en 1974, Werner Malnhofer, ministre fédéral de l'intérieur, a déclaré que, en 1974, une arrestation sur trois parmi les personnes recherchées a été rendne possible grâce au système de renseignements Inpol. De pu is lors, la liste des vénicules volés a été incor-porée au système et est entrée en opération en 1974. On espère diminuer de 40 % le nombre des vénicules manquants qui se maintient actuellement à cent l'intérieur, a déclaré que, en 1974, maintient actuellement à cent

Il est certain que ce nouvel équipement va permettre de réaliser des économies en donréaliser des économies en don-nant la possibilité d'arrêter des personnes susceptibles, si l'on en croit les renseignements an-térieurs, de commettre des crimes. Pour un prix de loca-tion d'environ 400 DM par mois, ces machines de trans-mission de renseignements sont un bon investissement. Le nouun bon investissement. Le nou-vel ordinateur de la police bri-tannique devrait également augmenter le rythme des arres-tations.

De plus en plus d'argent

criminalité entendne au seos large de la délinquance. En 1971, en France, le montant des 1971, en France, le montant des dépenses du gouvernement s'est étevé à .1143,2 milliards de francs, consacrés à la répression. De plus, 654 millians de francs ont été dépensés pour la protection dans le secteur privé: On avance deux chiffres concernant le coût de la prévention de la criminalité, l'un s'élevant à 491 millions de francs et couvrant uniquement les frais spécifiques : l'autre, de franes et couvrant uniquement les frais spécifiques : l'autre, de 1561 millions, incluant tous les frais de police. Le coût de la lutte contre la criminalité entre 1970 et 1971 s'est acru de 10 % pour la prévention et de 9 % pour la répression. Cela représente un prélèvement de 10 % sur le produit national brut.

En ftaile la dépense publique pour la lutte contre la criminalité s'élevait à 847,3 milliards de lires sur lesquels 417,4 millions étaient affectés à l'entretien de

On investit de plus en plus carabiniers et 374,4 millious aux 113,6 milliards étaient affectés aux prisons et 136,8 milliards à l'administration judiciaire (cette l'administration judiciaire (cette dernière somme couvrant à la fois les procédures pénales et civiles). On n'a pas de statistiques concernant le coût de la protection, non plus que sur les pertes annuelles représentées par les vols.

En Grande - Bretagne on a essayé plusieurs fois de chiffrer le coût de la criminalité. Les renseignements, specialement compilés pour Europa, pro-viennent de sources gouverne-mentales, du magazine Security. Gazette, d'universitaires, de la British Insurance Association et d'entreprises de police privée.

d'entreprises de police privée.
On trouvera aussi des informations sur ce sujet dans une brochure publiée par le Conservative Political Centre en 1973 (The Cost of Crime, par le député Norman Fowler). Dans le livre le Vol sur le marché, publié en 1974 par le professeur L. Carter, de l'université de Nottingham, pour le compte de l'Institut des affaires économiques de Londres, mentionnons aussi les avis du professeur F. H. Mcclintock, d'Edimbourg.
On relève une nouveauté: le

F. H. Mcclintock, d'Edimbourg.
On relève une nouveauté: le budget d'hôpitaux sous surveil-lance policière, comme celui de Broadmoor. Ils dépendent du ministère de la santé et de la sécurité sociale, et une partie seulement des malades hospitalisés ont commis des délits. Cependant, il y a des hôpitaux plus strictement surveillés, où l'on cherche à réduire le risque que ceux qui y sont envoyés représentent pour le public. En ce sens, on peut les considérer comme faisant partie de la prévention de la criminalité.

De même, la police n'emploie

vention de la criminalité.

De même, la police n'emploie pas la totalité de son temps à lutter contre la criminalité. Selon les informations du professeur J. P. Martin, de l'université de Southampton, et de Gail Wilson, réunies dans The Police; A study in manponer, il est raisonnable d'est i mer qu'environ 80 % des frais de police seulement entrent normaliement dans ce total. Toutefois, on constate que même lorsou'ils on constate que, même lorsqu'ils sont occupés à d'autres tâches, la présence des policiers a un effet dissuasif.

Le professeur Martin suggère également que le moitié du tra-vail du Service des libertés sur-veillées est consacré au contrôle de police, à celle des jermes délinquants, etc., ce que l'on peut considérer comme faisant

partie intégrante de la lutte contre la criminalité. Le chiffre de la rubrique a Coûts des transactions d'assu-rances » sur notre tahleau a été calculé selon la méthode du professeur Carter. Ce mode de calcul est basé sur des infor-mations fournies par la Bri-tish Insurance Association, sur les pertes à la suite de vols.

couvertes par une assurance. Les pertes en argent liquide et autres biens, à la suite de vois, vois qualifiés et vois avec effraction, sont présentées dans un rapport publié dans la Security Gazette, d'après des representements donnés par la renseignements donnés par la police.

Pour le montant des larcius commis par les employés et le public dans les boutiques, usines et chantiers de construction, on a extrapolé à partir du chiffre déterminé par le professeur Carter en 1971. Blen qu'il ne comprenne pas l'Ecosse, ce nouveau chiffre est presque certainement sous-estimé. Il suppose une augmentation de 50 % en termes monétaires des dépenses de consommation, ainsi qu'une stabilité des larcius et des vols à l'étalage. Pour le montant des larcins

Pour la poilce privée, l'industrie a fourni une estimation de 150 millions de ilvres sterling dépensées annuellement. Cela ne comprend pas les dépenses de protection contre le feu, blen que les incendies les plus graves, en 1973, aient été pour une large en 1973, alent ete pour thie large part des incendies volontaires. L'estimation des dommages cau-sés par les incendies volontaires est très modérée.

Toute moralité mise à part, on peut arguer que, du point de vue politique, le voi n'est qu'un transfert de richesse, alors que les incendies volontaires constituent une perte sèche. C'est pour cette raison que le tableau ci-dessous a été intitulé α Coût des pertes subles par la collecti-vité ».

Il est clair que cette somme est sous-estimée. Ainsi, le nom-bre d'enfants qui ont eu maille à partir avec les lois n'est pas comptabilisé. De m'eme, les incendies volontaires entraînent des pertes supplémentaires pour

la perte de marchés extérieurs et le manque à gagner sur la

production.

Bien qu'une pension soit versée nux victimes de la criminalité. il n'existe pas de statistiques qui prennent en compte tous les gens qui dolvent aller se faire soigner à l'hôpital après les bagarres du samedi soir et autres pugliais qui n'entrainent que des condamnationmème pas retenus. Et qui pourra calculer le prix d'une personne assassinée?

En tout cas les experts ont

En tout cas, les experts ont longuement insisté sur la sous-estimation du nombre des délits. Ce doit donc être également vrai du coût de la délinquance. Les propos qu'un commissaire de police a tenus à Europa en témoignent : « Moins de 30 % des délits que nous découvrons entrent dans les statistiques. Nous traitons le reste comme des affaires internes. »

Un responsable de la sécurité d'une société pétrolière raconta comment, ayant remplacé un jour ses propres hommes à la station-service, entre 7 h. 30 et 8 h. 30 du matin, il prit sur le fait dix-sept chauffeurs de camionnettes qu'i utilisaient frauduleusement la carte de crédit de leur entreprise. Au bout d'une heure, il dut mettre fin à cette opération, car la cour était en combrée de camionnettes. « Il est probable que, à cette heure, 35 % des clients utilisaient cette com-

On voit donc que, pour me-surer le coût de la criminalité, on aurait besoin de chiffres plus précis. Cette année, à cause de l'inflation, on va enregistrer une augmentation de ces coûts, surtout en Grande-Bretagne, ou des estimations officielles sugdes estimations officielles sug-gèrent que, si l'on tient compte des postes qui ne penvent entrer dans l'addition globale, le coût du crime pour 1975 pourrait bien attendre 2 000 millions de

PETER EVANS

ÉVALUATION DU COUT DES PERTES SUBIES PAR LA COLLECTIVITÉ (1974) EN GRANDE-BRETAGNE

En millions

	_
Montant des blens et argent liquide dérobés lors de vols, de vols qualifiés et vols avec effraction déclarés à la police Larches commis dans les boutiques par les employés	80
et les clients, ainsi que sur les chantiers de construction	600
**	
Incendies volontaires	22
Coût des transactions d'assurances	21
police maritime, etc.)	150
FRAIS DE :	
Police (80 % du total)	546
Prisons	150
Services de liberté surveillée (50 %)	15
Assistance judiciaire	. 16
Centres d'éducation surveillée	ĩ
Indemnités de préjudice versées aux victimes	<u> </u>
Etablissement d'éducation et liberté surveillée	ž
Hôpitaux sous surveillance policière	ä
Bénéfices supplémentaires provenant d'entreprises	•
· illégales	8
Cours de justice (y compris magistrats)	. 48
TOTAL	1 004

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN SOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUYIER vous propose

Pour vos diners

Pour un cadeau Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTROLEE

(Hors commerce)



6 bout. | 12 bout. | 25 bout. **7**11 198 110 1972 115 210 130 240 265 150

380 465

515

A. BOUVIER

Ecrivez à

Château de Barbe-Blanche 33570- LUSSAC Tel. (56) 84-00-54 Plus que jamais, c'est le moment de bien faire vos comptes I

Le moins cher des grands loueurs

Offre aux entreprises une formule "LONGUE DURÉE" adaptée à leurs besoins.

- * Locations de 4 à 18 mois.
- * Prix dégressifs.
- * 3.000 km par mois compris dans le prix.
- Suspension de la location pendant les périodes de congés annuels.
- * Résillation possible à tout moment.

PARIS - LYON - MARSEILLE - NICE et 80 ACENCES EN FRANCE

	Pour recevoir notre tarif sans engagement, remplissez et renvoyez ce bo à MATTEI 13266 Marseille, Cedex 2.	•
	Nom Prenom	-
_		_

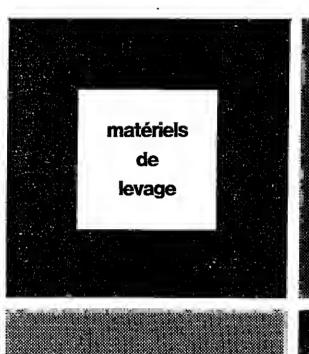
The state of the same 그 나는 무슨 그 물 무슨 사람이 되는 것이다.

A STATE OF

17 to 4 14 14

16° SALON INTERNATIONAL DE LA MANUTENTION

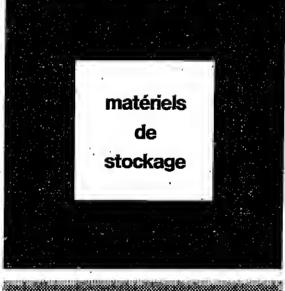
toutes les techniques et tous les équipements indispensables pour l'amélioration des conditions de travail et la diminution des prix de revient!













palais de la défense (C.N.I.T.) puteaux



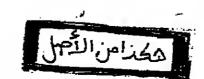




renseignements :
10, rue du Colisée - 75008 PARIS
Tél. : 225.52.75
Service de Presse au Salon

à PARIS, du 2 au 10 Décembre

Ouvert tous les jours de 9 heures à 18 heures (y compris le dimanche)



pas prématurément joué. Meins d'un mois et demi plus tard, la compétition est plus ouverte que jamais après la troisième défaite (1 à 0) des Niçois à Lyon, le samedi 29 novembre, et, le lendemain, les succès en déplacement de Metz à Avignon (1 à 01 et de Saint-Etienne à Monaco (3 à 0), qui permettent à ces deux clubs de revenir à 2 points du leader.

joueurs de milieu de terrain

parfaitement complémentaires. Comme Bathenay, Coustillet (trente ans) aide efficacement sa

défense en surveillaut le deuxième avant-centre adverse. Hausknecht (trente ans) apporte,

comme Larqué, sa technique blen posée et sa vision du jeu, tandis que Betta (trente et un ans) rappelle Synaeghel par son intense activité dans le rôle de relayeur eutre la défense et l'attaque. Le point fort de l'équipe réside peutière dans un de sevent autre la défense de l'attaque.

comptent de l'equipe resno peut-étre dans un duo d'avants-centres formé du Luxembourgeois Braun et de l'Argentin Curioni, qui comptent peu de rivaux dans le domaine de l'efficacité.

Par comparaison, la défense

La recherche du résultat, qui

La recherche du résultat, qui entraîne souvent ta dégradation du jeu, explique peut-être le comportement un peu décevant des Messins, qui, connaissant le résultat obtenu par les Nicois la veille, songèrent surtout à préserver leur but d'avance, marqué par Dehon dès la douzième minnte. Désormais placés en position de postulants au titre national, il sera intéressant de voir

tional. Il sera intéressant de voir leurs réactions pour juger de leurs chances réelles.

Le souvenir

de l'hiver dernier

Cette difficulté d'assumer le

rôle de favoris explique, autent que les blessures d'Adams et de

que les blessures d'Adams et de Molitor (déchirures aux muscles adducteurs) ou de Huck (claquage aux muscles ischio-jambiers), l'effondrement actuel des Niçols. Sauvés lors des deux précédents matches par l'exceptionnelle frappe de balle de leur arrière central Katalinski, auteur des deux buts combre Traves (2-2), et du

réens ne purent même pas ob-tenir le match nul recherché.

De notre envoyé spécial

Après quelques matches diffi-clies, les Messins semblent pouvoir progresser encore cette saison, puisqu'ils restent sur sept vic-toires pour teurs huit dernières rencontres. Parvenus au rang de favoris, ils vont dorenavant devoir sortir dun encounter dere level sortir d'un anonymat dans lequel ils paraissaient se complaire.

ils paraissaient se complaire.

A l'exception d'André Betta, qui fut sélectionné deux feis en équipe de France en 1989, le Football Club de Metz ne compte pas de joueurs de renom dans ses rangs, comme Nice ou Saint-Ettenne. L'ossature de l'équipe est formée par des bons professionnels qui ont atteint la trentaine et encadrent quelques-uns des meilleurs espoirs du football français, comme le défenseur Battiston (dix-huit ans) ou les ailfers Dehon (dix-neuf ans) et Zenier (dix-huit ans). Le retrait de l'entraîneur du club, René Vernier, malade depuis quelques mois, permettait alors à Georges Ruart, un ancien alors à Georges Huart, un ancien enseignant — qui ne possédait d'allieurs pas le diplôme ufficiel pour entrainer un club de première division, — de prendre la responsabilité totale de l'équipe. Avec beaucoup de psychologie, Georges Huart e'attacha en priorité à restaurer un meilleur climat au sein du club. Les bons résultats revinrent rapidement, et seul Saint-Etienne fit mieux que (dix-huit ans).

De même que Saint-Etlenne, le Football Club de Metz dispose de

Metz au cours de la denzième partie du championnat.

ATHLÉTISME

Une journée de cross pour tous

Le « sport pour toue » commenceralt-il à devenir une réalité ? "Idée lencée un peu à le va-vite, il a deux ens par le C.N.O.S.F. Cemité netienal elympique et apor-if irançais) n'evait d'abord été l'ebjet que d'une publicité dérisoire : ne renez pas l'ascenseur, montez vos scallers en courant, La belle iffaire i Et qui demandait et peu d'arent. A ce compte, on ne risquait as de devoir aménager de nouveaux tades ni d'eugmenter le nombre des

nimal eurs. C'était confondre activité physique voire agitation physique - et ort, ce darnier supposant nécesilrement une forme de compétition di redonne son sens é la formule culée du dépassement de sol. Sans louto est-ce dans cet esprit que le secrétariel d'Etat à la jeunesse et aux sports a enjoint à ses services extérieurs d'organiser des compétitions de masse en y ettirant de pré-

Ciefens Leur première compétition

térence des non-pratiquants.

l'occasien d'une manifestation de cetype dans une quarantaine de départements eù les directions départe-mentales de la jeunesse et des sports, les comités départementaux olympiques et sportifs, eu les comités départementaux de le lédération d'athtétisme organisalent des cross. La couse à travers champs est, en effet, une épreuve qui requient peu de matériel, et à lequelle on peut participer selon son ége, son embition, son souffle et te vigueur de ses larrets. Son bon déroulement n'est fonc-tion que d'une organisation suffisamment rigeurouse. Autrement, on salt maintenant que les concurrents ne

Cole est si vrai que certains erganisateurs se sont gardés de faire une trop grande publicité afin de resier dans les limites de leurs possibilités. Pour te secteur de Paris, la direction départementale do la Jeunesse et des sports e'est contentée de feire eppei eux établissements de formation professionnelle et technique tout en recommandant eux directeurs de sollicite en prierité les élèves nen ticenciés. Meigré ceia, it est venu dans te bols de Vincennes plus d'un militer de jeunes et de meins jeunes qui, pour le plupart, disputaient teur premier cross de cempétition.

Une occasion offerte

Les conditions nécessaires à la bonne merche de l'entreprise sembiaient rounies : des installations de vesticires suffisantes (celles clade de Pershing euxquelles ajeuté elx tentes prétées par la Ville de Poris), un horaire respocté à peu de chose près. une quipe d'encadrement assez nombrouse et aillant le fermaté é le souplesse. Les coureurs de le onzième heure trouvalent sans difficuité un dossard, et ceux qui ne falsalent pas partie des établissements acolaires pouvaient normalement eccompagner leurs anciene camarades. Quelques moniteurs d'éducation physique ont eu l'audace de prendre le départ maigré les menaces gouailleuses de leurs élèves : • S'il ne gagne pas, firel plus à la gym ! • Les mériles de la termule n'ent ှုံ pas à être déveleppés, sinon par un

exemple : l'école de le Chambre de commerce de Parie peuvalt se dispenser de participer é la jeurnée du cross, dans la mesure eu la plupert de ses élèves sont inscrits à l'ASSU (Associetion du sport ecolaire et universitaire), sauf en ce qui concerne sa section hôtelliàre retenue par des cours le mercredi, jour traditionnel des ectivités de l'ASSU. L'occasion était donc offerte à ces « laissés-pour-compte »

d'entrer dans le compétition. L'humaur joyause de ces garçone errivés premiers, arrivés demiars calculant avec humour les points qu'ils avaiant rapporlés à leur école (il y avait un classement par établis-sements) mentre aussi qu'ils n'étalent pas venua pour valnere à tout prix. mela pour participer à ce tour d'honmela pour participer à ce tour d'hon-neur de plusieurs kilomètres. « Ca maintient la forme », disait senten-cieueement l'un d'eux en se frappant les pectoraux comme un Tarzan de banileus. Cet autre, qui venait de remporter une des courses de la catégorie - cadets -, annonçait son nscription dans un club pour continuer le cross, mals surtout pour esseyer de faire quelque chose aur

Demain, le même effort en faveur du sport pour tous concernera la netation et le cyclisme. En sortirat-il des champions ? Ce n'est pas le questien que se posent les pouvoirs publics dont l'intervention, pour tardive qu'elle soit, ne peut être que positive Elle vient à son heure pour répondre à une demande qui, autre ment, avait de plus en plus tandence à être satisfaite par des initiatives privées un peu meins déstritéressées.

FRANÇOIS SIMON.

L'ancien champion du monde Graham Hille, le pilets Tony Brise, l'ingénieur Ray Brimble et les mécaniciens Tony Alcock, Andy Smallman, Tony Richards ont trouvé la mert, près de Loudres, samedl 29 uovembre, dans un accident d'avion. L'appareil, un bimoteur Piper Aztec, venait du Castellet (Varl, eu l'équipe de ceurse que dirigeait Graham Hill avait procédé peudant plusieurs jours à des essais de routine. Au cours de son approche de l'aérodrome d'Elstres, l'avion, piloté par Graham Hill, s'est écrasé sur un terrain de golf à Barnet. Les six occupants uut été carbonisés. Au moment de l'accident la visibilité était inférieure à 100 mètres et les deux grands aéroports londoniens — Heathrow et Gatwick — étaient fermés au trafic.

Marié, père de trois enfants, Graham Hill avait pris la décision de ranoncer à la compétition au mois de mai dernier. Il était âgé de quarante-six ans. Au cours de sa longue carrière — dix-ueuf années de course. — Graham Hill avait obtenu de très uombreux succès et il pouvait notammeut se prévaloir d'être le seul pilote à avoir gagné à la fois le championnat du monde des conducteurs (1962-1988), les 500 miles d'Indianapolis (1965) et les Vingt-Quatre Heures du Mans (1972). Son goût pour le sport automobile l'avait poussé à devenir constructeur.

Par comparaison, la défense peut paraître un peu lourde et empruntée. Face aux attaquants avignonnais, pleins de bonne volonté mais trop brouillons pour être vraiment dangereux, les défenseurs messins communent trop d'instants de panique, comme au moment du tir de Louis sur le poteau (vingt-sixième minute) ou du fauchage de Leroy (soixante et onzième minute) et du tir de Pech, dévié de la main par Rastoll (quatre-vingtième), qui auraient du valoir deux pénalités en faveur des joueurs locaux.

La recherche du résultat qui Graham Hill avait fini par admettre qu'il y a un temps pour chaque chose. Son ambition était désormais de construire une for-muie 1 compétitive et de tout faire pour aider un jeune pilote britan-nique à marcher sur ses traces. Son choix s'était porté sur Tony Brise, vingt-trois ans, dont la réputation grandissante semblait en tous points justifiée. Tony Brise avait longuement conduit la voiture de Graham Hill au Cas-tollet avant de propriée pour le tellet avant de repartir pour la Grande-Bretagne dans l'avion qui

s'est écrase à Barnet, La notoriété de Graham Hill et l'estime dont il était entouré tenaient autant à sa personna-lité qu'à son palmarès de pilote. Il était, de loin, le plus connu de ses pairs en Grande-Bretagne, où son sens de l'humour était très

apprécié. Il personnifiait à la per-fection le pilote britannique tant per son allure que par sa manière de vivre et, à la longue, il avait bien compris tout le parti qu'il bien compris tout le parti qu'il pouvait en tirer.

Henri Pescarolo, avec qui il avait gagné les Vingt-Quatre Heures du Mans en 1972, sur Matra, en a gardé un souvenir précis. « Lorsque fai su, dit-il, que Graham Hill serait mon équipier, fai douté un instant qu'il soit encore assez motivé, eu égard à son ège et ses références, pour être le partenaire idéal. Au Mans, il faut souvent prendre des risques, c'est une épreuve longue et difficile. Avant la course, Graham Hill m'avait russuré en m'affirmant qu'il ferait tout pour gagner, parce que Le Mans manquait à son palmarès. Et, effectivement, il a mis toute son expérience au service de notre équipage, et je me souviens que c'est sous la pluie, dans la confusion, au moment où il est difficile de vérifier que chacune des voitures observe blen son tableau de marche, qu'il a roule suffisamment vite pour nous placer en bonne postion. Je connaissais déjà bien Graham Hill avant Le Mans. Je n'ai donc pas eu à le décourir. Mais fai pu cenensais déjà bien Graham Hill avant Le Mans. Je n'ai donc pas eu à le découvrir. Mais fai pu cependant vérifler qu'il n'avait nul besoin de se forcer pour composer un personnage et qu'il élait parjaitement heureux, pourvu qu'il reste dans le monde de la course. C'est la raison pour laquelle il a repoussé, outant qu'il a pu le faire, la date de sa retraite. > — F. J.

ALPINISME

MORT DU GUIDE ARMAND CHARLET

Le célèbre guide chamoniard Armand Charlet est mort, a l'âge de soixante-quinze ans, drans son chalet de Trèlechamp, au-dessus d'Argentière (Haute - Savoie), des suites d'une longue maladie.

Des traits tailles dans le gra-

nit et de guingois, l'œil bleu dé-lavé, le béret alpin en casseur sur l'oreille, Armand Charlet, figure légendaire de la vallée de Chamonix, était d'un abord difficile. Fierté, amour de la solitude, puisé dans l'adversité, répugnance à se Fierté, amour de la solitude, puise dans l'adversité, répugnance à se ller, refus de se compromettre, et cette méfiance organique qui tient aux moelles des Chamoniards: toutes ces qualités faisalent de lui un caractère. Mais quand eu l'avait apprivoisé, l'homme communiquait une chaleur exceptionnelle, et son amitié elle-mème était ennoblissante. Peu de guides ont totalisé autant de « premières » et de sauvetages. Le « terrain de jeu » favori de Charlet était l'aiguille Verte, qu'il avait escaladée cent fois par dix-huit voies différentes, la première, par l'arête du Jardin, remontant à 1928. Doté, sous un aspect menu, d'une résistance physique à toute épreuve, il était un rochassier au pied de chamois et plus encore un glaciériste dont les chavilles, à une époque où les chaussures à crampons u'assuralent pas une « prise » comparable aux semelles d'aujourd'hul, pouvaient supporter sans douleur rable aux semelles d'aujourd'hui, pouvaient supporter sans douleur des heures de torsion. Entré en 1919 à la Compagnie des guides de Chamonix, dont il fut président de 1946 à 1950. Il s'en était retiré avec le titre de professeurmaitre en 1964.

maltre en 1964. Son beau livre Vocation alpine exprime à la fois le sens de la montagne dont il était apanagé ainsi que son amour de la vallée de l'Arve, plus particulièrement de ce village d'Argentière où il est enterré comme le membre le plus éminent de la tribu des Charlet,

OLIVIER MERLIN.

SPORTS ÉQUESTRES

Les organisateurs bordelais ont surmonté les obstacles

Bordeaux - Le jumping national de Bordeaux, qui a pris fin dimanche 30 novembre ou Palais des expositions, après trois jours d'épreuves ininterrompues, oppartient à ce petit lot privilégié de concours qui se refusent à improviser leur vocation. D'où une carrière en principe à l'abri des impondérables.

Son président, M. Emeric Couperie, est homme de cheval jusqu'au bout des ongles. Le comité
d'organisation ne compte que des
cravaches aguerries et titrées. Le
mérite n'est pas mince, à une
époque eu le noble animal se voit
de plus en plus accaparé et monopolisé par les grands ténors de
la publicité, dont on ne saurait
minimiser le rôle. Mais les gros
sous ne sont pas tout, et même
ne sont rien, si l'incompétence
au plan technique vient à en
bloquer et bientôt à en tarir la
circulation.

On nous dira : « Vous nous la truquages et de gestes d'anti-jeu (quatre avertissements et cin-quante-muit coups francs), qui traduit bien le manque de confiance des joueurs, les Azu-permettre à Karalinski de se por-ter, en vain, é a pointe de l'atta-que. Le précèdent de 1972-1973, où les Niçois s'effondrèrent du-rant l'hiver, après avoir compté jusqu'à neuf points d'avance, n'est pas fait pour les remettre en confiance.

baillez belle. » Le jumping de Bordeaux n'a que deux petites années d'existence; le ble est un peu vert pour parler équitable-ment de moisson. Le bilan, le volci : des tribunes pleines à cra-

quer tous les soirs; une piste sur laquelle — innovation heureuse — une pluie abondante de copeaux dorés avait été répandue sur un lit de gravais arglieux, dont s'accommodèrent les sabots les plus susceptibles; de beaux obsta-cles, ni trop massifs ni trop dégar-nis; un paddock où tout danger de bousculade, de désordre était exclu : des écuries construites en exclu ; des écuries construites en utilisant adroitement les 3 hec-

Son président, M. Emeric Cou-

On nous dira : « Vous nous la

De notre envoyé spécial quer tous les soirs : une piste sur

tares de plancher du Palais Messicurs les sceptiques, aux yeux de qui l'ordre dispersé vaut mieux que la méthode, prenez-en

Des visages ouverts

Car les villes françaises de très ancienne tradition cavalière sont en train de pendre le souffie. La semaine passée nous en a fourni une nouvelle preuve, le confort trompeur de la routine hàtant l'ineversple déally. Bieta médicant l'inexorable déclin. Piste médiocre, attractions inexistantes, entracte interminable, ni sonneries de trempse ni fanfare, gradins déserts. Les sportifs, qui ont tant besoin de chaleur humaine pour se distinguer, ressentent invaria-blement leur parcours dans les

POULE G

marais frisquets de la solitude. A quand le sursaut d'énergie salvateur?

Dernière remarque, d'ordre pu-rement esthétique et moral, celle-là. Nous n'avons rencontré au bord de la lice que des visages ouverts et souriants, les juges, pour leur part, se gardant bien de jouer aux procureurs. Allleors, et trop fréquenment, un doute nous saisit : sommes-nous au stade ou au tribunal ?

Le Grand Prix de la ville de Bordeaux, disputé dimanche 30 novembre devant un public électrisé, a consacré la victoire d'un excellent cavalier, le Nordiste Marc Roguet, dont la présence inquiète toujours et parfois
défrise les tout premiers rôles,
fussent-ils en selle sur le meilleur strict de leur piquet. « Lorsque je monte à cheval, je l'envahia. » La réflexion est du comte
d'Aura, illustre cavalier du
siècle dernier, et M. Roguet, qui
n'a peut-être jamais lu une
ligne de cet écuyer-écrivain, applique à la lettre et d'instinct la
technique qui conduit à l'exploit
sans aventure fâcheuse, ses aldes
personnelles excluent toute tentative de hrutalité. Sa jument
Belle de mars, très « hunter » de d'un excellent cavalier, le Nor-Belle de mars, très « hunter » de découpure, autrement, dit plus solide qu'élégante, possède à l'obstacle un coup d'ascenseur qui devrait éveiller l'intérêt forcément en alerte du sélectionneur des Jeux olympiques. Avec cela, la loyauté même, le refus dans sa caboche étant sans doute tenu pour une insigne malhonné

La surprise

Sur la piste, le tracé signé de Raymond Brousse comprenait dix obstacles dont un double (mur et verticale) et un triple. Les cheverticale) et un triple. Les che-vaux en accusérent la difficulté vaux en accuserent la difficulté à la deuxième manche, l'épreuve étant du type Coupe des nations. Hâtons-nous de dire que les vedettes ne jouéreut qu'un rôle effacé. Bocket, la cheval olymplque de Janou Tissot-Lefebvre, trossième au classement général, semble perdre au fil des jours sa saine vitalité, l'âge creusant dans sa mémoire des trous cruels. Le bai Bayard de Maupas, piloté par le champion de France Marcel Rozier, ue parvint pas à étendre correctement sa foulée en palais ni à se concentrer. Téc. empoigné avec tant de honheur la veille par ni à se concentrer. Tic. empoigné avec tant de bonheur la veille par Hubert Parot, s'est payé quaire perches, à metire sans doute au compte de la fatigue. En revanche, le jeune l'inlippe Dessauvages a produit la surprise de la soirée en se faufilant à la deuxième place sur le cheval Abner, rachetant ce qu'il a de commun dans sa tête par une régularité de pendule.

Ultime impression : beaucoup trop de chevaux se présentaient au-dessus de l'ebstacle en « plané » sidéral, leurs yeux dangerense-ment tournés vers le plafonnier. Les tenants de l'équitation clas-sique s'en voilaient la face.

ROLAND MERLIN.

Rosket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I *Tours b. Villeurbanne Le Mans b. *Jœuf Caen b. *Graffenstaden *Engnolet b. Antibes Le Mans b. "Josuf 73-69
Caen b. "Graffenstaden 103-85
"Bagnolet b. Antibes 96-84
"Lyon b. Roanne 84-75
"Cleimont b. Orthez 90-83
"Nice b. Denain 100-94
"Challans b. Barek 78-75
Classement — 1. Tours, 37 pts;
2 Villenthanne et Le Mans, 3;
4. Caen, Berck et Challans, 3;
7. Clermont 26; 6. Orthez, Nice et Antibes, 25; 11. Bagnols, 12;
13. Roanne et Graffenstaden; 19;
15. Josuf, 16; 18. Denain, 17.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIERE DIVISION . CHAMPIONNAT DE PRANCE DE DEUXIÈME DIVISION GROUPE A

*Fontainebleau hat Rennes
Laval bat *Brest
*Caen bat Tours
*Sedan bat Hazebrouck
Lorient bat *Amiens Sedan bat Hazebrouck
Lorient bat "Amiens
Dunkerque bat Rouen
Angoulême bat Paris F.C.
Châteauroux bat Boulogus
Malzkoff bat Cholet

Les résultats

GERARD ALBOUY.

Classement: 1. Laval, 28 points;
2. Bennes, 27; 3. Caen, 20; 4. Châteauroux, Lorient, 19; 6. Harshrouck,
Angouléme, Amiens, Rouen, 17;
18. Paris F.C., Sedan, 16; 12. Dunkerque, Boulogne, 15; 14. Tours, 13;
15. Malakoff, 12; 18. Cholet, 11;
17. Brest, 0; 18. Fontainebleau, 8.
GROUPE B

*Angers et Toulouse 2-2

*Béxiers bat Ajacelo 2-1

*Auxerre bat Toulouse 1-0

*Mulhouse bat Saint-Dié 1-0

*Mulhouse bat Saint-Dié 1-0

*Bellat bat Montlugon 1-0

*Bellat bat Montlugon 4-1

*Besançon bat Montlugon 4-1

*Besangen 1: 1. Red Star, 23 pie;

*Angers Mortage 22: Acanes, 21

Remis: Nevers-Caunes.
Classement: 1. Red Star, 23 pts;
2. Angers, Béziers, 22; 4. Cannes, 21;
5. Tonlousa, Besançon, Gueugnon, 20;
8. Auxerre, 18; 9. Toulon, Martigues,
4]socio, 17; 12. Montupon, 13;
13. Epinal, Chaumont, 12; 15. SaintDié, Mulhouse, 10; 17. Sète, 3;
18. Nevers 6.

Handball Au terme d'un match comptant pour la qualification aux Jeux Olym-piques, la France a battu l'Autriche, à Graz, par 23 à 22. Le match e retour > aura lieu le 21 février, à Saint-Stienne. Hippisme

Le prir Alain-de-Goulaine, disputé le 30 novembre à Auteuil et réservé au pari tierré, a été remporté par Girlone, suivie de Marya et de Djelia. La combinaison gagnante est 17-11-5.

Rugby POULE A Perpignan b. Tulia..... Béziers b. Pau....

*Cahors b. Albl. 12-9
*Pamiers b. Oyonnax 20-9
Castres b. *PUC 25-3
*Fleurance b. SBUC 34-9
1. Castres, 21 pts; 2. Cahors, 19;
5. Fleurance, 15; 4. Albl., 14;
5. Oyonnax, 13; 8. FUC et Pamiers, 11; 9. SBUC, 3. POULE B FOULE B

*Saint-Girons b. Chambéry... 9-0

*Mt-de-Marsan et Le Rochelle 6-8

*Bègles b. Brive... 9-7

*Moniferrand b. Aurillac... 20-3

1. Moniferrand, 18 pts; 2. Brive.

Bègles et Aurillac, 17; 5. Mont-deMarsan et La Rochelle, 12; 7. Saint
Girons, 11; 8. Chambéry, 8. POULE H *Saint-Médard et Le Creusot...
*Dijon b. Auch...
*Masamet b. Mimigan....
*Roanne b. Monteseu... *Roanne b. Montesau. 1. Le Creusot et Dijon, 17 3. Mazamet et Mimizan, 15; 5. 14; 8. Saint-Médard, 15; 7. 1 ceau, 11; 8. Roanne, 10. POULE J *Saint-Claude b. Beaumont... 23-3 Coarrane-Nay b. *Fumel.... 6-3 *Castelsarranin b. Châteaure-1. Narbonne, 19 pts; 2. Avignon, 19; 3. La Voulte et Blarritz, 14; 5. Bayonne et Lyon, 13; 7. Cloron, 12; 9. Vichy, 11. POULE K 1. Bourg, 17 pts: 2. Romans, Tou-lon, Racing et Dar, 15; 8. Nice et Bourgoin, 13; 8. Marmande, 9.

DEUXIEME GEOUPE POULE F

A Livigno (Italia), le jeune Sué-dois Ingemar Stenmark a remporté une épreuve de slalom spécial devant l'Autrichien Haus Hinterseer, lequel remporta le slalom géant. Tennis

An Kungliga Tennisballen, de Stockholm, a Commencé la poule finale du « Masters », Nastase et Ashe se sont faits disqualifier pour refus de terminer un match qui les

LETTRES

Mort du romancier brésilien Erico Verissimo

Le Brésil vient de perdre l'un de ses écrivains les plus marquants, Erico Verissimo, mort, le 28 novembre, d'une crise cardiaque, à son domicile de Porto-Alegre. Il allait avoir

Une épopée sudiste

Moins connu à l'étranger que de brosser à grands traits les Jorge Amado, il l'égalait dans son pays en popularité. Tous deux appartiennent d'ailleurs à la appartiennent d'ailleurs à la ces dernières décennies. Cette épopée sudiste a livré au public qui, à partir des années 30, a capté le passage du Brésil rural, pairiarcal, vers une société plus urbaine, plus industrialisée, et décrit les conflits de pouvoir, les choes psychologiques et sociaux qu'une telle transformation a provoqués.

chocs psychologiques et sociaux qu'une ielle transformation a provoqués.

Dès ses débuts, en 1933. Erico Verissimo a été un romancier du Sud, de la pampa brésilienne, région de frontière riche en conflits, et dont le type humain. le « gaucho », semble à l'opposé de ce que l'on imagine du Brésilien tropical, car c'est un homme de plaine et de troupeau, un vacher enjermé dans sa solitude, d'humeur farouche, guerrière. La décadence des vieilles familles d'éleveurs, le déplacement du pouvoir des campagnes vers les villes, l'éclosion d'une province qui se distingue aujourd'hui par sa formation « blanche » — européenne, — par sa texture urbaine, par sa structure économiquement avancée, tout cela ap p a r a i t dans les premiers ouvrages (Musique au loin, Regardez les lys des champs, Le reste est silence), mois en carrière-plan des descriptions de caractères, faites en phrases courtes, limpides, de facture presque anglo-saxonne, loin du lyrisme bahianais de Jorge Amado.

Avec sa trilogie, publiée dans

Amaco.
Anec sa trilogie, publiée dans les années 50 sous le titre général le Temps et le Vent. Erico Verissimo est passé du portrait à la fresque. C'est deut siècles

complexe du Minas-Gerais.

Moins engagé que d'autres grands noms de la littérature régionaliste et sociale, Erico Verissimo n'en était pas moins un ennemi de l'oppression. de l'infustice, de la violence. Position qui l'a mis naturellement dans le camp des adversaires du régime militaire, et qu'il avait exprimés il y a un an en appuyent publiquement la candidature au Sénat d'un homme d'opposition.

M. Paulo Brossard, in/atigable avocat des libertès individuelles.

CHARLES VANHECKE.

dans le domaine de la littérature et de l'édition entre l'Union des écrivains soviétiques et la Société des gens de lettres de France a été signé à Paris, indique un communiqué conjoint des deux associations remis vendredi 28 novembre à la presse. M. Markov, secrétaire général de l'Union, après avoir affirmé que cet accord d'Helsinki, a répondu aux journalistes que le désir de ne pas autoriser M. Sekharov à aller recevoir à Oslo son prix Nobel de la paix était é juste », qu'il pensalt e dn mal » des écrivains russes André Siniavski et Viktor Nekrassov, et que si cela dépendait de lui, il les priverait de leur citoyenneté soviétique.

SCIENCES

La C.F.D.T. critique vivement le dirigisme accru de l'Etat dans la politique de recherche

Les sections syndicales C.F.D.T. de cinq grands organismes scienti res touchés par les récentes réformes du gouvernement, le Commissarie à l'énergie stomique (C.E.A.), le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) l'institut national de la santé et de la recharcha médicale (I.N.S.E.R.M.) et l'Office de la recherche scientifiqua d'outre-mer (O.R.S.T.O.M.) ont donné à Paris, le vendredi 29 novembre, une conférence de presse commune. Elles uni dénoncé les nouvelles orientations de la politique de recherche du gouvernement qui se sont traduïtes, ces dix derniers mois, par un grand

médieire de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.A.S.T.) ; les liens de plus en plus nombreux - l'asservissement, disent les délégués syndicaux entre la recharche fondamentale et l'industrie, et le poids de plus en trielles dans le chobx des thèmes de recherche: la politique de l'emploi des chercheurs, dont le gouvernement force la mobilité d'une région à l'autre lorsqu'il crée des laboratoires sans embaucher le personnel

Ainsi mise eu service du redéploiement Industriel, la recherche se privatise peu à peu. Tous les syndicat ont protesté vigoureusement contre la fillalisation du secteur des producteurs du C.E.A., contre l'eccord passe entre le C.N.R.S. et Rhône Poulenc, qui prévoit qu'un comité recherche à traiter et que Rhône-Poulenc aura la priorità, s'il le désire, pour prendre des brevets à partir des résultats des recherches manées en commun. L'eccord prévoit aussi que des représentants de Rhône-Poulenc pourront sléger dans les dierses instances du C.N.R.S. -Pour la C.F.O.T., cet accord diffère da laboratoires publics et l'industrie par la mise en placa d'un groupe de collaboration sa faisait ou coup par coup. C'esi le secteur entier de la chimie, disent les syndicalistes, qui va ea trouver orienté dans certal directions, tandis que d'eutres thèmes da recharche seront oublies.

La C.F.O.T. a Inquieta aussi du polds de plus en plus grand pris par la D.G.R.S.T. dans tous les sec teurs : « Dans les organismes, cele se traduit par des contrets internes où les travailleurs sont représentés, le renforcement constant des organes de direction tant scientiliques qu'ad ninistratifs, ou nom d'une fausse

Enfin, la C.F.D.T. dénonce l'insul fisance des budgets, l'intégration partielle des personnels hors statut sur postes fixes, pulsque les per sonnels qui ne sont pas dans l'enveloppe recherche (fondations privées, coffectivités locales, certains ministères ou organismes) na seront pas

La C.F.D.T. affirme qu'elle n'est pas opposée aux relations entre les laboratoires publics et l'industrie,

Les reproches de la C.F.D.T. por- mais qu'elle veut « une recherche au tent sur trois grands thêmes : le dif-glame eccru de l'Etat dans la défi-voudreil voir privilégiar le recharche nition de le politique des organismes médicale, sociale et préventive, le charche sur les rité nucléaire, la recherche pour protéger le santé des consommateurs. patron aboutit à une insécurità d'emploi. La réforme du étatut du chercheur, qui fixe à quatre ans seulement le période d'ettaché de recherche pendant lequelle it faudra désormals obtenir un doctorat d'Elel, aboutira à des licenciements eu moment de passer chargà de recherche. De mame, l'ettribution des ellocations de the aux étudiants leisant une thèse dens des domeines jugés prio-ritaires aboutirs à une réorientation complète de l'Université et de soi ensalgnement. - D. V.

A L'HOTEL DROUOT

Mardí

EXPOSITIONS

de 11 beures à 18 beures

S. L. — Vente à 21 h. : art contemporain. S.C.P. Loudmer/Poulain.

S. 4. - Meubles, tableaux anciens, art cègre. Me Pechon/Delaveone..

S. 6. — Art Déco, art 1990, collact. Dunand et Atel. Matburin Mébeut. M. Marcilhac, Miles Thorinton, Callic, S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Talleur.

S. 7. — Bibliothèque Mme D...; 2º partie édit. originales 19º et 70º, M. Guérin, Me Ader, Picard, Talan.

S. 7. — Livres anciens et modernes, reliures aux armes, édit. originales. M. Guérin, Me Ader, Picard. Talan.

S. 11. — Mobiller Napoléon - III. Me Rogeon (161. 878-51-66).

S. 12. - Meubles. Me Thuluer.

S. 14. — Tableaux, estampes. Me R. et Cl. Bolsgierd. de 11 beares à 18 beures

Palais Gallière, Zi h. 1 33 h. IMPORTANTS TABLEAUX et DESSINS MODERNES SCULFTURES SCULFTURES
provenant des Successions
Louis Guiraud et Frédéric Lucs
de la collection Sacha Guitry
et appartenant à divers.
MM. Dubourg. Durand-Buel, Paciti,
Brame, Loreoceau, Maréchaux,
Céranna.

Mª ADRE, PICARD, TAJAN

VENTE A MACON

M. D. PLATET, cre-pris., MACON Sam. 6 déc. et dim. e'il y a lieu, saile Balard, CHARNAY-L-MACON Tél. 38-45-43 Vaute aux cochères publiques BRAU MOBILIER : BRAU MOBILIER:
bahut et crédence ép. Renaiss.,
coffre ép. L. XV, üt ép. L. XVI,
bronzes, tapis d'Orisot, point. 19et 329 s., billard, alambie, pland,
Cavrau livres, etc. - Expo. vendr.
5 déc., 14 à 19 h. et sam. matin.

CARNET

Muriei
out la joie de faire part de la
naissance de

Guillaume.
Paris, le 26 novembre 1975

Décès - Le docteur et Mme Prançois Berthazens, Le docteur et Mme Jean-Claude

Cartillier.

M. et Mme Michel Berthezene.
Le docteur et Mme Jacques
Beaune,
M. et Mme Dominique Berthezene,
M. et Mme Jean Berthezene.
Le docteur Benée Berthezene.
font part du décès do
docteur Baymond BERTHEZENE.
Les obsèques ont eu ilso lundi
1° décembre 1975, eo l'église SaintMaurice, à Lyco (8°).

- Nous apprenous le décès de M. Claude CARTIER, aurvenu le 28 novembre, à New-York.

YOYE.

I Agé de cinquante ans, ancien président de la bijouterie Cartier inc. de New-York, M. Claude Cartier était le liss de M. Louis Cartier, président de la firme parisienne. Il avait dirigé la boutique de la Cinquième-Avenue de par la 1962, après qu'élle eut été cédépar se famille à un groupe eméricain.]

par se famille à un groupe eméricain.]

— Mme Jacques Desjardins,
M. et Mme Patrick Desjardins,
M. et Mme Petre Clerc,
Les familles Desjardins, Lalanne,
Dupertuis, Jung, Mendegris.
Le conseil d'administration du
« Paristen libéré»,
ont la douleur de faire part de
la perte cruelle go'ils viennent
d'éprouver en la personne de
M. Chode DESJARDINS,
premier rédacteur en chef
do « Paristen libéré»,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1833-1945,
rosetta de la Résistance,
ieur fils, père, frère, beau-frère,
oncle, neveu, parent et ami, décèdé
le 27 covembre 1975 à l'âgr de
cinquante-cinq ans, à Paris.
Le service religieux sera célépré
le mercredi 3 décembre, co l'église
Notre-Dame-des-Champs, 61, boulsvard do Montparnasse, Paris-8.
On se rétuirs à l'église à 10 h, 30
précises.
L'inhumation aura lieu au eime-

On se réunirs à l'église à 10 h. 30 précises.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Mootparnasse, dans le caveau de famille.
Prière de o'covoyer les ficurs qu'à l'église.
72, rue Bonsparte, 75006 Paris.
3, rue de l'Amiral-Clooé, 75016 Paris.
La biographie de M. Desjardins a paru dans le Monde du 30 novembre-1st décembre.

- Mme Albert Guyader, son

— Mme Albert Guyader, son épouse.

M. Yven Guyader et sa famille.

M. Roland Guyader et sa famille.

Mile Christiane Guyader,
aes enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Albert GUYADEE.

contrôleur civil honoraire,
chevalier de la Légiou d'honneur,
surveou brutalement à Paris le
19 novembre 1875.
Les obséquer out eu lieu à Brest
le 22 covembre.

Mme Maurice Houdry,

— Mme Maurice Houdry,
M. Jean-Loup Houdry,
Les familles Minet, Daguin, Houdry,
Thard, Blanchon, Chaotriaux,
ont la douleur de faire part du
décès, à l'âge de soluente-six ans, de
M. Maurice HOUDRY,
chevalier de la Légion d'houneur.
La cérémonie religieuse sora célébrée le mercredi 3 décembre, à
13 h. 45, en l'église Saint-Pierre de
Montrouge, à Paris.
118, avenue du Général-Leclere.

-- Les enfants, les petits-enfants et arrière-petits-enfants de M., Jean do ROUCHET, ingénieur en chef des ponts et chausées E.R., chevaller de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, commandeur du Nissam-Alouite, chevaller do Mérits saharen, ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 25 novembre 1975, à Nice.

L'inhumation a eu lieu le 27 no-rembre à Cagnes-sur-Mer. Chemio dés Jacons, Saint-Laurent-duvar.

(Publicité) GRES 1, rue de la Paix SOLDES

Couture - Fourtures tous les jours de 19 h. à 17 h. do lundi le décembre



Multi soufflets, très beau sac en l'ézard poignée régleble 650 F dans le beau cuit Bagagerie 350 F

PARIS 13, ree Transhet (8°) - 41, rue du Fass (6°) 74, rue de Passy (8°) Tour Maior Montpumasse (15°) LYON La Part-Diess 😨 Enroi contre Ramboursement

Mine Yves Thomassen, M. et Mine Claude Fouchard et surs enfants, M. et Mine Alain Thomassen et leurs enfants,
M. l'abbé Guy Thomazeau,
M. et Mme Jean Thomazeau et
leurs enfants,
M. et Mme Philippe Thomazeau et leurs enfants. M et Mme Bruno Flichy et leurs

— M. Christian Quimand-Boivin,
Mma, née Gaétane Rosquin,
sont heureux de faire part de la
naissance de
Amélie,
le 27 novembre 1975.
33, avenue Edouard-Herriot,
71000 Mécou. M. et Mme Guy Porret et leur fille. M. et Mme François Thomassao

M. et Mms. François Thomassac et leur fille.
M. et Mms. David Barkley,
M. et Mms Alfred Waldar,
fant part du rappel à Diso de
M. Yess THOMAZEAU,
officier de la Légion d'honneur,
leur époux, pere, grand-père et
frère, décède subitement le 29 noventbra dans sa soixante-huitième
année.

La célébretion religieuse aura lieu le mercredi 3 décembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil. Ni ficurs ni couronnes. Il n'y auta pas de condoléances. Cet avis tient lieu de faire-part-

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 29 février 1908 à Lille, M. Yves.
Thomazaeu, encien élève de l'Ecole
polytechnique, était inspecteur des finances. Sous-directeur du Trèsor en 1940,
Il devenoit secrétaire général, puis directeur général adjoint du Comptoir Nationat
d'Escompte de Paris en 1959, restant à
ce poste lorsque la C.N.E.P. devint, en
1966, Banque Nationale de Paris. Il était,
depuis 1968, directeur général honoraire
de la B.N.P.

M. Thomazaeu était écalement admi-

de la B.N.P.

M. Thomazeau était également administrateur de la Société des mines et
fouseries de zinc de la Visille-Montagne
et de la Compagnie générale de participation et d'entreprise (CEGEPAR) — du
groupe Peribas, — et membre du conseil
de surveillance du Crédit mobiller industriel Sovac.]

- Dans t'impossibilité de répoodre

Dans l'impossibilité de répoodre
à tootes les marques de sympathie
prodiguées à l'occasion du décès de
Mune Lucien BEAUGE,
née Berubé,
ses enfants, petits-enfants et arrièrepetits-enfants prient tous leurs amis
de trouver tel l'expression de leurs
sincères remerciements.

— Mme Shella Haggis, très tonchée des marques de sym-pathie qui lui ont été témpignées lors du décès de son époux, M. Bernard-Murray HAGGIS.



Catalogue gratuit sur de-

des professeurs de français remercie tous ceux qui lui ont exprimé leue sympathie lors du décès de

M. Bernard-Murray BAGGIS.

Services religieux

- A la mémoire do neintre A la memoire do peintre
Serge CRARCHOUNE,
décède le 24 oovembre 1973, et
inhumè le 28 novembre au cimetière russe de Sainte-Geneviève-desBois, un service religieur sera chière
le marti 2 décembre, à 19 heures,
en l'égitse - cathédrale russe, 12, rue
Daru, Paris-5°.

Communications diverses

— Un concours sur titres est covert par le Cantre hospitaller régional de Bordeaux pour le recrutement d'un ingénieur gubdivisionnaire (génie électrique, mention électro technique). Benseignements et inscriptions (ovant la 20 décembre) à la direction générale du cantre, 12, rue Dubernat, 33400 Talence.

— L'Union sioniste de France orga-nice une séance minématographique sur Israel, le 3 décembre, à 20 h. 30, 84, rue de la Roquette, à Paris-11°. La projection du film e Vivre à nouveau a sera suivie d'un débat.

Visites et conférenc

MARDI 2 DECEMBRE

VINTES GUIDEES ET PROM NADES. — Caisse nationale « monuments historiques. — 15 23. boulevard do Mootparnas Mme Chapuis : « Pelotre conte: porain : Bianc-Falaize ». 13 h. 30, place de la Concor-côté Tulieries : « Les couvel restaurations de Versailles, de chambre de la reine à la galerie « Clisces et à l'appartement de Mo chambre de la reine a la galerie (Cliaces et à l'appartement de Mi de Maintenon = (Paris et e histoire). — 15 h., sortie mêtro A besses : « Le vieux Montmartre (Mins Rouch-Gain).

(Mims Rouch-Gain).

CONFERENCES, — 20 b. 45, 14, r
Georges-Berger, M. Hoster : c
Monde a rest-il un journni mi
ziste? a (Associatioo dea ingénico
zcientifiques et cadres amis d'Israé
— 20 h. 30, 3, rue de la Ville-l'Ex
que. M. Audinet : « La catéché
pour quels types d'hommes ? »,
19 h. 44, rue de Eannes, M. Leve
tine : « L'éthique do symbolien
Sa portée sociale a (Relligions
vérité). — 20 h. 30, 21, rue Nos
Dame-des-Victoires, Mime Thibacat

Le Leverse la TVII sibèle et e Le Louvre, le XVII* siècle fra cais : autour de Georges de Tour s (Histoire de la peinture), 20 h. 45, 20, rue des Tanoeri M. Goureao : « Et les jounes, qu'es ce qu'ils en pensent? » Centre I. cordaire).

SCHWEPPES Bitter Lem You will like it.

(PubBotte)

Si vous n'avez pas encore d'idées pour vos codeaux de fin d'année; Bourguignons qui sont venus à Pans du 20 ou 26 octobre participer ou Premier Salon des Vins de Bourgogne.

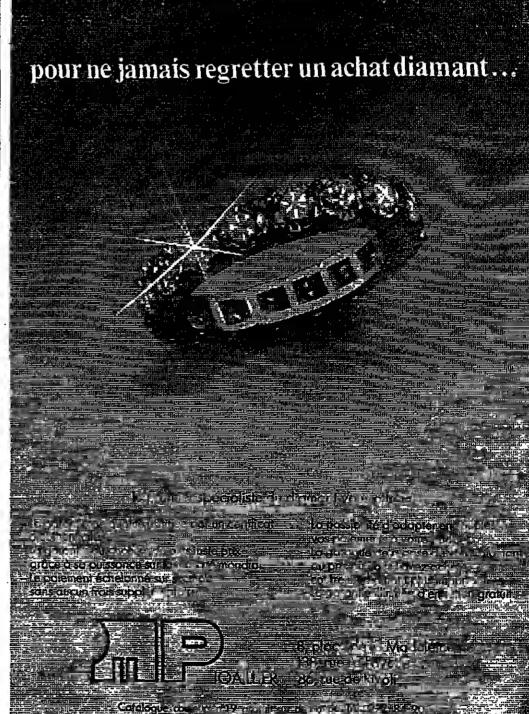
Ces vins ne sont pas des grands crus comme le Pouligny-Montrachet ou le Clos-de-Vougeot, mais des « Passe-Tout-Grains », des « Bourgogne Rouges», des « Petits Choblis », des « Mâcon Bloncs », vendus à des prix plus obordables entre 7 francs et 15 francs lo bouteille.

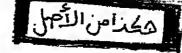
ALBERT MOREY & FILS.
BOUCHARD AINE & FILS
CAUVARD PERE & FILS
CAVE VINICOLE DE BUXY
CAVES DELORME-MEULIEN
CAVES DES HAUTES COTES
CAVES DES HAUTES COTES
CAVES DES HAUTES COTES Buxy Chagny CAVES DES HAUTES COTTES
CAVE VINICOLE DE LUGNY
CAVE VINICOLE DE UIGNY
CAVE VINICOLE DE VIRE
CEILIBRES RADMARC
CHALAND JEAN-NOEL
HUGUENOT PERE & FILS
JEAN JOLIOT & FILS
MARCEL BUERAUX
MARCEL BUERAUX
MONGBON-GUENRAU FRERES
MOMBIESSIN Beaune Lugny Vivi Mearsonit Meloisey Mercurey MOINGEON-EUENEAU FRERES
MORMESSIN
PAUL COMPAIN
PHILIBERT MOREAU
PIAT
RADUL CLERGET
RENE LAMY
ROPITEAU FRERES
BICA DU VICNOBLE AUXERROIS
VIE LABOURE

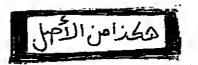
Chassagne-Montmchet Macon Viré Marsannay-la-Côte Marsannay-la-Côte Máceo
Paris l'Hôpital
Máceo
Máceo
Meursaolt
Chassagne-Moutrachet
Meursault
Saint-Bris-le-Vineux
Nutts-Saint-Georges

12.00

SEEBE WAYA







RADIO-TÉLÉVISION

L'anti-expert

donc, Hérecitte avait raison. Ainsi dong, nous ne sommes pas mais nous devenons ; ainsi donc, tout s'écoule et le vie -- processus et non étet, - notre vie, s'ellmente au cycle universel de la mellan et de la combustion : Une cellule neuve pour d'eutres cellules moribondes. Pas de frontières Pas d'abjete. Edgar Morin e amorcé de leçon brillente, dimanche soir sur TF1, l'enquête de Jean-Claude Bringvier et d'Hubert Knapp sur l'identité : - Recherche d'un homme « (le Monde deté 30 novembre et 1° décembre). Il e énoncé ses postulats et défini d'un coup, sans sourciliar, notre origine, notre piece et notre destination dans le monde C'était auffisant pour un premier soir. Çà l'était d'eutant plue qu'aucun élément n'avait été donné, antérieurement, ou n'était tourni simultanément aux téléspecteteurs pour mettre se parole en perspective et -- pour-

quoi pas ? - en doute Non que l'on veuille systématiquement prendre ses distances. Checun e ou mesurer.

and Appresogne.

rosité intellectuelle de cet ancien journaliste, de cette essayiste à grande audience, de sociologue qui ne se veut ni philosophe ni homme de sciences, de cet « anti-expert », acherné à prouver que le métaphysique nous concerns qu'elle est eccessible. Mals pourquoi ne pas situer ce présocratique de e temps modernes plus précisément dans l'évolution de la pensée

Les troie émissions qui vont suivre sauront probablement élargir et préciser les thèses émoncées des la première. Reste que le formule choisle pour cette « Recherche d'un homme - epparait singulièrement personnelisée, pour un eujet eussi vaste. A moins que l'homme dont il e'egit ne-aoit, su fond, que Edgar Morin tui-

Tandle que le première chaîne persiste à cautionner l'audeca de cette série consacrée à le réliexion londamentale par le

prudence de sa programmation problèmes » qu'eprès les lausses eérie noiree (= Echeppement libre -, de Jean Becker -, ce dimanche), FR3 compose ses rares soirées evec una exigence plus remerquable d'unité et de rigueur Reichenbach succédal à Averty, cemedi soir, et Beriloz eu Milhaud du « Bæuf eur le tolt ». L'humour à froid du réalieateur de - Ticket de rétro transformait le ballet, imeginé par Cocteau, en e carnaval noir - ; una avaianche da photoe jaunies, les saccedes des chansons chauvines entrecoupées de vouloir symboliser l'effervescence panique du Parie de l'entre-deux guerres. Quelque chose d'immédietement perceptible était dit sur une époque, à comparar evec le document out allait suivre, un moment de beauté pure, lilmé, par hesard, par Reichenhach - Rélect fancant ses danseurs dans une improvisation lorcée, un soir de grande pluie, plece des Tulleries. Ballet d'hier,

danse d'eujourd'hui. ANNE REY

LES PROGRAMMES

LUNDI 1° DÉCEMBRE

. Le Monde » public ious les samedis, numero daté du dimanchelundi, un supplément radio - talévision avec les programmes complets de la semaine.

PROGRAMME MINIMUM MARDI?

Des assemblées générales du personnel des sociétés de télévision et de radio sont prévues ce lundi afin de faire le point sur l'ensemble des négociations entre syndicats et directions. Le préavis de grève de durée non déterminée déposé pour le mardi 2 décembre par le S.N.R.T. IC.G.T.I et le SURT-C.F.D.T. à TF 1. Antenne 2. FR 3 et Radio-France est maintenu. Le SURT-C.F.D.T. a également lancé un mot d'ordre de grève reconductible à la S.F.P. (Société française de production) et à T.D.F. (Télédif-fusion de Francel pour le mardi 2 décembre, Les journalistes (S.N.J.) de TF1 seront aussi en greve le 2 décembre. Et les négociations

entre les journalistes et la direction de FR 3 sout toujours suspendaes. Une assemblée générale de l'ensemble du

personnel de radio et de télévision est prévue à la Bourse du travail le mardi 2 décembre à 14 heures.

Dans ces conditions, les programmes que nous publions risquent d'être modifiés ; un programme minimum pourrait être diffusé sur chaque chaîne de télévision, à la radio sur France-Inter et FIP, et un antre commun à France-Culture et France-Musique avec trois bulletins d'information à 8 heures, 13 beures et 19 heures.

CHAINE I : TF T

20 h. 30 (R.), La caméra du lundi ffilm policier) . - la Chaine -, de S. Kramer (1958). Avec T. Curtis, S. Poitier, Th. Bickel, Ch. McGraw.

22 h. 5, Emission musicale : Arcana (La critique musicale), 23 h., IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2 .

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes, de Bellemare: 21 l'affaire Petiot.

22 h. 45, Journal de l'A 2,

CHAINE III (couleur) : FR 3 20 h. 30 fR.), Prestige du cinéma : « Brigade anti-gangs ., de B. Borderie f1968). Avec R. Hossein, R. Pellegrin, G. Tinti, P. Clementi.

21 h. 55, FR 3 actualities. FRANCE-CULTURE

20 h. 5 (S.), < Traits pour traits », de S. Martel, avec M. Michael, D. Mazuel, R. Leduc, M. Nesti (réalisation B. Horowicz): 21 h. 5 (S.), Rencontres internationales de musique contemporaine à Metz., Ensemble ruxique vivante, direction D. Masson I < Concerto srosso » (V. Globokar): 22 h. 35, "Les fictions contemporaines: leurs enjeux, par L.-C. Sirjacq et P. Boyer; 23 h., De la nuit; 22 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation du concert J 20 h. 30. En direct de Franciort. Cocurs de l'Opéra et orchestre symphonique de la radio de Pranctort, direction C. Meiles, avoc. J. Winn, planiste : «Fantaisé en ut mineur pour plano, chours et orchestre» (Beethoven), «Concerto pour plano, chaur d'horames et orchestre» (Busoni); 22 h. 30, Faiscaluct, par A. Almuro.

MARDI 2 DÉCEMBRE

CHAINE I : TF I

20 h. 30, Jeu · Quot, de qui ? : 21 h. 20, Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1951) ; 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Lee résistants étaient ils des hommes comme les au-tre. ?! (voir Tribunes et débats) ; 23 h. 20, IT 1

CHAINE II (couleur) : A 2 20 h. 30, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : - Pamela -, de P de Hérain (1944). Avec R. Saint-Cyr, F. Gravey, G. Marchai, Y. Lebon, S. Emrich. (N.)

A l'époque du Directoire, Pamela, mar-chande de modes parisiennes, se joint à des conspirateurs qui veulent enlever le jeune Louis XVII de la prison du Temple. Débat : « L'énigme du Temple » fvoir Tri-bunes et débats) ; 23 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3 20 h. 30, Westerns, films policiers, aventu-res : • le Retour de Sabata •. de F. Kramer

(1971). Avec L. Van Cleef, R. Schone, A. Incontreta, G. P. Albertini. 22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie / 20 h. 5, Dialogues, par R. Pillaudin : « La marque du Viehnam », avec Noem Chorasky et Howard Zinn, de l'université de Boston / 21 n. 20, Musiques de notre temps, par G. Léon : Rencontres internationales de musique contemporaine à Metz, avec l'Orchestre realis-vraphonique de Sarrebruck, direction Hans Zender, evec R. Woodward et E. Schlotter (Decoust, Feldman, Letebve, Zimmermam); 22 h. 33, Les fictions contemporaines, leurs enjeux, par L.-C. Strjacq et P. Boyer; 23 h., De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

magazine musical: 18 h. 30, Mail entendus, par P. Carles ; 19 h. 15, Calendrier necroloque: thèmes et variations ; 19 h. 25, Instruments et solistes... Narcho Yepes; « Sarabande et double en 31 mineur » BWV 1002 (Bech). « Concerto d'Aranluez pour outiere et orchestre» (Rodriso), par l'Orchestre 20 h. Présentation du concert; 20 h. 30, En direct du Théâtre de Chelliot..., orchestre phitharmonique de Radio-France, direction Kazubiro Kolsumi, evec J.-P. Wellez: « Gwendoline », ouverture (Chebrier), « Concerto russe» (Lato), « Concarto en fa » (Lato), « España » (Chabrier) ; 22 h. 32, » Watts? », ou « la musique su toul-électrique », de M. Chion et J. Videi; 24 h., Non écrites, par P. Lattes; 1 h., Plans sur plans.

-CROISTÈRE MAYA- | TRIBUNES ET DEBATS

à bord de l'Aquarius 10 jours à partir de F. 3.940 départ tous les feudis du 1º Janvier au 11 Mars 76

nprenant : transport aérien Luxombourg/Nassau en Jet Air Bahama transfort sur Mantego Bay et croisière vers La Ceiba, Belize (le Handuras). Puerto Moreles (Mexique)...

et croisière spéciale Noël/Jour de l'An 18 jours départ 18 Décembre

(lic. 790 A) Renseignements: toutes agences de voyages et AIR BAHAMA 32, r. du 4 Septembre - 75002 Paris

tel 742.52.26 -

LUNDI 1" DECEMBRE

LUNDI 1 DECEMBRE

Le Père Carré est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscople », sur France-Inter, à 17 heures.

Les Pionniers de France expriment leur point de vue à la tribune libre de FR 2, à 19 h. 40.

MARDI 2 DECEMBRE

MARDI 2 DECEMBRE

MARDI 2 DECEMBRE

MENT Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, répond aux questions de Jacques Paugam, sur France-Culture, à 12 h. 5.

M. Jean Foyer, ancien garde des scaux, est l'invité de Jean-Pierre Defrain, sur Radio-Monte-Carlo, à 13 heures.

M. Robert Grossman, secrétaire national de l'U.D.R. chargé de la jeunesse, est interrogé par Jacques Chancei pour « Radioscople », sur France-Inter, à 17 h.

Le Front des jeunes progressistes expose son opinion à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40 (sous réserves).

— MM. A. Castelot, A. Soboul, J.-P. Romain, C. Mazauric, M. R. Escaich, participent au débat des « Dossiers de l'écran » : « L'énigme du Tempie », sur Antenne 2, vers 22 heures (sous réserves).

— MM. A. Diligent, P. Dreyjus, H. Fresnay et A. Ouzoulias repondent à la question : Les résistants étaient-ils des hommes comme les autres ? pour « De vive voix », sur TF 1, à 22 h. 20 (sons

● Antenne 2 et la SFP. ont déclaré, dans un communiqué publié à la suite des incidents de jeudi au « Grand Echiquier», où des travailleurs du Livre sont indes travalleurs du fivre sont intervenus en cours d'émission—
succédant à l'irruptiou du
commando du sergent Dupuy dans
les locaux d'A 2, le 11 novembre,
qui a empêché le déroulement des
« Dossiers » consacrés à l'armée,
— qu'elles ont décidé de porter
plainte si des faits du même ordre
se reproduisaient.



DIRECTEUR DES USINES

160.000 F

Une Importante société française fortement Implantée dans l'industrie lourde du Bois, recherche son Directeur des Usines. Rendant compte à la Direction Générale de la société, le titulaire du poste sera placé à la tête d'un important ensemble industriel comprenant plusieurs éloblissements dant les directeurs lui seront hiérarchiquement rattachés. Responsable de la réalisation du plant de production dans les conditions aptimales de cool, de quelité et de délat. Il deure suivre et contrôles la sertion des suivres des conditions aprimales des suivres de contrôles la sertion des suivres de contrôles la sertion des suivres des suivres des suivres des suivres des suivres de contrôles la sertion des suivres des suivres des suivres de contrôles la sertion des suivres des suivres des suivres de contrôles la sertion de la réalisation de sertion de la réalisation de sertion de la réalisation de sertion des suivres de contrôles la sertion de la réalisation de la sertion de sertion de la de qualité et de délat. Il devra suivre et contrâler la gestian des usines dans une perspec-tive d'améliaration constante de la productivité. Ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau possèdont une expérience industrielle de dix ans ou moins, dont 3 ans comme direc-teur d'usine, acquise de préférence dans les secteurs panneaux, pête à popier au pâte de cellulose. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction du niveau d'expérience acquis. Les perspectives d'évolution sont intéressantes pour un condidat de fart potentiel. Le poste est à pourvoir à Paris mois implique des déplocements fréquents dans les usines de pravince. Écrire à Paris.

Réf. B/5507M

DIRECTION GÉNÉRALE

140,000 F

Sud-Ouest — La filiale française d'un groupe anglais, à vocation internationale, spécialisée dans les bâtiments industrialisés et comptant 5 usines en Europe, recherche le futur Directeur Général de son unité de fobrication. Rendont compte directement ou Directeur. futur Directeur Général de son unité de fobrication. Rendont compte directement ou Directeur Général de la Société française, basée à Paris, il aura en charge le contrôle d'une unité de production de 100 personnes, située en Dordagne. Il aura pour mission d'assurer le contrôle globol de l'usine et le développement des produits. Il devra également créer un centre de prafit susceptible d'obtenir un chiffre d'affaires substantiel à l'intérieur d'un secteur déterminé. Ca paste nouveau conviendrait à un candidat ôgé d'au moins 35 ans, d'orientation commerciale, ayant du gaût pour le marketing et ayant ocquis l'expérience des biens durables (en particulier en préfabrication et malériaux de construction). Une bonne connaissance de l'onglois est souhaitable. La rémunération annuelle de départ pour atteindre 140 000 frança pour un condidat de valeur. Ca parte péressile une récipourra atteindre 140.000 francs pour un condidat de valeur. Ce poste nécessite une résidence dons la région. Adresser, à Paris, C.V. rédigés en anglais.

MARKETING MANAGER

Morocco

Applications are invited from enterprising and alert businessmen of Maroccan nationality for this position of marketing manager, industrial and consumer products, Casabianca. The man appointed will be directly responsible to the Managing Director of the local subsidiary of a sizeable group for stimulating and arganising sales of a broad range of products to the Maroccan market. His experience should include sales of light industrial products (such as air-conditionning or vehicles) or consumer durobles. Due to the international nature of the organisation, a knowledge of English, besides French and Arable, would be an asset. Compensation will match qualifications and the importance of the post.

CONTROLEUR DE GESTION

Ingénieur Grande École - L'Agence de Bassin Arlois-Picardle contribue por des aides finoncières importantes à l'oménogement des ressources en eau el à la lutte contre lo pollution des eaux sur quatre départements du Nord de la France. Cet étoblissement public, qui emploie 90 personnes et gère un budget de 100 millions de francs, crée lo fonc-tion de Contrôleur de Gestian. Ratiaché ou Directeur de l'Agence, il oora paur missian tian de Contrôleur de Gestian. Ratiaché ou Directeur de l'Agence, il oora pour mission de mettre en place un système élabaré de contrôle et de suivi de tous les mouvements financiers (recettes : redevonces; dépenses : aides accordées oux communes et industries, frais d'études et de fonctionnement, etc...) à l'usage de la Direction, des Directeurs de département et des ingénieurs. Il sera chorgé de tenir à jour en permanence tous les états (lableaux l'de bord-statistiques-prévisions à court ou à moyen terme) utiles à la gestion de l'Agence. Il supervisera les services comptable, informatique et redevonces (20 personnes) animé checun pour un responsable et sera assisté dans sa gestion por un ingénieur. Il coordonnera lo mise en place d'un nouvel outil informatique basé sur un système de télé-trottement interne. Ce poste convient à un Ingénieur de formation grande école (X, INSEE, Centrale...) ayont déjà acquis une expérience dons la mise en place de systèmes de contrôle ét d'infarmatian dans l'iodustrie ou dans un argonisme de service. Il requiert des quolités de rigueur et d'analyse ainsi qu'une personnalité d'envergure, orientée vers la communication et le travoil d'équipe. Le saloire onnuel de départ, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 120.000 francs. Ce poste doit intéresser un ingénieur désireux d'ovoir une vue d'ensemble sur ces questions de contrôle finoncier et de circulation de l'information, Écrira Réf. A/4262M

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Banlieve Sud-Ovest — La Société française d'un très Important groupe multinotional (en France 2.600 personnes pour un chiffre d'affaires de 850 millians de francs) recherche, pour sa Direction des Affoires Sociales, son responsable Formotion. Rattaché ou Directeur des Affoires Sociales, le poste comporte l'analyse quantitative et qualitative des besolns de formatian pour l'ensemble de l'entreprise, le choix des moyens, l'élablissement, lo mise en œuvre et le contrôle des programmes, la gestion des budgets et des aspects légaux, le suivi des actions réalisées et le contrôle de leur efficacité. Ces fonctions et responsabilités pourront s'élorgir et/ou se diversifier dons différents domoines (recrutement des cadres, gestion du personnel, relations socioles, infarmation, études...) selan les apfitudes du futur titulaire et dans des délais qui varierant en fonction de son àge, de son expérience acquise, de sa personnolité et de ses premiers résultats. Ce poste conviendratt à un diplômé d'études supérieures, désireux de poursulvre sa corrière dans la fonction sociole au sens large. Une expérience ou sein d'une entreprise industrielle, de préférence dans la même fanction au dans une autre fanction-clé (marketing, usine...) est nécessaire et contri-buera à déterminer le niveau de responsabilité et de rémunération du condidat retenu qui devra avoir plus de 28 ans. Ce poste offre d'incontestables perspectives d'avenir au sein d'une fonction en plain développement, et d'uo groupe réputé pour l'efficacité de ses métho-

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Un très important graupe industriel français recherche, pour son siège à Paris, un codre (hamme ou femme) responsable de la préparation des Conseils d'Administration ainsi que des Assemblées Générales du graupe et de ses filiales. Rendant compte au Secrétoire Général, et à partir des différents éléments d'information qu'il aura recueillis auprès des nnelles concernées, et dant il oura à mesurer l'opportunité et la véracité, unités opérationnelles concernées, et dant il oura a mesurer l'opportunité et la verucile, il sera respansable de l'élabaration des dossiers relatifs à l'ardre du jour des différentes réunians, ainsi que celle des documents au brochures divers (colloques, informations des actionnoires...). Cette mission de confionce implique de lo port du titulaire de grandes qualités rédactionnelles (clarié, précision et finesse de style), d'excellents cantacis humains ainsi qu'uo jugement très sûr. Ce poste ne peut donc convenir qu'à un codre confirmé (homme au femme) àgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur (juridique, le president une solide formation complémentaire deput. littéraire au économique), et possédant une solide formation complémentaire dans le damaine financier et comptable, il devra justifier d'une expérience réussie, acquise au sein d'un secrétariat général d'une entreprise Industrielle. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 80.000 francs. Écrire à Paris.

Réf., A/2358M

DIRECTEUR RÉGIONAL PARIS

80.000 F

Promotion des ventes — Une importante société de service, leader sur son morché, — la pramatian des ventes et l'action sur le terrain — recherche pour la région parisienne son Directeur Régional. Sous l'autorité du Directeur Cammercial, il sera responsable de son équipe, de l'arganisation et de la coordination de toutes les actions sur le terrain. It recruiera, formera et animera l'ensemble de son personnel composé d'un encadrement fixe et d'une importante équipe sous contrat temporaire (démanstratrices, animateurs, vendeurs, merchandisers...), il développera et entrettendra les relations commerciales avec tous les clients et gérera le budget de son secleur. Ce poste conviendrait à un salte de vente. Se d'au maior 3 con matrice de vente. cadre de taus les cients a gerera le puoget de son secret. Ce posse cantendrat à un cadre de vente, êgé d'au moins 32 ans, possédant une banne formatica générale, ayant ocquis une solide expérience de la vente et de l'animalian d'équipes importantes comme chef des ventes régional chez un fabricont. Une première expérience de la direction du personnel inférimaire serait un ataut appréciable. Les composantes de ce poste nécessitent une fortepersonnalité. La rémunération annuelle de départ sera de l'ardre de 80.000 francs, à laquelle s'ajoute une vaiture de fanction. Ecrire à Paris.

Réf./A/2357M

ser C.Y. détaillé en reppelant le référence sur l'euraloppe. Pour les réf. Al, secun renseignement se sero als seus l'eccord préalable des condidats. Pour les réf. é/, les réponses seront transmises à notre , seus être ouvertes à moies qu'elles se solest ouversies à notre "Service du Courtéle" indiquent les nomes

P A CONSEILLER DE DIRECTION S. A.

8. rue Bellini. 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-63 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Franciori - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich



LE SEINE

India Song

Cette semaine : 14 h 45-17 h 15 - 20 h - 22 h 15

MARINA VLADY



Muriel LOSSERAY, 38 ans. Tous les courages, toutes les lucidités. Voit son mari courir à sa perte. Lutte pied à pied contre cette parte. Comprend enfin qu'aucune force ne l'arrêtera. Se rend. Accepts. Sscrifiée.

Morts sur Ordonnance

CHARLES VANEI



Alphonse BREZE, 70, puis 82 ans. Grand patron de province. Trois cliniques par fils interposés. Implacable gardien de son empire. Un tueur. A pris le goût de tuer sans risques. Tue comme un vieux fauve vicleux, lentsment, sûrement.

Morts sur Ordonnance

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h.: Don Ginvanni. Comédie-Française, 20 h. 30: Par-tage de midi (abt habillé). Chaillot, grande salle, 18 h. 30 et 21 h. 30: Herbert Pagani.

Les salles municipales

Nonveau Carré, 21 h.: Lucrèce Borgia; 20 h. 30 : Cours d'initia-tion eu cinéma et à la télévision.

Les autres salles

Bouffes-Parislens, 20 h. 45 : la

-GALERIE RENCONTRES -46, r. Berger, 7500), Métro Louvre 236-84-63 December-January

BISHOP, DEGOTTEX, DEZEUZE, FRANCIS, HIGHSTEIN, KIRILI, MARDEN, POZZI, REIGL, TANGER, THIOLAT

Vernissage : December 2.

à partir du 2 décembre

LE PALACE **4LEXANDRA**

d'André Benedetto mardi au saunedi 20 b - dimanche 15 h 8, rue du Fg-Montmartre - tál. 770.44.37

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES >

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 1er décembre

cinémas

Les Characters (17) aux modus de dis-hait ans (17) aux modus d

L'ENIGME OB KASPAR HAUSER
[Al]. v.o.): Studio-des Jraulines,
5º (033-39-)9]: O.G.C.-Marbeuf, 8º (225-47-)9].

FLIC STORY (Pr.): ParamountMaillot, 17º (738-24-24). ParamountMoutparnasse, 15º (326-22-17). Paramount-Opéra, 9º 1073-34-37). Puhilcis-Champs-Elysèes, 8º (72078-23).

ramount-Opera, 9* 1073-24-37), Publicis-Champs-Elysées, 8* (720-78-23].

LA FLUTE ENCHANTEE (Snéd., v.o.) 1 O.G.C.-Biarritz, 8* (723-69-23), U.O.C.-Odéon, 6* (325-71-68), Vendôma, 3* (673-87-52), -V.f.: Bienvenus-Montparnasse, 15* (544-25-62).

LES GALETTES OB PONT-AVEN 1fr.) (*): Bretagne, 6* (222-57-97), Ermitage, 8* (359-15-71), Capri, 2* 1903-11-69).

GUERRE ET AMOUR (A., v.o.): Studio Alpha, 5* (033-39-47), -V.f.: Paramount-Opéra, 9* (673-34-37), H MUSIC (A., v.o.): Grands Augustins, 8* (353-22-13), Guintetta, 5* (633-35-40), O.O.C.-Marbouf, 8* (233-31-40), O.O.C.-Marbouf, 8* (233-71-68), Elenveone-Muntparnasse, 13* 154-25-62), Murat 18* (238-99-75)

HISTOIRE D'ADELP H 1fr : Elartitz 8* (333-42-33), O.G.C.-Odéon 8* (323-71-68), Elenveone-Muntparnasse 13* 154-25-62), Murat 18* (188-99-75)

HISTOIRE D'HOMMES (A.) (**)

1 **J.*: Bilboquet 8* (222-67-23), Hollywood-Boulevard 9* 1770-16-41), Studio Galande 8* 1633-72-71).

Direction : P.DEBAUCHE

CHRONIQUE ORS ANNEES OS
BRAISE, film algérien de
Lakhdar Hamina, avec Jorgo
Vayagis, Larbi Sekkal, Chelk
Ndurredine, Lakhdar Hamins,
— V.d.: G a u mo d t - Rive Qeuche, se (548-26-38), Elyžécs - Cinôme, se (633-79-38),
Caméo, se (770-20-891, Geumutt - Convention, 15e (82842-27), Clichy-Pathé, 18e (52237-41).

37-41). LE SAUVAGE, film français de Jean - Paul Rappeneau, avec Catherice Deneuve et Yves Montand — Gaumodt-Collese,

Jean - Paul Rappeneau, avec Catherios Deneuve et Tves Montand — Gaumost-Collade, 8° (359-29-46), Français, 8° (770-33-83), Caravelle; 18° (387-59-721), Montparnasse - Pathé, 14° (326-68-13), Faurette, 13° (331-60-74). Hautefeuille, 6° (633-79-33), Quartier-Latin, 5° (326-88-85), Gaumont-Conventiod, 15° 1828-42-27), Gammont-Oambetta, 20° (797-02-74), Victor-Hugo, 18° (727-49-75)
ATTILA 74, film gree de Michael Cacoganis, — V.O.: La Pagode, 7° (551-12-15)
TAS PAS 18° BALLES? (BROTHER CAN YOU SPARE A OIME?), film anglais de Philip Mora. — V.O.: Elysées - Lincoin, 6° (339-36-14), Orsgon, 6° (48-54-741, Saint-Germain - Village, 5° 1633-87-591, Mayfair, 18° (525-27-06), 14 Juliet, 11° (700-51-13)
TANT QU'Y A DE LA GUERRE, Y'A OB L'ESPOIR, film Italien d'Alberto Sordi, avec Alberto Sordi — V.O.: Studio Jean-Coctean, 5° (033-47-62)
FILM, film américain de Samnel Beckett, avec Euster Keston, et JEU, film iriandeis de Reginald Grey, avec Laurent Tereief. — Le Seine, 5° 1325-92-461, a 26 h. et 22 h.

LE LIBAN OANS LA TOUR-MENTE, film de Joselyn Saal et Jorg Stocklin, — Olympic-Entrepôt, 14° (783-67-42).

SAO BERNARDO, f'Um hrèstilen de Léon Hirstron, avec Othon Bastos, isabel Ribeiro — V.O.: Olymolo - Entrepôt, 14° (783-67-42).

14-27). Gaumont-Convention.
1828-42-27). Gaucont-Gambet.
20: 1787-02-74). Marignan. 8: 13:
22-22). Cilchy-Pathé. 18: (2: 37-41). ABC. 2- (238-53-41). Cilchy-Pathé. 18: (3: 37-41). ABC. 2- (238-53-41). Cilchy-Pathé. 18: (3: 15-42-28). Trade: 9: (770-33-85). Saint-Lazare-Piquier. 8: (337-33-43). Hautefeull 6: (633-79-381). Gaumont-Sud. (333-51-18). Nations. 12: 13- 04-67). Quidette. 5: (333-35-4). Montparnesse-Pathé. 14: (3: 63-13). Phase iv ia., vo.): Elysé Point-Show, 8: (223-67-29). vi.: Trois-Hausemann. 9: 17 (7-55).
POUR ELECTRE (Hong. c.o.: Si dio Git-le-Cosur. 8: 1228-62-23). Quano La Vill.E STEVEILLE ip. Cilchy-Pathé. 18: 1522-37-41). Manadie. 8: 1235-41-181. Bex. (223-83-83). Paramount-Galett. (3: 238-38-23). Paramount-Galett. (3: 238-38-23). Paramount-Galett. (3: 238-39-34). Le RETOOR DE LA PANTHE ROSE (A. v.o.): Gaumon Champs-Elysées. 9: (3: 39-04-6 Hautereuille. 6: 1633-79-38). vi.: Gaumont-Bosquet. 7: 18: 44-11). Cambronne. 19: (7: 42-96). Gonmont-Gambetta. 19: 734-42-96): Saint-Lazare-Pagui 8: 1328-62-18): Mercury. 8: (2: 75-60). — V.L.: Cambronne. 19: (7: 42-96). Gonmont-Gambetta. 19: (3: 43-96): Saint-Lazare-Pagui 8: 13: 38-39-39): U.Gt Odon. 6: (3: 23-71-23): U.Gt Odon. 6: (3: 33-3-32): U.Gt Odon. 6: (3: 33-3-3-32): U.Gt O

(758-24-24). LE VOVAGE DES COMEDIENS (Greo, v.o.) : Saint - André - dea-Arts, 6 (326-48-18).

Mercredi 3 décembre - 20 h. 45 Eglise Saint-Germain-des-Prés Concert

MBSIQUE LITURGIQUE ORTHODOXE Chorur de Belgrade - Ive Lola Ribar -

LE PAIACE

22430 LA

mardi au samedi 22 h 30 - dimenche 18 h 8, rue do Fg-Montmartre - tal. 770.44.37

A l'occasion de la sortie du film « Monty Python » - Sacré Grao! 1.000 uoix de coco seront distri buées procleusement oux specto eurs du mercrodi 3 décembre oos : Morbeuf (v.o.), Cluny Ecole (v.o.), Arlequiu (v.o.).

Théâtre des Champs-Elysées - Samedi 6 décembre, 17 heures

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE CHŒURS DE RADID-FRANCE

Dir.: Lorin MAAZEL Faye ROBINSON, Birgit FINNILA,

MAHLER SYMPHONIE Nº 2 EN UT MINEUR « RESURRECTION »

Loc. Radio-France, salle et agences

Radio-France - Auditorium 104 - Lundi 8 décembre, 29 h. 30 LES RECITALS DE RADIO-FRANCE



FAYE ROBINSON R. STRAUSS - DEBUSSY - CARTER

BIRGIT FINNILA

SIBELIUS - BRAHMS

VOTRE TABLE CE SOIR

LE TROU OES HALLES 508-30-13	Dans un cadre amical, déjeuners d'affaires, diners, soupera. Spéc. :
47. rue Saint-Honoré, l= F/Oim.	bouillabaisse, lotte sauce verte, pnt-au-fen aux 4 viandes, tripes.
LE DELMONICO 072-58-16	2 plats du jour : 1 viande, 1 poisson. Choix de poissons, de grillades
19, avenue de l'Opéra. 1v. F./Oim.	faites devant vous, et ses desserts un pieln chariot. 60 F VSNC.
OSAKA 250-66-01	Anciennement 6, rue du Helder, 6°. Jusq. 22 h. 36. Cuisine Japonaise :
183, rue Saint-Honore, le. Tiljrs	Tempura – Soukiyaki - Soushi - Sashimi. Dans un cadre typique.
BOFINGER 272-87-82	Déjeuners, Oiners, Soupers jusqu'à 2 h. du matin. Banc d'huitres.
5, rue de la Bastille, 4. P. Dim.	Spécialités. Plats du jour. Parking facile sur le place.
PORT-ST-BERNARD OAN. 37-28	Ouv. le dim. Feuilleté au Roquefort. Confit de Porc sux poireaux.
29, quai TourneUes, 5-, 1, r. Poissy	Foie gras frais, Côte de veau girolles - CAHORS G. VIGOUROUX.
PIZZA PINO Carrefour Odéon	15 fameuses pizza à partir de 6 F., les mellieures spécialités italiennes
113, bd Saint-Germain,	dégustées uvec le Chianti Melini, de succulentes glaces maison à
75007 Paris	part, de 3 F. Amhiance Italienne, Ouv. trus les jours epr. lo spectacle.
LE CRALEUIL 265-53-12-	Jusqu'à 22 h. Robert OAUBIAN, le jeune patron, est aux fourneaux.
4. rue de l'Arcado, 8°. F/SamOim.	Sa cuisine française traditionnelle dans un cadre douillet at agréable.
LES ANNEES 39 359-08-20 92, rue La Boétie. 8r. F. dim.	Dans un cadre Art Déco authentique. Déj. Diners et Soupers avec Henri POULAT au piano. L'aiguillette de canard aux pêches 29 P. La célèbre Galimafrée Roger Lapierre 32 F.
CHEZ TANTE LOUISE 265-06-85 41, rue Boissy-d'Angles, 8°, P./Dim.	Jusqu'à 22 h.; 50 ans de bonne vieille cuisine française Poie gras frais aux raisins. Les confits d'oie et de canard, et cèpes,
LE MIKADO Jusq, 2 h. mat. T.Ljrs 55, bd Rochechouart, 9. TRO. 74-53	Dans le cadre 1930, entièrement rénové, d'une Brasserie réputée, une carte de grande classe à partir de 50 F. Clab privé au sous-sol.
CHOP SUEY TAL 51-69	Spèc. Vietnamicunes et Chinoise. T.I.J. Déj., diners aux chandelles.
39, faubourg Montmartre, 94.	Spèc. du Pâté Impérial 6,50 P. Ses Soupes. Poulet désossé farci 0 F.
LA BIOUTAROIERE 205-96-80 12, av. Richerand, 10°. F./dim., ssm. Fètes	25 terrines hors-d'œuvre & volonté. Les entrecôtes ou plat du jour, plateau fromages, desserts (vin volonté). Din. sux chand. P.M.E. 32 F.
LA TOUR SAINT-DENIS 770-73-31 1, bd de Straebourg, 10°. Jusq. 2 h. du matin, 1st étage.	Son Bane d'Huitres. Spéc. Alsaciennes. Sa Choucroute comme à Hunawihr 85 F pour 2 pers. au champagne avec boudins blane et noir.
JULIEN PRO. 16-06 16, rue du Fg-St-Denis, 10°. T.L.Jrs	Dans son cadre « fin de alècle », sa nouvelle formule « plats chiffrés entrées comprises ». Ses fabuleux « bouillons ». Fole grae. 16 plats journaliers. P.M.R. 50 F. Révellions. Diners prolongés.
LE TEMPLIA 700-0)-13 ● 24, bd dd Temple, 11°, Jusq, 22 h. 30	Civet de lotte à la bordelaise 25 P. Pavé au Boquefort 32 P. Menus 35 et 55 P. Ambiance musicale avec pianiste.
LA TOUR D'ARGENT 344-32-19	Jusqu'à 1 h. 15 du matin. dans un cadre élégant et confortable.
4. pl. de la Bastille. 12 344-32-32	A la carte : Grillades et Plats culsinés.

* Spectacle en soirée.

Ambiance musicale. Orchestre.

R.E.R. - BU 60, ros Greize - Tél. : 204.18.8 et la CENTRE CULTUREL DE MANTERRE présentant LES FEMMES DANS LA SOCIETE EN FRANCE ET AILLEURS Mardi 2 décembre : 18 h 30 L'AMOUR D'UNE FEMME (France) – 21 b LE DÉBARRAS (Hongrie) Mercredi 3 décembre : 18 & 30 LA FIANCÉE DES ANDES (Japon) 21 is ERIKA MINOR (Suisse)

Jeudi 4 décembre : 18 & 30 LE TROISIÈME (R.D.A.) NOS PLUS BELLES ANNÉES (U.S.A.) Vendredi S décembre :

18 & 30 LA CHAISE VIDE (Fronce) 21 % IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLÉ (France)

Samedi 6 décembre : LUCIA (Cubu)

P.M.R. : prix moyen dn repas

Cinéma

«Le Liban dans la tourmente»

(Suite de la première page.) « Le Liban dans la tourmente e surtout le mérite de situer le conlilt confessionnel dans son véri-table contexte. Fait significatif, la thèse de le » guerre de religion » en vogue dans une certaine presse étrangère, n'e pas coure permi les drigeants libanale, chrétiens ou musulmans, de droite ou de gauche. Aucun d'eux n'a, en tout ces, osé soutenir devant le camére que l'affrontement est, fondementalement. d'ordre confessionnel. La tigne de démarcation se situe ailleure, selon que l'on est de droite ou de geuche. M. Pierre Gemayel, leeder des pha-langes, comme M. Cheker Abou Sielman, président de le ligue maronite, parient de l'intégrité du soi netional, des libertés menecées par des » egents étrangers », dénoncent le » subvereion » entretenue par le - geuche Internetionale - et les Palestiniens qui ont créé un » Etat dana PEtal - parelysant ainsi lea Institutions libanelses.

Les représentants de le geuche gui sont le plus souvent de contes sion musulmane, rétorquent que l'Etat retrouveralt toute son eutorité le jour où les injustices politiques et socieles les plus crientes euront été éliminées, que les influences étran-gères, y compris celles d'États arabes conservateurs, ne trouveraient plus alore un terrain propice pour proliférer. Les eccusations raciproques de » double allégeence » paraissent dès lors relever da le polémique. Les chrétiene de droite ne sont pas plus » pro-occidentaux » que les musulmane progressistes ne sont » inféodés eu monde arabe ». Le fond du débat, tel qu'il transperaît dans le film, oppose pertisans et advrasaires du statu quo politico-social, les une et les eutres s'eppuyant sur des amitiés ou des complicités étrangères.

Dens quelle mesure leraal, les Rets-Unis, voire l'Egypte et l'Arabie taoudite soutlennent-Ils le combet les phalangistes ? Quelle est l'amaleur de l'alde syrienne, libyenne. alestinlenne ou soviétique eu camp alamo-progressiste ? Jocelyn Saab t Jorg Stocklin ont eu l'honnéteté e ne pas développer cet aspect du conflit, sans doute teute de témolanages Irrétutables.

En revanche, leur reportage dans les bidonvilles de Beyrouth einsi que dens les régions de le Bekaa, du Hermel et du sud du peye — qui nous valent des Images imprégnées d'une polgnante poésie - nous permet de l'opulence des autres, telle qu'elle se manifesio dana cette séquence, suporbement filmée, du dîner mondaln. Ces régions sous-développée étant peuplées suriout de musulmans chilles, lo = pape = de cette secte, l'iman Sedr, coutient que son « Mouvement des déshérités » est certes d'allure contessionnelle male d'enverqure nationale et d'inspiretion huma nitaire ». Des personnalités chrétiennes de droite — tels MM. Rey-mond Eddé, Khalli El Khoury et Ghossan Tuoni — epportent quelques justifications à cette thèse en insistant cut le leit que de profondes réformes sociales ou institutionnelles sont désormels Indispensables pour le réteblissement de le

palx civile. La demiére partie du film incite cependent au pessimisme. Certaina dirigeants meronites, et non des moindres, se relusent à tout dieloque à cot égard, préférant » réver tout haut - à un petit Liban chrâtien dans lequet lia pourraient conserver leur systèmo político-sociel. La thèse de ces extrémistes gagne du terrain parmi leurs coreligionneires : ni riches ni privilégiés, en proje à la · peur des minoritaires », des chrétiens de plus en plus nombreux sont parsuadés qu'il ne leur reste pas d'autre issue que le pertage pour assurer la pérennité de leur identité, voire de leur existence physique. La guerre civile, le sang répandu, l'execerbation des passions, eggrevant le conflit en le » confessionnalisent ».

- Le Liban dane la tourme n'e sans doute pas épuisé le sujet. Il est néanmoins délé autisammen touffu pour mériter d'ôtre vu deux fole plutôt qu'une, maigré certaines Imperiections. A ne pas reter, en event-progremme - Les nouveaux croisés d'Orient », dene lequel les mêmes téalisateurs esquissent le portrait des merceneires trançais au Liben, spécimene d'une race d'eventutiers que l'on croyait àtre en vois d'extinction.

ERIC ROULEAU. * Olympic - Entrepôt.

E Le Théâtre Ce la Commun d'Aubervilliers présente, jusqu'au 13 décembre, treixe films, suivis de débats en présence d'historians, de réalisateurs et de critiques, peur Riustrer le thème « Le monde libre

« CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRAISE », de Lakhdar-Hamina

Ce que décrit la Chrontque des années de braise, avec simplicité, evec lyrisme, c'est l'ével; d'une conscience poputaire. De 1939 à novembra 1954, l'Algérie : le teu couve sous le cendre, quelques brandons, quelques tisons, s'ellument tcl ou là, de viellés braises commencent é rougeoyer. Noue n'en sommes ancore qu'eu préfude de l'incendie. L'histoire déjé chemine, mais en escret. En fait, le film s'arrête le jour où l'histoire se démasque, c'est-à-dire le jour où la révolte du peuple algérien devient révolution.

Une fresque, une gesta, largement brossée, erticulée autour de quelques événements qui font office de jalons et de phares (le sécheresse de 1939, le détaite de le France en 1940, une épidémile de typhus, les élections de 1947, l'organisation des premiers maquis) et, au centre de cette fresque, un homme, » héros » exemplaire en qui elincament les désespoirs, les horstes les pages et les pages d'un persole Con les hontes, les peurs et les colères d'un peuple. Que cet homme soit un paysan est significatif. A l'origine du soulèvement de 1954, ti y a su le misère d'une paysannerie dont les entents ne trouvaient plus à se nourrir sur le sol natal

Un vagabond Illuminé, prophète en haillons (qu'in-carne le réalisateur Lakhdar-Hamina), babille et vaticine, annonçant l'incroyable avec la lucidité et la sagesse des âmes pures. Il représente le part du rêve et son délire transcenda le réalité socio-économique que symbolise le payean. Entre ces deux étéments — l'action et le songe — le film trouve son équilibre et prend la forme d'une leçon d'histoire exaltante et

On ne peut rester insensible à le gravité, à la puissanca de ce film, au souffie épique qui, parfols, le traverse. S'il arrive à Lakhder-Hamine d'evoir recoure à l'imagerie simpliete et au morceau de bravoure apectieme et la démagogle. Le réquisitoire qu'il dresse contre le présence trançaise est sévère, mais le ressantiment y felt généralement plece à le déclaion. Et c'est à ceux de ses compatriotes qui ecceptèrent d'être les complices et les sarviteure du pouvoir colonial qu'il réserve ses coups les plus rudes.

A la suite de son succès é Cannes (Chronique des années de braise a remporté le palme d'or). Lakhder-Hamina a été l'objet de violentes attaque dane aon pays. On lui a reproché d'evoir réalisé una couvre nuineuse pour le cinématographie algérienne, idéologiquement contestable et de lacture ecadémique. Nous n'avons pas à juger du blen-fondé des deux premiers griefs. Quant eut troisième, il tient sans doute au tait que, eyant choisi de s'adresser é un vaate public, Lakhder-Hamine e jugé préférable d'éviter tea véhémences et les obscurités à la mode et de se référer aux grands modéles américains et aoviétiques en tournant un film parfaitement - lieible », tortement charpanté, et qui n'exclut ni la beauté ni l'émotion.

Au fond, le qualité majeure de cette Chronique des années de braise, c'est aon enracinement dans le concret. St ce film nous touche, malgré ses imperfections, malgré nos souvenirs et nos remorda, c'es parce que, humblement, prosaïquement, il redonne une épaisseur chamelle à des mots très usés comme « ilberté », » justice », « indépendance ». C'est parce que nous devinons que la vegue immense qui le soulève et le porte vient des profondeurs d'un pauple. C'est parce qu'il se situe constamment à hauteu

JEAN DE BARONCELLI.

* Caumont-Rive gauche, Elysées-Cinéma, Haute-feuille, Caméo, Gaumont - Coovention, Clichy - Pathé (v. O.).

« Peut-on me reprocher d'être un cinéaste adulte ? »

film aurait été envoyé à Cannes pour

représenter officiellement l'Algérie si

dans mon pays son contann politique avait été mis en donte? Non seulement

tont a été financé par l'Etat, mais le

film a dié approuvé par le ministère de l'information es de la culture, et

per tous les membres du gouvernement. Il e été présenté à de nombreux chefs d'Etat du tiers-monde. N'étais-ce pas

> L'authenticité de mon film ne fait

ancun donce. Je suis ne en 1934 et fai

vécu mon enfance et mon adolescence

dans le Sud pauvre de l'Algèrie, dons

une famille de paysons. Les Français avaient pris les meilleures torres; les fellabs devaient viere dans ces « réser-

ves » erides; incultivables. An jond, ja

uent ils sont passés de l'oppesizion

parle des Indiens, Je raconte leur prise de conscience progressire, J'explique

à la latte armée pour l'indépendance. l'ai fait partie do cette génération.

» Maintenant, bien sur, c'est tout à fait autre chose. Mais il fallais dire

pourquoi et comment la guerre était

arrivée. Sur cette période il n'y avait

que le témoignage de Courrière? Je

crois - l'histoire le dira - que mon

dique. Bien sår, je l'ai fait avec ma

ma vision, mais il faut « savoir éconter

l'histoire aux portes de la légende ».

On ne peut être partaitement objectif

et les références no sont jamais urai-ment rigeurenses. L'ai choisi des repères

bistoriques, ce qui explique la classi-

fication on plusiones titres qui oppa-raissent sur l'écran. Je n'ai pas triché

aree les faits, mais je n'ai pu renoncé

— On vous a. reproché d'insister plus sur la familité écologique que sur le fair colonial proprement dit.

fei. Je démontre clairement que la sys-

tème colonial est la cause des malbeurs

successifs de mes personnages. Mais il

no faut par croire que, dès cette épo-que, les partis politiques venaient pré-cher la révolution dans les donars les

plus éloignés. C'ess à cause de la séche-

BOUFFES PARISIENS

RECITAL

resse que Abmed émigre vers la ville.

- Le encore, c'est de la manraise

à la création artistique.

sonsibilité, avec mes souvenirs.

ane caution suffisante?

« Aver-vons simé mon film? », feis plus cher. Alors? Pent-en me demande Mohammed Lakhdar-Hamina. reprocher d'être un professionnel, un demande Mohammed Lakhdar-Hamina. reprocher d'être un professionnel, un Sans amendre la réponse, il se met à cinéssie adulte? Croyaz-vous que ce parler, mès vine : « l'ei obtenu la palme d'or au Festival de Capues, dit-il. A quoi cela sert-il si, sept mois après, quand tout le monde e un peu oublié, la Chronique des années de braise ne sors à Paris que dans six salles, en version originale alors que la version française est prête. Pourquoi n'est-il pas distribué en même semps dans les salles périphériques et en province? Le contras passé entre PO.N.C.I.C. (Office national pour le commerce et l'industrie cinémategrabhiques) et les circuits de distribution français ne donne pas sa chance à mon film. C'est peut-lire un manque d'explrience de la part de l'organisme algé-rien qu' a pris en charge la production. Mais on m'a pas le devit de considérar comma un pantre petit film algéries na film gagnant, le premier film erabe roconnu, consacre per la critique interpationale. Avec un budges de publicité aussi faible, lap romotion de mon film n'est pas assurte correctement. Cest grave; non seulement bour des raisons économiques, mais parce qu'il est politiquement importert qu'un grand nombre de Français voient la Chronique, aient une autre idea de l'Alceria, des Alceriens. - li y a eu des critiques en Algé-

rie même, on vous a reproché d'avoir realise un film de 1 milliard de francs, on s'est interrogé sur l'utilité immédiate de cette fresque historique. - Je sais. Mais pourquoi n'aurait-on pas le droit de faire un film en pane-rision sous le prétexte que le cinéma du siers-monde dois être un cinéma do misère? Je ne crois pas que le talent soit une question d'ergent. On peut dépenser I milliard et faire un menvais film. J'ai prouré que je pouvais avec un budget modeste réaliser des films de qualité. Mais pour raconter eeste épopée, il fallait d'autres moyens. Le film soviétique Ils ont combarm pour la patrie est aussi une super-production. Est-ce que cela nuis son aspect politique, idéologique? Pourquoi n'ancions-nous pas le droit de faire aussi de belles images spectaculaires si nons en sommes capables. Un film de 100 millions, s'il est médiocre, ess encore trop cher. An départ. la Chronique durait cinq beures, c'est l'equivalent de trois films de durée normale. Tourné en trois mois et demi arec cent dix-sept mille figurants, aux Etats-Unis le même film coûterait dix

> THEATRE MOUFFETARD du 2 au 6 décembre

ADA ET OSCAR MATUS

Musique argentine le soir à portir de 21 h. 45



Carlos Soura (1972)

RESERVATIONS: 833 16-16

EXCEPTIONNEL a2ih LOCATION OUVERTE 4 rue Monsigny 073 8794 THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

ocation: Théatre et Agences

2-4-5-6 Décembre Patais des Sports, Perte de Versaill FRAC Montparaussa, 138, r. de Room FRAC Châtelet, 8, bd de Sélession FRAC Etoile, 26, svenne de Wagra

départ. Ce sons les événements qui en jont un béros. An jur et à mesure de ses pérégrinations, il rencontre les courroies de transmission da colonialisme Les colons français n'étatent pas très nombreux dons les campagnes, mais ils s'appuyaient sur d'autres Algériers : les bachagas, les eghas, les caids. En 1954, tous ces « gardes-champetres » ou bien ont combris leur erreur et ant rejoint le P.L.N. on bien ont été áliminés. Ce film justifie la révolution agraire, une révolution mGurie à la quelle sous doivent participer, Ambed, contraint de travailler pour les colons, revient et dit « Ils ont pris le paradis, ils nors out rejerés en enfer », il s'adresse aux deux tribus enuomies : « Vous faur-il encore faire couler le sang de vos frères pour la gourre de vase que oous laisse l'étrac-ger? Le combat est là-bas contre ceux qui nous ont soplies de nos recres, de notre eau, ed nos biens. C'est contre eux qu'il fant recourner nos armes. Vou voulez de l'ean, c'est facile... » Ce sera l'explosion du barrage. La réprassion qui s'ensuit éveille la conscience nationale. Les jeunes des deux tribus sont envoyé sur les champs de hataille d'Europe. Quand Ambed revient, il assiste d la répression; son douar ess décimé. e Ils sont entrés par la force, ils ne sortiamis organisent la résistance. On ne pent accuser mon film d'atre défaitiste,

- Pourquoi vous ĉies-vous arrêré le 11 novembre 1954? - Je vondrais faire una chronique des annies de guerre. Mais il y a pen être trop de gent concernés encore. Je

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.

E Les travailleurs C.P.D.T. de l'information, du spectacle, de la radio-télévision et des professions artistiques et culturelles ont tenu, ce week-end, à Paris, le congrès consti tutif de la F.T.I.A.A.C.-C.F.D.T. (Fédération des travailleurs de l'infor mation, de l'audiovisuel et de l'ac-

La Fédération a affirmé sou soutien à tous les travailleurs en lutte dans son secteur. Elle a dénoncé s les pratiques du patronat de la presse » et « l'étranglement finan-cier des jeunes compagnies théâtrales et de l'action culturelle ». Elle a enfin condamné e la restructuration de l'industrie du speciacie au détriment des travailleurs ».

■ Un préavis de grève a été déposé par les musiciens C.G.T. de l'orchestre philharmonique et de l'orchestre de chambre de Badio-Prance pour le mardi 2 et le jeudi 4 décembre. Les musiciens C.G.T. dénoucent les nouvelles conditions de travall à Badio-France.

Le Parti Socialisto Chillen et la Mos vement de la Gauche Révelutionnaire (MIR) organisent un GALA DE SOLIDARITÉ **AVEC LA RÉSISTANCE AU CHILI** le joudt 4 décembre à 20 h. au Palais des Sports avec

Jean-Louis Trintignant Serge Reggiani Colette Magny José Alphon Maxime Le Forestier Paco Ibanez Raimos Daniel Viglietti et d'autres vedettes... Vento de billeta aux :

Théâtre

«LA PYRAMIDE», de Copi

Aux dernicrs jours du royaume Inca, la pyramide sert de refuge à la reine aveugle, Hilcia d'Aubeterre. La nourriture est son obsession et celle de sa fille Myriam Mesière. Tout le monde meurt de feim. Il y a bien une vache sacrée, mais elle est sacrée et personne n'a d'argent pour l'acheter, pas même un stylo pour signer un chèque. Arrive un rat. Copi, débarqué en Argentine avec Christophe Colomb qui mangera qui? C'est le jésuite Andrew More qui mangera le rat, dont le fantôme hante la pyramide, prison dont personne ne peut s'évader, même pas la mort. Le vice-roi Pablo Amero condamne, après inversion des personnages, la reine, Myriam Mezière, et sa fille, Hilcia d'Anbeterre, le jésuite (toujours d'Anrew More) et la vache sacrée, Christian Belaygue, à périr d'inanition. Des siècles plus tard, le rat fantôme coiffà d'une casquette de guide, fait visiter la pyramide aux touristes.

Cette comptine amère pour enfant désespéré est une entière créetion de Copi, il en est l'auteur et le metteur en scène. Avec un chapeau de paille cleire, des collants noirs, une veste noire trop lurge prolougée d'une queue qu'il mordille sans cesse, une bizarre moustache attristant sa bouche aux deuts noireles, il est bouche aux dents noircles, il est bouche aux dents noircles, il est un rat hallucinant, une sorte de Schveik latino - américain, le fantôme éternel qui ronge la conscience des peuples domina-teurs, vibrion vivace planté dans la tête des autres comme un remords ou un regret, comme un brûlure douloureuse et douce, Copi acteur, evec sa voix sourde, son eourire triste, son corps frèle,

ses gestes a déconnectés », sa lou-foquerie calme, semble réelle-ment né d'un autre monde. Ce n'est pas une questiou d'accent et d'exotisme. Copi est un et d'exotisme. Copi est un Orphée revenu des enfers, por-teur d'une expérience terrifiante et mervellleuse, ti est la poésie dans ce qu'elle a de subversif, de dangereux, de fascinant.

Copi anteur développe des thèmes obsessionnels. Comme dans l'Homosexuel. les Quetre Jumenes. mes obsessionneis. Comme dans l'Homosexuel. Les Queire Jumen.es, Loretta Strong, il parle de gens qui se décaublent, a'changent, se métamorphosent, il raconte des voyages impossibles, des évasions e m p éc h é e s. et que la faim (l'amour) pousse à manger (à détruire). Il montre la tendresse avec un humour cynique, la détresse avec timidité. Il prend le parti de faire rire, croit-il, sans ambiguité. Il pose en contrepoint deux poèmes nostalgiques et rudes, tangos parlés : to long et difficile trajet d'un noage de poussière parti de Buenos-Aires à travers l'Amérique latine et qui se désagrège à la frontière du Brésil, et l'histoire légendaire d'un émissaire de la mort. Mais il les fait dire en espagnol : « Pour la beauté des mois », dit-il. Par pudeur sans doute.

Copi metteur en scène réunit un chat noir et désabusé, des acteurs en pleine forme (Myriam Mezière super-sexy, Hilled d'Az-beterre poble boufonnet. mais il

acteurs en pleine forme (Myriam Mezière super-sexy, Hilcia d'Au-beterre noble boufonne: mais il les laisse flotter eo hasard, sans lien, sans idée directrice. Alors ils se perdent dans les fastes kitsch des décors de Javier Bo-tans et se raccrochent à des effets comiques de cabaret

COLETTE GODARD.

★ Le Palace, 22 h. 30.

Muzique

Jessye Norman et Jacques Delacôte

Un programme chargé de musi-Un programme chargé de musique à ras bord comme un chalu-tier de haute mer, un jeune chej français qui affirme sa maîtrise, une cantairice noire qui se révèle grande wagnérienne, et l'Orches-tre de Paris attentif, souple et

grande vognerienne, et l'Orcnestre de Paris attentij, souple et
superbe comme a u x meilleurs
jours, voilà qui mérite qu'on se
dérange, même si le public n'y
trouve pas sa « ration » de monsires consacrés.

En un an et demi (le Monde du
13 jévrier 1974), les progrès de
Jacques Delacôle sont considérables; sa battue s'est dépouillée,
est devenue simple et classique, et
il a le bras, « lourd de musique »,
des vrais chejs. Dans les Pièces
op. 6 d'Alban Berg les monstres
intimes rôdent dans la grisaille,
la sombre et massive architecture
se profile à l'arrière-plan de cette
immense polyphonie aux multiples détails d'une extrême et
minuiteuse qualité. Churre grandiose et déchirante, dans cette
alliance de la détresse et de la
beauté qu'on ne découvre guère

alliance de la détresse et de la beauté qu'on ne découvre guère que chez Schubert.
L'accompagnement des Wesendoocklieder de Wagner et du Knabenwunderhorn de Mahler n'est pus moins probant; Delacôte amène l'Orchestre de Paris au juste niveau d'intensité et de magie, étayant sans s'effacer ni l'effacer la voix spiendide de Jessye Norman. Cette cantatrice de taille colossale a une légèraté de voix à la Schwarzkopj dans la douceur et parjois l'accent la douceur et parfois l'accent

jauve d'une Varnay dans la jorce ; elle module son souffle avec un art extrême qui fait chatoyer le timbre au gre de l'incfjable poesie wagnérienne, où elle s'abime sans nulle recherche de l'effet exté-

Ce frémissement accordé à l'intensité musicale se retrouve au même degré dans les Lieder tirés du Knabenwunderhorn (le Cor du Knabenwunderhom (le Cor enchanté de l'enfant), que ce soit la Petite Chanson si ingénue, l'extraordinaire Là où sonnent les nères trompettes, dont le climat d'amour, d'étrangeté, de pays lointains vous attendrit et vous brole le cœur à la fois, ou cet autre Roi des aulnes, la Vie ter-restre, dont la musique glisse comme le temps qui passe sans qu'on u fasse attention et débouqu'on y fasse attention et débou-che sur la mort, brusquement

Il était Il clast dettett de reventresseuite aux facéties du TIII Eulenspiegel, de Struss, sinon, comme l'a fait Detacôte, en souli-gnant la qualité et la brillance exceptionnelles de l'écriture qui défient toute comparaison.

JACQUES LONCHAMPT.

* Le même programme est re-donné au Palais des Congrés ce tuodi 1st et la mercredi 3 décembre (20 h. 30). On notera la sortie d'un-admirable disque des Wesendonck-lieder et de Prélude et mort d'holde par Jesses Norman, avec la Levide par Jessye Norman, avec le London Symphony dirigé par Colin Davis. (Philips, 8500 031.)

3-14 décembre matinže dimanche 16 h - reläche kudi

L'ŒIL DE LA TETE EFFET SADE

Atelier Philippe Adrien

THÉÂTRE RÉCAMIER, 3, rue Récamier, 548.63,81 location au théâtre et FNAC MONTPARNASSE

ESPACE PIERRE CARDIN

théâtre 21 h

Jusqu'au 6 décembre

Un théâtre du fantastique et du merveilleux

L'ARCHE DE NOE

ROSE DES SABLES l'unique exemple de théâtre pur et beeu que nous ayone vu durant notre séjour en Europe". Ichumann directeur du Graad and Puppet Theetra

> Première publique ce soir salle polyvalente 21 h 30

Jusqu'au 23 décembre

LOUIS... LUDWIG

Roi Lune, Roi vierge, Roi foudroyé... Louis II de Bavière

NEVER OF	34,00	14 Uppe T.C. 39,70
Offres d'emploi "Piacards et minimum 15 lignes de hauteur DEMANDES D'EMPLOI	38,00 7,00	44,37 8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

25,00 Achat-Vente-Location 30,00 EXCLUSIVITES L'AGENDA DU MONDE 23,00 (chaque vendredi)

La ligne La ligno T.C.



emplois internationaux

emplois internationaux

DIRECTEUR DE BANQUE

Dakar-Sénégal

- Un important GROUPE ARABE D'INVESTISSEMENT, on pleine expansion, nechembs un Directeur pour sa banque affiliée à Dalor, Sérégoi.

- Ca Directeur doit sevir 40 aus minimum.
- Il doit sevir une longe expédiesce dans le secteur des banques commenciales, swec certaines comptime posts de développement. Il doit sevie ambitionnement occupé un posts de directeur le domaine du financement des projests de développement. Il doit sevie ambitionnement occupé un posts de demaine du financement des projests de développement. Il doit sevie ambition de financement des projests de développement autour protriée. Le conduité Directeur derrait sevie le tempe, avec écutes les propositions ou l'équippement autour protriée. Le conduité Directeur des projests de la contacte sa plus heur invesse se your dirigue le personnel et les optisaires de la August peut de la Benque, il doit être à même de s'acquitter de touires ses fonctions en Français, en August et en August et en August et les conditions d'envoir à même de s'acquitter de touires ses fonctions en Français, en August et en August et les August et les August et les conditions d'envoir à même de s'acquitter de touires ses fonctions en Français, en August et en August et les August et les conditions d'envoir august les grégories :

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche pour missions MOYEN-ORIENT, AMERIQUE LATINE

et AFRIQUE du NORD INGENIEUR RESPONSABLE D'ACTIONS DE FORMATION

- formation exigée: Grandes Ecoles d'Ingéniaurs - axpérience confirmée en milieu industriel

- expérience confirmée en milieu industriel

- expérience complémentaire souhaitée : stages de formation

de formateurs et pratique de la formation e englais écrit et parié couramment

Les missions auront pour objectifs de:
- concevoir des progremmes de formation dans la domaine

- concevoir des progremmes de formation dans la comaine de l'industrisfisation. - mettre en place ces programmes et notamment lancer la formation des formateurs pour les personnels ouvriers et de

Basé à Paris au siège de la société, cet ingénieur devre travailler nave a ram au viego po la vocica, per myombol dovia, aram eu sein d'une équipe pluridiscipinaire. Sa rémunération sera fonction des responsebilités assumées.

Adresser C.V., photo el prétentions s/réf, M 112 à



renforce son département

POUR DEPLACEMENTS LONGUE DUREE

MOYEN-ORIENT

UN INGÉNIEUR

THERMOMÉCANICIEN

Avoir au minimum 10 ans d'expérience en cen-er avoir au minimum 10 ans d'expérience en cen-er sournir de très sérieuses références. Etre disponible janvier 1976.

UN SURVEILLANT

DE CHANTIERS

pour postes électriques 230 kV

Stre polyvient : Sènis civil, installations HT et BT;
Fournir de très sérieuses références.
Etre disponible janvier 1976.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 31.934. CONTESSE Publicité, 24, sv. Opèra, Paris-le, q. tr.

VOUS ETES MEDECIN

e Peut-ôtre oceupez-vous e peut-ôtre vos activement un paste promotionnel dans l'indus-inte Pharmeceutique, mats vous vous y sontez un peu à l'étroit, et vous entres pour prochaime étape de voire plan de carrière, un poste à visée internalionale.

Dans I'un ou l'autre cas votre candidature nous

UN DIRECTEUR MEDICAL

pour l'Amérique Latine

Poste de travall à PARIS.

Deplacements trequents.

il sera responsable de l'implemention de mis produits et donc de leur développement scientifique et presse-

Vous appeniendrez à un IMPORTANT LABORATOIRE
PHARMACEUTIQUE, et sa réputation constituers
un solide atout pour vous.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous rit. 216 à emgey conseil 🖚

(refer_ 42/2)

Groupe d'engineering

Le candidat retenu devro:

Electricité

Personnel GCAM SINORG

Recherche paur la construction d'une très importante usine :
DIRECTEUR DE TRAVAUX :
CHEFS DE CHANTIER
Très sérieuses réfer. Bétiments industriets. Bétim précartaint, industriets. Bétiments vaux février 1975. Ectres Stét. Sé Bliée Jean-Jaurès 56, aliée Jean-Jaurès 31000 TOULOUSE, qui trans.

Société T.P. 92 BOULDGNE recharche pour son agence de KINSHASA-ZAIRE EMPLUYE ADMINISTRATIF REPONSABLE DU SERVICE
TRANSIT IMPORTATION
TRANSIT IMPORTATION
Poste convenant à Marment
méthodie, et dynamin-, oques
méthodie, et dynamin-, oques
importation de dynaminnuscrite. CV- prét, ph. trei,
a S.G.R. Service Achet Transit
à S.G.R. Service Achet Transit
a, sue de Savres, 92 Boulogne.
NE PAS TELEPHONER.

NE PAS TELEPHONER. NE PAS TELEPHONER.

CHERCH PROFESSEUR Sciences

SCHOOLING TO THE SCIENCES

SOUR OF CHARGE TO THE SCIENCES

APPEAR TO THE SCIENCES

CONSTITUTES

CHERCHONS POUR TRAVER

EN ALL EMAGNE

INCEMENTS

INCEM

INGENIEUR et TECHNICIEN apécialisés en technique nucléaire ou en radiochir onnaissant, programment, i Adresser cardidature à EURATOM 75 Karisruta (All.) Postfacti 22

THE ROOME THOUGH PAPER H.E.C. - E.S.S.E.C. analyse financière

Pour assister le Directeur Financier d'une Organisation étatique ayunt pour budget 70 millions de dallars provenant en grande partie de crédits internationaux (BIRD, FED, BAD...), nous recherchons un jeune analyste financier.

Sa mission consistera à définir, organiser et sucreprêter les données de la comptabilité (budget, bilan, ...).

Il aura également à préparer les plans de financement de projets de développement. Le status est celui d'Espert de l'assistance trehrique française. Les conditions offertes sont très intéressantes.

Le passe est à pourroir rapidement.

Ecrives rapidement aux Conseils en recrutement d'EUREQUIP, sous référence 10.145]M.

EUREQUIP 19, rue Yres du Manoir, B.P. 30 92420 Yaurresson

Société d'Etude recherche pour AFRIQUE NGIRE

AGRO-ÉCONOMISTE pour étude de projets de développement rural dans organisme public d'aménagement.

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

pour préparation de politiques industrielles et nétionélogie de l'étude de projets dans organisme de planification.

Formation économétrie professionnelle par d'expérience professionnelle

Envoyer C.V. & H.P. 218 - TS024 Paris Cedex OL.

LABORATOIRE PHARMAGEUTIQUE Pour son Usine située à Casabience - Maroc recherche :

UN DIRECTEUR D'USINE

Membre du Comité de Direction, responsable des activités de production, il dirigéra 150 personnes, setivités de production, il dirigéra 150 personnes de la mainte pour mission de définir les objectits de l'abrication, lancer les pregrammes, superviser les athetas, les stocks, les expéditions et la mainte-achata, les stocks, les expéditions et la mainte-achata, les stocks, les expéditions et la mainte-achata, les prix de revient et amélitore les nativacées. Le candidate sers un appétais de la production, de l'ordennancement et des méthodes et surs une formation de gestionnaire et une expérience d'an formation de gestionnaire et une unité de fabrimains 8 aus dans la direction d'une unité de fabrimains 8 aus dans la direction des hommes.

SON ADJOINT GESTIONNAIRE

Rapportant an Directour d'Unine, si animera envinom a personnes. Responsable du planning de la
prosition il assurera la coordination des achate,
production. la réception et la stockage des
l'importation. la réception et la stockage des
recèta les relations avec les transporteurs et les
expéditeurs.
Le candidat doit joindre à une formation supirieure une praisque d'an moins 5 ans des achates
rieure une praisque d'an moins 5 ans des achates
et de la gention des stocks dans le domaine des
et de la gention des stocks dans le domaine des
et de la gention des stocks dans le domaine des
et de la gention des stocks dans le domaine des
intion et de solides qualités d'organization et de
méthods.

SON ADJOINT INGÉNIEUR

En position fonctionnella, il sura un rôle de conseil sur la rentabilité de la production. Il sera chargé de développer et de gérer un programme des réduction des conts, d'établir et de maintenir des standards de fabrication, de conduire des projets sur de nouveaux équipements. Ce poste conviondrait à un ingénieur (Arts et Métiera ou équivalent) ayant 2 à 5 ans d'expérience industrieile dans un groupe pharmaceutique ou chimique.

Les candidats delvent être déstrenz de contribuer en développement d'une société performante an sein d'une équipe jeune.

Envoyer C.V., photo, rémunération actuelle et prétentions en précisant le poste désiré. à : S.I.P.A., B.P., 3028-Cosobianco Le secret des candidatures est caranti.

importante Société Marselliaise apécialisée dans la maintenance des installations d'exploitations pétr

DEUX INGÉNIEURS

Ces 2 cadres, techniciens, derront aroir une for-matico AM, ou Officier le classe de la Marine Marchande, ou une formation équivalente. Il est demandé une perfeite maltres technique et pratique des moteurs Diesel de morenne puis sance des turbines à gas, des pompes, des com-

Le fonction exige, outre le compétence technique, apritude et pratique confirmée du commande ment, dynamisme et bons contacts humains. L'un est destiné à travaller dans un pays de Centre Afrique. L'autre rattaché au recrutement à Maraelle, sers appelé à de fréquents déplacements à l'Etrangur.

Envoyer lettre manuscrite. C.V. et présentions, sous référence des 72

CASEGA Coused en Recrutement. 38. rue du Maréchal-Johns. 78300 HOUILLES.

URGENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

ALGER

SOCIETE INDUSTRIELLE SCANDINAVE D'IMPORTANCE MONDIALE recherche pour ALGER DIRECTEUR DE SA FILIALE COMMERCIALE

spécialisée dans importation et vente de machines et de produits desinés à l'industrie de la trans-formation métallique.

formation métallique.

Le candidat retann aura l'expérience de la représentation de produits techniques et industriels,
sentation de produits techniques évoluer an sein
Après deux aus se carrière pourra évoluer an sein
du réseau international du groupe, et la comaissacce de l'angiais est donc indispensant comaisrattement élevé, logement et voiture de fonction,
royage et congé annuel en Europe, et rembourseroyage et congé annuel en Europe, et remboursement frais de scolarité garantis.

Les interviews amont lieu à Paris les 11 et 12 dé-cembre 1975, et les candidate sont priés de s'adres-cem d'urgenet per écrit ou teléphoniquement à sur d'urgenet per écrit ou teléphoniquement à Mont RARIER, 11, rue de la Ville-l'Evêque, Note RARIER, 11, rue de la Ville-l'Evêque,

emplois internationaux emplois internationaux

Le Mondo présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Usine métullargique, 500 personnes région CENTRE

CADRE COMMERCIAL

Agé de 30 ans minimum, de formatios supérieure technique OU commerciale, pratiquant courant la insgue anglaise, il doit avoir l'expérience du travail commercial dans le secteur de la métal-jurgie.

Son rôle sers pendant 2 ou 3 ans un rôle d'orga-nisation (réception et euly) des commandes en fabrication, relation avec les clients, adaptation des veutes sur possibilités de production de l'Usine).

Il pourra par la suite connaître une évolution de carrière intéressante dans un groupe très

ération de départ de l'ordre de

80.000 F Adressr C.V. détablé sous référence CTC 48 à :

PROFILS

CONSEIL EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Keppler. 75116 PARIS.

15 (a)

INGENIEUR **CHEF DU SERVICE** INDUSTRIALISATION

ROUEN

La Societé fabrique nes transformateurs de distribution depuis plus de 50 ans. Son chiffre d'affaires, en accroissement cominu, dépasse 85 mulions. Elle emploie 650 personnes. Elle recherche un ingénieur mécanicien ou électromécanicien (A et M. IEG. ESME,...) syant une dizaine framées d'expérience industriale. Dépendant du Directeur d'Usine, ce cadre devra animer un service méthodes et un hureau d'étue. sulmer nu service meripodes et nu paresa d'etre animer un service methouss et un nureau vista-des autilispe, chargé de concevoir les machines spéciales nécessaires aux nouvelles fabrications pour adapter en permanence routil de produc-

26 RUE MARBEUF-75008 Paris 26 RUE MARBEUP -/3000 Fair 1000 your adressers une note minforma-your strop et un dossier de candidature sur simple demande Ref. 445M2.

> IMPORTANTE USINE DE PÉTROCHIMIE Region du HAVEE

UN CONTREMAITRE D'ENTRETIEN GÉNÉRAL ET DE MÉCANIQUE

agant exerce cette fonction dans le même type d'infinstrie pendant plusieurs années.

Formation:

Base technique ou équivalent;

Spécialités Merina appréciées. AGENTS DE MAITRISE

ÉLECTRICITÉ pour travail en exploitation (3 × 8 continu) on en entertien (lour).

Formation:

Base technique ou équivalent:

Expérience de plusieurs années dans la

Expérience de plusieurs années dans la

pécialité électricité. Envoyer curr. vitas détaillé sous référence L 301, 7505 HAVAS LE HAVRE Cedex, qui transmettre.

FOUTH

TOURISME SOCIAL recherche pour son village de vacances nouvellement crée dans le

VAR (1100 lits) directeur

responsable dans le cadre d'un budget devant le directeur du siège à Paris, de la gestion, du personnel, de l'entretien et de l'animation du village de vacances quivert toute l'apnès. vinage de vacancas duver, auto i alimes. Ce poste conviendrait à un homme (30) ans minimum), ayant de la exercé des responsabilités similaires dans le fourisme social de préférence. Ecrire avec CV détailé, en précisant le salaire actuel, au Service 2574 M

plein emploi 10, rue du mail PARIS 2ème

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
rication Materiel Chauffage Grands Sécie
Côte Atlantique

Pendant un an les candidats engagés seront chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production.

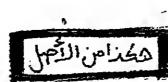
The se verront ensuits confier des responsabilités opérationnelles de communicament.

Opérationnelles de communicament.

Adr. C.V. manuscrit détaillé et prétentions à :

EFDT, Service du Personnel F7 X

ESUZ LA ROCHE-SUE-YON.



offres d'emploi

offres d'emploi

PARIS La Filiale d'un des plus importants groupes industriels mondiaux RECHERCHE

INGENIEUR COMMERCIAL EN MATERIEL INFORMATIQUE diplômé d'Ecols Commerciale

Cet Ingénieur aura commence sa carrière dans la vente de matériel informatique. li devra justifier :

d'une réelle connaissance des matériels et systèmes existants sur le marché FRANÇAIS. d'expérience réussie dans la vente à haut a d'una réalle comos

Sur tous les plans ce poste offre de réelles OPPOR-TUNITES. Il ne sera confié qu'à une personne ayant plus de 3 ans d'expérience dans la branche.

Adresser votre dossier sous enveloppe double Sous Nº 45.101 à BLEU PUBLICITE 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES qui transmetti Les candidatures resteront confidentielles.



ELECTRO-MENAGER TELEVISION - HI-FI

le responsable d'un service METHODES et dreakisation

Ce cadre, de formation supérieure, E.S.C. ou équivalent, participera à l'implantation, d'un systèma da gestion informatiqua, et sera chargé de définir différentes procédures d'organisation, ou d'en assurer le suivi et la maintenance.

Une bonna connaissance da l'entreprise, ecquise per da nombreux stages ou un début d'expérience professionnelle, est demandée. Ecrire au Directeur du Personnel et des Relations Sociales 123-155 Avenue Galliéni - 93140 BONDY.

Ingénieurs commerciaux. Parlez nous de votre expérience, nous vous parlerons de la nôtre.

En quatre ans vous avez acquis l'expérience de la vente chez un constructeur d'ordinateurs ou un prestataire de services. En quatre ans nous sommes devenus le premier groupe européen de services informatiques.

Vous recherchez un poste bien rémunéré offrant de réelles perspectives d'avenir.

Nous recherchons des hommes ambitieux pour assurer la continuité de notre expansion, à Paris et en province.

Si vous êtes intéresses, venez nous voir. Nous parlerons avenir.

> Générale de Service Informatique. **Direction Commerciale.** Tél.522.17.09/46, rue La Boétie/75008 Paris.



emplois régionaux

PS Conseil

ORGANISATION INDUSTRIELLE FRANCHE-COMTÉ

OREGA-E.M. (groupe Thomson-Brandt) recherche pour son établissement de GRAY (70) un
jeune ingénieur responsable des méthodes et de
l'organisation industrielle. Sous l'autorité du directeur d'usine et après une période d'edeptation, il
auns la responsabilité entière du service et développera la function eu eein des départements « transtomateurs » et « ratio » (industrialisation, orgenisation de chaîne, amélioration de la productivité,
études d'implentation, définition de procédés de
fabrication, aménagement des postes de travail).
Il animera une équipe de techniciens et supervisera
un steller de mécanique chargé de la téclisation des
outillages. Ce poste doit motiver un jeune ingénieur
(plémà d'une école supérieure de mécanique
(AM....). De réelles perspectives d'évolution pourront être offertes à un condidat de valeur.

Adverser C.V. pour réf. A 1334-7 RM à «

Adresser C.V. sous ref. A/3343 BM 2: PS CONSEIL

9, rue Jacques Moyron - 69006 Lyon.

INGÉNIEUR

D'AFFAIRES

Notre elicht, fillalo d'un important groupe multi-national, recherche un ingénieur confirmé en commutation téléphonique capable d'occuper les fonctiose d'ADJOINT dans une agence commer-ciale du Centre de la Françe.

Dans l'immédiat, cet ingénieur se verra plus spécialement confier la responsabilité du service technique : installation, dépannage, après-vente.

O a'agit d'un poste d'avenir susceptible de préparar un homme de valeur à occuper des fonctions de niveau supérieur.

Adr. C.V. et prétentions s/réf. 5851 à AXIAL Pub., 01. Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, q. transm.

IMPORTANTE SOCIETE de PRODUCTION

d'OUTILS COUPANTS recherche pour couvrir les diverses régions de FRANCE

AGENTS COMMERCIAUX

bien introduits dans les industries de l'usinage

par enlèvement de copeaux ou déformation.

Les postes conviennent à candidats de 30 ans minimum, nivreu BTS syant la sens de la négociation et le goût de la vente.

• Connaissances en usinage indispensables.
• Expérience en steller ou bureau d'études appréciée.

epprecise. Leurs contacts s'établiront au niveau des bureaux d'achats, de méthodes et d'études.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et CV à M. Claude SERVEAU 211, av. Gembetta 75020 PARIS.

Fixe +intéressement, voiture fournie.

Il ne sera pas répondu aux appeis télépi

EXCLUSIFS

· 1. 3: \00

CENTRE- DE RECHERCHES CLIN MIDY MONTPELLIER

Département de Synthèse Organique

INGÉNIEUR E.N.S.I.

Titulaire d'un Doctorat pour Synthèse à l'Echeile semi-pilote (Quart de Grand) Adresser C.V., prétentions, à Mme BENAIN, B.P. nº 3.001. — 34082 MONTPELLIER CEDEX.

UNE IMPORTANTE SOCIETE DEVELOPPANT LES ACTIVITES D'UNE DE SES DIVISIONS

POUR UNE UNITE OF PRODUCTION SITUEE AU CENTRE DE LA FRANCE

RESPONSABLE DE FABRICATION Ingénieur ayant une première expérience industr. (en production de préférence)

Les activités consistent à organiser la production en fonction des objectifs programmés: — mise en place des effectifs (400); — ordonnacement des fabrications.

LES RESPONSABILITES S'APPLIQUENT:

— à la réalisation des objectin;

— à l'ancadrement du personnel;

— à l'optimisation des matériels, modes opératoires, matières, en liaison avec les services du matériel et treinnique;

— à l'élaboration (avec le chaf de groupe de fabrication) des prix de revient et budgets.

Pour prés, votre candid., écrire avec C.V. et prét., sous le nº 1.016 à LEVI-TOURNAY PUBLIPRESS,

NOUS_ RECHERCHONS UN CHEF COMPTABLE

Adjoint au Ofrecteur Fluancier

il sera responsable des budgets, de la compta-hilité générale et de la flacalité; il doit être tibulaire du B.P., du O.E.C.S. ou équivalent; Lieu de travail : 15 km de Rouan. NOUS SOMMES FILATEURS DE FIBRES SYNTHETIQUES ET OE COTON PEIGNE INDEPENDANTS, endettement faible et cependant investissements élevés an cours des cinq dernières années.

CANDIDATUDE MANUSCRITE avec rémunération souhaitée, Etablisa BADIN, Direction Financière, 76360 BARENTIN - Tél. ; (35) 75-83-55.



Le Groupe Bancaire crédit universel

office à quelques

Jeunes Diplomés

de l'Enseignement Supérieur Commercial

La possibilité d'accèder rapidement à des poste de La possibilité d'accèder rapidement à des paste de direction d'agoste. Ces opportunités qui sa situent en PROVINCE ne peuvent être offertes qu'à des cardidats pouvant faire preuve de leur dynamisme commercial.

L'expérience du Crédit ou de la Banque sera appréciée.

Benno arec CV, photo et sains actual à :

Groupe du Crédit Universa — Direction de l'Exploitation—51, Bid des Dames 13242 Maneille Cedex 01

> SIÈGE GROUPE RÉGIONAL Pays de Loire, bâtiment, 1 806 pers. CHERCHE

INFORMATICIEN

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

à vocation internationale, situé parmi les premières entreprises françaises exportant des biens industriels,

Formation ESSEC on ESCP (DECS apprecia)

- la centralisation de tous les éléments de ocuptabilité destinés au siege la préparation des éléments de gestion

Analytique
- la terme des investissements.

Ce poste exige : une expérience de 5 ans minimum dans un

poste similaire la pratique de la comptabilité analytique · la compissence de l'intégration de la compta-bilité sur ordinateur,

Il offre de larges possibilités de promotion au sein du groupe pour un candidat de valeur. Adresses C.V. détaille, photo, prétentions et références à C.A.P.I.C. - 18, rue Volney-75002 PARIS, sous No 75115.

PARTICIPER A LA CREATION D'UNE CELLULE METHODES COMBUSTIBLE NUCLEAIRE

une fonction pour un ingénieur mécanicien

Vous avez au moins cing ans d'expérience acquis an bureau d'études ou des méthodes d'une société de fabrication mécanique à haute technicité. Aujourd'hui, vous souhaitez poursuivre et enrichir votre ecquis dans un secteur de pointe. Société d'engineering et de construction nucléaire, nous vous proposons au sein de notre division "Combustible" de participer à la création l'une cellule méthodes.

Votre objectif ; contribuer à l'optimisation de la fabrication du combustible. Pour cela, vous serez associé au développement de nouveaux procédés de fabrication. En relation avec notre service de conception ainsi qu'avec nos fabricants et nos sous-treitants,

Ecrire à No 31.729, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

Dans le cadre de son développement de vente de Termineux et Mini-Systèmes TRÈS IMPORTANT CONSTRUCTEUR EN INFORMATIQUE

Collabarateur de Direction Morketing

Responsabilités : Conception de logiciels Mesponsabilités : Conception : de logiciels d'application.
Sa mission comprendra : Studes, analyses Conception, éducation.
Nombreux contacts avec la clientèle, les sociétés de service, les équipes de vente.

Pour es poste le candidat devrs:

e être âgé de 30 ans minimum;

e avoir une formation informatique et Gestion;

e une expérience souhaitée dans le service Technico-Commercial d'un Constructeur en Informatique en d'une Société de Service;

e avoir le sens des contacts humains;

e dynamisme, alsance, euverture d'esprit.

Connaissance de l'anglais indispensable. Nombreux déplacements à prévoir. Conditions de rémunération élevée, position cadre.

Adr. C.V., lettre manuscrite et prétent. es rélér. ANCEL (à ment. aux l'enveloppe) à

EMPLOIS e CARRIERES 30 rue Vernet 75008 PARIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

cherche à pourvoir immédiatement

TECHNICIEN SUPERIEUR

DE GESTION

Placé auprès du Directeur des relations avec les Illules étrangères, il aura pour responsabilité de préparer et de suivre l'exploitation des différents paramètres de pestion deus chacune des filiales.

GEOUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE DIMENSION EUROPEENNE

CONTROLEUR

DANS LE CADRE DE CETTE FONCTION IL PARTICIPERA :

- à l'élaboration, à la présentation et au suivi des plans annuels;
- à l'élaboration et à l'application du contrôle de pestion;
- les déplacements seront fréquents, mais de courte durée.

POUR CE POSTE, IL EST DEMANDE :

- une formation supérieure (ESSEC, HEC, SC. ECONOMIQUES, SUP. de CO);

- une première expérience dans une fonction analogue de préférence dans une société anglo-axonne;

- la pretique de l'allemand (et de l'anglais) sera appréciée.

Pour présenter votre candidature, écrire avec C.V. et prétentions sous no 1.014 à : LEVI-TOURNAY PUBLIPRESS - 31, 64 Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALS DE PRODUITS DE BEAUTE PARIS BANLIEUE OUEST

chef comptable 80.000 F

Cadre dépendant de contrôleur, eurs la respon-sabilité de la comptabilité générale et de la fiscalité.

Figcalle.

9 II présentera les états mensuels (bilan et comptes d'exploitation).

9 gérère la trésureire.

9 II sera en relation evec les hanques.

Le candidat retenu :

© Aura 28 ans minimum ;

© Das. formation supérieure comptable avec connaissance de l'anglais lu et parié.

© Justifiera de 3 à 5 années d'expérience professionnelle.

Ce poste convient à un comptable orienté vers les problèmes de gestion qu'il suivra de près avec le coutréleur, dans l'optique de la comptabilité angle-saxenne.

Ecrira à la DIRECTION DU PERSONNEL HELENA RURINSTEIN S.A., r. du Colonel-de-Eochebrune, 92380 GARCHES

50. nilée Jean-Jaurès, 11000 TOULOUSE, qui trans. Importante Société niçolae recherche pour extension de son actività commerciale sur MARSEILLE et it le SUD-EST se le France, un AGENT COMMERCIAL. Candidat recherché 25, 30 ans minimum, formation Ecole susérieure de Commerce, Ecole de Transports, Consilsances so iransports souhaltées. Hallen souhaité. Emvoyer C.V. à Haves Nice 6003 qui iransmet.

pr son Serv. Jurid. élém. mas., ilstraili, grande expérien.
Italion branche bâtiment de la min, dynam, avi délà résident Connes. Ecrifé exer, chez un avoué ou avocat postulant et avi acquis la prais. des diver, procéd, et des voies C.V. det., ph. et pret, finan. eu

- jeuns diplômé grands école ingénieurs ou commerciale;
- libéré des O.E.;
- I à 2 ans expérience;
- libre rapidement
pour ASSISTER OIRECTEUR deus gestion
t désergrapment applications informatique

Cand. par let. manusc. av. C.V. dét. photo, rémun. P.G.I. : Tour Franklin, Cedex II, 92081 PARIS LA OEFENSE, qui transmetra.

Nivezu : licence ou equivalence.
Comaissances en physiologie animale.
Mission : Etudes experimentales de nouvelles inclécules synthélisées au Département de la Rachardhe.

Adresser candidature avec C.V. à No 31770 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra -75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Ingénieur Prix de revient

Nous sommes une importante société du secteur mécanique - 15.000 personnes -Plusieurs uainee en province.

Le responaable de notre service prix da revient prévisionnel, carrosserie recherche un collaborateur pour le seconder : il sera plus particulièrement chargé de la détermination dea coûts et prix da revient des produits futurs et de la réalisation d'études économíques (rentabilité, analyse de le valeur, make or buy).

Ce poste évolutif conviendrait à un jeune ingénieur (A. et M. - Cantrale) possédant déjà une première expérience du travail des métaux an feuille acquise de préférence en fabrication ou dens un service méthodes. Envoyer curriculum vitae détaillé soue réf. VRAK (à mentionner/enveloppe) à :



EN VUE D'UN DEVELOPPEMENT IMPORTANT

RIPOLIN GEORGET FREITAG

recherche, pour assister le DIRECTEUR de es DIVISION PRINTURES INDOSTRIE

UN JEUNE CADRE DE GESTION

Il aura notamment pour mission d'assurer la gestion des produits finis et l'ordennancement des productions en liaison evec le service commercial et les services de productions; directement rattaché au DIRECTEUE de DIVISION. Il participera au eulvi de la gestion de

des possibilités d'évolution ultérieure sont offertes au sein du groupe. PROFIL OU CANDIDAT :

diplôme de l'enseignement supérieur, ayant deux ans d'expérience professionnelle dans une société industrielle; una connaissance et une expérience de la ges-tion des stocks sont nécessaires, des connais-sances ee chimia seraient eppréciées,

Veuillez adresser votre candidature, eurriculum vitae, photo at prétentions à Mile NICOLE LIST, Société RIPOLIN GEORGET FREITAG, Le Pelotino, 17, evenue de Choisy, 75643 PARIS CEDEX 13.

PROGRAMMEURS confirmés

COBOL - FORTRAN - ASSEMBLEUR ISM 360/370 OS eu DOS

pour s'intégrer dans un groupe de développement de programmes d'aide à la réalisation de centraux télépheniques électroniques.

Ecrire avec C.V. sous référence No 25. à CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel - 251 par de Versend - 25

251, rue de Vaugirard - 75740 Paris Cedex 15.

POLAROID (FRANCE)

recherche dens le codre de l'exponsion

de son département pheto:

REPRÉSENTANT

CHEF DE SECTEUR

RÉGION PARISIENNE

Possibilité de promotion è poste encadrement courant 76

Forte expérience de la vente aux revendeurs, grandes surfaces et cectraice d'achats et de

gestion d'un setteur. Expérience du contact et aplitede au comman-

- Sens de l'organisation at respect des procédures

VOITURE PERSONNELLE INDISPENSABLE

Salaire intéressant + primes + frais + participation + avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo, Service de Personnel, 57, rua da Villiers, 92203 NEUILLY.

SOCIÉTÉ SECTEUR AUTOMOBILE

Leader dens sa branche

recruse

Chef des Services Comptabilité

Effectif 9 personnes

— D.E.C.S.

— Expérience de 4 à 5 ans.

— Habitué sux procédures informatiques.

— Espert pratique

Lo salaire de sera bas inférieur à 75.000 F.
Responsabilité et évolution intéressantes.

Adr. C.V. man. dét. av. photo et salaire actuel à SYLLOG - Conseil d'Entreprise 138, rue Montmartre, 75002 PARIS.

QUALITES REQUISES :

2000

IMPORTANT CENTRE OE RECHERCHE Brando banileus Nord de Paris, recruta

INGENHEUR-MECANICIEN

DIPLOME disposant d'une expérience de quelques ennées dans le domaine de l'usinage, domaine de l'usinage, acquise dans un service méffode ou fabrication et etitre par l'étude des conditions d'utilisation des outile de coupe modernes. Connaissance du FORTRAN souhaitable. Allemand el/ou angleis apprécié.

Cet Ingénieur aura de larges : possibilités d'enrichir ses connaissances eu contact de l'industrie al des services de recherche appliquée spécialisés dans la coupe et les méthodes.

Possibilité de logement dans le région.

Adr. C.V., photo et prétent. à n° 30.680 CONTESSE Publiché 20, av. Opéra, Parts-141, qui tr acence france presse

recherche

2 TECHNICIENS DE MAINTENANCE INFORMATIQUE

8.E. électricité ou Au moins 2 ans prailique dans la maintenance de maintenance des raux ou de préférent ni-ordinaleurs.

Rémunération mensuelle expérieure à 3.000 F 13 fois l'en. Libre début jenvier 1976.

avec C.V. au Ofrecteun nique, 11 à 15, place de Bourse, 75002 PARIS.

CHEF COMPTABLE participant eux décisions de l'enfréprise au plus haut niveau, 25 ans, minimum 5 ens expé-rience dens la fonction, Niveau 8.P. ou O.E.C.S. Responsable comptabilité générale.

comprabilité générele.

Fiscalité :

Complabilité enelytique :

Trésorerie ;

Reletions bapcaires (servic 15 personnes).
Qualité de risueur et méthod
Envoyer C.V. à M.G.T.;
6, rue Picot, 75116 PARIS. INF, 17 recherch ANALYSTE

Confirmé gestion.

Bon programmeur COBOL.

Libre rapidement. Tél., 627-53-34.

Organisma Professionnel Paris CADRE ADMINISTRATIF Formet, compt, Sens organisat. 30 a. min. pr poste responsab, Ecr. av. C.V. man. + photo et prétent. s/ne 27.776, à J.R.P., 9. rue de l'Arcade (8-), qui tr. Discrétion assurée

Importanté Société Industrielle du Bâtiment Recherche:

1 CHEF DE PRODUITS (réf. C.P. 44)

Au sein du Service Marketing, il (elle) aera responsable : des études de merchès.

• de la définition des prodults nouveaux à commercialiser. • de la préperation (information et coordination evec les différents services intéressés) et. de l'exécution du lencement (organisation, vente) de ces

Agé (e) d'au moins 30 ens, de formetion commerciele eupérieure, il (elle) aura quelquee années d'expérience dens le domaine du Bâtiment et particulièrement dans celui de l'isoletion thermique et des endults. Poste basé à Parie at nécessitant des interventions aux plens netional et international.

1 FUTUR CHEF DE PRODUITS (ref. F.C.P. 44)

Dens une première étepe (moins d'un en), il (ella) devra vendre les produits de le Société destinés eux peintres dans le Lyonnais et l'Est de le Frence

Partant de cette expérience, il (elle) pourra accéder au poste de Chef de produits eu sein du Service Marketing à Parie (voir définition de fonction ci-dessus). Age souhaité: environ 30 ans. Poste basé dans la Région Lyonneise.

4 ASSISTANTES COMMERCIALES (ref A.C. 44)

Jeunes femmes habituées eux contacts téléphoniques, niveau études secondaires, formation commerciale, pour seconder les Equipes de Vente et faciliter la coordina de leurs actiona eu plan commercial et administratif.
Postes fixes à pourvoir à Paris 8°,
quartier Seint-Lazare.

Avantages sociaux Restaurant d'Entreprise.

ADRESSER CURRICULUM VITAE PHOTO PRETENTIONS en indiquant la référence du poste souhaité à :

marketing et communication 39 bd Magenta 75010 PARIS



grande école

SUP-AERO - ESE - INPG -Nous sommes une entreprise française rattachée à un groupe important qui réalise des projets d'appli-cations civiles dans le domaine des eutomatismes at

X ~ ECP — MINES —

cations civiles dans le domaine des eutomatismes at de l'électronique,
Pour faire face à une expansion croissante, nous recharchons des Ingénieurs débutants ou ayant deux ans d'expérience.
Les jeunes gens dynamiques trouveront chez nous des possibilités de développement et de carrière.
Un posta est é pourvoir à Paris, les autres dans la région RHONE-ALPES.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous le réf. 2415/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par : BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour poste situé à PARIS

Chef de service organisation de la distribution

France et Etranger

pour large gamme de produits durables de haute valeur.

Larges perspectives de carrière eu sein du Groupe

E EMPLOIS et CARRIERES 30 rue Vernet 75008 PARIS

BANQUE HERVET recherche

pour l'une de ses filiales, un

CADRE DE HAUT NIVEAU

Il est concerne par toutes les opérations de rapprochement de sociétés : fusions, cessions, restructurations, prises de participation, accords commerciaux

Son rôle est d'établir des contacts, aussi bien en France qu'à l'étranger, avec les entreprises intéressées par ce type d'opérations. Vient ensuite une phase d'études financières et estimatives des sociétés en cause.

Pendant les négociations et jusqu'à la conclusion des contrats, il lui faudra assister les parties sur les plans financier et juridique, sans négliger l'aspect psychologique.

Le candidet à ce poste est parfaitement bilingue, il a une formation superieure et plusieurs années d'expérience.

Adresser c.v. détaillé à BANQUE HERVET, Direction du Personne 127, av. Charles-de-Gaolle. B.P. 154 - 92201 NEUILLY-S/SEINE.

LES MAISONS BRUNO PETIT

INGÉNISURS E.C.P.,P.C., T.P., A. M.

Ils seront responsables de Centre de trapaux.

Ils pourront progressiveme devenir CEEF D'AGENCE. ivement étendre leur champ d'action et se préparer d

Ecrire 41, rue des Sorrières - 92190 MEUDON.

Ce poste nécessite :

• une expérience industrielle d'an moins cinq ans ;

• la pratique des techniques de Recherche Opérationnelle, de l'Organisation, de

Opérationnelle, de l'Organisation, de l'Informatique; une bonne maîtrise des langues angiaise et allemande.

Ecrire sous référence VIOR (à mentionner sur l'enveloppe) à ;

Organisme d'hébergement pravailleurs étrangers rocrute pour toyers région parisienne

COLLABORATEURS

ayt le sens des responsabilités, soût des contacts homains, esprit de gestion, sens social. Aga minimum 28 ans. Salaire annuel 33.000 F. Logent, assuré. Formation complémentaire. Expérience antérieure appréc.

Ecrire avec C.V. el photo sous référence 31,859 M. à : T.G.A. PETITES ANNONCES

15 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Cinq à dix ans expérier ant, participé à la réal de systèmes d'exploitetion. BONNES CONNAISSANCES TELEINFORMATIQUE.

TRES HAUT SALAURE Adresser C. V. à A. T. S., rue de Maubeuge, Paris-9

A SALES REPRESENTATIVE

Fluent English with at least New years airline and travel assency background wanted by GREY HOUND

WORLD TRAVEL 15, rue Oaumou, PARIS (27). Return applications in English only.

TEKELEC | AIRTEONIC

Société Française d'Electronique 600 personnes — 160 millions de chiffre d'affaires remiores ses structures et recherche pour sa DIVISION COMPOSANTS ELECTRONIQUES

UN DIRECTEUR

DE DIVISION INDUSTRIELLE

randant compte directement à la Direction Générale et disposant d'ues très large délégation d'autorité, il aura pour mission d'animer et de coordomer su sein d'une usine moderne de plus de 200 personnes l'activité des différentes unités concourant à la production : études, fabrications, contrôles, approvisionnements, ordonnancement, mèthodes, relations industrielles et relations humaines, marketing, etc.
Ce poste implique une résidence en région bordelaise. Il doit intéresser un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 35 ans au minimum, pouvant faira état d'un véritable n'i vo au de « Manager » et d'une expérience industriells réussie de préférence dans l'industrie des composants électroniques passifs professionnels.
Une bonne rounaissance de l'unglais est indispensable.
La rémunératiee de départ ne sere pos inférieure

La rémunération de départ ne sere pas inférieure La rémuneration de depart de 2010 per interior à 150,000 france.
Envoyer C.V. détaillé à TENELEC-AIRTRONIC,
Service du Personnel, B.P. no 2 - \$2318 SEVRES,
Discrétion absoins assurés.
Il sera répondu à toutes les candidatures

importante société industrielle, fabriquant matériel haute technicité,

leader sur le marché européen, ··· recherche pour son Slège Sud Paris

responsable département informatique

Il est exigé:

86

- une formetion grande école, une dizaine d'années d'expérience,
 capacité d'animation pour une équipe de trente personnes environ. Le matériel utilisé : IBM 370/145, plus terminaux lourda dans les usines.

Adr. candidature sous réf. 2111 à Cabinet Serge BAILLY 40, av. Hoche 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (C.A. SUPE-RIEUR A 1 MILLIARD 1/2 DE FRANCS, PLUS DE 60 % A L'EXPORTATION) - SIÈGE PARIS - RECHERCHE

DIRECTEUR FINANCIER

H.E.C. - ESSEC - E.S.C.P. - EXPERT COMPTABLE, ayant 10 à 15 ans d'expé-rience à un niveau de direction, disposant solides compaissances en matière finan-cière, juridique, fiscale, comptable, Capable assumer des responsabilités très importantes : gestion, investissements, financement des exportations, comptabi-lité, contrôle des filiales...

Ordre de grandeur de rémunération

Ecrire sous référ. TI 265 AM. 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

- 130.000 F

MATACHE

IN COMPTAIN

COLUMN TOWN THE

and state of the second

GENIEUR

The second

MF (CMPUT)

ARCIAUX

THE REAL PROPERTY.

With the second second

Sam

Mari Carre

PROFESSIONNEL DE LA VENTE OU JEUNE DIPLOME D'ECOLE COMMERCIALE profitez de l'opportunité que vous offre la Société Rank Xerox en po-

sant votre candidature à un poste d' Attaché commercial pour la diffusion de copieurs-dupli-

Formation assurée et rémunération

Postes à pourvoir à PARIS et BAN-LIEUE et dans les villes suivantes : MULHOUSE - STRASBOURG; DUNKERQUE - MAUBEUGE. Merci d'écrire sous référence V.11 (en précisant l'affectation désirée) à Fabienne PEZEU - Service Recru-

RANK XEROX B.P.63,93602 Aulnay/Bois

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES ET MATIÈRES PLASTIQUES

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

de HAUT NIVEAU DEBUTANT
OU QUELQUES ANNESS
DESPERIENCE.

Formation — X. E.C.P., MINES, PHYSIQUE, CRIMIE DE PARIS, SUPELEC, ENSIC NAMES, GENIE CHUMIQUE TOUIQUES.

développement procédés avec possibilité d'affectation ultérieure en exploitation notamment.

Envoyer curriculum vitae et photo à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 37.947, qui transm.

La Direction Informatique d'une importante Société industrielle en expansion, proche banlieue OUEST, offre à

informaticiens

sur Matériel IBM 370/145

- Analyste programmeur confirmé, pour Études et Gestion.
- Programmeur ayent des connaissa Assembleur, Cobol.
- Pupitreurs ayant acquis une bonne expérience de le muitiprogrammetice (DOS/VS - POWER).
- Opérateur pour périphérique IBML

malerel

f marche cum

n fechacite

. The Familiar Para

eldsznoczanie

a tement informs

Ecrire avec CV et prétentions en indiquant le poste choisi, sous référence 7442 M à plein emploi PUBLICITE 10, rue du meil PARIS 2ème qui trans.

SOCIETE FRANCAISE DE MECANIQUE DE POINTE leader dans sa branche

pour une de ses unités Région Parisienne

Un ATTACHE u service **COMPTABILITE**

formation Eacle Supérieure de Commerce option finances et comptabilité ou DECS

Lapanie:
de prendre en chargs la comptabilité
analytique: prix de revient, comptabilité
matières, comptabilité d'axploitation
d'essurer les lisisons des différentes chaînes
comptables evec l'informatique.

Une expérience de 5 ens minimum dans le compine concerné est indispensable pour-e/Intégrer à l'équipe existante et pour profiter des réelles possibilitée d'évolution de carrière offertes dans ce poste.

Adresser C.V. détaillé, photn, prétentions et référ. à C.A.P.I.C. 18 r. Voiney 75002 Paris sous No 75114

GROUPE MULTINATIONAL FABRIQUANT SEMI-CONDUCTEURS

> racherche _ pour sa filiale française

INGÉNIEUR

Il est demandé : .

— Une expérience concrète des applications des semi-conducteurs utilisés dans le domaine T.V.-— Un sens du contact humain ; — Une connaissance de l'anglais (eppréciée).

Le poste est à pourvoir à Paris au sein d'un département « Product-Marketing » et implique un travail à 70 % en laboratoire pour l'assistance technique auprès de le clientéle grand public.

Le candidat retenu sera également responsable du suivi technique d'une ligne de produita (plus par-ticulièrement les circults intégrés linéaires grand public) et amené à entretreur des relations fré-quentes evec les usines de la société mère.

Env. C.V. man. + photo (rot.) + prét. u° 15.038, PUBLICITE ROGER BLEY, foi, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.



DÉLÉGUÉS SCIENTIFIQUES

BOEHRINGER MANNHEIM FRANCE S.A.

Vous evez une formetion aupérieure de techni-tion de leboratoire (LUT., B.T.S...) ou une bonne expérieuce des analyses biologiques.

Vous êtes d'une grande disponibilité, attiré par lus contacts humains.

· Vous disposez d'un véhicule personnel. Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à ROEHRINGER MANNHEIM FRANCE S.A. — 75001: 7. bd de la Madeicine, à l'attention de M. Cabau.

NIXDORF COMPUTER

COMMERCIAUX

Formetion supérieure;
Disponibles rapidement.

Adr. C.V. et prétantinus à NIXDORF COMPUTER, 22, avenue Hoche - 75008 Paris.

RECHERCHONS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Expérimenté en logiciel de base pour minicalculateurs et acquisitions de mesures scientifiques en temps rée;

 fréquents déplacements province lors de mises
 au point;

 dégagé obligations militaires;

 uationalité françaiss exigée.

 Errire évec curriculum vitas détaillé à:
 M. le Directeur du Service des Equipements de
 Champs de Tir. Fort de Montrougé, 94115 Areneil.

offres d'emploi

Société multinationale

1 ingénieur

pour son centre européen de traitement

Sa mission consistera à apporter un support technique au Service Exploitation. Les candidats retenus auront déjà travail-lé dans une équipe Système (1 à 2 ans) et posséderont une expér. «Exploitation». Des connaissances en OS VS 2, telépro-cessing et/ou ASP seront indispensables einsi que l'Anglais.

Lieu de travail bantieue parisienne Merci d'écrire, sous référence 1222 à

Pierre LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75063 Paris cédex 02 q.tr.

- Vous êtes diplômé d'una Grande Ecole ou de l'Université.
- Vnus maitrisez la langue anglaise.
- Vous simeriez compléter votre carrière par une activité en milieu international.

Vous aimeriez voir cette carrière dépendre directement de vos résultats personnels, seront exceptionnels...

Prenez contact evec



Lettre + C.V. & FNCB, Personnal, 60, Chps-Elysées

Nous sommes
une SOCIETE de PRESTATIONS
de MAIN-D'EUVER en INDUSTRIE
implantée sur la territoire netional

Nous recherchens POUR NOTRE AGENCE DE PARIS UN TECHNICO-COMMERCIAL

ayant la voionté de réussir namique - ambitieux - sérieux

Nons offrens une rémunération annuelle comportant une partie fire de 38.000 F à laquelle s'ajoute une partie variable très motivante (etteignant 50.000 F et plus pour un candidat de grande valeur).

L'HOMME QUE NOUS RECHERCHONS

Adr. lettre manuscrite avec C.V. complet et photo. sons la rélérence nº 21.042 à RUSE Publicité, 84, rue d'Heuteville. — 75015 PARIS, qui transm.

Filiale d'un groupe international nous fabrique distribuons des produits chimiques destinés à clientèle industrielle très diversitée. Nous créo sein de le Obection Commerciale un poste d'

ingénieur commercial

(HEC -ESSEC -ESC ...)

Basé en bantique sud de Paris, il aura une mession de venta, de promotion et d'assistance technique en France et à l'étranger, De fréquents déplacements sont à prévoir. L'angleit courant et quelques années d'expérience commerciale en clientile industrielle sont Indispensibles.
Ce posts doit évoluer vers des responsabilitois élegies. Réponse et discrétion assurées à tre lettre man, + CV - photo + rêm. adressée as rêt. 8/3858 à Mma Butterlin.

bernard julhiet psycom 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nooil

La Direction Européenne d'Herman Miller des premiers fabricants de mobilier de bureau agencé, rocherche un

PROJETEUR

Herman Miller est le plonnier du mobilier contemporain et de l'agencement d'espaces de bureau et un leader dans le domaine du deaign.
Notre futur collaborateur devra posséer un solide background d'architecture intérieure — décoration. Il est souhaitable qu'il aft une expérience en matière d'agencement de bureaux. Il ne devra pas sacrifier l'art au sens commarcial dans le domaine de l'établissement des plans d'agencement.

Nous recherchons un homme qui fasse prauve de présance et de « poids » dans ses relations avec les responsables d'entraprise. Ecriro avec curriculum vitae à :

> La herman miller 59, avenue d'Iéna. — 75016 PARIS.

SOCALTRA - LEVIVIER (GROUPE CREUSOT-LOIRE)

JEUNE INGÉNIEUR

Sa mission sera d'établir les spécifications techni-ques approvisionnements et produits (tuyauterie haute pression, nucléaire, hydraulique).

Ce poste conviendrait à Ingénieur (A.M., I.C.A.M. on équivalent) de préférence formation métallurgiste avec 3 à 5 ans d'expérience chaudronnerie ou tuyauterie.

mer lettre manuscrite avec C.V. et prétentio Service du personnel, tour Flat 92884 Paris - La Défense Cedex 15

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Spécialisée dans la fobrication des résines synthétiques pour peintures

CABRE TECHNICO-COMMMERCIAL

- nique; de plusieurs années d'expérience dans une branche d'activité similaire;
- LIEU DE TRAVAII.:

 Région parisienne, avec déplacements fréquents en France et à l'étranger.

LA REMUNERATION SERA EN FONCTION DE LA VALEUR DU CANDIDAT.

Envoyst C.V. détaillé manuscrit, photo et préten-tions à u° 388/D, A. MINET Publicité, 40, rue Olivier-de-Barres, 73015 PARIS, qui transmettra

Piliale d'una Société Américaine - Siège Social à Paris - Leader dans sa branche (produits d'hygiène dentaire), cherche pour développer son action auprès des CHIRURGIENS DENTISTES

- RESPONSABLE des RELATIONS PROFESSIONNELLES
- LES RESPONSABILITES COMPRENNENT :

 formation et encadrement d'una équipe de délégués :

 relations avec la profession dentaire ;

 élaboration de la publicité professionnelle,
- LE CANDIDAT AURA :

 une formation supérieurs dans le domaine dentaire, médical ou pharmaceutique ;

 une expérience de plusieurs années d'encadrement de délégués dentaires on médicaux ;

 une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions à B.E.D. 1942, 67, Champs-Elysées, PARIS (8*).

Importante Société **Produits Chimiques**

Région parisienne recherche pour son DÉPARTEMENT

PEINTURES - ENCRES - VERNIS

CADRE rechnico-commercial

Anglais souhaité. Déplacements assez fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétentions, ne 31,988, CONTESSE Publicité, 20, ev. Opéra, Paris-le², q. tr.

FILIALE DE SOCIETE AMERICAINE TORRINGTON ROULEMENTS

RECHERCHE **INGENIEUR DES VENTES**

- Formation Ingénieur du roulement ou
- Bonne connaissance de l'angleis né-Prêt à se déplacer dans loute la France

et capable de s'encadrer dans une petite équipe jeune et dynemique. Ecrire directement: 47, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE avec C.V. et prétention

IMPORTANTE ENTREPRISE Domaine Electroménager et Electronique recherche d'urgenco

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS Codre do production

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grundes Ecoles

ayant expérience confirmée en pratique pour
bursau études, dévaloppement et production. Les condidats retenus seront convoqués dons la semaine du 5 no 12 janvier 1976. Envoyer C.V. manuscrit détaillà + photo à : nº 45.594, BLEU PUBLICITE, 17, rus Lebel 94300 VINCENNES, qui transmettra.

BRITISH LEYLAND Premier Constructeur Automobiles Britannique recherche dans le cadre de l'extension de son DEPARTEMENT COMMERCIAL

RESPONSABLE DES VENTES DIRECTES

Aux utilisateurs de flottes, aux hénéficiaires T.T. -I.T., aux V.I.P. Le candidat devra justifier d'une expérience d'au moins deux ans dans la vente automob Connaissance de l'ANGLAIS nécessaire, Volture fournie.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à B.L.F. rue Ambroise-Croisat, 95101 ARGENTEUIL.

IMPORTANTE BANQUE

SPÉCIALISTE

FINANCEMENTS EXPORT (notamment M.T.E.)
ET CREDITS ACRETEURS Nivrau Fondé de Pouvoirs perspectives de carrière pour élément de

Lieu de travail habituel : PARIS. Adresser C.V. détaillé et prétentions as réf. 1224 à P. LiCHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmetirs.

offres d'emploi

cadre export

De formation supérieure, juridique ou commerciale (Lic. Droit, E.S.C.P. LA.E...). 28 aix minimum. Une bonne mairrise des langues engleises et expegnoles, si possible une expérience de l'Industrie automobile, il sara responsable de la géstion administrative du Servica. Son rôle s'étandre prograssivement au suivi des coutrats d'assistance technique, au contrôle des filiales et à la préparation des négociations, aucquelles il pourra être ammé à participer. Réponse et discrétion assurées à te lettre pasa, + CV + photo + rém, adressée si réf. B/5861 à Mme Sigolet.

bernard julhiet psycom

IMPORTANTE SOCIETE ETUDES ET REALISATIONS recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

CADRE SPECIFIQUE

HOSPITALIER Olpiòmé ou équivalent Ayent expérience domaine médical et Höstaux pour Système de santé et program mailon Hospitatière

Adr. C.V. détaillé et prétent à nº 31.667, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opèra, 73040 PARIS Cedex 01, qui transmetira.

Centre de Recherches Industrielles et Technique

INGENIEUR

RADIO Connaissances matériels Bentitx - Sunair Déplacement Golfe Persique nvoyer C.V. à CRIT, B.P. 55, 92300 Levallois-Perret 92300 Levallois-Perret
ou 750-12-20 (Poste 349)
Important groupe Americain
recherche,
pour son service apres-vente
FRANCE département photocomposition. Lieu de travail :
SAINT-MANOE

AT ELECTRONICIEN 2º ou 3º CATEGORIE

Les candidais devront evoir le niveau BTS et au min. 3 ans d'expér., conhaissance de l'anglais appréciée. Env. C.V. et photo à M. E. Kunz. Oirecteur du Personel. SOCIETE MARINONI, B.P. 22, 40160 MONTATAIRE.

UN CHEF SERVICE ACHATS

Le candidat devra avoir de bonnes conaissances dans les problèmes : d'APPROVISIONNEMENT de la GESTION des STOCKS de la GESTION des STOCKS Département Conseil P.I.D., 41, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.

Expérience préalable dans la branche souhaitée. Env. CV. mentscrif + photo à : MOLYNEUX, 72, av. Georges-Clemenceau, 92 Nanterre Cedex. Important groupe américain recherche pour département 5CHRIBER-EUROPE

A.T. 2º ou 3º CATEGORIE qui sera responsable du Serv pièces de rechange, multilingue meis sa mislim, soutaile exige Conneiss, machines à imprime en continu souhaitées. en continu soushaltes.
Lieu de travail : Versailles
Env. C.V. et photo à M. KUNZ
Directeur du Personnet
SOCIETE MARINONI B.P. 2
60160 MONTATAIRE.

FABRICANT IMPORTANT BROSSERIE recherche JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

pour visites secteur NORD et EST Clientèle hypermarchés Fixe + primes + indemnit C.V., photo, à : OIAM B.P. 186 - 93502 PANTIN IMPORTANTE SOCIETE

CONSEILLERE **DU TRAVAIL** Adresser C.V. al prétentions : nº 31.785 CONTESSE Publicité 20. av. de l'Opéra, Paris-let qui ATTACHE (E)

COMMERCIAL (E)
pour région parisienne
Expérience indispensable.
Env. C.V., prétentions et plont
Agence de MENOEZ, serv. D
SI, r. de Miromesoli, Paris-8* IMPORTANT ORGANISME
DE CONTROLE TECHNIQUE
recherche pour
PARIS et environs
Libre immédiatement

INGENIEUR EN THERMUQUE ET GENIE CLIMATIQUE E.C.P. - MINES - A.M., etc

kdr. C.V., nº 32.312, Contesse I B, av. de l'Opéra, Paris-I≃, q

MAISON D'EDITIONS HOMME OF FEMME

TECHNICO-COMMERCIAL

UNE AIDE-COMPTABLE l-terms, expér, travaux varié, idministratifs et comutables UN COMPTABLE

ELECTRICIEN D'ENTRETIEN

hautement qualifié, 25 a, min. Se prés. Service du personnel. SACEM. 10, rue Chaptal (9°). de 9 h. à 12 h. eu de 14 à 16 h. Société import-export cuir ch. femme 25 a. min. active. expér. gest., exécution dactylographiés. Credoc, relation banque-charges. Situation eventir, 12° arrondiss. Téléphone 344-65-20, poste 6.

PLANIFICATEUR T.C.E. PLANTIFICATEUM (.C.E.
pour études et chantiers
de bâtiment (immeuble de
bureau, hôtel, E.T.C.).
FONCTION : montases de
planning fous systèmes,
après nalysse et synthèses
des étéments intervonant.
PROFIL : Ingénieur généraliste, expérience parfaits
de bâtiment et notamment
gros œuvre, étectricité,
climatisation.
Env. ex minimum 28 ens.
Env. C.V. meusscrit, référprétent, HAVAS LYON 8.052.
Société 15 ant recherche
PROGRAMMEUR-AMALYSTE
compelsant assembleur

Nous cherchons un Teune CHEF DE PUBLICITE (1 à 2 ens. d'expérience) pour lui confier la charse

Important Organisme Recherches Minières

pour servies financier et contrôle de pestion, Licence o Oroli co Sciences Eco. + formation comptable-pestion: perfence professionnelle 1 à 2 ans. Anglais souhaité. Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Nº 11.189, Emplois et Enfraprises, rue Voiney, 73002 PARIS. STE OE DISTRIBUTION

JEUNE HOMME D.U.T. option a Personnel Libert obligations militaires Adr. C.V. at protentions à nº 31.655 Confesse Publicité

1er ASSISTANT contrôleur 27 ans exper. pratique minim. avec steps formation ou études aux U.S.A. Envoyer C.V. au M. P. J. Brower C.V. au W. P. J. Brower C.V. au V. C.V. manuscrit et protein. S. r. des Iteliens, 75427 Paris-9-.

de 25 ans minimum, avac 3 ans d'expérience moins pour mise en page réalisation de livres.

Env. C.V. et photo à nº 31.853 CONTESSE PUBLICIDE 20, av. de l'Opéra. Paris-lev c.i. Importante Firme Capricheus manufacturé

possédant ir, bnes connaissances caouchouc industriel. Rémunér, intéress. Adr. C.V. complet et réf. par lettre manuscr. Il sera récondu à tes les candidatures. RUSTIN, B.P. 70. 92113 CLICHY

très bon niveau, Alission 4 mois min. Temps complet. Poss, embauche untérieure. Poste compatibilité clients nécessitant expérience précédente obligatoire. Adr. C. V., à M.G. Transports. B.P. 8, 95310 St-Oven-l'Aumône. Importante société NÉ-UILLY ch.

Urgt rech. esquéteurs - trices. Paris R.P. Profesa. porte-3-porte pr études marchés. T. 950-17-26.

Kelly Girl

STENODACTYLOS et DACT,
OACTYLOS bilingues.
SECRETAIRES STENODACTYLOS bilingues,
- SECRETAIRES STENODACTYLOS bilingues,
- COMPTABLES et
AIOES-COMPTABLES.
- TELEXISTES,
- MECANOGRAPHES.
- PERFORATRICES.
- S, Tue de Heider-9e, 778-95-49,
- 83. b. de la Gare-13*, 589-87-24,
- 83. b. de la Gare-13*, 589-87-24,
- 83. b. de la Gare-13*, 589-87-24,
- Tour Maine-Month, 538-82-44,
- importante Sté métaliurgique
a EPINAY-SUR-SEINE, rech,
STATISTICIENNE B.T.S. pu
équivalent, pour service comm,
Bonna rémunération si quelli,
- Position cadre, restaurant antreprise, 13* mois,
- Env. C.V. manuscrit et prét. à
- Déparlement Conseil

SOCIETE D'INGENIERIE

ronnelssant assembleur TYPE 360. • Ecrire avec C.V. et photo à n° 9.382, SPERAR, 12, rue Jeun-Jeunis, 92807 Puteaux, qui transmettra.

SI vous evez envie de changer d'air, tôléphon. à Claude Veyrac 8749461 et 62. MARELLO VEYRAC ASSOCIES

JEUNE CADRE

COMPTABLE CONFIRME
Pour poste à responsabilités.
Restaurant. 13 mols.
Env. C.V.: SODIM. 69, bd
Ictor-huso (73) SAINT-OUEN.

20, av. Opéra, Paris-ler, q. tr. EXPERT COMPTABLE REPUBLIQUE, recherche: COMPTABLE (H. OU F.)

lous avons une certaine id du développement de notre agence de publicité.

La ligne La ligne T.C. OFFRES D'EMPLOI 34,00 39,70 Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur 39,00 44,37 DEMANDES D'EMPLOI 7,00 CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC 65,00

ANNONCES CLASSEES

LIMMOBILIER Achat-Venta-Location EXCLUSIVITES L'AGENDA DU MONDE (chaqua vendredi)

La ligno La ligno T.C. 25.00 29,19 30,00 35,03.

23,00 26,85

demandes d'emploi

JE RECHERCHE

UNE GRANDE DIRECTION GÉNÉRALE

J'assuma actuellement des fonctions importantes dans un grand groupe. Voulant exercer des responsabil grandes, je suis prêt à mattre : sabilités encore plus

 mon expérience du manage
 du marketing ; - ma puissance de travail ;

mes qualités de négociateur, de décisionnaire et de meneur d'hommes an service d'un groupe on d'une grande société.

Préférence région parisienne Ecrire nº 171.718 - M. REGIE-PRESSÉ, 85 bis, rue Résumur, PARIS (2°), qui transm

CHEF COMPTABLE 35 ANS, D.E.C.S.

cherche place

Expérience Cabinet d'Expertise;
 Ecsponsable Service Comptable;
 Résultats Comptables et Fiscaux;
 Gestion du Personnel;
 Trésorerie et Contentieux.

Ecrire: Na 920 - « LE MONDE » PUBLICITE, 5, rua des Italians, 75427 PARIS (9°).

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDE DIRECTEUR DE PROJETS Plus de 10 ans d'expérience exploitation et gestion des

RESSOURCES EN EAU Haute compétence en informatique appliquée à l'hydrogéologie, l'hydrologie, l'hydraulique urbaine et agricole, la gestion;
 Nombreuses références internationales;
 recherche intégration dans société dynamique à activité internationale,

Ecrire sous le nº 171.792 à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Béaumur, 75081 PARIS, qui trans

Ja rechercha la DIRECTION FILIALE FRANÇAISE d'un groupe international ou la DIRECTION INTERNATIONALE d'una société française 18 ans expérience professionnelle

DIRECTEUR INTERNATIONAL au sein très important et dynamique groupe de publicité. M.A. Oxford - Anglais, allemand, espagnol, russe -47 ans - Français.

Ecr. sous po G 345 M à REGIE-PRESSE, 85 bls, rue Réaumur, Paris (2°), qui trans.

capitaux ou proposit, comm.

A CEDER cause double activité S.A.R.L. Bordelaise

rayonnant sur départements limitrophes produits entretien pour collectivités Concessionnaire exclusif grande marque internationale

grande marque internationale Gros chiffre d'affaires Il faut disposer de 100 unités plus fonds de roulement Ecrire E 9.951 Havas Bordeaux

cherche immédiatement REPRESENTATION EXCLUSIVE pr toute la Franc ayant de bonnes relations.

Notre nouveauté sensationneite permettra l'infreduction facile sur le marché. Veuillez nous confacter sous chiffre 3007 ZR, Orell Füssi Werbe AG, CH-8022 Zurich. Werbe AG, CH-8022 Zurich.
Editeur, 2 beaux annuaires, cide
de tout le grand commerce moderne français, plus lournai,
céderait régle compête des 3
publications à Société en groupe
d'édition suscentible de l'assimer au mieux. Prise de participation, fusion, envisogeable.
Sérieuses garanties demandées,
Premier courrier ss nº 46.121 B,
EDITIONS BLEU,
17, rue Lebel,
94300 VINCENNES, qui transm.

recrétairer

SECRETAIRE BILINGUE

Peste à responsabilités + notions comptebles, Seclété SAVITEX Tét. : 253-3-4.

IMPORTANTE SOCIETE Proc. métro Pont-de-Levallois recherche pour sa Direction commerciale SECARTARE-

STENDDACTYLO
Ayant ouelques années
d'experience. Connaissance de
l'internand souhailé.
Adresser C.V. et prétenions au
9 11.787, CONTESSE Publiché,
20, av. de l'Opéra, Paris-let. SECRETAINE COMPTABLE

garfalte dactylo chiffres. pour sociétés de son groupe TEL. 244-47-00. **Dactylos**

Pour banileue Nord-Est
DACTYLO evt connaissances approfuziles lassou anglaise pour fraveux veriés comportant traductions. Se présenter SCOT, & rue des immeubles-industriels. Paris-11.

traductions

Demande

Traductrice experimentée ch. sérieux travx traduction Ansl-franc, Ecr. nº T. 7885 M, Régle-Presse, 85 bis, roe Résumur, Paris-2°.

représent. offre

Cause extension, rech. pour secteur PARIS-BANLIEUE JEUNE REPRESENTANT désagé obt. milifelres de préférence. Ayant expérience vente en librairie. Possédant volture. Pos + frais + primé. Ecrire avec C.V. à Q. S., 45, rue Saint-Roch, 3007 PARIS qui tracametir. Ne pas se présenter.

ROLLS ROYCE Silver Shadow Magnif. 92.000 F. Tel. 299-59-86. PEUSEOT 504 TA 1974 - Intérieur cuir. Moteur () km (garantie Peuseot) Bieu métal.

JEUNE FEMMOE - 39 ans, 10 ans expérience secré-tariat direction, désirant élargir orientation, recherche poste ASSISTANTE dans uns équipe dynamique, création, achats, vente, animation commerciale, expositions, surfaces de vente, SECTEURS PREFERENTIELS:
mode, esthétique, bijoux, parfumeria.
Salaire annuel: 40.000 F. Disponible rapidement.

demandes d'emploi

Ecrire sous le nº 6.383, à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transm.

J.F. SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

B.T.S. expérimentée, RECHERCHE
poste intéressant avec responsabilités.

Possibilit déplacements PRANCE-ETRANCER. Utilisation langues allemand, anglais, espagnol.

Connaissant sténo française et anglaise. Salaire minimum souhaité : 3.000 P net.

Ecrire sous référence 6.386 à : P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Ceder 02, qui transm. ou téléphoner heures bureau : 260-33-44, poste 223.

SPECIALISTE

PROMOTION DES VENTES 29 ans, 7 ans de pratique dans grandes agences. Expérience toutes techniques, tous secteurs, recherche poste

RESPONSABLE SERVICE PROMOTION

Ecrire sous nº G 241 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rus Résumur, PARIS (2°), qui tr.

DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS **ET PARTICIPATIONS**

oncevant et réalisant gamme étendue d'opérations. Très bonne expérience bancaire et boursière. Etudiersit toute proposition. Ecrire D* 866, < LE MONDE > Publicité, 5, rue des Italiens, 75627 PARIS (9°).

DE GESTION

J. H. 25 ans, des. D.M., Ifc. Sciences Econom., diolomé IEP, très motivé, relativement à planification et aménagement, étudit toutes propositions : aosences privées, collectivités locales, en privées de progr., recherche à Paris ou proche banileure poste INGENIEUR DEBUTANT ou ANALYSTE DRGANIQUE

ECT., nº 913, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 7527 Paris-7°.

SPECALISTE MARKETANG

SPECIALISTE MARKETING

MMOBILER

Sc. Po, IIc, droli, 35 a., homme de contact, diplomate, esprit groupe, négoc, haut niveau, 35 ans, bonnes ouailificalions et références, cherche sift, d'avenir, 16, ne servir groupe, négoc, haut niveau, 30 ans, bonnes ouailificalions et références, cherche sift, d'avenir, 16, ne servir propositions.

Ecr., né 6,110, e le Monde e Pub., 5, r. des Italiens, 75¢0 Paris-9e, 10, and., ch. reso, similaires Paris-15e, a. fr. Si-Charles

INRISTE - FISCALISTE

J.H. 25 a., marié, désasé O.M., dipi, instit, du drt des effs, DES, drt fisc, et des affs, di, tie pore, Ecr., ne 904, et Monde > Pub., 5, r. des Italiens, 75¢0 Paris-9e, 10, and, et li, hongr, not, est., dipi, nestit, d'attende propositions, propositions,

Créateur prophiste libéral spécialiste design de SIGLES ET MARQUES L GAGGIONE, 2, allée Nun-eger-et-Coll, Chevilly-Larue, 94150 RUNGIS.

Administrateur de coucerts

5 a. d'expér, organis, da festiv,
cherche une situation en rapp.
Etudierali teures propositions.
Ecr. nº 6.108, e Monde > P.,
5, r. des Italiens, 75421 Paris-9e.
CADRE COMPT. ET FINANC.
études droit, économie et compt.,
expér, dans industrie pétrole,
direction chaîne hôteitêre,
presique compt. ansio-axxonne
et hiormatique, ansials court.,
Ecr. nº 902, e le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e. Jeune femme, 34 ans, cherche place vendeuse dans commerce, libre ler décembre. Ecrire à ' Vanda Amoria, chez Mine Labro, 7, rue Herian-Berihler, Neully, Chef de Publicité susport Indus-triel teader, expérience agence, chercha peste amongeur Indus-triel. Ecr. no 52.73°, P.A. SVP, 37. rue du Gel-Foy, Paris-de. CADRE DE GESTION

7 a., univ. à Paris Dauphine, ention sinances fiscalité, continuat comptable du DECS, rech. paste corresu. à formal, de préférence à PARIS. Ecrire n° L877. » le Monde » Publicité, 5, r. des Iteliens, 73427 Paris-9e, INGENEULE ENTI-

Cause extension, rech. pour sectour PARIS-BANLIBUE JEUNE REPRESENTANT désage du milkeires de préférence de la contraint de la

Nous prious les fecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le gaméro de l'annonce les intéressant et de virifier l'adresse, solon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements vente

Mo Wagram. Imm. P. de T., 5 P., 185 = 4 + 2 chbres de serv., gar. 2 vollures - 225-22-71.

EXELBAMS. Imm. réc. live dble, 2 chbr., cuis., 6. de bs. calme, 380.000 F - 227-07-06.

11.E SAINT-LDUIS
7, rue des Deux-Podts
11.mm. XVIII. lunyaur, apot 75 m².

COQU. PIECE MEUBLEE
claire, cufa., r. Goncourt. 40.00.
Ecr. nº 911, » la Monde » Pub.,
5, r. des liallens. 75/27 Paris-7.

EXCEPTIDNNEL
Studio, remis neuf. R. Albort,
18 =3, ef. 61.000. Acc. interm.
Ecr. à 970, » le Monde » Pub.,
5, r. des liellens. 75/27 Paris-9.
Pie Darde. Bel appl 146 =9, ed
sélour + 3 chores, linserie. dé
coration, installations de ouslifé, parfail étal, four confort.
Cabinet DORMION - 924-12-44.

Studie 24 =2, 4° étg., 311,900 F.
IMMOBALLERE FRIECLAND,
41, av. Friedland. 25-73-69.
112 RUE SAINT-HONDEE

157.000 - 277-75-68

OP PARC MONCEAU

Imm. récent : Standing
6 poss principales : 165 m2

PARFAIT PROFESSION

LIBERALE

24, RUE MURILLO.

GAMBETTA Imm. rénové découpé en 57UDIOS ît cit entièrement louis pour rantabitité.

Levers libres - Excellent placement - Livraison immédiate PRIX: A PARTIR de 75.000 F Propriétaire et borses de vente sur place de 11 hres à 18 hres, seuf samed et dimanche : 82, RUE PELLEPORT - 636-62-00 MINISTE Pierre de taille. 6 P. MUETTE Pierre de taille, 6 P 180 m2 + 2 serv. Et. élevé, SOLEIL - 256-16-87.

PASSY Très hel immauble pierre de taille 9, AVENUE FREMIET LIV. dble, 2 chbres, 2 beins fr ch. TELEPM. + chbre serv Volr lundi, mardi, 13 h. à 17 h 20e 100 m M* ST-FARGEAU
Résidence sur jardin
Bel appt 75 m2, tout contort,
box. Prix 270,000 F. • 629-79-40.
MARAIS Part, vend dags imm,
neut juxueux 5 pces,
120 m2. 5° étage. Asc. Caime.
Solell • 650,000 F • 704-34-17.

HENRI-MARTIN Appl 5º ét. Asc. Balc. sur verdure ALGRAIN - 285-00-59 et 09-54

PROPRIETAIRE YEND

TRES BEL IMME totalement rénové

STUDIOS ET 2 PIÈCES

ULTRA-MODERNE arrée, cuisine équipée, bains knownse, we sép ascenseur, partophone. Sur place de 13 h à 17 h

12, RUE BU SQUARE-

CARPEAUX ou téléphone I 734-99-75 et 734-93-36. TROCADERO

immeuble récent 7º étaue. 72 m² + 15 m² TERRASSE. IMPECCABLE, 560.000 F. FRANK ARTHUR, 924-97-69. 55. RUE DE MAUBEUGE Bei imm. 3° 6t. dbie liv., chbre bains, luxueux. Mardi 12 à 17 h 16" - MUETTE

Dans bei immeuble
R. de-ch., clair et ensolel
Entrée indépendante
voie privée ave-GRAND 2 PIECES PRIX : 275.800 F Talte : 2 ef 3 de 10 h. à 19 ! 12, rue des Marronniers. Tél. : 292-29-92.

Paris Rive sauche

Mo VAVIN - Immerble stands, P. de taille, Ilving, 4 chbres, 2 bains, fout conft. 890,000 F. GILER S.A. - 260-26-89

GILER S.A. 250-26-8

SAINT-PLACIDE
122, rus de Remes
Dispon, hrméd, Salon, s. à manger, 2 chambrus, 2 bains, livré
naul, deuble exposition, Téléph,
Vis. lundi, mardi, 14 h à 17 h,
JUSSIEU SUR AARDIN
Rasha à vendre très grand
Stodio, double et solandida
Daplex, jamais habité, Actuellement faillion, Prix Intéressant,
Direct PROMOTIC, 325-11-68.

SUR CHAMF-DE-MARS
LIXUEUX Duplex 300 M2 avec
I a r d i n particulier. Superbe
réception - 57-60-1e (le marin),
13- MAISON 4/5 Poss 120 m2
sur 3 nivéeux, 520,000 F
ALGRAIN, 255-95-97 et 99-54

MONTPARMASSE MONTPARHASSE 2 P., entr., cols., dches, grenier impeccable. 79,000 F - 566-80-3

Me VARENNE, onc., 20 ét. ss. asc. 3 p., cuis., bns, wc, 100 = 3, chauff. centr. 633-08-11 (matin). 5: Icam. 1901, 9d stand. Livy + ch. 70 m2 + Terrass. 30 m2, Liv dbie + ch. 164 m2 + Terrass. 120 m2. Lix. FAC, 337-69-59. EMILE COLA (Près), 46 SSC. 2 P. 9d cft, 43 m2 - 25-48-94. BD ST-MICHEL - Ecoles - S P. LUXUEUX 159 m2. BALC. ASC. SOLEIL - ODE. 95-10

VAVIN-LUXEMBOURG SEJOUR, Chbre. 761, TT CPT. 60 M2 - ODE. 75-10 Bd ARAGD - Part. préf. à Part. excepl. Appt 50 m2 + balconferrasse 9 m2, 19- 6tage, pien Sud. Living, chambre. Téléph. Perkins. Piscines été-hiver en lerrasse Téléphone : (CO-39-1)

Paris - Rive droite

Ga Rue des Carmes - Ursent 2 pièces, refeil neuf, Soiell, culs., bains, 181, 10° étage. 200.606 F. - DPE. 48-43. 7, rue des Deux-Poets nm. XVIP, luxueux appt 75 m², d contt. Visile mardi 2, 11-16 h. Part. vd ch. meub., tt ctt (dche, wc, ch. cent.). Voir gardien, 22, av. de Lambaile, 75016 Parts. COQU. PIECE MEUBLEE VAUGIRARD RECRNT, 12° 6.
Vue extra
Très been 2 pièces, cois., bains,
standins, 265.000 F. 577-74-38. SENAT (Pres) Dans Imm. Directoire rútová. ** étaga 2 PIECES, 45 m². 5* al 5* el. 2/4 P. es diuplex. av. terrasse. Poutres apparentes cheminée. Asc. Décor original. FRANK ARTHUE. 724-87-49.

Région parisienne

Pie Pantia (M. Hoche), 4 pce heuf ens. asc., cuis. équip., s. de bains, 1 s. douche moqu Facil. crédit. Télénh. 260-36-2 Bernard Pytel (heures bursau)

Visite mardi, 14/17 houres, 25, RUE MURILLO. EPINAY-SUR-SEINE . STUDIO, cuisine, salle de bains, entrée, w.-c., débarres. 85.000 F T. 076-37-39, h. bur. mile CHARY PLACEMENT CHOSY-LE-ROI MAMEUBLE
STUDIOS 53-200 F
Lover brut annuel: 5,520 F
OMEGA PROMOTION

217, r. SI-Honoré - les - 260-36-31 PARLY 2 Type 3 laxe SUR LAC ENGHIEN

Résidence récente. Appt compr. entrée, abla sél., 2 ch., s. de ba, uls. aménasée, penderles, w.c. elcun, cava box 205.000 F Tél. 964-11-85 LA DEFENSE

STUDIOS - PLACEMENT Immouble qualife, standing, Queld, studios livr, juliet 1976. GARANTIE BANC. ACHEV. A part. 78.000. Ferme of définitif houte rentabilité.

Los JARDINS de PUTEAUX 15, rue des Pavilions, 174-67-80. E.C.1. 70-77-55.

appartem.

_achat Rectierche Paris-15°, 2° arrandt, pr bous clients, appts ties surf, et immembles, PAIEM, COMPT, Ecrite : Jean FEUILLADE, 5, r. A.-Bartholdi, 15°. Tél. 579-39-27. SOCIETE ACH COMPT. proche bant, Appl 2, 3, 4 pces, Ecr. NDRD TIM, 96, bd de Magenta, Paris-169, 203-11-90. DISPOSE PAIEMENT COMPT. CNEZ NOTAIRE, achète urgent direct. 1/2 p. prétér. 59, 69, 79, 149, 159, 169, 129 - 872-353. Ecr. LAGACHE, 16, av. 'Darres Blanche, Fontenay sous-sols-Bols.

Blanche, Pontenay - sous - Bols.

PAIE COMPTANT 2/4 P.

It cft, PARIS.

a perficulter - 264-32-33. hôtels-partic-

BRUNE. Pavillon 7 pces, confi. Excell. étal. Jardiner. Garase. 690,009 F. DEGOVE, 540-65-01. XIV*, PTE DRLEANS, 842-67-00. Rez-de-chaus. bel hôtel particul. Joil duplex 30 es tout contort.

locaux commerciaux

Bd St-Michel bourique à louer, Ecr. N° 917 e Monde e Pub., 5, r. des Italiens. 7547 Paris-9°. 5°, 6°, 7°, 14° et 15°, rech, loc-env. 400 m2. dt 1 o. env. 140 m2, 1 de 70 à 100 m2. Urg. 525-16-64.

locaux indust. Pettiz ville Languedoc, offre LOCAUX ancien abattoir pour installation industrie ou arrisonat. S'adr. as No 172.177 A REG NE-PRESSE, Es bis, ros Réaumur, Paris-29, qui fransm.

maisons de campagne

NDRMANDIE, près de Conches, dans hameau proximité bours. 140 m² hebit, sur deux niveeux Vaste sél.-selon av. cheminée, 4 ch., cuis. équipée, s. de bains. Chauf. central. Garege voltures. 3.400 m2 clos, planté ines arbres infutilers et divers). 290 800 F. Ecrire nº 6111 • le Monde • Pub. 5, r, des Italiens, 7507 Paris-9•,

constructions neuves



« LE RONSARD »

Dans un cadre de verdure. à proximité de la ville de Chinon (800 m.), près d'un centre commercial (20 m.), « Le Rousard », réalisatiec de bon standing, comprenant 37 appartements et un ensemble de 20 bureaux, sera mis à la disposition de la cilentèle, courant décembre 1976.

Chauffare électrique l'action le la comprenant de la cilentèle, courant décembre 1976. Chauffage électrique intégré, à compteur indi-riduel, ascenseurs, cette réalisation comprenant quatre étages, plus combles aménageables, béné-ficiera d'una isolation phonique très poussée. Des prêts du Crédit Fonciar de France peu-vent être chienus dans la proportion de 89 % du prix, remboursables sur 20 ans.

Société Civile Immobilière « LE RONSARD » 25, fg Saint-Jacques - 37500 CHINON Tél.: 93-09-86

Toute documentation sera envoyée sur simple demande écrite ou téléphonée.

locations non meublées

Offre

Paris

BOULEVARD ROCHECHOUART

Le Bougilons », frès beau
studio, environ 25 m², cuisine
doulpée, 1,000 F+ ch., mensuel.
534-61-39.

RUE PICCINI. Imm. standing,
mès beaux, appartements de 2 p.,
2, m² ef 65 m², lover mensuel.
1,850 P à 1,750 F+ charges.
24-61-30.

RUE MICHEL-ANGE

RUE MICHEL-ANGE Appt neut, 2 P., tt conft, cuis-équipée, balc., tél., mensuei 1,600 P + charges - 524-61-20. ETOILE. 2 P., kitchenette, s. d bains, wc, 1.100 F. - 523-33-03

hains, wc, 1,100 F. - 523-33-02, Rue SINGER 105 M2, doubte liv., 2 chbres, belle culsine entiterement équipée. 2 bains, perk. Tél. NEUF, 2,700 F. + charges. - POI, 55-55.

BEAU 5 P., 117 M2, Bail 6 ans. BEAU 2,200 F charges cornoris. 4, r. victor-MACE 19°), de 15 à 17 b, le 2 déc. 6° diage gche. SPONTING - FOCH

4º ét, Bel appt., récept., 4 ch., 2 bains, 1 cab, toil. + 2 ch. PIERRE BATON, POI, 55-55. Region parisienne

72-VILLENEUVE-LA-GARENNE
Sans Intermédiaire.
Appartements bon contort 1
4 pièces, 77 v², loyer 695 F à
733 F ; charges 238 F F à
860 F, charges 286 F.
5 Sotresser Bureau de gérance,
de 9 heures à 12 heures,
11, altée Saint-Exupéry,
Villeneuve-la-Garenne.
Tél. 752-54-51.
Transp. : S.N.C.F. 9 minutes
gare Nord, arrêt Saint-Denis,
ou bus 137 à la porte
de Citynancourt,
Villeneuve-la-Garenne.
Arrêt : Stade.

RUEIL - MAISON DE STYLE avec parc, 8 PIECES, TELEPN, GARAGE, 6.000 F - 553-01-63 GARCNES. Résid., près gare, part. loue appt 60 m² de carao tère, grand confort. Téléphon 1.250 F C.C. - 970-59-01.

> immeubles PRES MADELEINE

propriétés

CROSNE Belle propriété 11 P. Parc 3.000 m², maison sardien, serase. ALGRAIN. 285-97-94.

PROCHE CHANTAL 1 Y. PPTE de caractère, 1 ha 1/2, bord rivière, récept. 6 chibres, décoration intérieure. - Piscine. Maison de pardien. - 624-19-2.

8 km MER CALVADOS RM CONTRE CONTRE DE PROPRIÉTE PAR NORMANDE COMPT. 254-16-4, toute la journé MAISON NORMANDE COMPT. 254-16-4, toute la journé Tél. 325-16-4, toute la journé Tél. 325-16-6, toute la CROSNE. Belle propriété 11 P. Parc '5.000 m², maison sardien, garage. ALGRAIN. 285-09-54.

RUEIL-MALMAISON, caime: Pavilion moderne, gar. 2 voit., r.-de-ch., sélour, chbre, terrasse, s. de bains. El.: 3 chbres, s. de bains. Joli lard. 450 m². As. MALMAISON. 957-80-30. MANTES-LA-VILLE

locations

non meublée Demande

Paris Gerant d'Immeubles cherche Studio au 5 P., Paris uniq ment. TIL'S, 700-14-78.

bureaux 44, begievard Bastille, Immauble nauf å lover, 2,000 m² divisibles, Prestations de qualité, Parking, Téléphone. RICHARD ELLIS 225-27-

à 20 BURX. Tous quarti-LOCATION OU VENTE, AG. MAILLOT, 293-45-53 + MALAKOFF 4.000 m2 BUREAUX 300 F 25 lignes léi. Possib. 2 lots 1.000 el 3.000

ENTREPOTS 1,800 m2 150 F LE m2 - Proxis PROMOGESTID 59, avenue des Ternes (17º 755-92-06 ou 92-07

ADMINISTRATION VERSAILLES personal masculin
personal masculin
lyuichellers) dég. O.M.
B.E.P.C. min, oblis. Traitem
annuel de début : 30.815.52
Envoyer C.V. à ne 45.68
BLEU 17, rue Lebel, 9400
Vinconnes, oui trans

PALAIS-ROYAL RUE SAINT-NONDRE Sur. Impec. 2 Egnes télépho Chauf. cent. 35 = sur cour Prix Intéressani. 723-38-48. PROPRIETAIRE

oue I ou plus, bureoux de nacuble neuf. Tél. : 758-12-AV. CN.-DE- NEURLY
GAULLE ALOUER
Ureaux neufs - Ball précal
2 niveaux - 500 m2
225-50-35

terrains

Venoz au soleil. 16.000 m³ ferrz en partia beisée. Orée ville pr lotir, loisirs, équital. 20 k Aloutpeffier. Px 18 F m³ à dé 5. r. des frailess, 7527 Paris-i A vendre 19.000 m² divisibles. TERRAIN INDUSTR

BORD DE MER nouveau port

Die printer und des

Saint-Laurent-du-Var Terrain 15.000 m².
Permis de construire
pour hôtel 300 chambres luce
2 km Aéroport NICE.
Discrétion assurée.
Ecr. N° 7.766 o le Monde o Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-P°

S-Lazare, Prix 180.000 F + C.F.

180 net mensuel. Tél. 092-05-62.

| CANNES - MANDELIEU - LA NAPOULE - Sur colline Résidentel - 4 lon aéroport la NAPOULE - Sur colline Résidentel - 4 lon aéro

La région parisienne

QUEL MAIRE POUR LA CAPITALE?

'ASSEMBLEE nationale commencera, le 2 décembre, à examiner le projet de réforme du statut de Paris. Elle e engage ainsi dans un débat qui risque d'être difficile. Le texte gouvernemental prévoit que Paris apra un maire, mais laisse dans l'ombre plu-sieurs questions importantes qui conditionnent l'avenir de la ville et risquent de provoquer de laborieuses discussions. En voici quelques-

• PARIS EST-ELLE UNE VILLE DE DROIT

Paris reste une commune et un département. C'est la raisou pour laquelle deux sessions seulement par an de l'assemblée pari-sienne sont prévues. Entre temps, une commis-sion permanente règle les affaires de la ville. Paris conserve douc un statut municipal

Dans la majorité comme dans l'opposition, de nombreux députés réclament que l'on soit logique jusqu'au bout. Puisque Paris aura un maire, « comme u'importe quelle ville de province . Paris doit avoir une vie municipale. comme n'importe quelle ville de province -. Le futur maire doit donc pouvoir convoquer son consell municipal quand il le désire : il faut donc supprimer la commission perma-

■ QUELLE AUTONOMIE POUR LES ARRON-DISSEMENTS ?

Dans chaque arrondissement, le gonvernement envisage la création d'une commission consultative composée des étus de l'arrondis-

L'opposition préconise la création de municipalités d'arrondissement élues. Un amende-ment des députés de la majorité présidentielle

propose que ces commissions consultatives soient composées des conseillers élus de l'ar-rondissement, des officiers municipaux désignés par le maire et des « représentants d'organisation locales nommées par le Conseil

Cette disposition risque de soulever de violantes contestations sur les bance de l'opposition. Il serait en effet très facile à une majorité, quelle qu'elle soit, de nommer des « responsables » qui lui sont favorables dans les arrondissements on l'opposition l'aurait emporté aux élections.

La véritable question est de savoir si ces commissions seront capables de joner un rôle dans la vie de l'arrondissement, au niveau de l'aménagement on da l'équipement des quartiers par exemple. Ainsi seulement serait allégé l'ordre du jour des sessions du Conseil de Paris, qui n'aurait plus qu'à délibérer sur

lee grandes affaires de la Ville. Un budget serait donc nécessaire à ces arrondissements. • UN OU DEUX PREFETS ?

Le préfet de Paris doit-il être aussi celui de la région ? Un préfet de la capitale aurait, dans le futur statut, bien peu de poids par rapport au maire élu et par rapport aux autres préfets de la région parisienne.

• QUEL AVENIR POUR LE PERSONNEL ? Le personnel de la préfecture de Paris actuellement au service de la ville, représente 30 000 personnes environ. Ce personnel a un statut particulier. Le projet de loi prévoit que leurs drolts acquis seront maintenus. Lors de l'application du nouveau statut, une partie de ce personnel dépendra du maire, une autre du préfet du département. Commeut le futur maire gérera-t-il sou personnel?

JEAN PERRIN.

POINT DE VUE

Savoir profiter de la réforme

DARIS appertiendra donc plue aux Parisiene et moins à l'Etat. Il a'agit, en un mot, 'adapter aux nécessités das temps nts des etructures dépessées, est-à-dire de taire participer la poulation é le gestion et au devenir e la ville de tella manière qu'elle de ses conditione de vie amélio-Les. Il convient aussi que tous tes rançais, de toutes les régions, se antent devantage chez eux dans leur pitale et que l'unité de l'Etat ne -.oft, en eucune circonstance, comromise par l'une de ses villes,

(G) / SIST

preit-elle le première. se représente-t-on le carectère int de la tâche qu'eura é assule maire : entre ees obligations infeentatives et ses fonctions de seident du Conseil de Paris, il ira é diriger une ermée de plus s quarante muliers de fonctionneiis, employés ou ouvriers. L'un des roblèmes euthentiques de l'adminisvantion de Paris est celul de l'eutosur une edministration nom-Buse, complexe et diversifiée. A

on evis, il ne pourra remplir ses actions qu'exclueivement : ce qui se le problème de l'incompetibi-...i de son mendat evec l'exercice toute charge publique, ministélle et parlementaire notemment. n d'être parlementaire pour être ctuel meire de Lyon n'a pas be-

I faudralt balayer ce vent d'antiirisienisme qui souffle evec tant de ; blence et qui est si dengereux eur plan national. C'est parfois pasonnel, mais non sens effets prati-

Si Paris n'est pas une ville comme

is eutres, c'est eussi parce qu'elle

animetion du quariler qui est le

adre de la vie quotidienne du

Mais Paris a chengé : certains de

rande partie de leur populetion,

undis que d'autres ont connu cer-

ins eccroissements démographiques.

Fy eurait-II donc pas lieu de revoir

découpage de Perle — et pourquoi as le mode de scrutin ? — et sur-

sit d'opèrer à l'échelon des nou-

Mux errondissements Une décon-

entration aussi poussée que pos-

Le maire de Paris devra aussi

ilro face à ses obligatione très effi-

ar ses responsabilités de chef de

arvice, ti devra être essisté d'adjoints

de compétents, responsables cha-bun d'un secteur correspondent

On a souligné, à juste titre, que te

éforme va eligner Peris sur le droit

ommun municipal, mels, en e'en

enant à cette tormule, ne escriflons-

lous pas le fond du problème à la

orme ? Car. Indépendemment de

out etetut. Paris se trouve être dane

ine situation qui n'est pas, en toue

noints, comparable evec cella des utres communes de Franca, D'abord,

parce que ce qui se passe, ce qui se talise é Paris, Intéresse tout à la

ois tes Parisiens et la netion en-

ière. Mais c'est is région parisienna

jul souffre le plue da l'impérialisme

des administrations centrales. Pour e devenir de Paris, l'Etat et le Ville

dolvent être des partenaires qui dis-

mportants pour lesquals un accord

antro eux est indispensable. Sinon...

Il est primordiel d'éviter que tant

tuel - remontent - à l'administration

centrale pour employer le vocabu-

laire de la place de Grève, c'est-

ti convient eussi d'assurer le par-

n'entrons pas dana l'ectuelité.

è-dire é l'Hôtel da Villa.

teront à parità sur les problèmes

ible entre les mains d'un repré-

entant du maire ?

oids à l'action du maire, le projet ment le question.

MAURICE DOUBLET (*)

de loi maintient un départament de

Or je ne euls point ebsolument certain que ca solt une solution viabla : ta prétet de Parle aura des compétances limitées, et ees pouvoirs de tutelle n'ont pas é être surestimés. A vrai dire, le seul contrepolds réel qui e des atouts an main, notamment eur le plan de la programmation et du finencement des équipemenis, c'est le prétet de région. Ne teudrait-il donc point supprimer le reste du département, complication inutile ou faux-semblent (or les teuxsemblents, perce qu'équivoques, sont détestables ; de même que la confusion des responsabilités est te pire des maux), rattacher eu meire toutes à l'Hôtel de Ville et confier la tutelle de Paris eu préfet de région, assisté d'un préfet délègué qui eura eur place é l'Hôtel de Ville, eu contact quotidien du meire, des adjoints, des élus, une tâche passionnante el ebsorbente, de consell, d'assistance

SI I'on eccepie une telle proposition, il faudra elors assurer au préfet de région une eutorité suffisante, lut permettre de s'exprimer fermement, aussi bien au nom de l'Etat que face é l'Etat, lui donner la possibilité explicite de s'edresser à le population. L'obligation de réserve, comme tes autres sujétions inhérentes à la fonction préfectorale, lui donneront Pour que l'Etat reste présent dens elles la possibilité d'agir ainsi ? Je t villa, pour qu'il y alt un contre- me pose de plus en plus sérieuse-

grosao modo aux directiona que

l'avals constiluéee et mises en œuvre

missiona correspondantes : financee

c'est celul des adjoints. Ils devreient

les errondissements, é reison d'un

chargés d'un secteur déterminé comme ja viens de la préciser et les

eutres assureraient le liaison avec

les responsables des activités pari-

siennes non strictement municipeles

Js taie allusion à l'emploi, l'eccueil

au tourisma, à la llaison constenta

avec les eutres grandes villes de

La commission permanenta eu ni-veeu de l'Hôlel de Ville, à lequelle

adjoints qui recevralent des déléga

ticipation des habitants é ce niveau

qua n'en a le premier arrondiss

ment vis-à-vis du quetrième. Il a été

suggéré de créer, eu niveau de l'er-

rondissement, une commission consu

tative sur le composition da lequelle

d'Apres discussions euront (leu. Pour

mol, it me paraît primordial qua le

melre solt partout la responsable respecté, comme it doil l'être dans sa meirie, et que l'unité de le ville soit préservée. Des nécessités d'ordre

technique, budgétaire, pratique, vont

Or, c'est la trotsième particularité,

Paris est le cœur d'une aggloméra-

tion multi-millionnaire et son avenir

est à envisager dans ce contexte. A

cet egard, les objectifs sont clairs :

préserver le centre historique, conci-

lia: les tonctions politiques, économi

ques et culturelles qut font le rayon-nament de Pari», a'adapter au tutur

sans renier le passé. De tels objectifs

impliquent une soliderité eccrue de

la ville avec sa périphéria : solidarité

également dans ce sens.

França et de l'étranger.

par arrondissement. Les una seral

Il est donc un point essentiel

trevaux, domaine, personnel, etc.

La question des adjoints

at la plus denae. Plus qu'ellieurs, II il y o huit ans. Ces edjoints seraient,

aut veiller à y développer la vie et en même temps, présidents des com-

, es errondissements ont perdu une être eussi nombreux que le sereient

Une situation incomparable

financière blen sûr, mais eussi symbiose croissante qui sara obtenua sp poursulvant las décisions prises ou les travaux engagés, tels que Roissy, la Défense, Rungis, ou ceux dus é l'initiative et à le décision du syndicat des trensports : interconnexion des réseaux S.N.C.F.-R.A.T.P., carte orange notamment, sans parier de la pénétration du métro en banileue, de l'achèvement du tronçon central du R.E.R., de l'amélioration du contori des moyens de transports, principelement financés par l'Etat et

le District.

L'une des responsabilités les plus Importantes du maire sera de faire comprendre eux Parisiens et à son conseil que Paris ne se développere mais aussi en dehors de lui, et que son evenir se loue en bonne partie hors du péripbérique. C'est ce que le conseil municipal a bien voulu edopter sur ma proposition en 1967, Ce sera eccroître l'insertion de le ville dans le région et faire eccepter sans, réticence les sollderités Indispensables, notamment financtères. Lorsque je parle de réglon, je ne prends pas position sur le débet collitique. Ja vise toujours t'agglomération. Ne seralt-li pes toglque d'eppréhender et de régler le problème de le région avent de défini le statut de Paris ?

Pourquol n'a-t-on pas fait rétérence eu conseil du Grand-Londres et à une adaptation eppropriée au Grand-Paris d'institutione démocratiques et

En résumé, il convient de traiter tout à le fois Perts-quartier, Parisville et Paris-capitale, de profiter de ce changement essentiel que constitue télection du maire pour adepter ce qui est dépassé, de concilier les droits de le ville, l'efficacité des services municipaux. la response bilité du maire, le pariicipetion des citoyens et l'unité du pays. Car toutes ces dispositions sont valables en périoda d'eaux calmes, mala j'al vécu mai 1968 à l'Hôtel de Ville. I pourrait en être débattu longuement L'essentiel n'est-il pas que, é partir 1977, aux yeux du monde Paria = malre élu ?

(*) Ancien préfet de la région

Aujourd'hui et demain

E 10 juillet 1964, une loi e réorganisé l'eneemble de le région pansienne. Huit dépar-tements ont été créés dont celui de Paris, qui, à l'exception des sept autres, n'est pas soumis eu réalme de droit commun.

Depuis cette date de nombreux projets de réforme du stetut de le capitele ont été proposés par le plupart des groupes politiques. Lors de le campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing s'était angagé à « donner un maire à Peris » Le 30 juin 1975, le ministre de l'Intérieur a, eu nom du premier ministre, déposé sur le bureau de l'Assemblée netionale un projet de loi « portant réforme du régime administratif de le Ville de

C'est ce texte qui ve être diecuté par le Parle-ment. S'li est edopté il devrait être appliqué en électione municipales.

Perallèlement le gouvernemant e prêvu de déposer, lors de le eession de printemps du Perlement, un projet de loi réformant le stetut de le région perisienne et tendant à eppliquer à celle-ci, à partir du 1st juillet 1976, le régime de droit commun des régions prévu per la loi du 5 juillet 1972.

Nous présentons ci-dessous une analyse sommelre du statut ectuel de le capitale et du projet

Dans l'intervalle des sessions,

une commissiou permanente

règle les affaires qui lui sont envoyées par le Conseil ». La

commission est élue chaque année

par le Conseil en son sein ; elle

est composée de quatorze à dix-

sept membres ; elle se réunit au

Les arrondissements

Il existe dans chaque arrondis-

sement un maire et des maires

edjoints désignés par-le ministère

de l'intérieur, qui remplissent les

fonctions d'officier d'état civil et

SITUATION ACTUELLE

moins une fois par mois.

Le statut

de la Ville de Paris SITUATION ACTUELLE

« La Ville de Paris est une collectivité territoriale à statut particulter ayant des compétences de nature communale et départe-

 PROJET GOUVERNEMEN-TAL

« La Ville de Paris est une commune régie par le code de l'administration communate a sous réserve des dispositions qui prévoient que les pouvoirs de police sont « maintenus au préjet de police, dans Paris, siège du poupoir exécutif et du Parlement. »

Les préfets

SITUATION ACTUELLE

Le préfet de Paris est le représentant de l'Etat comme dans tous les départements et l'exécutif du Conseil de Paris. A ce dernier titre, il prépare les travaux du Conseil et en assure l'execution. Le préfet de police est désigné par le gouvernement et dépend du ministère de l'intérieur. En plus de ses attributions de police générale, il dirige la police municipale.

• PROJET GOUVERNEMEN-

TAL Le préfet est uniquement, comme dans tous tes autres départements, le représentant de l'Etat sur le territoire du dépar-

tement de Paris Le préfet de police conserve les fonctions qu'il a actuellement et qu'il exerce en tant que représentant de l'Etat et représentant de

Le Conseil et le maire de Paris

 SITUATION ACTUELLE Le Conseil de Paris comprend

quatre-vingt-dix membres élus our six ans au scrutin majoritaire de liste par secteurs (il y en a quatorze). Il est préside par le président

du Conseil de Paris élu (suivant la tradition) tous les ans entouré d'un bureau composé de quatre vice-présidents, quatre secrétaires et un syndic. Le Conseil qui se réunit sur

convocation du préfet de Paris en sessions ordineires ou extraordinaires a des compétences limitativement prévues par la loi : no-tamment sur le budget de la ville. la perception de l'impôt, le montant et la durée des emprunts, etc.

• PROJET GOUVERNEMEN-

Le Conseil de Paris comprend d'arrondissements. Il se réunit chaque année en deux sessions ordinaires de durée limitée (trente et quarante-cinq jours). Il est convoqué par le maire qui peut aussi le réunir en session extra-

sont placés sons la futelle du secrétaire général de la mairie dépendant du préfet de Paris. • PROJET GOUVERNEMEN-TAL

Les fonctions de maires ou maires adjoints d'arrondissement sont supprimées.

Dans chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements, il est crée une commission consultative e composée des conseillers de cent membres étus pour six ans · Paris étus dans l'arrondissement > affaires qui lui sont soumises par le Consell de Paris, la commission permanente ou le maire ».

ONZE PRÉDÉCESSEURS

Paris e déjà eu onze maires. male qui se eouvient de leur nom? El d'abord sept durant la Révolution : Jaan-Sylvain Beilly (1789-1791), Jérôme Petion de da Monlaux (1791-1792), Jaan-Villeneuve, M. Borie, René Boucher, Nicolas Cambon de Monlaux (1791-1792), Jean-Nicoles Pacha (1793-1794), Jean-Baptiste Fleurioi-Lescot (1794).

En 1848, eous la IIº République. Louis-Antoine Gernier-Pagès est maira de Parle durant quetorze jours el Armand Marrast durant quatra mois et neul jours. Enth, à la chite du Second Empire, en 1870, Etienne Arago a été maire deux mois at Jules Ferry durant quatre mois.

Le Conseil élit à chaque renouvellement et au scrutin secret le maire et de douze à dix-huit adjoints. Le maire est élu pour six ans ; il ne peut exercer, co cutivement pius de deux mandats. Il est officier d'état civil.

Le Conseil a une compétence générale et « règle par ses déilbérations les affaires de la Ville de Paris > et. en outre, exerce pour le département de Paris, dont tes limites coıncident evec celles de la commune, tes ettributions dévolues eux conseils généraux. Il fai: son règlement intérieur. Ses décisions sont exécutées par le maire qui le pré-

UNE PROPOSITION DES SOCIALISTES : TOUS LES POUVOIRS DE POLICE AU MAIRE.

M. GASTON DEFFERRE avait présenté, au nom du parti socialiste et des radicaux et apparentés, une proposition de toi « tendant à une réorganisation démocratique de la Ville de Paris z.

Cette proposition prévoyait que les dispositions de droit commun applicables aux communes s'eppiiqueraient désormais à la Ville de Paris. Celle-ci serait administrée par un « Conseil de Paris » éln eu suffrage universel et au scrutin proportionnel, qui exercerait à la fois les attributions conférées aux conseils municipaux et eux conseils régionaux Des conseils d'arrondissement seraient élus au suffrage universel et à la représentation propor-

Les dispositions de droit commun seraient également étendues à la Ville de Paris dans les domaines financier et comptable, ainsi que dans le domaine des pouvoirs publics de police, tes maires ayant, en outre, sous leur autorité les forces de police d'Etat et les forces de police municipales.

SKI de FOND dans le JURA Week-Ends 8 irs et 10 irs. 230 F à 500 F tout compris : Paris Paris Et aussi, expéditions et Talds d'hiver : Oasis, Sahara Hoggar-Tassili et Mali-Niger ERIC Expéditions B.P. 255 75.326 Paris Cadex 07 - Tel. 261.20.19

LA RÉUNION DES GROUPES DE LA MAJORITÉ

Un certain risque de laxisme financier

déclaré : « It Jaudrait établir sur

L'association Paris-Avenir, qui regroupe tes fédérations de Paris des républicains indépendants, du Centre démocrate et du parti radical, a organisé, le 29 novembre, une journée d'étude sur la réforme du statut de la capitale. M. Jean Lecannet, préedent du Centre démocrate, garde des sceaux, a notamment déclaré, en clôturant les travaux dans la soirée : « Cette journée est un événement politique au sens le plus noble du mot, parce que ce fut una journée de acemeni. Pour ne pas être ecceparé il e été fait référence, serait, selon mol, composée du maire et de ses tions du Conseit de Paris pendant ou à celut d'interquartiers. L'ouest, l'est et le centre da Paris ont des que ce fut una journée de réflexion. » aspects specifiques beaucoup plue

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, par une « petite phrase » prononcée le matin devant les
commissions de travail, a posé
en fait la question fondamentale
pour l'avenir de la ville : en libéralisant son statut, Paris peut-il
être menacé de faillite financière?

· Le ministre de l'intérieur a

Gérants : lacques Fauvet, directeur de la publication. Jecques Sauvagost.



la ville des contrôles et des conditions de tutelle appropriees. N'oublions pas les risques de faillits qui touchent une grande métropole comme New-York. Il y a nécessairement une tentation de dépense dans les grandes villes. Il n'est pas impossible que, dans certains cas très limités, soit prévu un contrôle financier de l'Etat.»

M. Christian de La Malène (UD.R.), rapporteur général du budget de la Ville de Paris, nous déclarait (le Monde du 25 novembre): « Le nouveau statut de la capitale risque d'entroiner une situation entièrement différente, notamment pour le budget de fonctionnement et pour les importantes dépenses de personnel. Actuellement, ces dépenses de personnel sont contrôlées très étroitement par la fonction publique et le ministère des finances. Il n'en sera plus de même si le nouveau statut est adopté. »

M. de La Malène ajoutait M. de La Malène ajoutait :

« Il est impossible de dirs quelle
eera à ce sujet la politique des
juturs responsables de la Ville
c'est-à-dire du maire et de la
majorité du conseil. Mais si
cœux-ci se trouvaient conduits ou
contraints à pratiquer à l'égard
du personnel une politique, disons
très laxiste, il est bien évident
que cela puraît des conséquences

C. CHATIN 9 villes nouvelles Coll. "Aspects de l'Urbanisme que cela aurait des conséquences très graves sur le budget de la collectivité. s

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Six cent soixante-quatre fonctionnaires pour la qualité de la vie

Les sénateurs ont à leur tour adopté, le vendredi 28 novembre, le budget « environnement » du ministère de la qualité de la vie. Non sans grogner comme leurs col-lègues de l'Assemblée nationale. Car ce budget, déjà d'une modestie spartiate comme à l'accoutumée, sera l'an prochain, en francs constants, en recul sur celui des années passées. Pourquoi ne le serait-il pas, ont fait remarquer certains parlementaires, puisque l'environnement n'arrive pas à dépenser l'argent qu'on lui accorde.

M. Jarrot s'est défendu en avançant que le médiocre ges-tion de ses fonde était due eux suivies d'effet et eu manque de personnel pour traiter les dos-aiers. Aussi son budget 1976 prévoit-il l'angagement de cent una personnes, ce qui représente une augmentation des effectifs de 18 %.

Ce = gonflement = n'e pas de quoi ébiouir loraqu'on sait que les agents du ministère sont au bre de 563. Ils seront donc 664 à le fin de l'année pro-chaine. Ils lorment aurtout les députés l'ont fortement souligné — un curieux amalgeme.

Il v e d'abord 124 fonctionnaires appartenent au ministère proprement dit. Ce sont les seuls. Pule 118 autres qui sont détechés et dont le rémunération, comme la carrière, dépendent d'autres ministères. Viannent ensuite 270 contrectuels dont l'engegement est tacitement renouvelable chaque mois. Entin. une escovade d'Intérimaires aux effectile fluctuants (ectuellement une cinquantaine) que des organismes publics ou privés tournissent à l'environnement en vertu d'un - contrat d'étude - plus ou moins fictif.

Les sénateurs n'ont pas été abusée non plus par les 101 - nouveeux - qu'on leur promettait, En lait, 25 d'entre eux seront dee contractuels que l'on va titulariser. Parmi les 76 véritablee créations de postes,

pée par des contractuels. Cette curieuse politique d'engegement e des raisons historiques. En 1971, créer un ministèra et le peupler de fonctionnaires ne pouvaient se telre par la voie des concours administratifs hebituels. L'environnement est par essence une matière Interdisciplinaire. On e donc ragroupé des servicas prélevés ici et là, et engegà dee volontairee venus d'horizons très divers. Il demeure qu'eprès cinq ment de l'environnement, où l'on dénombre 57 % de contractuele, tranche sur le reste de l'edministration française où l'on n'en compte officiellement (les syndicats contestent le chiffre)

La situation du personnel de l'environnement est inconforta-ble. On devine l'embarrae des Ionctionnaires datachés quand lis ont à délendre le point de vue de le qualité de la vie fece à leur administration nourricière. Les contrectuele et intérimaires trevallient dans l'incertitude du ndemain. La disparité des traitemente, des régimee de congés, des etatuts ne contribue guère à souder les équipes pourtant passionnées par leur mis-

Si vos cheveux sont

ras, secs ou cassants si vous avez des chute

sbondantes ou même

vite, réagissez par des soins appropriés. Notre méthode exclusive a été mise au point avec

uccès pendant des années aux Etats-Unis. La méthode exclusive de l'INSTITUT CAPILLAIRE.

stimulation de la repousse des éléments vivants.

L'INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE-CAP ne vous

proposera une gamme de soins que dans le cas d'un

Appelezaous. Un entretien gratuit de 3/4 d'heures

BRIDGE CAP se déroule en deux phases : correction de l'état des chevers.

dimum de chances de réussite.

des démangeaisons,

sion. Aussi, les personnels du finencières de bassin ont-ile créé des sections ayndicales C.F.D.T. dont les représentants ont tenu leur premier congrés l'an dernier. Ile revendiquent une uniformisation des etatuts, un minimum de sécurité d'emploi et des plans de carrière.

lls demandent auesi qu'on Atoffe les services dont tout le monde reconnaît qu'ils sont débordée. M. Michel Alioncia, député U.D.R. de Charente, a noté que, leute de personnel, les servicee de l'environnement ne peuvent pas exercer sérieusement leur droit de regard légal sur les crédits engagés pour le protection de le nature par d'eutres ministères (1 521 millions an 1976). Ainsi, 50 % des sommes affectées aux grands aménegements régioneux, 30 % cines, 100 % de celles des loceux socio-éducatils cont réputées participer è le sauvegerde de l'environnement, Vollà aul yaudreit tout de même un coup d'œll critique.

Les Inspecteurs des élablissements classés seront l'an prochain 357. M. Jarrot admet qu'il en teudrait un bon millier. Lee 675 spécialistes répartis dans les six egences de bassin devraient être 170 de plus, affirme le secrétaire ganéral du syndicet C.F.D.T.

Les délégués régioneux à l'environnement manquent encore dans les départements et les territoires d'outre-mer. Celui qui vient, eniin, d'être nommé dane la région perisienne est seul; 9 de ses collègues sur 21 dis-posent d'un ateller régiones des sites et paysagee qui, evec 3 à 8 contractuels par équipe, ne parvient pas à répondre à le

Dans les parcs netioneux, on he trouve que 163 egents, eoit 1 pour 1700 hectares. «Le résultat, note M. Alex Reymond, repporteur de le commission de le production, c'est que dans certains parcs comme la Vanoise le nombre excessif des vieiteurs commence à poser de varitables problèmes. » O u e n t eux 23 réserves naturelles créées depuie 1961 elles ne disposent que de 8 gardes ne bénéficiant d'eucun contrat et encore moine

Aussi comme le disait M. Jean Laborde, dèputé socialiste du Gers, le ministère chergé de l'environnement est un peu dans le situation du secréteriat d'Etat à la condition téminine. Il a quelques idées, beeucoup de bon vouloir male il est tellement démuni qu'on e de le peine à la prendre eu eórieux.

MARC AMBROISE-RENDU.

(PUBLICITE)

chute des cheveux

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

Un accueil souriant, pour madame, pour monsieur, tous les jours de 11h à 20h et le samedi de 9h à 13h.

75008 PARIS - 116 bis Champs-Elysées - 1, rue Lord Byron - (1) 225.59.49 13100 AIX-EN-PROYENCE-1, rue Lapierre-[91] 26.37.01/49000 ANGERS-6, av. Pesteur-[41] 88.57.03

13100 AIX-EN-PROVENCE-1, the Laplette-1912 2637117 49000 Articles-6, articles-(*11) 063710 63000.CLERMONT-FD-27, the Blatin-[73] 93.18.34 / 21000 DIJON-15, the du Château-[80] 32.97.57 87000 LIMOGES-6, the Mirebourf-[55] 32.45.37 / 13001 MARSELLE-54, the de Rome-[91] 33.21.60 34000 MONTPELLER-11, bd Sarraii-[67] 72.81.56 / 44000 NANTES-11, the Bolleau-[40] 71.74.55 06000 NICE-12, the de France-[93] 87.1118 / 35000 RENNES-25, the de la Montaie-[99] 30.16.88 83100 TOILON-2, the d'Autrechaus-[94] 92.60.54 / 37000 TOURS-22, the Victor-Laloux-[47] 20.33.60

s'il en est encore temps

soins immédiats | chevelure additionnelle

invisible, s'il est trop tard

reste une chance de retrouver votre aspect initial. La chevelure additionnelle BRIDGE-CAP vous permet

de pratiquer tous les sports et de mener une existence BRIDGE-CAP n'est ni une perruque ni une implantation Elle est absolument invisible et épouse complétement et

à tous moment, votre personnalité. Son prix d'achat est

le garant d'une utilisation de longue durée. Il n'existe pas de qualité équivalente sur le marché.

de vous donner toute satisfaction. Crédit personnalisé sur demande.

* Resserrages toutes marques

nous sommes certains de vous accueillir très bientôt et

ENVIRONNEMENT

Une donzaine de manifestations au cours du « week-end anti-nucléaire »

Les adversaires des centrales uncléaires que l'on croyait assagis ne désarment pas En une dousaine de points à travers la France, des manifestations ont marqué samedi 29 et dimanche 30 novembre le « week-end antinucléaire » organise par diverses organisations écologiques. Placées sous le signe de la contestation la plus décidée mais aussi de la bonne humeur, ces réunions et défilés n'ont donné lieu à aucun incident.

Ainsi ils étalent deux mille, samedi, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), protestant coutre le projet d'une centrale près d'Achères. Au contraire, à Montbéliard (Doubs), où s'installent des missiles nucléaires Piuton, c'est un cortège silencieux qui a défilé derrière un corbiliard portant les cercuells symboliques e de la nature et des populations innocentes à cat le but d'un rallye de voitures et de piètons s'élevant contre l'exploitation à ciel ouvert d'un gisement d'uranium, tandis qu'à Narbonne un groupe remettait à la préfecture une motion destinée au président de la République et s'opposant à la centrale de Port-La Nouvelle Huit cents personnes ont défilé dimanche à travers Saint-Geours-our-Loire (Maine-et-Loire), d'autres ont fait de même à Gravelines (Nord) avant d'assister à la projection d'un film. Sentzich (Moselle), où l'EDF, envisage de construire une centrale, a été sillonnée par des protestataires à hicyclette alors qu'à Thionville une exposition soulignait les risques entralués par le développement de l'industrie uncléaire.

Quant aux Bretons du Comité

tentions de l'E.D.F. sur le site de Ploumoger (Finistère) puisque celui d'Erdeven (Morbihan) sem-ble écarté.

INCULPATION DANS L'AFFAIRE DES DÉVERSEMENTS DE MERCURE

DANS LA BAIE DE MINAMATA

L'ancien président de la Chisso et deux anciens directeurs de l'usine chimique qui rejetait du mercure dans la baie de Minamata (Japou) ont été inculpés d'homicides involontaires par les autorités de l'île de Kiou-Siou. Les rejete mercuriels avalent contaminé les poissons et entraîné chez les pécheurs, qui en consommaient de grandes quantités, des dérègiements du système uerveux. Le mai de Minamata a tué 150 Japonais et en a affecté, à des degrés divers, près de 900 autres. Les déversements avaient commencé en 1953, et les premiers symptômes furent décelés trois ans plus tard, sans qu'om puisse les attribuer su mercure. Cependant, dès 1959, la Chisso savait par ses propres expériences sur des animaux de la boratolre que ses déversements étaient en cause. Cela ne l'empêcha unilement de tripler sa production... et ses rejets. C'est ce qui est reproché aulourd'hui aux dirigeants de la firme. Celle-ci y'avait admis publique-L'ancien président de la Chisso

aulourd'hui aux dirigeants de la firme.
Celle-ci u'avait admis publique-ment la responsabilité du mercure qu'en 1963 et la première action en justice des victimes débuts. l'année suivante. Après quatre ans de procédure, en 1973, la Chisso fut reconnue responsable de l'em-Quant aux Bretons du Comité régional antinucléaire (CRIN), ils out profité du week-end pour tenir leur congrès annuel à Auray dans le Morbihan, et manifester leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des in-illons de francs aux cent trente-leur inquiétude à l'égard des fa-

Faits et projets

Circulation

• LIMITATIONS DE VITESSE MOINS RESPECTES.—M. Jacques Barrot, serrétaire d'Etat au logement, qui répondait, en l'absence du ministre de l'équipement, à une question de M. Pierre - Charles Krieg, député U.D.R. de Paris, a indiqué, le vendredi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, que, depuis le relèvement des limites maximum de vitesse des véhicules d'un poids supérieur à 10 tonnes, a le nombre d'accidents dans le que l sont d'accidents dans le que l sont impliqués des poids lourds est

resté à peu prés stable ». Il a relevé, cependant, que « de puis quelque temps, les limitations de vitesses applicables à tous les véhicules étaient moins respectées ».

Paris

AUTOUR DE LA GARE DE LYON. — La création d'une nouvelle gare pour les trains de banileue et la station du R.E.R. va transformer les abords de la vicille gare de Lyon. Le préfet de Paris devrait présenter au cours de la présente session du Conseil de Paris les grandes orientations de ce prosession du Conseil de Paris les grandes orientations de ce pro-jet d'aménagement. L'actuelle cour de Chalon sera la noo-veau parvis de la gare; elle

être trop attendu

sera «animée» par des com-merces et des cinémas et lar-gement ouverte sur le douzième arroudissement. Un immeublearroudissement. Un immeuble-pont couvrant partiellement les iignes du réseau de chemin de fer serait construit et relierait les immeubles édifiés le long de la rue de Bercy à ceux de l'iloit de Chalon. La circula-tien des plétons et des auto-mobiles sera réorganisée. Ce programme devrait débuter dans les années 80.

• DU MACADAM DANS LE PARC DE SCEAUX ? - Des associations de défense groupées sous le sigle « S.O.S. en-vironnement » protestent contre les aménagements en cours dans le parc de Sceaux (Hauts-de-Seine). La direction des parcs et jardins du département, afin de restituer au parc son aspect primitif, tel que l'avait dessiné Le Nôtre, a commencé l'abattage des arbres sur plusieurs centaines de mètres, afin dy tracer une ellée à trayest le hois Cette le la commence de mètres, afin dy tracer une ellée à trayest le hois Cette le le le commence de mètres afin de l'action de l'action de l'action de l'action de l'action de la commence de l'action de l'action de l'action de la commence de l'action de la commence de l'action de l'action de la commence de l'action de la commence de l'action de la commence d (Hauts-de-Seine). La direction allée à travers le bois. Cette voie, large de 8 mètres et longue de 600 mètres, au dire des associations, sera, en ouire, macadamisée pour permettre le passage des engins techniques du parc. « Il y a trois cents aus, les allées étaient nécessaires, car elles se situaient au milieu des forêts, aujousd'hui, nous sommes cernés par les autoroutes », déclare l'associatio i, qui demande « que le macadam soit épargné au parc de Sceaux ». des associations, sera, en outre

Transports

 ROBERT VERGNAUD REELU PRESIDENT DE L'TTA. — Le consell d'administration de conseir d'administration de l'Institut du transport aérien qui s'est réuni à l'occasion de son sixième colloque international de Monde du 22 novembre), a réélu M. Robert Vergnaud, président d'Air Inter, président de l'ITA.

● AIR ALPES absorbera Air Champagne-Ardennes et Air Limousin le 23 décembre prochain. Cette opération de regroupement ramènera de onse à ueuf le nombre des compagnies régionales métropolitaines (1145 000 passagers en 1974) qui tandent à expensions 1974) qui tendent à s'organiser autour de deux compagnies : Air Alpes, dont le réseau s'étend sur la partie est de la France (assurant des liaisons vers l'étranger pour Air France), et Touraine Air Transport, basée à Tours, qui assure notamment une partie du trafic d'Air Inter.

TARIFS EN BAISSE A LA
SWIBSAIR. — Le Swisseir
réduit ses tarifs en francs
suisses. Ces réductions sont de
l'ordre de 9 à 16 % sur les
long-courriers européens, de
2 à 7 % sur les routes du
Proche-Orient, de 5 % sur
l'Afrique et de 4 % sur l'afrique et de 4 % sur l'afriq l'Afrique et de 4 % sur l'Atlan-tique nord.

CONJONCTURE

L'augmentation des prix des carbara et des tarifs des P. T. T. sont à l'éta

confirme M. Fourcade

Les achats d'hydrocarbures auront été limités à 40 milliards ds francs en 1975

Au cours de la convention des clubs Perspectives et Ré de l'Essonne, M. Fourcade, ministre de l'économie et des fina a confirmé, samedi 29 novembre, à Palaiseau, qu'il étudiat modalités d'une augmentation du prix des carburants, avec collègue de l'industrie, et d'une hausse des tarifs des P.T.T. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

« Des décisions seront prises prochainement», a déclaré M. Fourcade, qui a précisé que « de toute fuçon les hausses se-raient limitées au minimum ».

raient limitées au minimum ».

Les pronosties de M. Fourcade sur l'avenir de l'économie francaise rejoignent ceux du chef de l'Etat. « Nous sommes sur la voie d'une reprise, a-t-ll souligné. Notre objectif est d'éponger le chômage. Les progrès ne seront pas juigurants, car ce n'est qu'au printemps 1976 que nous serons vraiment dans une phase de reprise. » TETITISE. D

Le ministre de l'économie et des finances a également fourni les précisions suivantes :

precisions suivantes :

• EPARGNE. — « Le taux d'inflation a diminué de moitié en
quinze mois. La France connaît
maintenant un rythme annuel
d'augmentation des priz de 9 %.
C'est encore trop fort, et des mesures de protection de l'épargne
restent nécessaires. »

● PETROLE. — « Nous avions PETROLE. — « Nous avions prévu de limiter en 1975 à 51 mil-liards de francs nos achats de pétrole. Grâce à un hiver doux et aux mesures antigaspillage, nous aurons en fait dépensé à la fin de cette année 40 miliards de francs. En 1976, nous prévoyons 50 mil-liards de france par l'achat liards de francs pour l'achat d'hydrocarbures.»

● TAXATION DES PLUS-VALUES. — « Le gouvernement déposera au mois de mars pro-chain un projet de loi sur la taxation des plus-values. Ce sys-tème fonctionne depuis vingt-

cinq ans aux Etats-Unis. Il s'avant tout de taxer les values qui représentent de tables revenus, c'est-à-dire plus-values à court terme au ment où elles sont réalisées. ment où elles sont réalisées.

PIAN. — « Nous de avoir un Plan glissant de ans. Le Plan, ce seront troi quatre objectifs fondamen et notamment une défense n' nale forte et un équilibre c' balance des paiements. S' France n'avait pas possédé deux atouts, la réunion de l' bouillet, où nous avons fail égal avec les Etats-Unis et l' magne fédérale, n'aurait pa lieu. 3

• LA GRANDE-BRETAGNI I.A. GRANDE-BRETAGNI
fait ancune demande offi
on officieuse à la commi
de la C.E.E. au sujet de
sures restrictives sur
importations, a indique
28 novembre, à Bruxelles
porte-parole de la Com
sion européenne. Du côt
la m1 e 1 o n britannique
Bruxelles, ou déclare è
ment tout ignorer de déches en ce sens auprès ment tout ignorer de de ches en ce sens auprès iu stau ces communauts. Une certaine inquiétude fait uéanmoins jour dan milleux européens, ala par les rumeurs persiste de mesures de restriction certaines importations bri niques (chanssures, tex composants électroniques, tures). — (A.F.P.)

Elle a supporté les épreuves de l'inquisition helvétique: la Datejust de Rolex.

Comme toutes les Rolex Oyster, la Datejust porte un titre durent pas moins de 15 jours très recherché, décemé avec Suisse de contrôle officiel: le titre de "Chronometre". Ce titre, obtenu après de

et 15 nuits, vous assure qu'en toutes circonstances votre Rolex continuera à yous donner l'houre exacte. Imperturbablement.





rade à SAF des Montres Roles, 10, avourse de la Grando-Aragia, TSAT PARIS,

POUR LE BATIMENT UNE POLITIQUE! un LIVRE BLANC

édité par des Entreprises régionales Pour une communication gratuite, cerire à GBA, 4, rue François Ory, 92128 Montrouge, tel. 657-13-31, ou appeler Mme Brisse

SOCIALE ET ECONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les deux mille six cents ouvriers horaires des Forges de Gueugnon ont repris le travail

Les deux mille six cents ouvriers horaires des Forges de Gnengnon (Saône-et-Loire), qui a'étaient mis en grève le 20 novembre, avec occupation des locaux, pour faire aboutir diverses revendications salariales (ele Monde e des 22 et 26 novembre), ont obtenn, en grande partie, satisfaction. Ils se sont donc prononcés, samedi 20 novembre, à bulletins secrets, pour la contravail. Celle-ci a cu lieu immédiatement. reprise du travail. Celle-ci a eu lieu immédiatement.

Il en a été de même, ce lundi
1º décembre, pour les sept cent
cinquante employés de l'usine
Maugelec, à Saint-Pierre-Montilmart (Maine-et-Loire), qui ont
cessé la grève qu'ils faisaient
depuis le 29 octobre.
En revanche, dans une usine
d'appareillages électriques de
l'Allier, Landis et Gyr, le mouvement de revendication s'est
étendu aux cadres de l'entreprise

vement de revendication s'est étendu aux cadres de l'entreprise, qui ont décidé à leur tour de cesser le travail pour protester

contre la licenciement de cent imit personnes. C'est également en faveur de la continuation de la grève, avec occupation des lo-caux, que s'est prononcé le per-sonnel de la filiale française Clark Equipement, à Strasbourg (sept cents salaries), Enfin, à Belin (Gironde), une manifestation de soutien aux ou-vriers en grève de l'entreprise Sam-Cazenave a réuni, samedi 29 novembre, plusieurs centaines de personnes.

à l'appel du Syndicat national des instituteurs (S.N.L.) et du Syndi-cat national des enseignements d usecond degré (SNEP).

Grèves de cheminots et manifestations pour la journée d'action C.G.T.-C.F.D.T. du 2 décembre

Les confédérations C.G.T. et C.F.D.T. prévoient une participation massive à la « journée mationale d'action » interprofessionnelle qu'elles organisent ce mardi 2 décembre. Il s'agit, précisent-elles, « non d'une fin en soi mais d'une étape dans l'action revendicatire ». Cette journée a pour principaux thèmes la défense du pouvoir d'achat et l'amélioration du projet de loi sur la retraite, jugé « dérisoire ». Ses modalités sont définies an niveau local ou dans l'entreprise; elle doit être marquée par la niveau local ou dans l'entreprise; elle dolt être marquée par la grève des cheminots de trente-six heures ainsi que par des arrêts de travail de durée varia-ble dans les secteur public (no-tamment arsenaux et hôpitaux) et privé (notamment métallur-cie et bêtiment) et par des mariaet prive (notamment metallurgie et bâtiment) et par des manifestations dans un grand nombre ie villes. A Paris, les unions égionales C.G.T. et C.F.D.T. oranisent une grande manifestalon, qui se déroulera à partir de 5 h. 30 de la République à Opéra.

HOUHLERES les trois
décembre le personnel à un
roèt de production de vingtquatre heures les mineurs devant
quatre heures les mineurs devant
quatre heures les mineurs devant
quatre pendant la journée
aux travaux d'entretien et de
sécurité. Selon la direction des
Houillères, il était encore impossible, en fin de matinée, d'apprécler l'ampleur d'une situation
jugée « impalpable ». Elle constatait seulement des retards variables sulvant les différents bassins nt les differen entre 15 minutes et 1 heur) à la descente des travailleurs au fond de la mine.

A LA S.N.C.F., les fédéra-tions C.G.T. et C.F.D.T. ont déposé un préavis de grève con-vrant la période du mardi 2 dé-cembre à 0 heure au mercredi 3 à 12 heures. A la direction de la S.N.C.F. co. prévoit les réperla S.N.C.F., on prévoit les réper-cussions sulvantes sur le trafic cussions sulvantes sur le trafic ;
— Grandes lignes : 80 % des trains circuleront (100 % sur le trafic Paris-Est) ; il y aura donc un acheminement normal des voyageurs (avec quelques modifications d'horaires) sur toutes les lignes.

Laprès-midl de lundl 1° décemine, les trains en partance le lendemain seront affichés dans les saves parisiennes. Il est trés dif-

gares parisiennes. Il est très dif-ficile d'estimer le pourcentage de tes trains, mais des perturbations sensibles du trafic sont attendues.

A LA RATP, le trafic sera normal avec quelques perburba-tions possibles dans le métro à l'heure de la manifestation.

o P.T.T. le courrier devrait connaître cette semaine des irrégularités. En effet, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. appellent les agents des services de tri et de l'acheminement à faire grève par roulement entre le lundi 1er décembre à 6 heures. Ces arrêts de travail ont pour objet la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, mai aussi la réduction du temps de travail, l'application du service actif et l'augmentation des effectifs dans . P.T.T. : le courrier devrait entation des effectifs dans

• ENSEIGNEMENT : uucu mouvement nationae n'est prévu. Des arrêts de travall ont cepen-dant été annoncés le jeudi 4 dans les Yvelines et le vendredi 5 dans les Hauts-de-Seine et l'Essonne.

LES PRIX ITALIENS à la consommation ont augmente de 1.1 % au mois d'octobre, hausse supérieure à celle qui avait été enregistrée durant les six mois précédents. Le taux d'inflation annuel est mainte-nant tombé à 12,1 % (contre environ 25 % au début de

 AUX ETATS-UNIS, la balance commerciale u été excéden-taire en octobre, pour le neu-vième mois consecutif. Le sur-plus s'est élevé à 1 076 millions de dollars, contre 976 millions de dollars, contre 976 millions en septembre et un déficit de 101 millions en octobre 1974.

DEUX MOIS DE GREVE CHEZ LE PERSONNEL AU SOL D'AIR FRANCE

d'octobre, la gréve du personnel au sol d'âir France qui, pendant plu-sieurs semaines, a perturbé les vois de la compagnie nationale, n'est toujours pas régiée. La direction de la compagnie précise toutefois que depuis le mardi 25 novembre la situation est redevenue tout à fait normale, le premier indice de cette « ummalisation » ayant été le rede-

Du côté des syndicats — C.G.T., C.F.D.T., F.O. — on indique que le mouvement sous sa forme originelle (des grèves de vingt-quatre hours) a été stoppé, mais qu'u coutinne d'une autre manière par des débrayages par ateliers d'une heure ou d'une heure et demie. Les syndicats réclamant de nouvelles concessions de la directiou sur trois points précis : Payancement, les concessions de la direction sur trois points précis : l'avancement, les

Aucun rendez-vous entre la direc-tiou et les syndicats n'est prévu dans les prochains jours, mais l'ou arattend quo lee que est luns en suspens fassent l'ubjet de uouvel-les discussions à l'occasion des négociations sur le contrat salarial pou

Selon le B.I.T.

LA CRISE EST LA PLUS GRAVE DEPUIS QUARANTE ANS

monde n'a jamais été aussi grave depuis quarante ans. Selon les dernières estimations du Bureau international du bravail (B.I.T.), on comptait, en septembre 1975: 17.5 millions de chômeurs, soit 5.2 % de la population active pour 5.2 % de la population active pour vingt-trois des principaux pays industrialisés. Le chômage s'est considérablement aggravé dans ces pays : + 59 % en un an, ce qui représente six millions de chômeurs supplémentaires. Si l'on tient compte du nombre moyen de personnes à la charge des travailleurs sans emploi, le nombre de personnes directement affectées par le chômage se monte à plus de quarante millions.

Les experts du BIT. pensent que si la tendance actuelle se confirme, le nombre de chômeurs dans ces vingt-trois pays industrialisés s'élèvera à 18,5 millions à la fin de l'aumée.

● A LA FIN DE 1976, la Grande Bretagne compters encore 1 250 000 chômeurs à la fin de 1976, prévoit l'Institut na-tional de recherche économi-que et sociale. La croissance serait, selon hu, da 1,8 % en 1976 et de 3,1 % en 1977.

EMPLOI

Les aides aux chômeurs

La complexité des modalités d'aide aux chômeura, qui n'ont cessé d'évolner an cours des derniers mois, ainsi que les simplifications de présentation que nous avons recherchées dans la page « Evénement » consacrée à cette question dans le Monde du 26 novembre, ont entraîné quelques imprécisions et erreurs. Ainsi la première catégorie de bénéficiaires comprend non seulement les salariés âgés de moins da soixante ans, comme nous l'avons écrit, mais tous les salariés de moins de soixante ans, comme nous l'avons « énoclontairement privés d'emplot » pour des raisons autres qu'économiques. Des salariés qui ont quitté volontairement leur emploi pour un motif légitime, peuvent, après avis d'une commission, bénéficier des aides publiques et complémentaires au même titre que des salariés licenciés.

La faute professionneile grave

La faute professionnelle grave motivant un licenciement ne fait motivant un licenciement ne fait pas perdre le droit aux allocations spéciales des ASSEDIC, contrairement à ce qu'il en est en matière d'aide publique (caracteristique du régime d'assurance par rapport au régime d'aide).

Le chômeur n'a pas, à proprement parler, droit à des congés payés, mais il peut demander une autorisatiou d'absence d'une durée maximum de vingt-huit jours (et non quarante-cinq comme nous non quarante-cinq comme nous l'avons écrit) à l'agence pour l'emploi dont 11 dépend.

Pour les jeunes gens libérés du service militaire qui peuvent pré-tendre aux allocations minimales des ASSEDIC, le délai d'inscrip-tion à la suite de leur libération a été porté, depuis le 3 novembre, de six à douze mois.

Les plafonds de ressourcs fixés pour l'attribotion des allocations de chômage partiel versées par l'aide publique sont fixés mensuellement (et non par quatorzaine comme nous l'indiquions) et ont été portés depuis le 1st janvier à 2580 francs pour un salarié célihataire, à 2538 francs s'il a une ou deux personnes à charge, et à 3096 francs s'il en a trois ou plus.

M. ROYER : la jeunesse qui chôme c'est l'armée de la révolution en marche.

(De notre correspondant.)

Tours. -- M. Jean Royer aime l'effort. Et il ne craint pas, dit-li, da l'imposer à ses sympathisants. C'ételt bien un effort qui était demandé, dimanche 30 novembre, aux tidélse venus l'écouter perler pendant trois heures de politique économique et sociale. Et, trois heures durant, l'attendes audieurs ne faiblit

Ce discours fleuve a été mar-qué par une critique parfois sévère de la politique gouvernesevère de la politique gouverne-mentale et par de vives attaques dirigées contre les « syndicats marristes ». M. Royer a notam-ment proné sous les bravos l'in-terdiction de la confusion des mandats politiques et syndicaux, l'interdiction des sections poli-tiques d'entreprise, la reconnais-sance de tous les syndicats — il y aura un burean pour la C.F.T. à la nouvelle bourse du travail de Tours — et l'élection dans les comités d'entreprise de salariés indépendants des syndicats au indépendants des syndicats au

Le maire de Tours a annoncé d'autre part qu'il avait obtenu l'accord de M. Chirac pour lancer dans sa ville une expérience destinée à résorber le chômage des jeunes, car a la jeunesse qui chôme, c'est l'armée de la récolution en marche ». Il s'agira d'assurer aux jeunes en quête d'un emploi des stages-formation d'un an payés an SMIC dans toutes les entreprises. Ces stages, qui devront être étendus à tous les services publics, ne devront pas créer de nouveaux frais d'enseignement pour les entreprises. Mieux, leurs charges sociales Le maire de Tours a annoncé seignement pour es charges sociales Mieux, leurs charges sociales seront abaissées de 20 %. Le seront de cette expérience sera obtenu par l'emploi de fonds de formation encore inntilisés.

ECHANGES INTERNATIONAUX

La conférence Nord-Sud

LES 77 DEMANDENT L'AUGMENTATION DU NOMBRE . DES PARTICIPANTS

Nations unies, New-York (A.F.P.) — Le président du groupe des « 77 s, M. Blaise Rabetafika (Madagascar), a remis au représentant de la France à l'ONU, M. Louis de Gui-ringaud président technique de la conférence préparatoire du dis-logue Nord-Sud, une communica-tion contenant le nom des douze pays (1) présentés par la groupe des «77 » pour complèter la liste des vingt-sept participants invités à la conférence de Paris.

La lettre du président du groupe des « 77 » propose égale-ment deux nouveaux points de l'ordre du jour pour cette confé-rence : l'augmentation du nombre de ses perticipants et l'invitation à des controlles de l'invitation à des organisations régionales de participer à la conférence à titre d'observateurs. Le désir des « 77 » d'augmenter le nombre des participants à la conférence vise surtout la Côte-d'Tvoire. l'Afrique n'ayant pas une représentation jugée suffisante dans la composi-tion totale de la conférence.

(1) L'Egypte, le Cameroun, le Nigérie, le Zambie, l'Argentine, la Jamaique, le Mexique, le Pérou, l'Irak, l'Indonénie, le Pakistan et

• UNE DELEGATION COM-MERCIALE est-allemande di-rigée par M. Gerhard Beil, secrétaire d'Etat au commerce de la R.D.A., a quitté Berlin-Est samedi 29 novembre pour Washington, En 1674, les Etats-Unis out experté pour Ests-Unis ont exporté vers la R.D.A. pour 200 millions de dollars de marchandises et ont importé pour 20 millions de dollars de produits de la R.D.A. — (A.F.P.)

Toutes les zones industrielles, tous les programmes de bureaux, tous les responsables régionaux, tous les conseillers, tous les fournisseurs... sous un même toit



6 DECEMBRE: JOURNEE GRAND PUBLIC LA PROVINCE, EXIL OU PROMOTION?

emploi, cadre de vie - débats -10 h - Les Cadres et la décentralisation 14 h 30 - Les Femmes et la décentralisation

Semaine nationale de l'implantation industrielle et tertiaire

GERP - 12, rue Chabanais 75002 Paris Tél. 7427900 et 7425871

Devant prochainement regrouper leurs entrepots alpha international mobilier et m.p.s. vous convient aux

SOLDES EXCEPTIONNELS

de mobiliers d'exposition et de modèles non suivis du lundi 19 au vendredi 12 décembre 2 Placa des Victoires 75001 Paris (ouverture de 9 h. à 19 h. sauf dimanche 7)

ASSUMER LE CHANGEMENT?

23 jours pour - dépasser ses techniques

- comprendre celle des autres
- appréhender la politique de l'entreprise - découvrir son potentiel ignoré



9 STAGES GESTION-DIRECTION PAR AN

GD 144:7 jenvier 1976 - GD 145: 25 février 1976 - GD 146: 6 avril 1976

INFORMATIONS: | CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT 108, Bd Malesherbes, 75017 PARIS Tél.: 267.32.40

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



MANUTENTION/TRANSPORT/DISTRIBUTION

nous mettons le salon de la manutention en mémoire De combien

de temps disposez-vous pour visiter le Salon? Sans doute allez-vous faire "l'impasse" sur certains stands. Rassurez-vous, nous sommes là pour vous relayer. En permanence, "MTD" fouillera le Salon dans ses moindres recoins pour vous fournir une vue complète de ce qui y est exposé. C'est normal, "MTD" est le seul magazine mensuel français spécialisé dans les techniques de manutention et de stockage.

"MTD" 40, rue du Colisée 75008 Paris - Tél. 225.34.90

☐ Je veux recevoir MTD à l'essai : 2 nº sans eng ☐ Ja souscris un abonnement : 84 F au lieu (nouveaux abonnée).	
Nom Entreprise	
Adresse	•••••

L'environnement dans lequel vous vivez affecte votre cheve-lore La pollution de l'atmosphère

enerasse ves cheveux : pous-sières et imphretes se combinant

sur matières sécrétées par sotre cuir ehevelu pour empêcher celul-ci de respirer Pellicules. démangeaisons sont les premiers symptômes de la chute des che-veux que vous ue tardez pas à constater.

Ce processus n'est plus irré-versible. Dans blen des cas. un

LA VIE ÉCONOMIQUE

aussi signé avec Framatome et E.D.F. une lettre d'intention pour la commande de deux centrales françaises de 900 MW chacune. Les études de site se poursuivent. Nous nous préoccupons beaucoup en effet des problèmes que pose la séismicité de la plupart des régions de notre pays. Nous pensons que uous serons pénalisés par la séismicité, tant par un choix plus limité des sites que

choix plus limité des sites que par le coût élevé des installations.

p Du côté américain, les choses sont un peu plus compliquées. Nous avons envisagé de passer une commande de 8 000 MW aux

Etats-Unis, mais cette commande suppose la signature d'un accord bilatéral de coopération dans le domaine nucléaire. Les conditions

posées par les Américains nous

- L'accord de coopération si-

gné avec la France en juin 1974 recouvre presque tous les do-maines d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous avons pris une participation de 10 %

dans l'usine européenne d'enrichissement de l'uranium Euro-dif. Nous avons en même temps

il y a quelques jours.

nous avons aussi pris une participation consolidée de 25 %

dans la société Coredif pour

le lancement d'une seconde usine européenne d'enrichissement. Dans le domaine de l'enrichissement,

le domaine de l'enrichissement, nous cherchons aussi à diversifier nos approvisionnements.
Nons avons envisagé une participation dans l'usine que le
groupement américain Uranium
Enrichment Associates veut construire, mais, à cause des difficul-

tés qui ont surgi dans la négo-ciation de l'accord de coopération bilatéral avec les Etats-Unis, les

discussions avec le groupe U.E.A. sont presque interrompues.

installer un centre de recherches technologiques près d'Ispahan. La première phase d'études est

terminée, et nous sommes sur le

point de signer le contrat de la

ces reacteurs, mais, pour le mo-ment, pas d'un réacteur de recherche à eau lourde, ni d'un réacteur français de type chau-dière avancée de série.

» Le gouvernement iranien compts beaucoup sur le dévelop-pement fructueux de la coopé-ration avec la France, et cous avons aujeurd'hui le sentiment

ration avec la France, et cous avons aujeurd'hui le sentiment que cette cooperation est bien engagée. Nous désirons la poursuivre et la développer, notamment dans le domaine du cycle de combustibles. Nous n'avons pas encore pris de décision sur l'installation d'une usine d'enrichissement ni d'une usine de retraltement de combustibles irradiés en Iran. Nous envisageons néanmoins de retraiter pins tard notre

moins de retraiter plus tard notre moins de retraiter pins tard noure combustible irradié. Nous pensons en effet que les pays étrangers ue ven drout pas des déchets radioactifs des autres, et que

chaque pays ayant un programme nucléaire important sera finale-

» La France nous aide aussi à

ENERGIE

L'atome devra représenter en Iran 50 % de la capacité électrique installée en 1992

NOUS DÉCLARE M. ETEMAD

M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, poursuit sa tournée des pays dn Proche-Orient. Après

sa visite en Irak, c'est en Iran qu'il s'est rendu du 28 novembre au 1° décembre. Comme en Irak, M. d'Ornano a fait le point des projets de collaboration tech-nique et d'échanges commerciaux entre

la France et l'Iran. Les projets nucléaires franco-iraniens ont constitué une partie importante des discussions, car bien des problèmes restent à résondre. Nons publions ici une interview de M. Akbar Etemad, président de l'Organisation iranienne de l'energie atomique, qui, lors

d'un récent séjonr à Paris, a blen v nous préciser l'état des relations fra iraniennes dans le domaine nucléair la position de l'Iran face aux diffici que rencontrent les pays en voie d'in trialisation rapide sur le marché cleaire mondial.

« Monsieur le Président, l'Iran apparaît aujourd'hui comme un pays fantastiquement riche qui lance un programme de développement énergétique et industriel démesurée par rapport à ses ressources humaines, et avec une précipitation que s'expliquent mal les pays industrialisés, Pouvez-vous nous préciser votre capacité énergétique actuelle et vos plans à long terme? Ces plans vous paraissent-ils réalistes?

— La puissance électrique installée en Tran est aujourd'hui de l'ordre de 5000 MW, dont de l'ordre de 5000 MW. dont la moitié est interconnectée sur le réseau. Cette puissance provient pour 80 % des centrales thermiques, et 20 % des centrales hydrauliques. D'ici dix-huit ans, vers 1992, nous souhaitons avoir une .p u issance installée de 70 000 MW. Ce chiffre élevé s'explique par nos plans d'industrialisation rapide et l'élévation escomptée du niveau de vie des Traniens.

s Selon les normes occidentales, ce plan de développement paraît en effet irréaliste, mais îl nous paraît accessible pour l'Iran pour plusieurs raisons. Nos ressources humaines (l'Iran a 33 millions d'habitants) sont loin d'être toutes mobilisées, no s possibilités de financement so o t énormes et jamais il o'y avait en une telle volonté politique et nationale d'aboutir à une industrialisation rapide et continue. Nous o'ignorons pas les difficultés de l'exécution de ce plan et les goulets d'étranglement.

dif. Nous avons en même temps consenti un prêt an commissariat à l'énergie atomique qui luipermet de financer sa part d'Eurodif. Ce prêt de 1 milliard de
dollars doit être engagé en trois
tranches : en novembre 1975, en
novembre 1976 et en novembre
1977. Un premier paiement de
200 millions de dollars a eu lien
il y a quelques tours. Les pays occidentaux ne comprennent pas non plus très bien pourquoi l'Iran, si riche en hydrocarbures, se lance dans un programme accelere. de construction de centrales

 Depuis un certain combre d'années. Sa Majesté impériale propose une nouvelle politique energétique selon laquelle les combustibles fossiles ne devralent plus servir à produire de l'énergie, mais être utilisés comme matière première dans l'industrie. Dans la mesure où l'Iran se sent un la mesure ou l'iran se sent un devoir moral de rester conséquent avec cette politique, et, si pratiquement la seule alternative au pétrole est aujourd'hui l'énergie nucléaire, il est normal que nous adoptions un programme de construction de centrales nucléaires.

* Remarquez qu'en 1992, nous prévoyons que le nucléaire devra représenter de l'ordre de 50 % de notre capacité électrique installée. Nos plans de développement réservent en effet une part à l'énergie hydraulique; les sites qui peurralent fournir une puissance de 10 000 MW seront a mé n a gés principalement en fonction des besoins d'irrigation. Nous allons aussi continuer à construire des centrales thermiques qui brûleront surtout les résidus lourds de nos futures raffineries de pétrole. Enfin, dans des régions isolées, où pour des applications industrielles spécifiques nous avons l'intention d'utiliser des turbines à gaz.

point de signer le contrat de la deuxième phase des travaux concernant le centre avec la so-ciété française Technicatome. Ce centre doit être le support principal de notre programme energétique nucléaire. Nous voulons y former nos équipes de spécialistes, y entraîner ceux qui anront à résoudre les problèmes surgissant dans la marche et l'entretien des centrales, participer aux études des réacteurs de puissance, et notamment des réacteurs surgénérateurs enfin » Pour le moment, le programme nucléaire arrêté prévoit en 1992 une puissance installée de l'ordre de 23 000 MW Nous étendrons on non cette capacité en fonction de de puissance, et notamment des réacteurs surgénérateurs, enfin disposer d'installations qui nous permettent de nous familiariser avec le cycle de combustibles. Nous désirons en particulier arriver à fabriquer les éléments combustibles des centrales à eau légère et apprendre à manipuler l'uranium et le plutonium.

3 Ce centre disposers d'un réacteur de recherche de type Minerve pour l'étude de la physique des réacteurs, mais, pour le moment, pas d'un réacteur de ce qui se passera dans le domaine nucléaire.

L'Institut Capillaire EUROCAP
met ce spécialiste à votre disposition, aiusi que les installations
pour l'application du traitement
oécessaire. St vous pabitet en
banlieue no en province, il préparers un traitement à domicile
à votre lutention

Ecrivez ou téléphunez pour un rendez-vous L'Iustitut Capillaire EUROCAP est covert sans inter-raption de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

paraissent excessives. Elles vont même au-delà de ce qu'un pays jaloux de sa souveraineté peut accepter. Pourtant, nous désirons — Où en sont vos comman-des de centrales nucléaires à l'étranger? Jusqu'icl nous avons signé un ontrat ferme d'achat de deux centrales nucléaires, de 1 200 MW chacune, avec la société allemande K.W.U. Les travaux ont déjà commencé sur le golfe Persique, à Bushehr. Nous avons aussi signé avec Framatome et vivement conclure un accord de coopération avec les Etats-Unis.

- Toutes les centrales que vous avez commandées sont à eau pressurisée, pourquoi?

 Deux raisons essentielles expliquent ce choix : Pexistence d'une technologie éprouvée et la possibilité d'une certaine diversification des fournisseurs. Nous avons, par exemple, fait une companyaire. paraisoc entre les centrales à eau légère et les ceotrales cana-diennes à eau lourde. La centrale canadienne nous a paru un peu plus chère, et l'expérience industrielle de ce type de réac-teur est moindre. En outre, nous réur est moinare. En outre, nous n'aurions eu alors qu'un seul fournisseur. Les raisons qui nous out fait opter pour les centrales à eau pressurirée plutôt que pour les centrales à eau bouillante sont plus nuancées. Mais l'existence d'un plus grand nombre de four-nisseurs de centrales à eau pres-surisée a été un critère important.

La coopération avec la France La coopération avec la France dans le domaine nucléaire se déroule-t-elle à votre satisfaction? ment mené à retraiter le combus-

Comment comptez - vous former tous les spécialistes nucléaires dont vous aurez besoin?

— Notre centre d'Ispahan regroupera finalement un millier de
personnes. Pour la réalisation de
notre programme, nous devrons
former quelques milliers de spécialistes à des miveaux différents
dans les années qui suivront. Nous
avons à l'heure actuelle enviroo
deux cent cinquante sizgiaires ou
étudiants dans les centres nucléaires à l'étranger, notamment
aux Etais-Unis et en GrandeBretagne. Un bon nombre de sta-Bretagne. Un bon nombre de sta-giaires seront envoyés très bientôt en France, eo Allemagne et en

> L'Iran a-t-il des ambitions militaires?

Des ambitions militaires ? Cela dépend de ce que vous en-tendez par ambitions. Bien que les problèmes de défense Oe soient. pas de ma responsabilité, je vous répondrai que l'effort militaire iranien est entièrement voué à la défense de notre intégrité terri-toriale et à la sauvegarde de notre indépendance nationale.

a Si par ambitions militaires vous faites allusion à une option nucléaire, je dois vous dire catégoriquement que la réponse est négative. Nous pensons que, dans le contexte a c t u e 1, les moyens conventement. conventionnels - je veux dire

ment d'une très grande cré

» L'Iran a signé et ratif traité de non-prolifération nous avons accepté le contrô l'Agence internationale de l'a gie atomique sur les installa et les matériaux nucléaires notre pays. Nous avons d'i part lancé l'idée de la crédune zone dénucléarisée au che-Orient. Les Nations unier rései restiturant et pour réagi positivement, et nous e rons vivement que nos ef dans ce demaine seront cou nés de succès. Le très vif in pour l'énergie nucléaire (rencontre actuellement en n'est donc que la conséqu n'est donc que la conséqu d'une politique énergétique à

-- Comment jugez-vous efforts américains pour jorcer le traité de non-p fératien et les condit mises par les États-Uni l'exportation de leur techn gie et de leurs matériaux cléaires?

VO

DEL

— Je crois que, dans ce maine, notre position est ci Ayant de toute bonne foi ad au traité de non-prolifération accepté l'application du syst de sacvegarde de l'Agence Vienne, nous nous en tenons mement aux conditions et mement aux conditions et tenons mement aux conditions et modalités librement conser jusqu'ici. Nous c'avons pas l'tention d'accepter de nouve conditions ao-delà des dispositi du traité et de la sauvegarde l'Agence.

prendre la position de sept p dits exportateurs de technole nucléaire, qui se rencontrent-guilèrement à Londres pour mettre d'accord sur une posis commune à adopter face à le cilents nucléaires. Le but affi de ces rencontres est de préve la prolifération nucléaire. M je crains que le renforcement. dispositions de non-proliférat

— auxquelles, à peine mises
place, on ne croit plus — ne nconduise à un climat intentional empreint de méfiance de suspicion.

oe suspicion.

o On peut aussi se demande
les motifs réels do «groupe
Londres» de vont pas audes objectifs affichés. S'il est t des objectifs affichés. S'il est i vrai qu'on s'y occupe de la n prolifération, pourquol donc fait-on à huis clos ? Pourquoi associe-t-on pas un certain n bre de pays plus directen concernés ? Je crois personne ment que cette façon d'agir : le traité de non-prolifération danger sans ajouter une garai supplémentaire récile aux inst ments de non-prolifération d ments de non-prolifération d nous disposons actuellement.

> Propos recueillis par : DOMINIQUE VERGUESE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE

BUREAU DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

AVIS

APPEL D'OFFRES OUVERT Nº 1 BCT/75

Un avis d'eppel d'offres ouvert est lancé pour la fourniture des appareils radio émetteurs-récepteurs sulvants :

— 40 stations fixes pulssance 100 watts moyen du type B.L.U.

- 60 stations mobiles pulssance de 40 à 60 watts moyen du type B.L.U.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le dossier d'oppel d'offres ouprès du Ministère de l'Interieur, Direction Nationale de le Protection Civile sis au Poleis du Gouvernement à Alger. Les Soumissions einsi que les plèces fiscales et sociales exigées par la reglementation en vigueur, devront parvenir, à l'odresse sus-

indiquée sous double enveloppe cochetée, ovec la mention « Appel d'offres ouvert n° 6 BCM/75 A NE PAS OUVRIR ». La date limite de remise des offres est fixée ou 31 décembre 1975, délai Toute offre parvenue oprès cette date ne sera pas prise en

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours.

Produits exclusifs EUROCAP poor l'hygiène capiliaire

75001 PARIS - 4, rue de Gastiglione - Téléphone : 260-38-84 BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - LILLE - MARSEILLE - METZ - MULHOUSE NANTES - NANCY - NICE - REIMS - RENNES - BOUEN - TOULOUSE

LA CHUTE DES CHEVEUX

est-elle un phénomène irréversible?

traitement local approprié favo-risera la croissance naturelle de

vos chereus. Ne vous flez pas à des méthodes

de rencoutre, adressez - vous à un spécialiste qui constatera l'état de votre chevelure et vous

l'etat de votre chevelaire et vois dira ce qu'il peot faire — et ce qu'il ne poot pas faire — pour que voos retrouviez ooe cheve-lure salue. Il peut vous emseli-ler, uprès examen, les produits dont l'upplication s'adapters à votre etat capillaire.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Ifan MAD

A L'ÉTRANGER

Relations professionnelles et guérilla sociale en Italie

Les relations professionnelles en Italie penvent-clies être qualifiées de « participation conflictuelle » ? Il faut parler d'une « confrontation permanente » et non pas d'une participation permanente », a répondu M. Trentin, secrétaire général de la Fédération unitaire des syndicats de la métallurgie italienne, lors d'une journée d'études à Paris organisée à l'université Dauphine par le centre de recherches Travail et Société qu'anime M. Jacques Delors.

juge fondamentales : « Quoi pro-duire ? » et « Qui doit gérer cette production ? » M. Trentin, qui prévoit « une confrontation très dure » avec le paironat, laisse ontendre qu'un changement de société est inévitable.

société est inévitable.

Flus que jamais l'Italie demeure un « laboratore social » qui poursuit ses expériences, chacun étant conscient des risques d'explosion qu'une telle méthode implique, en période de crise économique. « Nous sommes en plein milieu d'un processus sans savoir où cela va nous mener », devait noter avec justesse M. Massacest, directeur central de l'IRI, société nationale qui gère les participations de l'Etat dans un certain nombre de secteurs industriels.

J.-P. D.

La démocratic syndicale qui existe en Italie avec son système. de délégués d'ateliers élus et révocables à tout instant, mais aussi le contenu qualitatif des négociations avec les employeurs, sont à l'origine d'un style de relations très originale et difficilement compréhensibles pour des esprits cartésiens. Pas de clause anti-grève dans les conventions collectives, pas d'armistice sociale, mais une guérilla constante : « Quand il y a un accord sur un problèmes, il y a une pause », admet M. Trentin qui ajoute aussitôt : « Comme les clauses de l'accord portent sur des problèmes de gestion quotidienne, il y a confrontation permanente. »

namente. s

Dans un tel climat, il c'est.
donc pas tout à fait exact de
parler de cogestion à l'allemande
comme l'a fait le Monde du
28 novembre. Les Italiens, a souligné M. Trentin refusent le
«staj/ mixte», c'est-à-dire un
conseil de surveillance paritaire
composé de représentants patronaux et syndicaux. Il n'est même
pas question de concertation élarrie entre employeus et Etat. pas question de concertation elar-gie entre employeurs et Etat.
M. Trentin et les métallurgistes italiens réclament pour la pro-chaîne convention collective un droit de contrôle sur les investis-sements dans le but d'obtenir une diversification de l'industrie, falon les obtenires par les contents de la content de l'industrie, falon les obtenires de l'industrie, de l'industrie, falon les obtenires de l'industrie, de l'in me diversification de l'industrie, Selon les observateurs français cela implique une discussion tri-partite et la relance de la plani-fication : le dirigeant italien re-jette avec netteté ce type de dialogue. Refusant toute idée de cen-relisation grainment la renaire.

Refusant toute idée de centralisation, craignant la renaissance d'une bure au cratte. M. Trentin oe veut pas entendre parler d'une « participation à trois». La raison? « Nons vouons sauvegarder notre autonomie conflictuelle. » Même s'il ravait une autre majorité polique? Même si les syndicats vaient à discuter avec des directions d'entreprise autogérée? fême dans ces dour cas a rémondu sans détour M. Trentin. Le syndicalisme italien est en fait en pleine révolution. « A travers notre expérience de démocratic syndicale, indique M. Trentin, qui admet les difficultés que posent ces changemeots, se trouvent mis en cause la vieille conception du sundicalisme et remis en tion du syndicalisme et remis en question le rôle de l'Etat.» Et de poser aux autres comme à lui-même deux interrogations qu'il

COOPÉRATION

Le séjour de M. Jamieson à Paris

LE CANADA ET LA FRANCE PEUVENT-ILS DÉVELOPPER LEURS ÉCHANGES?

Le ministre de l'industrie et du commerce du Canada, M. Doland Jamieson, effectue, jusqu'au 5 décembre, une visite officielle eo France. Il est accompagné de représcotants des principaux ministères fédéraux et d'une trentaine de dirigeants de sociétés canadiennes. M. Jamieson dolt s'entretenir avec M. Jacques Chirac, ainsi qu'avec MM. Fourcade, d'Ornano et Ségard. Il sera également reçu le 2 décembre an Conseil national du patronat français, avant de se rendre à Lyon et à Marseille.

Le but de cette visite est de renforcer les échanges commerciaux et la coopération industrielle entre les deux pays. Le commerce extérleur français des deux nations dans les échanges mondiaux. Il n'a représente eo 1974 qu'à peu près l'; du total de leur commerce. Le Canada a été l'an dernier le quatorzième client et le dixneuvième fournisseur de la France, qui occupait, de son côté, les septlème et dixième rangs pour les achats et les ventes canadiens.

En 1974, les exportations frandiens.

dens.
En 1974, les exportations fran-calses vers lo Canada oot atteint près de 2 milliards de francs et les importations 2,5 milliards. Le balance commerciale française, déficitaire d'un demi-milliard l'an derrite et redevenue excédendéficitaire d'un demi-militard l'an dernier, est redevenue excédentaire pour les six premiers mois de 1975. Les principaux postes d'exportation sont, pour la France, les boissons alcooliques, le matériel de transport et les livres et brochures; pour le Canada, c'est la pâte à papier, le cuivre et les alliages. En 1974, la valeur à la tonne des exportations franin tonne des exportations fran-calses an Canada a été d'environ 6 000 francs; celle des ventes canadiennes, de 1 200 francs.

La plus longue grève de l'histoire du Japon se poursuit dans le secteur public

grave et la plus iongue de l'histoire du Japon.

Le trafic ferroviaire est réduit à deux cenis départs par jour, an lieu de dix-huit mille habituellement. Les deux principaux syndicats de ce secteur ont d'ores et déjà envisagé un nouvei arrêt de travail du 15 au 20 décembre, si le gouvernement persiste à leur refuser le droit de grève. (Ce droit aurait été supprimé en 1948 par les autorités d'occupation américaines.)

Tokyo. — La grève des huit cent soixante mille employés du secteur public japonais en etait, dimanche 30 novembre, à son cinquième jour. Elle est ainsi réputée être la plus

Le monvement, organise par le syndicat japonais do secteur pu-blic (Korokyo), a reçu le soutien de la Fédération générale des syndicais japonais (Somyo), qui regroupe plus de quatre millions de syndiqués. La Somyo a de-mandé aux syndiqués des entre-

prises privées de se joindre au

A Sendal, dans le nord-est du pays, des affrontements entre les grévistes des postes et la direc-tion, à propos de travailleurs refusant de participer à la grève ont fait sept blessés.

M. Miki, premier ministre japo-nais, n'a pris aucune décision. Mais la presse locale fait état de sondages indiquant que sa cote est tombée au plus bas.

■ LA PROGRESSION DES SA-LAIRES DES TRAVAIL-LEURS JAPONAIS a été en moyenne de 14.4 % de sep-tembre 1974 à septembre 1975, soit un accroissement moyen de 189,900 yens (633 dollars), selon les statistiques officielles. En termes réels, c'est-à-dire en pouvoir d'achat, la hausse est de 3.7 %, le coût de la vie ayant augmenté pendant la même période de 10,3 %.

FAITS ET CHIFFRES

● ACCIDENTS DU TRAVAIL.

— « Les cadres ne veulent pas être traités en criminels. Aucune sunction ne doit être prise tant que la justice ne s'est pus prononcée n, a déclaré le 29 novembre, à Albi, M. Jean de Santis, secrétaire général adjoint de la C.G.C. qui a d'autre part rappelé l'opposition de ce syndicat à tout déplafonnement des cotisations sociales.

● ACCORD ENTRE LE KOWEIT ET LES COMPAGNIES GULF OIL ET BP. — Aux termes de cet accord, le gouvernement koweilien versera aux deux compagnies une indemnisation de 60 millions de dollars en contrepartie de la part de 40 % qu'elles détennent dans la société Kuwait Oil. L'accord prévoit également la vente par le Koweit aux deux compa-

gnies de 900 000 barils de pé-trole brut par jour, dont 500 000 à Gulh Oil et 400 000 à 500 000 à Guih Oil et 400 000 à la British Petroleum, pendant une période de cinq ans. Les deux compagnies bénéficieront d'une réduction de prix de 1S cents par baril, à condition que la contre-valeur totale des 900 000 barils soit versée dans un délai ne dépassant pas soixante jours. — (A.F.P.)

 SECURITE SOCIALE. — F.O. SECURITE SOCIALE. — F.O. souhaite a prendre contact avec les plus hautes antorités de l'Etat à, a déclaré dimanche 30 novembre à Paris, M. André Bergeron, serrétaire général de cette confédération. F.O., qui estime nécessaire une réforme du financement de la Sécurité sociale, compte demander une entrevue au président de la République et au ministre de l'économie et des finances.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

eni	l <u></u>			
s), 35.		Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
st ie la	48 heures	6 1/4 6 3/4	2 3/4 3 3/4 3 7/8 4 3/6 3 7/8 4 3/8	1 1/2 2 1/2 4 1/8 4 5/8 3 1/2 4

Vous n'utilisez jamais la trigonométrie et pourtant vos calculs quotidiens sont importants.

VOICI LE HP-22:

Þ¥

FOL J.

.

2557

STO

CHS

8

ENTER

3.7

COMMERCIAL **STATISTIOUE MATHEMATIQUE** 19 MEMOIRES

Aujourd'hui, Hewlett-Packard lance un calculateur «unique» sans trigonomètrie (inutile dans votre domaine) regroupant toutes les fonctions nécessaires à la conduite efficace de vos affaires.

En effet, l'administrateur, le gesti de change, le banquier, l'homme d'affaires, l'ingénieur commercial, l'étudiant en sciences économiques, le chef d'entreprise, le particulier..., sont quotidiennement confrontés à des problèmes complexes, variés, qui necessiteraient l'emploi de quatre calculateurs très spécialisés.

Manney HD33

stillsation

E 13

E 2

Fonctions commerciales: pourcentages, marges, variations en pour cent, proportions, calcul de ratios... Fonctions statistiques: sommations sur deux variables, moyennes, écart type, régressions linéaires ou non, moyennes mobiles... Fonctions financières: nous avons introduit intérêts composés, annuités de crédit et d'épargne, terme échu ou à échoir, tableau d'amortissement d'un emprunt, calcul de taux actuariels...

Fonctions mathématiques : racine carrée, puissances et racines Nièmes, logarithmes, exponentielles... 19 mémoires: avec le HP-22, vous posséderez à coup sûr un auxiliaire précieux et puissant. Encore plus puissant. Cette pnis retrouverez dans les 4 registres opérationnels (associés à la fameuse notation polonaise inverse), les 10 mémoires adressables (0 à 9), les 5 mémoires financières.

C'est en utilisant le HP-22 que vous découvrirez toutes ses possibilités ainsi que la qualité Hewlett-Packard. Le HP-22 est livré avec une batterie cadmium/nickel rechargeable, un chargeur/adaptateur, un étui souple, un manuel en français, très complet avec de nombreux exemples traités et un chapitre entier consacré à l'initiation aux calculateurs financiers. Le HP-22 est garanti un an.

Son prix? Surprenant. Allez le découvrir chez l'un de nos distributeurs dont la liste est donnée ci-dessous, et demandez une démonstration complète.

Ou contactez Hewlett-Packard France, B.P. nº 70, 91401 Orsay. Tél. 907 78.25.



Le HP-22 est disponible chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard:

Abrem-Provence: Ers Allovon17 bis, cours Mirabern
Amisen: Ers Robert Ledoux—
5, rue des Trois-Callioux
Assent: Libratine Richer —
6-8, rue Camperounière
Angenière: Inferturean Chare
172, rus de Périgneux
Amsey: Unio Idea —
4, zvenne de Chevennes
Aubay-sus-Bois: Carrelour P.
Avignes: Centrellur —
46, rue des Lices
Bastin: Cancelieri —
Route Nationale 193 Purisni
Beanwais: Ets Robert Ledour—
43, rue Carrel 43, xue Cu Benacon : Etablissen 18, roe de Beifort Bordeson: Bernadet -8, rue Vital-Caries Interior randet routen - 66, rue Fondand,
routen - 66, rue Fondand,
rane: Els Compia Pranca va de la Reine
va Compia Pranca va Compia Pranca va Compia Pranca va Gon

DE LA GAMME **UNIQUE** HP

> Christia-Fernani Libraria Pepi 3, bd Desair Complicas: Es Robert Ledoux -26, no de Harlay Dijon: Libraria de l'Università -17, no de la Libraria Pessi: Emulcoment de Burratt -6, place Carnot Echrolles; Frac - Grand-Place Gap: Robroycod -Ale: Ets Catry - 38, tue P Limoces: Librairie Baradat

a - 20-22, rue Ste-Mari

et dans les grande magazine

précision mécanique labinal

Société anonyme au capital de 36 789 870 francs Slège social : 17, rue de Clichy, 93404 Saint-Ouen. Dimetion administrative : t56, bd Heussmenn, 75362 Paris, Cédex 08.

EMISSION : de 128 666 actions nouvelles de 65 F nominal à souscrire contre espèces, PRIX D'EMISSION : 75 F par action, soit avec une prime de 10 F.

JOUISSANCE : du 1º janvier 1976.

DROIT DE SOUSCRIPTION : à raison d'une actton nouvelle pour tmis anciennes : représenté par le coupon n° 60.

CLOTURE DE LA SOUSCRIPTION : 12 DECEMBRE :975.

LES SOUSCRIPTIONS sont reçues aux guichets des banques eulvantes : BANQUE NATIONALE DE PARIS CREDIT LYONNAIS SOCIETE GENERALE CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

B.A.L.O. du 3 novembre 1975. - Visa C.D.B. o* 75158 du 28 octobre 1975

- (PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN

HIGHWAY AUTHORITY

AVIS D'APPEL D'OFFRES DE CONSTRUCTION

Le gouvernement de la République Arabe du Témen informs que l'annonce récemment publiée concernant un appel d'offres aux societés désireuses de soumissionner pour la construction de la route Rada-Al Baida est annulée et rempiacée par l'appel d'offres suivant :

Le gouvernement de la République Arabe du Vémen lance un appel d'offres sux sociétés désirant soumissionner pour les travaux sulvants :

Censtruction de la route allant de Dhamar à Al Baida (168 km), an sod-est do Vèmen. La portten de route entre Dhamar et Rada (53 km) traverse un terratn généralement ptat, tandts qu'entre Bada et Al Baida (115 km) la route traversers nu passage vallonné et brisé. Chaque section sera construite comme une route secdodaire avez nue chaussée comportant une sous-cenche en gravier, une ceuche de bese co plerru ceocasées et ooe finition de surface en bitume. Les travaux commeoceroot an mitten de l'année 1976 et devront être terminée dans une période maximale de mille jeurs,

Le cahier des charges pourm être acheté à partir du 7 décembre aux adresses suivantes :

The Highway Authority. PO Box It\$5, Sana'a, République Arabe du Yémen, tétégr. TOROKAT Sana'a;
 Ingemute-Gibb, Shelt/BP Reuse, PO Box 20020, Nairobi, Kenya, télégr. GIBBOSOR Nairobi, télex 22537 Nairobi.

Les sociétés intéressées feront une demande à l'une des deux adresses ci-dessus avec copie à l'autre, par lettre, tétégremme ou télex, en indiquant leure besoins et l'adresse où elles désirent se procurer les documents. Ceux-ci pourront egslement être envoyés par poste nérienne aux sociétés intéressées qui en feront la demande. Parmi ces documents se trouvers une déclamition de post-qualification que les entrepreneurs dévront soumettre nvec leur offre. Le prix d'achat d'un jeu de documents, expédics par poste aérienne ou collectés, est de 1.365 Riais yéménites ou 300 \$.

Une visite du site est prévue pour le 15 février 1976, Les sociétés intéressées devront indiquer à Ingeroute-Gibb à Natrobi avant lo 1er février 1976 si elles désirent participer à cette visite. La Elighway Authority aidera à louer les voltures nécessaires.

Les soumissions d'ûment comptétées devront parvenir au bureau du Chairman of the Board of Directors, the Highway Authority, Sana's, Yemen Arab Republic, au plus tard le 25 mars 1976 à 16 beures, beure locale.

I.000 TM/J à Skikda.

Le projet compreud :

- La mise en route.

AMMONIAC SKIKDA. tél.: 95-57-40.

SION · NE PAS OUVRIR ».

et expédition, des bâtiments;

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES

INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation produit eu maia d'une Usine d'Ammoniac líquide de

- L'étude d'engineering et l'établissement des plans de

- La construction des unités de production, du stockage

RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES

le cahier des charges auprès du représentant dûment mandaté.

à SONATRACH, au 9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER, tél. : 60-40-00 à 05, ou Zone Industrielle de Skikda, PROJET

DÉPOT DES OFFRES

à M. le Vice-Président, ENGINEERING ET DEVELOPPEMENT.

9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER, sous double enveloppe.

Les soumissions doivent être adressées avant le 5 avril 1976

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « SOUMIS-

Les Sociétés intéressées ayaut des références dans la réalisation de ces Usines pourrout retirer, à partir du 10 novembre 1975,

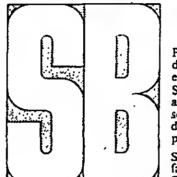
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

CRÉATION DE DEUX NOUVELLES SICAY

Ainsi que la presse s'en est fait l'ecbo, il y a quelque lompa, la Banque Vernes et commerciale de Paris, en association avec des investisseurs inetilutionnels, compagnies d'assurances ou colsses de retreites lelles que le groupe Abellie-Paix, la Garantie mutuelle des fooctionoeters, le gmupe Ancienne Mutuelle, la Caisse de retraite et de prévoyance des cadres de l'industrie du pétrole, la Caisse de retraite et de prévoyance des cadres de l'industrie du pétrole, la Caisse de retraite et de prévoyance des cadres de l'industrie du pétrole, la Toulouse, l'Etolle, l'Indépendence..., vient de créor deux SICAV obligataires, dotées chacune de 30 millions de fraocs de prime d'apport).

Les premiers consells se sont réunis te 18 novembre 1875.
Pour Disprémière, dont le portefeuille ne comportera que des obligations dites de a première catégorio », le premier conseil est composé de :
Président-directeur général : M. Jean-Claude de la Triboullie, directeur de la Banque Vernes et commerciele de Paris;
Vice-président : la Banque vernes et rommerciste de Paris, représentée par M. Roland d'Houteville ;
La Garantie mutuelle des fonctionnaires, représentée par son présideot-directeur général : M. Michel Bamin ;
L'Abellie-vie, représentée par M. Bernard Thirlet ;
L'Ancienne Mituelle-accidents, représentée par M. Michel Robin ;
La Caisse de miraite et de prévoyance des cadres de l'Industrie du pétrole, représentée par M. Henri Bermann.
Pour Uni-Obligations, qui géren un portefeuitte d'obligations diversitiées, le conseil sera composé de la fann mitunet :
Président-directeur général : M. Jean-Claude de la Tribouille ;
Vice-président : la Banque Verne et commerciale de Paris, représentée par M. Rolend d'Hautaville ;
La Garantie mutuelle des fooctionnaires, représentée par son président-directeur général ; M. Jean-Claude des la Tribouille ;
La Caisse de retraite et de prevoyance des cadres de l'industrie du pétrole, représentée par M. Henri Bermann.
M. Yves Bouquerod a été oommé directeur général adjoint.
Les conseils ont décidé le

SIÈGE SOCIAL: TOUR ANJOU, 33, QUAI NATIONAL 92806 PUTEAUX



Première entreprise française de Bätiment et de Génie Civil SPIE-BATIGNOLLES augmente actuellement son capital par emission à F 58 de DEUX actions nouvelles pour CINQ anciennes. SPIE-BATIGNOLLES

fait partie du Groupe EMPAIN-SCHNEIDER B.A.L.O. du 3 novembre 1975 - Visa C.O.B. Nº 75-142 en date du 14 octobre 1975

GROUPE DE L'UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

SOFAL

Les produite et agios euchissés pac le groupe au cours'des dix pre-miers mois de l'année ont stieint 371 000 000 F contre 324 000 800 F pour la même période en 1974.

Comme cela avait été précédemment indiqué, il se confirme qu'en faison essentiellement de la baisse sensible des taux de réfinancement, les bénéfices de l'exercice, tant pour l'U.I C. que pouc sa filiale, la Financiere SOFAL, seront en unélloration marquée par rapport à ceux de 1973, effacant le fiéchissement enregistré

effacant le fiéchissemedt enregistré co 1974.
La rantabilité normale ainsi retrouvée devrait permettre aux deux sociétés d'augmenter tes distributions faites à leurs actionnaires.
Dans cette perspective, le cenneil de l'Union industrielle de erédit, régul le 28 novembre, a décidé de porter le capital de 2000 000 de F à 24 000 000 de F à 24 000 000 de P par Incorporation de réserves et répartition gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes, jouissance du 1 janvier 1975.

LEVER 55, avenne George-V, 75068 Paria

Le conseit d'administration de la société a décidé la mise en distribution d'un accompte sur dividende au titre de l'exercice 1975.

Cet acompte, d'un montant de 15 francs (suquel s'ajoutera, dans les cas prérus par la réglementation en vigueur, un avoir fiscal de 7,50 F), sers mis eo palement au eige sociai, 55, avenue Ocorge-V, à partir du jeudi 4 décembre, sur présentation d'un certificats nominatifs pour estampillage ou contre remise d'un coupon n° 1 pour tes titres su

informations chimie

dans son numéro de novembre une étude originale el exhaustive sur L'INDUSTRIE DES ENGRAIS

- prix des matières premières el disponibilités mondiales
- er disponibilités mondiales

 France: la campagne de fertilisation 74/75

 l'ammoniac, l'acide phosphorique: situation dans le mnnde, capacités par site, par pays, par société; projets • la faim dans le monda et
- de nombreux autres articles et, comme chaque mois, la vie de la chimte avec ses différentes rubrisues LE NUMERO : 35 F
- Je commande votre numero de novembre et règle ci-joini 35 F Je désire recevoir une documentation gratuite sur

refourner à : NFORMATIONS CHIMIE rue Jules Lefebvre 75009 PARIS 874.53.70 telex EDISETE 650898 INTRODUCTION A LA BOURSE DE PARIS MARDI 2 DECEMBRE 1975 de 300.000 actions de F 100 nominal,

offertes au prix de F 150 Introduction réalisses par Société Générale et la Bonque de Poris et des Pays-Bes.



DU TRESOR 3 et 5 ans

Taux de rendement actuariel brut à partir du 8 septembre 1975

à3ans

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.

Taannaaaaaaaaaaaaaaaaaaaaaa

(PUBLICITE)

La PUBLICITE de À à Z est le premier livre vraiment complet et à joor sur uoe des activités du monde moderne les plus passion-oantes, les plus caractéristiques et les plus contestées.

C'est un « collectif » réalisé sous la direction de Claude VIELPAURE. Un elmpte parcours de son générique montre qu'it était difficile d'alter au-delà dans la compètence pour chacun dm sujete :

Le chapitre traitant de la mise au petot et du l'occioocement d'une campagne de publicité est du à Gérard Blanchet, directeur de la primotion de Rodak France : il étole sous les yeux du lecteur tous les ressonnements, tous les calcules et toutes jes réflexions qui ont présidé ou fancement de l'instamatie Kodak,

Le chapitre sur îm structures et les métiers de la prifession a été rédige por Cloude Chauvet, président de l'École Supérieure de Publi-etté et un des plus importants responsables syndicaux de la pro-fession depuis des dizaines d'années.

Le panorama de la recherche en poblicité est dû à Daniel Adam, P.D.G. de l'Agence Mae Kang-Eriksonn, président du C.E.S.P. Il a été le fondateur de l'I.R.E.P. et son directeur technique pendant de nombreuges gonées.

L'exposé sur les psychologies de la Publicité est dû à Berourd Cathelat, psychologue, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet et directeur du Ceotre de Communicaties avancée d'Havas-Conseil. L'artiete sur le isogage publicitaire a été étabil par Georges Péninou, directeur des recherches obez Publicis et linguiste renommé. Le déctionnaire de plus de 300 mote a été mis qu point sous la direction d'Armand Dayan, professeur d'économie à l'Université d'Amiens.

La PUBLICITE de À à Z fournit l'exemple, si à la mode maintenant, d'une collaboration efficace entre les universitaires et les managers pour la réalisation d'une cenvre dettinée à un grand public, mais surtont aux étudiants, aux professeurs et même (pourquoi pas 7) aux professionnels de la nublicité.

Ce livre est réalisé aulvant la formule algo-livre du C.E.P.L.

Crede gam. Indust.
(M) Credet Mod.
Floancière Sofat.
Floestel...
Fr. Cr. et S. (Gle)
France-Sail
Hydre-Energie
Immebanque
Internal
Locarinancière.
Lyon-Alemand
Soc. Mars. Crédit E.9.F. parts 1950
E.8.F. parts 1956
CR. France 3 %
Aboule-1.6.A.9.0.
Aboile (Vic)...
Accide (Vic)...
Concorde
Epagge France,
Fonc. T. I.A.E.D.
Fancière (Vie)...
France (I.A.R.D.) 195 · · · 122 · · · 75 50 215 · · · 35 · · · 157 50 117 · · · 135 · · · 102 Gompen sation | T.R.T. | 482 | 478 | 478 | 479 | 215 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 5 Cle Ste Eaux.
Eng. Matra...
E. J. Lefshvre
Esso S.A.F...
Euratrance...
Europe No 1. 748 430 230 51 299 348 436 12 7 7 6 5 8 2 2 1 1 1 7 7 6 5 1 8 2 2 1 1 1 7 7 6 5 1 8 2 2 1 1 1 7 7 6 5 1 8 2 2 2 2 7 7 1 1 1 1 4 5 6 7 7 3 1 4 4 5 7 7 3 1 4 4 5 365 184 74 72 112 27 93 | 100 28 | 193 ... 191 58 | 198 | 102 ... 170 30 | 170 50 | 170 80 | 180 50 | 180 ... 180 50 | 188 ... | 133 50 | 180 180 | 180 ... 199 ... | 110 ... | 115 ... 956 ... | 661 ... | 659 ... 546 ... | 553 ... | 547 ... 590 ... | 692 ... | 585 ... Property
P.M. Labinal
Princial
Pressus Cità
Pretabel
Princial
Princial 74 87 80 187 200 125 196 62 386 470 1922 ... 1953 ... 1964 ... 1939 ... 1388 ... 1373 ... 1388 ... 1373 ... 1388 ... 380 ... 300 . COURS
BES BILLETS
échange
de gré à gré
entre banques COTE DES CHANGES MARCHÉ LIBRE DE L'OR ### 103 87 104 97 105 83 105 ...

103 87 104 97 105 83 105 ...

104 97 105 83 105 ...

105 87 50 38 29 |548 | 34 | 50 | 2570 | 38 | 188 | 185 | 525 | 575 | 576 | 229 | 815 | 112 | 124 | 22 | 54 MONNALES ET DEVISES 4 458 4 417 169 900 11 279 78 020 7 487 8 512 50 229 165 700 16 560 101 078 185 409 4 450 4 462 170 090 11 302 73 320 7 476 9 049 8 512 80 270 165 790 16 580 161 329 168 660 4 45 4 89 158 46 10 96 72 40 7 815 8 878 75 70 185 25 11 56 166 70 Or fin (title en harry)
Or fin (titl er linger)
Piños française (20 fr.)
Piños française (16 fr.)
Piños seusse (20 fr.)
Vicios latine (20 fr.)
Vicios latine (20 fr.)
Vicios de 10 dellars
Piños de 10 dellars
Piños de 50 pasas
Piños de 50 pasas
Piños de 10 fiorius

MATIÈRES PREMIÈRES

du 28 navembre 1975

per toune): cuivre (Wirebars) comptant 569.50 | 5677; à trois mois 590 (3675); à trois mois 3126 (31271; plomb 184.25 (161.75); ziuc 333 (341).

(341).

New-York (en cente par Hyre):
cuivre ipremier terme) 53 |52,70):
aluminium (lingots) inch. |41);
fernálle, cours moyen jen dollars
par tonne) 59 - 60 (inch.): mercure
(par bouteille de 76 ibs) 120 - 125
jinch.).

— Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 965 (965).

TEXTILES. — New-York len cents par livrel : coton dec. 57,10 154,30) ; mars 58,58 158,55) ; laine suint dec.

mara 55.50 | 50,53); laine suint déc.
162 (156.20]; mara 162 (155].

— Loodres len nouveaux pence par
kilol : laine lpeignée à sec) 178
(171); jute (en sterling par tonne);
Pakistan, White grade C 195 linch.).
Roubaix (en franca par kilo) :
laine déc. 19.25 | 118.40).

Calcutta (en rouples par mauno de 82 lbs) : jute 450 jinch.).

CAOUTCHOUC. — Londres lan nou-yeaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 36.50 133.75).

— Bingapour jen nouveaux cents des Détroits par kilo) : 155,25 1148,76).

DENERES. — New-York (en cents par lb) : cacso déc. 59,25 (89,70), mai .55,58 188,10) : sucre disp. 13,24 |13,25), mai 13,27 |13,56),

Londres len livres par tonne): sucre mars 157.80 [137,90], mat 159.58 (180): café nov. 724 (727), janv. 721 (725): casco déc. 663 (652), mars 635.50 [635).

— Paris len france par quintal) : escao déc. 592 1590). mars 578 (577); café mars 655 (630-680).

CEREALES. — Chicago len cents par boisseau) : blé déc. 350 | 137 1/2), mars 363 1/2 (350); maís déc. 274 3/4 | 1265 1/2), mars 282 1/4

Toux du marché monétaire Effets privés...... 5 3 4 %

du nom. coupea

Cours Deroler

précéd. cours

VALEURS

C.G.LB.
Catetel
Cofica
C.A.M.E.
Créditel (x. roux.)
Cred, gas, indust.

précéd. cours

janv. 660 |845-655).

VALEURS

VALEURS

5 4 7 11 6

t 5 ans

Minner Filter

VALEURS.

War Lose 3 1 % ... Sectamps British Petroleam ... Sheri Vickers

Imperial Chemical

Controlds
De Beers
"Western Heidings
Rie Tinto Ziec Corp.
"West Briefonteis
(") En Hyres.

Cours des principaux marchés

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

· 2-3. EUROPE

— ESPAGNE : le roi ne présidera pas les conseils de

- PORTUGAL : le mot d'ordre du P.S. - socialisme dans la erté » est presque devenu

4 · 5. PROCHE-ORIENT

6-7. AFRIQUE

La situation en Angola après l'indépendance.

 INDE : Mme Gandhi écarte deux persoonalités importantes et devient ministre de lu

10-11. PULITIQUE La victoire de M. Péraonet sur Mme Giroud ou coegrès radical de Lyon.

13. RELIGION Les travaux du Conseil œcuménique des Églises.

13-14 ERDEATION Les difficultés des éducateurs spécialisés ; les ineidents nu lycée de Corbeil.

Le haitième congrès du Syn-dicat de la magistrature.

EUROPA

Pages 17 à 25 - Un dossier sur le codt du

Un desier sur le codt du etime.
Une luterview de Raif Dahrendorf, directeur de la London Sebool of Economics.
Une enquête sur la protectieu coutre le liceuelement des travailleurs en Europe.
Une comparaison des positions des participants au futur dialogue Nord-Sud.

AUTOMOBILISME : la mort de Graham Hill et de Tony

- FOOTBALL : du déclin de Nice à l'avenement de Metz. 30-31. ARTS ET SPECTACLES

CINÉMA : Chronique onnées de braise, de M. Lakh-

dur-Homina. THEATRE : la Pyramide, de

37. LA REGION PARISIENNE Quel maire pour la capitale?

38. EQUIPEMENT ET RÉGIONS

38 à 41. LA VIE ÉCONUMIQUE

ET SUCIALE

- ÉNERGIE : l'otome devra représenter en France 50 % de la capacité électrique instollée en 1992. CONJONCTURE : l'ougmen

tation des prix des corburants et des tarifs des P.T.T. est à l'étude, confirme M. Fourcad

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TRIETISION (28) Annouces classées. 122 à 26); Aujourd'bul (18); Carnet (28); a Journal officiel » (16); Météo-relogie (16); Mots croisés (16); Pinauces (43).

Louez une voiture et le Super Service Europear: 645.21.25.

Imprimerie Minute

Photogravure

331-15-83

Minda Merenia LARABE en cours du soir

EUROLINGUA

31, rue des francs bourgeois 75004 paris 272 27 09

ABCDEFG

A Pékin

M. FORD A ÉTÉ ACCUEILLI PAR LES DEUX VICE-PREMIERS MINISTRES CHINOIS

Le président Ford est arrivé lundi le décembre à Pékin. La cérémoule organisée à l'aéropori nvait uns am-pleur plus grande que celle qui avait marque, en l'évrier 1972, la avait marque, en février 1972, la venue de M. Nixon. Flusieurs personnalités, dout éeux vice-premiers ministres, MM. Teng Hsizo-ping et Li Hsien-nien, eut accueilli le chef de l'exécutif américain « au uom du gouvernement chinois et du premier ministre, M. Chou En-lai », précise Chine nouvelle.

Accompagné du premier vice-premier ministre, M. Teng, M. Ford 2 parsé eu revue un détachement

a passe eu revue un détachement des trois armes. Plus de cent Chivois des trois armes. Pine de cent Unitois (sportifis, savants, chercheurs, étu-diants), qui se sout rendus aux Etats-Unis depuis 1972, étaient pré-sents à l'aéroport. En revanche, au-cun spectateur u'était visible sur le chemin emprunté par le cortège officiel pour se rendre dans le cen-tre de Pétrin et aucune banderole

tre de Péisin et aucune banderole u'est apparue.
La visite de M. Ford durera quatre jeurs. « La partie américaine ne s'attend pas à des résultats concluants ». a écrit dimanehe l'agence soviétique Tass, qui souligue cependant que ce voyage est « important pour l'élaboration de la colitique étrangère des Etats-Unia. et l'ensemble de leurs rapports avec les autres pays n. « Les idées ée Pèkin et de Warhington, ajoute l'agence, sout proches dans l'ensemble sur de nombreuses questions relatives à l'agression israéllenne au Proche-Orient et aux problèmes coloniaux. » — (A. F. P., A. P., U. P. L.)

Au Vatican

Paul VI et M. Giscard d'Estaing se sont entretenus de la spiritualité dans le monde moderne

De notre correspondont

Rome. - Paul VI et M. Velàry Giscard d'Estaing ont eu, comme prévu, un entretien d'une heure lund! matin au Vatican. A le suite de cette conversation en tête à tâte l'épouse Introdulte à son tour dans la bibliothèque privée du pape. Pule le couple ntiel devait être reçu par le cardinal Jean Villot, secretaire d'Etat. euquel le chef de l'Etat a présenté ensuite M. Jean Sauvagnergues, mi-nistre des affaires étrangères. Interrogé par les journalistes à sa sortie du Vatican, le président de la République a déclaré :

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA EN ÉGYPTE DU. 10 AU 15. DÉCEMBRE

L'Elysée a renda public ce lundi décembre en fin de matinée

AU CONGRÈS ANNUEL DU M.R.A.P.

La montée du racisme et du fascisme

- Nous évons parlé de deux eujets qui sont le spiritualité dans le monde moderne et le contribution de la France à catte spiritualité ; puis nous avons parié de la paix dans le monde et d'abord là où elle se pose en lerme d'urgence, ja pense notammen eu Liban. Nous avons parié des londements de la paix, c'est-à-dire des actions en vue du développement de la paix au cours des prochaines conférences, notemment dans la direction des pays en dévaloppe-

Le président de la République ejouté : - J'aj Irouvé (chez Paul VI) une grande confiance à laquelle j'ai été très sensible. . Le président de le République e fait cadeau nu papo des épreuves

de quatre ouvrages de Péguy, annotées de la main de l'auteur. Paul VI lui a, de son côté, offert un tableau anonyme du quinzième siècle, représentant le Christ reseuscilé avec sainte Madeleine.

M. Giscard d'Estaing, à son errivée et à son dépert du Vetican, a àté salué par Mgr Jacques Martin, préfet de le meison apostolique, tandle que das hallebardiers en pourpoint et culotte jeune et bieue, le casque à plumets rouges, présen

A SAINT-CHAMOND

Après le coup de feu contre les grévistes la direction des établissements Furnon dément employer des « mercenaires »

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Les treate-neuf grévistes qui, après avoi dessé le travail le 17 novembre, sont retranchés depuis jeud dernier 27 aovembre dans l'une des deux usines des établisse ments Furnon à Saint-Chamond (Loire) oat déposé plainte à 1 suite da grave incident surveaa au petit matin du same 20 novembre. Un fenement surveaa au petit matin du same 20 novembre. Un fenement surveaa au petit matin du same 20 novembre. Un fenement surveau au petit matin du same 20 novembre. suite da grave incident surveaa au petit matin du samed 20 novembre. Un inconnu, venu en voiture, a tiré de l'actorout un coup de feu, vraisemblablement avec uae arme de calibre 5. des 30-aovembre-1 décembre).

« Cetta opération constitue une véritable attentat pouvant entrainer la mort » se sont indignés, samedi en fin d'après-midi, des responsables C.F.D.T. aa cours d'une conférence de presse, à Saint-Chamond. « Nous ne nous laisserons pas autraîner dans la voilence, mais nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence, mais nous ne nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence mais nous ne nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence mais nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence mais nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence mais nous laisserons pas intimider » cont-ile content de la violence d'entreprises de la régio stéphanoise ».

M. Jean Branche au 28 novembre e la la loire, affirmant notamment « Cest dans l'entreprise Furnor travaillant en sous-traitance pou les Bennes Marret et pour Peu geot, qui a déjà fait parler d'ell lors de l'affaire Peugeot, que son « formés » des mercenaires mais de la disposition d'une certain nom bre d'entreprises de la régio stéphanoise ».

M. Jean Branche au 28 novembre e nous ne nous laiserrons pas inti-mider » ont-ils assuré encore non sans avoir reproché aux ser-vices de police de de s'être pas encore rendus, plus de treize heures après l'incident « sur les lieux pour constater la maté-rialité des faits ».

Dans un communique commun, la C.F.D.T., la C.G.T., le parti communiste et le parti socialiste ont vivement condamné cet acte d'agression. Syndicats et partis de gauche font leur l'accusation lan-cée, au lendemain des premiers incidents entre prévistes et pon incidents entre grévistes et non grévistes, par l'U.D.-CFD.T. de

M. JACQUES POSIER EST NOMMÉ AMBASSADEUR

A SAN-SALVADOR

1274 232

a la disposition a un certala nom bre d'entreprises de la régio stéphanoise.

M. Jean Furnon, P.-D. G. de établissements portant son non s'en est défendu dimanche soi en ces termes : o Les « Katan gais »? Ca n'est pas sérieux i J ne travaille pas ovec cette cate gorie de types. S'il y en ava chez moi, il y a longtemps qu'i auraient vire les grévistes grands coups de pied quelqu part. J'ai mon franc-parler, ma je garde pour l'instant tout mo calme et ma sérénité, et e's attendent à une explosion de m part, ils ne l'auront pas. »

Par « ils », M. Furnon enten la C.P.D.T., sans l'« timmixtion de laquelle « ce banal et très l' mité conflit du travail sera résolu depuis longtemps ».

Les grévistes réclament notan ment une augmentation mentes le

Les grévistes réclament notan ment une augmentation mensuel de 200 francs pour tous et nu fusent des licenciements que M. Furnon justifie par le mi rasme économique, aggravé pu le conflit. « Il y a cu chez m de la place pour deux cen personnes, puis pour cent dix. » Dans la « charrette », il y autres vraisemblablement les trents

très viaisemblablement les trent-neut grévistes, parmi lesque vingt et un immigrés. De les côté, les cadres et des ouvrie non grévistes, qui sont à l'origi d'un syndicat-maison, s'oppose à l'action revendicative, q estiment-ils, porte atteinte à le liberté et constitue « la solubi-la moins onéreuse pour la d.

L'ACCORD SUR L'EXPORTATIO

DE GAZ NATUREL IRANIEN:

PAUL CHAPPEL

Par décret publié au Journal officiel du 2 décembre, M. Jac-ques Posier est nommé ambas-Les délégués des quinze mille sadeur de France à San-Salvador membres da M.R.A.P. ont proposé une aouvelle loi pour réglementer les expulsions d'étrangers. Celle-ci précise : «L'expulsion d'un étranger régulièrement admis au (El Salvador), où M. Bernard Guillet est actuellement charge

de travailleurs immigrés, des délégués de plusieurs associations ou organisations antiracistes (britanniques, belges, neerlandaises_), des syndicalistes, se sont joints samedi 29 et dimanche 30 novembre aux quelque trois cents militants du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) reunis rue Cadet, à Paris, au siège du Grand-Orient de France, lors du congrès annuel de leur organisation que préside

La politique internationale a fortement marque ces journées, Afrique australe et la récente

M. Pierre Paraf.

DECORATION TISSUS

D'AMEUBLEMENT IMPRIMES

Toiles de lin, de coton. Satins et chintz imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de

tissus américains, anglais suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris origineux. les prix:

de 12 f à 87 f le mêtre (tous nos tissus sont en stock)

36. CHAMPS-ELYSÉES - PARIS

HAMELLE

ONSTRATION EN AUDITORIUM PAR M. SERPER

ENTRE LA 24, bd Malesherbes ST-AUGUSTIN Specialiste des Enceintes Asservies adaptables sur toutes Chaînes HI-FI

DE TOUTE SERVO SOUND-K.M.

DE 13 H A 19 H, SAMEDI INCLUS, ET SUR RENDEZ-VOUS **265.36.39**

Pratique Comme Un Feutre. Beau Comme Un Waterman.

Feutre CF de 100 Fà 250 F. WATERMAN

résolution des Nations unies dépoursuivre les auteurs d'actes clarant que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale s.

Une commission de travail s'est d'ailleurs constituée spontanément pour étudier ce dernier point. Après d'âpres discussions entre ceux qui étaient scandali-sès par une telle résolution et ceux qui lui trouvaient des jus-tifications, tout le monde s'est mis d'accord pour déclarer qu'elle était maladroite, ne pouvait que porter préjudice à la cause arabe et contribuerait à faire renaltre l'antisémitisme. « On peut contester, critiquer

le sionisme, mais on ne peut nier qu'il est ne, qu'il est ressenti par nombre de juis et de non-juis comme une réponse au racisme comme une represe un racisme antisémite, a souligné M. Albert Levy, secrétaire général du MRAP. On peut regretter, désapprouver cette conception, la combattre, mais il nous parait faux et périlleux de la qualifier en tant que telle de raciste. Est-ce à dire qu'Israël soit exempt de racisme dans le refus de reconnaitre les droits des Palesti-niens?... Le mépris raciste, la négation de l'autre apparaissent indubitablement. »

Un représentant de l'African National Congress (mouvement de libération d'Afrique du Sud) est venu témoigner de l' « apar-theld » pratiqué par les Blancs au pouvoir dans son pays.

pouvoir dans som pays.

Depuis le mois de septembre dernier, le M.R.A.P. organise une grande enquête sur le racisme et la latte antiraciste en France. Les derniers questionnaires devraient être rendus avant le 1° mars, mais, déjà, de nombreuses réponses oat été dépouillées. La liste importante d'attentats, de meurtres, d'agressions racistes, e'allonge chaque jour. De aombreux congressistes ont parié de a montée du racisme ». Avec eux, le Mouvement d'action judiciaire a souligné la nécessité et l'urgence de mieux faire connaître et d'utiliser plus fréquemment la loi du 1° juillet permettant de

partez au PAKISTAN

étranger régulièrement admis au séjour en France ne peut être prononcée que s'il a gravement troublé l'ordre public et o été condanné pour les faits qui lui sont reprochés à une peine d'en prisonnement ferme d'au moins un an. » L'assemblée a, de plus, exigé la ratification par la France de le « charte du migrat » don-

de la « charte du migrant », adop-teé à Genève par la conférence internationale du travail. — C.Ch.

où se melent intimement

Pour vous y conduire, les plus grands Tours Operaturs organisent des maintenant des voyages votre Agent de voyages.

Appelez NADIRA, votre charmant guide de l'Orient au 225.92.44

Pakistan International Airlines

d'affaires.

Pays fascioani et mystérieux et l'exotisme de l'Orient, le PAKISTAN vous attend.

individuels ou collectifs: consultez Et pour déjà réver, demandes la merveilleuse brochure sur le PAKISTAN éditée par P.LA:

ou écrivez à P.J.A. 90, Champs-Elysées - 75008 PARIS.

A découvrir au moins une fois dans sa vie

Le massage thailandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée

l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi,

è l'art subtil et millénaire da massage thailandais.

Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à

Ua massage très raffine, pratiqué dans un bain d'eau tiède et perfumée, avec relaxation

et cérémonial da the au jasmin.

EN BREF...

d'affaires.

|M. Jacques Poaler, diplômé de l'Ecole des sciences politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est né en 1924. Après avoir dépendu du ministère de l'intérieur de 1956 à 1958, il devient à cette data deuxlème secrétaire à Saint-Domingue, puis à Berne, jusqu'en 1964. Premier secrétaire à Bangkok de 1964 à 1966, il est nommé en 1957 consul à Port-Gentil, en 1968 premier conseiller à Libreville et en 1969 deuxlème conseiller à Buenos-Aires. En 1973, il est mis à la disposition du Hagt Comité de la langue française.]

• Neus enjants ont été blessés, dont un grièvement, dans une collision survenae ce matin 1" décembre à une dizaine de kilomètres de Beauvais (Oise) entre un car de ramassage scolaire à bord duquel ils se trouvaient et un camion-citerne. Seion les premiers éléments recueillis par la gendarmerie, l'accident, qui s'est produit dans une ligne droite, serait du a la fois au verglas et au brouillard, très dense à cet endroit.

© Un feune peintre a été poignarilé, dans la mit du vendredi 28 au samedi 29 novembre,
à Schirrhein (Bas-Rhin) lors
d'une bagarre qui l'avait opposé
à un mineur age de dix-sept ans.
La querelle avait commencé dans
un restaurant où consommait la
victime, M. Joseph Dorffer, dixhuit ans. Sorti de l'établissement
pour s'expliquer avec son adverhuit ans. Sorti de l'établissement pour s'expliquer avec son adversaire, M. Dorffer a été atteint de plusieurs coups de couteau. Il est mort au centre de traumatologie d'Ilikirch Graffenstaden, où il avait été transporté. Son meurtrier a été arrêté et inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort.

Le auméro du « Monde » daté 30 novembre-1ª décembre 1975 a été tiré à 521 675 exemplaires

VERS L'EUROPE EST CONCLL L'accord sur l'expertation vi-

l'Europe du gaz usturel Iranieu gisement de Kangan a été sig dimanche 30 governbre à Tchén dimanche 30 dovembre à Tchén Aux termes de cet accord. l'ir livrera, à compter de 1951, 13.4 m lions de mètres cubes de gaz natupar an à l'Union sovietique. Celle en conservera 2 milliens et riext diera 11 millions de mètres cut (gaz iranieu ou soviétique) vi l'Allemagne (5,5 milliards de métre cubes), la France (3,66 milliards) l'Autriche (1,54 milliard). Le coutrat, conclu pour une dur

Le coutrat, conclu pour une dur de vingt ans, est basé sur un pr (révisable) de 99 cents à 1 doil le millier de pieds-cubes livré à frontière irane-soviétique, ce quassure un revenu annuel de 439 mi llons de dollars environ à l'Irapayable notamment par des fou

payable notaniment par des fon nitures d'équipement. L'acheminement du gaz de Kanga Jusqu'à la frontière soviétiqu necessitera la construction d'a gazodue dont le coût est évalue 3 millards de dollars et qui serfluance, à concurrence de 76 %, p.: Ses capitaux étrangers. Eu coutre partie de l'utilisation de son résea pour transporter le gaz jusqu'2 ; frontière tchécoslevaque, l'U.R.S.: recevra 2 milliards de métres eube par an et revendra ce gaz 1,50 1,76 dollar le millier de pieds-cube

louer un piano PIANO BAIL

vous rendra propriétaire du piano de votre choix payable en 2 à 5 ans pour un

Pourquoi

versement mensuel équivalent à une location. C'est une exclusivité

. PIANOS Paris-Ouest 71, rue de l'Algle 92250 LA GARENNE Tel. 242.26.30 et 782.75.67

PIANOS-ORGUES Paris-Est 122-124, rue de Paris

93100 MONTREUIL

massages, sportifs ou de relaxation, avec masseurs et masseurs et masseurs expérimentés. Institut Corporel Claude Massard 6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25-261.27.26

L'Institut vous propose également ionisation, oxygénation, brouzage, traitements spéciaux et tous les autres types de

toutes les subtilités du merveilleux massage thailandais.